

AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

Opportunités pour la Coopération

2014

Editeur
SAVAŞALPAY

ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE



CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ECONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES

AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

2014

Editeur

Savaş Alpay

Chercheurs Supérieurs

Nabil Mohammed Dabour | Nadi Serhan Aydın

Chercheurs

Mazhar Hussain | Cem Tintin | Kenan Bağcı

Institutions de Contribution

Ministère d'Alimentation, d'Agriculture et de Bétail de la République de Turquie

Institute de Technologie de Massachusetts (ITM) Le Laboratoire d'Action de Pauvreté d'Abdul Latif Jameel (J-PAL)

© 2014 Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

Address: Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara –Turquie

Telephone : 0090–312–468 6172

Internet : www.sesric.org

E-mail : pubs@sesric.org

All rights reserved

Des critères élevés ont été appliqués pendant l'étape de traitement et de préparation par le SESRIC pour maximiser l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les dénominations et toute autre information non indiquées sur chaque section ou chiffre illustrative n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC au sujet du statut juridique d'aucune entité. Sans compter qu'elle nie aucune responsabilité de toute sorte de discussion politique qui peut surgir lors de l'utilisation des données et de l'information présentées en cette publication. Les frontières et les noms illustrés sur les cartes présentées en cette publication n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par le SESRIC.

Le matériel présenté en cette publication est protégé par les droits d'auteur. Par la vertu des droits d'auteur qu'il réclame et comme il encourage la diffusion de ses publications dans l'intérêt des Pays Membres de l'OCI, SESRIC accorde l'autorisation de voir, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, sur n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux.

Pour la permission de reproduire ou de réimprimer n'importe quelle partie de cette publication, veuillez envoyer une demande avec l'information complète au Département de Publications à l'adresse : Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara –Turquie.

Toutes questions concernant les droits et les permissions devraient être adressées au département de publications, SESRIC, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

ISBN: 978-975-6427-32-3

La Conception de la Couverture est faite par le Département de Publications, SESRIC.

SESRIC exprime par ceci sa satisfaction profonde au Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Elevage de la République de Turquie d'avoir fourni des équipements d'impression.

Pour des informations supplémentaires, veuillez contacter le Département de Recherches, SESRIC à travers : research@sesric.org

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	i
ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	iii
PRÉFACE	v
RÉSUMÉ GÉNÉRAL	vii
1. Secteur d'Agriculture: Ressources et Potentiels	1
1.1. Population Agricole et Utilisation de Terre dans l'Agriculture	1
1.2. Ressources en Eau et leur Utilisation dans l'Agriculture	5
1.3. Utilisation des Engrais et de la Mécanisation Agricole	13
1.4. Productivité Agricole	13
2. Production Agricole et Commerce	19
2.1. Production Agricole	19
2.1.1. Indice de Production Brute	20
2.1.2. Indice de Production Brut par Habitant	21
2.2. Production et Utilisation des Principaux Produits	22
2.3. Producteurs Supérieurs des Principaux Produits d'Agriculture	25
2.4. Bétail et Pêche	26
2.4.1. Bétail	27
2.4.2. Pêche	30
2.5. Échanges des Produits d'Agriculture	33
3. Impacts de Changement Climatique sur l'Agriculture	37
3.1. Augmentation dans la Température	38
3.2. Variation des Précipitations et de la Pluie	39
3.3. Montée du Niveau de la Mer	40
3.4. Événements Météorologiques Extrêmes	41
3.5. Intensification de Parasite et Concentration en CO ₂	42
4. Développement d'Agriculture : Obstacles et Défis Importants	43
4.1. Utilisation Inefficace de la Terre	43
4.2. Productivité Faible	45
4.3. Mécanisation d'Agriculture	46
4.4. Ressources en Eau Rares et Manque de Système d'Irrigation Moderne	46
4.5. Manque d'Assurance d'Agriculture	47
4.6. Changement Climatique	48

4.7.	Recherche Agronomique et Biotechnologie	49
4.8.	Chambres de Stockage de Grain	52
5.	Développement des Industries Agroalimentaires	55
5.1.	Importance d'Agro-industrie pour le Développement	56
5.2.	État d'Industries Agroalimentaires dans les Pays de l'OCI.....	57
5.2.1.	Récoltes Traitées et Bétail.....	58
5.2.2.	Indicateurs des Industries Agroalimentaires.....	59
5.2.3.	Productivité dans des Industries Agroalimentaires.....	62
5.3.	Promotion de la compétitivité des industries agroalimentaires.....	63
6.	État de la Sécurité Alimentaire.....	67
6.1.	Production et Commerce Alimentaire.....	67
6.2.	Pays Déficitaires à Faible Revenu Alimentaire et l'Aide Alimentaire	71
6.3.	Privation Alimentaire (Personnes Sous-nourris)	74
6.4.	Prix de denrées alimentaires.....	75
7.	Coopération de l'OCI dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire : Opportunités et Propositions de Projet.....	81
7.1.	Historique	81
7.2.	Promotion de l'Investissement de l'Intra-OCI dans le Secteur Agricole	84
7.2.1.	Agriculture et Investissement	84
7.2.2.	Pays Membres avec un Potentiel Agricole Plus Elevé	85
7.3.	Amélioration de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Activités Continues	87
7.3.1.	Établissement de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire	87
7.3.2.	Établissement de l'Association Agro-Industrielle de l'OCI.....	88
7.4.	Amélioration de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Propositions de Projet.....	90
7.4.1.	Établissement du Centre d'Amélioration de Graines et de Récolte de l'OCI (OCI-SCIC)	90
7.4.2.	Création de l'Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA)	94
7.4.3.	Établissement du Marché de Bourse du Commerce d'Agriculture de l'OCI (OCI-ACEM).....	95
8.	Remarques Finales et Recommandations de Politique	97
	RÉFÉRENCES	102
	TABLEAUX STATISTIQUES	105

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
OCI	: Organisation de Coopération Islamique
ASS	: Afrique Subsaharienne
MONDEMUN	: Modélisation des Nations Unies du Monde
IPCC- UN	: Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat-ONU
CO ₂	: Carbone dioxyde
GHG	: Gaz à effet de Serre
IPCC	: Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
UNEP	: Programme d'Environnement des Nations Unies
CPI	: Indice des Prix à la Consommation
FPI	: Indice de Production Alimentaire
J-PAL	: Laboratoire d'Action de Pauvreté d'Abdul Latif Jameel
PFRDV	: Pays à faible revenu et à déficit vivrier
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
LGB	: Grand foreur des grains

PRÉFACE

Lors de la dernière décennie, les crises de la sécurité alimentaire autour du monde ont accentué l'importance du développement agricole et de la sécurité alimentaire dans tous les pays autour du globe. En fait, puisque l'agriculture est assumée largement connue pour être une activité économique primaire et joue un rôle important dans les économies de la plupart des pays en développement, ce dispositif ne se tient pas ferme dans le cas de plusieurs pays de l'OCI ainsi que dans le cas des pays de l'OCI en tant que groupe. Plusieurs pays de l'OCI relèvent toujours un certain nombre de contraintes et de défis sérieux dans ces deux secteurs critiques. En moyenne, l'action de l'agriculture en tout le PIB des pays de l'OCI s'est élevée seulement à 10.3% en 2012, graduellement diminuant de 12.2% en 2000 et 16.3% en 1990.

Au cours de cette période, l'activité agricole dans plusieurs pays de l'OCI a été fortement remplacée par des services et, à un moindre degré, par l'industrie. C'est dû à une combinaison des facteurs de politique, structureaux, climatiques et géographiques. Ces facteurs incluent la transformation économique et les efforts structureaux de diversification dans certains pays, la migration croissante de la main-d'œuvre d'agriculture de zones rurales aux zones urbaines cherchant des salaires plus élevés dans d'autres secteurs, surtout dans le secteur des services, l'investissement et l'infrastructure agricole insatisfaisante, de bas niveau dans l'utilisation de machines agricoles et de technologie, les fluctuations dans des cours de matières premières agricoles du monde et des difficultés commerciales que plusieurs de ces pays font face toujours sur les bourses de marchandises internationales, et de la pénurie des ressources en eau dans plusieurs pays de l'OCI, qui sont situés dans des sous-région arides et semi-arides de l'Asie Occidentale et de l'Afrique du Nord-Est.

Dans la plupart des pays de l'OCI, la production agricole et l'approvisionnement en produits agricoles, surtout les produits alimentaires, n'ont pas suivi la demande rapidement croissante de l'alimentation due à l'augmentation rapide de leurs populations, menant à un écart élargi alimentaire qui doit être rempli par des importations. Ceci fait ces pays, en particulier les 30 Pays de l'OCI à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV de l'OCI), vulnérables à toute forte augmentation dans les prix de denrées alimentaires internationaux en termes d'augmenter les factures d'importation alimentaire et les déficits commerciaux, créant des impacts négatifs sérieux sur la santé et l'éducation, en particulier pour les enfants, et par conséquent, empirant l'état déjà détérioré de la sécurité alimentaire en augmentant le nombre de personnes sous-nourris.

Employant 34.7% de toute la population des pays de l'OCI en 2011, l'agriculture est encore considérée comme activité économique importante avec le potentiel élevé de jouer un rôle significatif dans le développement économique de plusieurs pays de l'OCI. Cela vaut particulièrement pour les 37 pays membres agricole-basés de l'OCI, 19 desquels sont les pays moins avancés. Ces pays apprécient le potentiel élevé en termes d'au moins un des trois ingrédients principaux du secteur d'agriculture (c.-à-d., terres arables, main-d'œuvre agricole et ressources en eau). D'ailleurs, 31 pays membres de l'OCI de différentes régions climatiques se rangent parmi les 20 producteurs principaux des produits agricoles importants dans le monde entier. Ces produits varient des céréales telles que le blé, le riz et le maïs aux produits zone tropicale/tempérée tels que le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. À cet égard, le développement d'un secteur moderne d'agriculture dans ces pays aiderait, donc, à réduire la pauvreté, fixerait la suffisance alimentaire, fournirait des offres d'emploi additionnelles pour des millions, et favoriserait d'autres secteurs dans l'économie qui sont liés à la production agricole.

Etant donné cet état de question, *l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire dans les Pays Membres de l'OCI 2014* accentue l'état récent ainsi que les contraintes et les défis du développement agricole et de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI. Il explore des thèmes principaux comme la production et la productivité agricole, les échanges des produits d'agriculture, l'utilisation agricole de population et de terre dans l'agriculture, les ressources en eau et leur utilisation dans l'agriculture, la production et le commerce des alimentations, l'aide alimentaire, la prédominance de la malnutrition, et les impacts de la volatilité de prix de denrées alimentaires. Le rapport également jette la lumière sur l'importance de favoriser l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur d'agriculture et inclut un ensemble divers de recommandations de politique et de propositions de projet pour augmenter la coopération de l'OCI dans ce domaine important.

Prof. Savaş Alpay
Directeur Général
SESRIC

RÉSUMÉ GÉNÉRAL

Secteur d'Agriculture : Ressources et Potentiel

Les activités agricoles jouent un rôle important dans les économies de l'OCI comme dans plusieurs pays en développement en termes d'emploi, production, et alors le développement. Les statistiques récentes prouvent que 240 millions de personnes (représentant 14.5 pour cent de la population totale) dans les pays de l'OCI sont économiquement en activité dans le secteur d'agriculture. En particulier, dans 17 pays de l'OCI l'action de la population agricole économiquement active est plus de 20% de la population totale qui témoigne l'importance des activités agricoles. De façon générale, plus de 51.8% de population des pays de l'OCI vit dans les secteurs ruraux. Les pays de l'OCI occupent 29% du secteur de superficies agricoles du monde avec les prés permanents et les pâturages prennent la meilleure action des superficies agricoles dans les pays de l'OCI.

Tous ces chiffres impliquent que les pays de l'OCI sont non seulement les joueurs importants dans le monde en termes de la taille agricole de population mais également en termes de taille de superficies agricoles. Ceci met les membres de l'OCI collectivement au réseau de production agricole du monde en tant que joueur important.

En termes de ressources en eau et leur utilisation dans des activités agricoles, les pays de l'OCI émergent collectivement comme groupe important de pays. L'action des pays de l'OCI dans le monde en termes de précipitation détaillée est 22%. Parmi les pays membres de l'OCI, la Malaisie a la plus haute moyenne de précipitation en scores détaillés tandis que des classements de l'Egypte et de la Libye sont au fond. IRWR (ressources en eau renouvelables internes) constituent presque 73% de ressources en eau renouvelables totales dans les pays de l'OCI qui implique que les pays de l'OCI, collectivement, dépendent davantage de leurs ressources renouvelables internes plutôt qu'externes. Néanmoins, il y a plusieurs membres de l'OCI qui éprouvent la pénurie de l'eau à différents degrés. Par exemple, le Koweït et les EAU ont les niveaux les plus bas des ressources en eau renouvelables totales par habitant qui les mettent dans la catégorie absolue de pénurie de l'eau. Ces pays membres de l'OCI ont sévèrement besoin des ressources en eau externes pour satisfaire la demande croissante de l'eau, à moins qu'ils trouvent des moyens innovateurs d'atteindre l'eau utilisable d'autres ressources telles qu'épurer l'eau de mer. D'ailleurs, la durabilité des ressources en eau externes a également une importance particulière pour les pays membres qui ont un rapport élevé de dépendance en eau.

Les pays de l'OCI retirent 29.4% de l'eau agricole dans le monde. Etant donné la basse précipitation des scores détaillés dans les pays comme l'Egypte, le rapport du secteur d'irrigation comme pourcentage de la zone agricole est élevé et couvre jusqu'à 92.8% de toute la zone agricole. En ce qui concerne les techniques d'irrigation, les pays de l'OCI déploient la plupart du temps l'irrigation superficielle (82%), qui est la moindre technique d'économie d'eau parmi des techniques d'irrigation, tandis que la technique localisée d'irrigation, qui est l'une la plupart utilisée d'économie d'eau, est pratiquée sur seulement 1.3 million hectares, correspondant à 1.7% de la surface totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI.

Les pays de l'OCI ont une petite part (7.4%) dans le monde en termes de capital social agricole. D'ailleurs, les pays de l'OCI ont un rapport insuffisant d'utilisation d'engrais et un bas degré de mécanisation agricole. Par exemple, la moyenne de l'OCI par rapport à l'utilisation d'engrais par hectare de terres arables est de 46 kilogrammes, tandis que dans d'autres pays en développement on le calcule en tant que 93 kilogrammes.

Comme résultat normal de la pénurie des ressources en eau, les techniques inefficaces d'irrigation, l'utilisation insuffisante d'engrais et la basse mécanisation agricole, les pays de l'OCI font face aux niveaux bas de terre et de productivité du travail dans le secteur d'agriculture. Les niveaux de terre et de productivité du travail dans les comtés de l'OCI sont au-dessous de la

moyenne du monde par rapport à 2012, quoique les pays de l'OCI collectivement aient connu une augmentation dans leurs niveaux de productivité depuis 2002.

Dans la recherche et la technologie, les pays de l'OCI exécutent légèrement mieux que d'autres pays en développement en termes d'effectifs de recherche agronomique. Parmi les membres, la Jordanie a le nombre le plus élevé de personnel de recherche agronomique avec un million de population agricole dans le secteur public, qui est 2187. Cependant, en termes de dépense agricole par personne agricole dans la recherche et la technologie, les pays de l'OCI sont derniers dans la liste par rapport aux autres pays en développement avec une quantité moyenne de dépense de 13.8 dollars des Etats-Unis. La Malaisie dépense la somme d'argent la plus élevée (248 dollars des Etats-Unis) par personne agricole parmi les membres de l'OCI. De façon générale, l'image que les pays de l'OCI dessinent en recherche et biotechnologie est loin d'espace libre. Il y a plusieurs membres de l'OCI qui ne font pas ou ne peuvent pas rapporter les données de recherches et de biotechnologie d'une part ; il y a certains pays membres de l'OCI qui sont favorisés comme la Jordanie et la Malaisie de l'autre part.

Production Agricole et Commerce

Puisqu'on a assumé que l'agriculture est largement connue pour être l'activité économique primaire et joue un rôle important dans les économies des pays en développement, ce dispositif ne se tient pas ferme dans le cas des pays de l'OCI comme groupe. Après une légère expansion dans la période d'après-crise, l'action moyenne de l'agriculture en tout le PIB des économies de l'OCI s'est contractée à 10.3 pour cent en 2012.

L'indice de production agricole de la FAO prouve que les pays de l'OCI, comme un groupe, ont enregistré, en moyenne, une exécution comparable en augmentant leur output agricole vis-à-vis d'autres pays en développement ainsi que le monde au cours de la période 2000-2012 et bien mieux par rapport aux pays avancés. En ce qui concerne l'indice de production agricole par habitant, on constate que, au cours de la période à l'étude, la moyenne de production agricole par habitant dans les pays de l'OCI a connu une augmentation relativement modeste par rapport à d'autres pays en développement ainsi que le monde dans son ensemble.

Lors de 2000-2012, les pays de l'OCI ont connu une augmentation en leur action dans la production mondiale des céréales, des fruits, des légumes et de la viande. En tous les cas excepté la viande, cependant, les pays membres de l'OCI ont vu une contraction en leurs actions dans la production des pays en développement. La production agricole de l'OCI se concentre dans certains pays membres car seulement dix pays ont représenté les 79.1%, les 75.2%, les 74.2% et les 66.6% de toute la production des céréales, des fruits, des légumes et de viande en 2012, respectivement.

Les pays membres ont leurs actions plus élevées mondialement dans toute la production d'huile de palmier (90.3%), de cacao (67.4%), de manioc (43.8%), de sorgho (34.6%), et de millet (34.4%) - par rapport à d'autres produits importants basés sur les données de 2011. Pour la majorité de produits considérés dans cette étude, l'alimentation et la nourriture sont apparemment les méthodes primaires d'utilisation. En moyenne, 97.7% de thé, 92.6% de café, 90.6% de sucre, 80.1% de riz, 73.4% de blé, 70.4% de millet, 68.2% de cacao, 65.1% de sorgho, et 45.4% de manioc approvisionnés domestiquement sont utilisés comme des produits alimentaires humains dans les pays membres, tandis que 74.9% d'orge, 67.1% d'avoine, 46.2% de maïs, et 29.3% de manioc approvisionnés domestiquement sont utilisés pour alimenter le bétail et la volaille.

Malgré le niveau bas du développement dans le secteur d'agriculture et l'action relativement basse des pays de l'OCI dans la production agricole mondiale, une majorité significative des pays membres sont parmi les 20 producteurs principaux de certains produits agricoles importants dans le monde entier. Cependant, pour plusieurs de ces pays, en particulier ceux dans lesquels la partie de leurs exportations se concentrent sur quelques-uns de tels produits agricoles, les fluctuations des prix sur les bourses de marchandises internationales peuvent lancer des risques et des défis additionnels.

La consommation des produits animaux dans les pays en développement, mesurée selon la consommation annuelle par habitant en kilogrammes a augmenté sensiblement lors de la dernière décennie. Cependant, les pays de l'OCI continuent à souffrir des niveaux relativement bas en ce qui concerne la consommation en produits animaux importants, à savoir, la viande, le lait et les œufs. Un ménage dans les pays de l'OCI a consommé en moyenne 91.1 kilogrammes de produits animaux en 2011, par rapport aux 117.4 kilogrammes moyens dans d'autres pays en développement et à 314.7 dans les pays avancés. La moyenne du monde est de 141.1 kilogrammes en 2011. Du côté de production, les pays en développement ont apparemment répondu à la demande croissante en produits animaux en augmentant rapidement la production - avec le groupe de pays de l'OCI n'étant aucune exception. Entre 2000 et 2012, les pays de l'OCI comme groupe ont augmenté la production de leur viande, lait et œufs par 59.3%, 54.1% et 53.3%, respectivement. Les facteurs du côté de l'offre, tels que les intrants bon marché, évolution technologique et gains d'efficacité de balance au cours des dernières décennies, semblent être les conducteurs principaux de cette croissance rapide de production. La croissance de la consommation de bétail, multipliée en augmentant la libéralisation économique, a mené à la croissance significative du commerce de ces produits. L'analyse dans ce rapport rapporte deux conclusions principales : d'abord, les pays de l'OCI sont trop dépendant aux produits animaux importés, excepté les œufs, et, seconde, cette dépendance se développe rapidement. À partir de 2011, les pays de l'OCI ont représenté 4.5% d'exportations de produit de bétail du total mondial et 17.5% d'importations totales.

La capture de la pêche et l'aquaculture ont fourni le monde environ 182.9 millions de tonnes de poissons en 2012. Lors de 2000-2011, la moyenne de consommation par habitant des produits de la pêche dans les pays membres de l'OCI a augmenté de 10.2 jusqu'à 14.4 kilogrammes - enregistrant une augmentation de 41.2%. Ce rythme de croissance compare favorablement à d'autres pays en développement où la moyenne de consommation par habitant a augmenté de 14.1 à 18.0 au cours de la même période (28.4%). Encore, du côté de production, les pays de l'OCI ont représenté 16.5% de toute la production de pêche du monde en 2012. La production de pêche intérieure a augmenté rapidement lors de la dernière décennie tandis que la production marine a est restée relativement stable. Les pays de l'OCI ont amélioré leur action dans la production de pêche intérieure du monde à partir de 14.5% en 2000 à 16.8% de 2012. En dépit d'une croissance lente à la balance mondiale, la production de pêche marine dans les pays membres ont éprouvé une expansion rapide et ont augmenté leur action dans la production marine mondiale de 9.7% à 16.4% au cours de la même période. En termes de méthode de production, un argument similaire juge vrai pour la production de pêche mondiale d'aquaculture contre la capture, car la première a été multipliée plus que 41.7 de millions de tonnes en 2000 à 90.4 en 2011.

En 2011, toutes les exportations des poissons, les crustacés et les mollusques provenant des pays de l'OCI ont atteint 2.7 millions de tonnes. Au contraire, les pays de l'OCI ont importé 4.2 millions de tonnes de ces produits des pêches au cours de la même année - dirigeant un déficit commercial net de 1.5 millions de tonnes.

Par rapport aux résultats financiers agricoles mondiaux, il a été observé que, à mesure qu'un groupe, les pays de l'OCI ont augmenté leur présence dans le commerce mondial des produits agricoles importants. Cependant, la capacité productive agricole insuffisante pour satisfaire la demande alimentaire de leurs populations rapidement croissantes, les pays de l'OCI, comme un groupe, ont continué pour se fonder fortement sur les importations agricoles, en particulier les produits alimentaires. C'est clair, en particulier, dans le cas des céréales où, avec les importations 48.8 milliards dollars des Etats-Unis en 2011, les pays de l'OCI ont représenté 59.4% d'importations totales de céréale des pays en développement, et plus d'un tiers (38.3%) du monde. Leurs actions respectives dans les exportations totales de céréales des pays en développement et le monde étaient 11.9% et 5.3% au cours de la même année. Comme dans le cas de la production, une action significative de tout le commerce agricole des pays de l'OCI est concentrée dans certains pays membres. En termes de valeur monétaire, seulement les cinq exportateurs principaux de l'OCI représentent 89.9%, 69.0%, 68.3%, et 73.4% de céréale totale, de produit laitier, de fruits et de légumes, et les exportations de viande des pays de l'OCI,

respectivement, tandis que, les 5 importateurs principaux ont représenté 44.4%, 47.8%, 46.3% et 55.8% du volume d'importation relatif à chacun de ces groupes aux produits importants. En raison de la dépendance relativement élevée de plusieurs pays de l'OCI à l'égard des importations des produits agricoles, les pays de l'OCI comme un groupe ont enregistré des déficits commerciaux significatifs dans la plupart de ces produits - spécialement en céréales avec un déficit commercial de 42.4 milliards dollars des Etats-Unis en 2011. De façon générale, quand tous les produits agricoles sont considérés, on constate que les pays de l'OCI, comme un groupe, ont plus que multiplier leur déficit commercial de 23.2 milliards dollars des Etats-Unis en 2000 à 62.1 dollars des Etats-Unis en 2011. Ceci indique que la production nationale des produits agricoles, surtout la nourriture, dans la plupart des pays de l'OCI n'augmente pas de façon égale par rapport l'augmentation de la population et, par conséquent, celle par rapport à la demande de ces produits.

Impacts de Changement Climatique sur l'Agriculture

Le changement climatique est l'un des défis environnementaux contemporains les plus cruciaux avec des conséquences socio-économiques négatives graves. Assurément, le secteur d'agriculture est extrêmement vulnérable au changement climatique surtout dû à sa dépendance plus élevée sur le climat et les conditions atmosphériques. Le changement climatique peut affecter le secteur d'agriculture par de divers canaux : échauffement, variation des précipitations et de la distribution de précipitation, catastrophes naturelles comme les inondations, la sécheresse et les orages, la concentration en carbone, et l'intensification de croissance de parasite. Les impacts du changement climatique sur le secteur d'agriculture sont inégaux au niveau global. Les pays généralement en développement situés surtout dans les régions sous-humides arides, semi-arides et sèches sont plus vulnérables comparés aux pays avancés. Parmi les pays membres de l'OCI, les plus vulnérables sont les pays membres à revenu faible et ceux situés dans l'Afrique et l'Asie. Leur vulnérabilité plus élevée refoule surtout de leur endroit géographique, leur dépendance totale sur l'agriculture, l'infrastructure pauvre et la basse capacité financière pour s'adapter et atténuer les impacts négatifs du changement climatique.

Développement d'Agriculture : Obstacles et Défis Importants

Le développement agricole dans plusieurs pays membres de l'OCI ne reçoit pas la proéminence due des décideurs politiques car le développement d'agriculture demeure affrîché avec la croissance agricole anémique par habitant. En fait, divers facteurs structureaux, politiques et climatiques peuvent être attribués à la basse productivité agricole persistante dans la majorité des pays de l'OCI. On constate que les activités d'agriculture dans plusieurs pays de l'OCI ont été remplacées par des activités industrielles, qui ont mené au sous-Investissement dans le financement public pour développer des pratiques d'agriculture plus efficaces et plus décisives. La productivité de terre pauvre dans plusieurs pays de l'OCI peut être attribuée au fait que les fermiers continuent à employer les modes d'exploitation périmés qui sont gaspillage des capitaux humains et productifs dus à l'abus et à l'utilisation insuffisante des engrais et de mécanisation. Les problèmes inhérents avec des droits de propriété et l'application pauvre de contrat sont des facteurs additionnels qui mènent aux inefficacités dans la productivité de terre. Le manque de crédit en particulier dans les secteurs ruraux limite la capacité des fermiers en vue d'augmenter et améliorer la productivité de leur terre, où le manque d'un marché financier fiable et accessible est le défi principal dans l'adoption de nouvelle technologie. D'une part, considérant que l'accès à l'eau et à l'existence des systèmes d'irrigation est une cause déterminante importante de la productivité de terre, la bonne gestion des ressources en eau rares constitue le défi le plus formidable à l'agriculture dans la majorité de pays membres de l'OCI. L'abus et la dégradation courants des ressources en eau et de la consommation croissante de l'eau non-agricultural par les consommateurs augmenteront les prix de l'eau, et même renforcent sa disponibilité pour l'agriculture. Dans toute la région de l'OCI, l'agriculture est en particulier exposée à de divers risques climatiques tels que de longues périodes des sécheresses et contamination des parasites qui va être due bien plus aigu au changement climatique. Considérant que vingt-trois pays membres de l'OCI sont sujets à l'effort et/ou à la pénurie de l'eau et que plus de 86.2 pour cent de

consommation d'eau dans les pays de l'OCI est prévue pour l'agriculture, les niveaux plus bas de la précipitation et l'évaporation accrue de l'eau entraveront sévèrement la production agricole. À cet égard, le manque d'assurance d'agriculture est une menace additionnelle pour la sécurité alimentaire dans plusieurs pays de l'OCI. Cependant, avant de présenter uniformément les moyens agricoles tels que des graines et des engrais aux fermiers, c'est un défi pour présenter l'assurance d'agriculture. Un autre secteur de politique qui exige la reconsidération dans les pays de l'OCI est le capital humain insuffisant courant et l'expertise scientifique dans la recherche et développement d'agriculture due aux budgets limités assignés par des gouvernements nationaux. On constate également qu'une quantité sérieuse de récoltes n'atteignent pas la destination finale de consommateurs dus aux pertes après la moisson qui sont besoins d'être adressées avec les équipements appropriés de stockage de grain.

Développement des Industries Agroalimentaires

Les agro-industries portent l'importance significative pour le développement dû à plusieurs raisons. De façon importante, les agro-industries produisent des liens forts en arrière et vers l'avant, favorisant la demande et ajoutant la valeur à la production agricole primaire et créant l'emploi et le revenu le long de la chaîne de traitement-distribution. Plus spécifiquement, agro-traitement des entreprises produit de la demande des matières premières agricoles ; ceci alternativement crée des occasions de travail au niveau de la ferme et contribue à la demande accrue des moyens agricoles tels que les engrais et les alimentations. De même, l'activité économique est produite dans les secteurs descendant de la disposition de logistique, de distribution et de service.

L'industrie agroalimentaire est souvent l'activité industrielle principale et un contribuant important à la production, aux recettes d'exportation et à l'emploi dans plusieurs pays en développement. Les pays de l'OCI comme groupe produisent environ 14.5 pour cent de production végétale totale dans le monde mais de leur action dans le total des récoltes traitées par le monde est de 16.8 pour cent. Ceci indique que les pays de l'OCI ont la capacité de traiter ce qu'ils produisent déjà et pour tirer bénéfice de l'addition de valeur lors de la continuation des produits agricoles. De même, les pays de l'OCI produisent 14.6 pour cent de total de la production animale primaire du monde, mais ils représentent seulement 10.4 pour cent de total de la production animale traitée. En ce qui concerne le traitement du bétail, les pays de l'OCI manquent de la capacité de traiter les marchandises qu'ils produisent et perdent les revenus valables qui pourraient être gagnés entant qu'à valeur ajoutée lors de le traitement des marchandises.

Les industries agroalimentaires jouent un rôle important dans la création d'emplois et les revenus produits. Les pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles ont en moyen des actions plus élevées d'output, les salaires et l'emploi dans les industries agroalimentaires comparées aux moyennes de pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI, indiquant une importance plus élevée du secteur pour ces économies. L'anomalie la plus élevée entre les pays de l'OCI et les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI existe dans l'action de l'industrie dans le total d'output, qui est de 15.9 pour cent dans les pays de l'OCI et seulement 10.2 pour cent dans d'autres pays en développement. De même, les industries agroalimentaires représentent en moyenne 15.3 pour cent d'emploi total dans les industries de 25 pays de l'OCI comparés à seulement 10.2 pour cent dans d'autres pays en développement. Les salaires dans les industries agroalimentaires représentent en conséquence une part plus élevée des paiements totaux, 12.1 pour cent de salaires payés dans toutes les industries des pays de l'OCI comparés à 9 pour cent dans les pays qui ne font pas partie de l'OCI.

D'une part, 15.3 pour cent d'entreprises totales opèrent dans les agro industries des pays de l'OCI comparés à 19.5 pour cent dans d'autres pays en développement. Enfin en ce qui concerne l'importance relative de l'industrie à valeur ajoutée, 12.7 pour cent des industries à valeur ajoutée total viennent des industries agroalimentaires dans les pays de l'OCI, mais ce valeur est de 15.3 pour cent dans d'autres pays en développement et de 10.5 pour cent dans les pays avancés.

État de la Sécurité Alimentaire

L'Indice Mondial de Production Alimentaire (IPA) a augmenté de 17% entre la période 2000-2012. L'IPA des pays membres de l'OCI, comme un groupe, a également indiqué une tendance à la hausse et est resté au-dessus de la moyenne du monde. Cependant, au niveau de pays individuel, l'augmentation de FPI était inférieure à la moyenne du monde dans 21 pays de l'OCI en 2011.

L'indice de production alimentaire par habitant des pays de l'OCI a montré une tendance à la hausse lors de 2000-2012. En moyenne, en termes de production alimentaire par habitant, les pays de l'OCI étaient témoin d'une augmentation de 9% restant au-dessus de la moyenne du monde de 8% d'augmentation au cours de la même période.

Au cours de la période 2000-2012, le secteur d'alimentation a indiqué une tendance à la hausse, où les exportations alimentaires mondiales ont augmenté 431 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 1374 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012. Les pays membres de l'OCI étaient témoin également d'une tendance d'augmentation dans leurs exportations alimentaires au cours de la même période en augmentant leurs exportations alimentaires de 27 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 132 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012. Cependant, au niveau de pays individuel, les exportations alimentaire sont concentrées dans certains pays membres de l'OCI, où en 2012, seulement 10 pays, ensemble, ont représenté 84% de toutes les exportations alimentaire des pays de l'OCI.

Les importations alimentaires totales des pays de l'OCI ont augmenté de 43 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 199 milliards de dollars des Etats-Unis de 2012. De même que le cas dans les exportations alimentaire, les importations alimentaires de l'OCI sont également concentrées dans certains pays membres, où en 2012, les 10 pays importateurs alimentaires principaux de l'OCI ont représenté 68% de toutes les importations alimentaires des pays de l'OCI.

Au cours de la période 2000-2012, la croissance des exportations alimentaires étaient supérieures par la croissance des importations alimentaire dans les pays de l'OCI. Le déficit de secteur d'alimentation des pays de l'OCI a augmenté rapidement de 16 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 67 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012.

Selon les classifications récentes de la FAO, 27 pays membres de l'OCI s'avèrent parmi les 55 pays de revenu alimentaire-déficit bas du monde (LIFDC), la plupart d'entre eux est dans l'Afrique Subsaharienne et les régions arides de l'Asie Occidentale et de l'Afrique du Nord-Est. Les pénuries alimentaires ont continué à affecter un nombre significatif des 27 LIFDC de l'OCI, où 18 d'entre eux ont été classifiés par la FAO en tant que « Pays dans la Crise Ayant Besoin de l'Aide Externe. »

Le volume de l'aide de céréale a diminué, pendant les dernières deux décennies, en termes absolus. Les livraisons totales d'aide de céréale aux pays de l'OCI ont ralenti à 1.3 million de tonnes métriques en 2010-12, en bas de 5.6 millions de tonnes métriques en 1990-92, correspondant à une diminution de 76%. De même, toutes les expéditions d'aide de céréale aux LIFDC de l'OCI ont diminué de 4.2 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 1.1 millions de tonnes métriques en 2010-12, correspondant à une diminution de 74%.

Bien que la prédominance de la malnutrition (c.-à-d. l'action des personnes sous-nourris dans la population totale) dans les pays de l'OCI ait diminué de 22.2% en 1990-92 à 14.5% de la période 2011-13, il y en a 161 millions de personnes sous-nourris dans les pays de l'OCI, correspondant à 19% des personnes sous-nourris du total mondial. Au niveau de pays individuel, certains pays de l'OCI ont accompli un progrès impressionnant et l'action des personnes sous-nourris dans leur population totale a diminué de manière significative au cours de la période entre 1990-92 et 2011-13. Cependant, la prédominance de la malnutrition était toujours élevée dans plusieurs pays de l'OCI, en particulier dans les LIFDC de l'OCI en Afrique Subsaharienne et Asie du Sud.

Lors de la crise alimentaire en 2006-08, les prix de tous les produits alimentaires principaux étaient témoin d'une augmentation exponentielle et ont atteint à leurs crêtes historiques en 2008. Après une légère diminution en 2009, les prix de la plupart des produits principaux alimentaires aient encore une fois montré une tendance à la hausse. À partir de 2013, les prix du maïs, le sorgho, le soja et le blé étaient au-dessus de leurs niveaux de 2008.

Assurément, l'augmentation des prix alimentaires et la volatilité étant témoin lors et après la crise alimentaire en 2006-08 ont causé des impacts socio-économiques négatifs sérieux sur les économies de plusieurs pays en développement, y compris les membres de l'OCI et ont créé, en conséquence, d'autres difficultés pour des millions de personnes qui souffraient déjà de la faim et de la pauvreté dans ces pays. Les LIFDC de l'OCI ont été bien exposés à ces impacts négatifs que les autres, où l'inflation de prix de denrées alimentaires a empiré la situation déjà détériorée de la sécurité alimentaire dans ces pays, augmenté les factures d'importation alimentaire et les déficits commerciaux, déclenché la ligne principale inflation et, ainsi, les impacts négatifs sérieux confrontant la santé et l'éducation des pauvres personnes dans ces pays qui dépensent une grande partie de leur revenu sur la consommation alimentaire.

Coopération de l'OCI dans l'agriculture et la Sécurité Alimentaire

L'importance du secteur d'agriculture dans les économies des pays membres de l'OCI, particulièrement l'importance des questions relatives à la sécurité alimentaire, et, ainsi, les besoins urgents pour la croissance et le développement dans le secteur d'agriculture avaient été identifiés tout à fait tôt. On l'a également réalisé que la question alimentaire a été étroitement liée avec la production agricole, la productivité, l'utilisation inputs, l'infrastructure, les politiques agricoles, commerciales et des questions relatives. En conséquence, dans le cadre de son agenda économique en expansion rapide, l'OCI a commencé à se concentrer tout à fait intensivement sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, en particulier au cours des années 80.

Six conférences des ministres ont été tenues entre 1981 et 2012 pour renforcer la coopération et pour stimuler le développement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. En plus, les plans d'action de l'OCI pour renforcer la coopération économique des pays membres entre 1981 et 1994 et le programme d'action décennal de l'OCI de 2005 pour relever les défis faisant face à l'Oummah Musulman au 21ème siècle ont également prêté une attention significative au développement agricole et rural et à la sécurité alimentaire.

L'agriculture et la sécurité alimentaire a été récemment identifiée comme un des six secteurs prioritaires dans la nouvelle stratégie du COMCEC dans le but d'augmenter la productivité du secteur d'agriculture et de soutenir la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. Avec cette nouvelle stratégie, les objectifs de COMCEC soutiennent la productivité du secteur d'agriculture, améliorent l'efficacité du rôle de normalisation et de support de l'état dans le secteur d'agriculture et la sécurité alimentaire, favorisent la collecte de données fiable et à jour en vue d'assurer l'analyse saine du secteur et améliorent l'exécution du marché et l'accès aux pays membres.

Malgré tous ces efforts, les pays de l'OCI n'ont pas atteint, au-dessus de ces longues années, des arrangements réalisables de coopération avec des résultats concrets dans le secteur de développement agricole et de la sécurité alimentaire pour aider les efforts de développement de la majorité des pays membres. Toutes les conférences et réunions mentionnées ci-dessus ont seulement mis en évidence, bien que pas encore réalisées, des idées pour augmenter la coopération des pays membres de l'OCI dans la sécurité et l'agriculture alimentaire. Notamment, ces idées incluent:

- Renforçant la coopération dans le domaine de la préparation et de l'exécution des programmes de la sécurité alimentaire aux niveaux régionaux et nationaux et dans la réadaptation et la reconstruction du secteur agricole dans les pays membres pauvres,
- Le financement des projets alimentaires et agricoles au niveau national et communal,
- Solution des contraintes financières sur la production alimentaire,
- Mise en commun de la technologie agricole entre des pays membres de l'OCI.

Généralement, le développement agricole et la sécurité alimentaire dans un pays peuvent être améliorés en augmentant l'output d'agriculture, en particulier les produits alimentaires, par la productivité agricole croissante ou l'extension du secteur de terres arables (c.-à-d. produisant plus de terres arables). Ceci, naturellement, rend nécessaire la disponibilité des investissements appropriés dans le secteur d'agriculture au niveau national et/ou en termes d'investissements directs étrangers (IDE). Cependant, alors que l'investissement dans l'agriculture est une activité économique bien établie dans les pays avancés, il traîne toujours derrière dans plusieurs pays en développement, en particulier dans les pays agricole-basés moins développés et à faible revenu.

Lors des années récentes, deux propositions de projet ont reçu le support des Etats Membres et se sont déplacées vers le matérialisation. Ces propositions étaient sur l'établissement d'une organisation Islamique pour la sécurité alimentaire (IOFS) et l'association industrielle agroalimentaire de l'OCI. L'IOFS sera une institution spécialisée de l'OCI. Ses objectifs sont surtout de fournir l'expertise et le savoir-faire technique aux Etats Membres sur les divers aspects de l'agriculture soutenable, le développement rural, la sécurité alimentaire et la biotechnologie, y compris le fait d'aborder les problèmes causés par la désertification, le déboisement, l'érosion et la salinité ainsi que fournir les réseaux de protection sociale ; pour évaluer et surveiller la situation de la sécurité alimentaire dans des Etats Membres afin de déterminer et faire l'urgence et l'assistance humanitaire nécessaires, y compris la création des réserves de la sécurité alimentaire ; pour mobiliser et contrôler les ressources financières et agricoles pour développer l'agriculture et augmenter la sécurité alimentaire dans les Etats Membres ; et pour coordonner, formuler et exécuter les politiques agricoles communes, y compris l'échange et le transfert du système de gestion approprié alimentaire de technologie et de public.

D'une part, l'association agro-industrielle de l'OCI servirait de plate-forme aux compagnies et aux individus engagés dans cette industrie pour échanger des idées et des expériences et développer une approche forte au développement agro-industriel. Une fois établie, l'association agro-industrielle de l'OCI est prévue pour opérer comme ses contreparties dans d'autres régions et pour fournir un forum pour toutes les entreprises publiques et privées fonctionnant dans le domaine du développement agro-industriel vers la contribution à la croissance des industries agroalimentaires.

En plus des activités continues de coopération, le rapport propose trois propositions de projet pour la coopération des pays de l'OCI dans le secteur du développement d'agriculture et de la sécurité alimentaire. Ceux-ci sont l'établissement du Centre d'Amélioration de Graines et de Récolte de l'OCI (OCI-SCIC), la Création de l'Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA) et l'établissement du Marché de Bourse du commerce d'Agriculture de l'OCI (OCI-ACEM).



1. Secteur d'Agriculture: Ressources et Potentiels

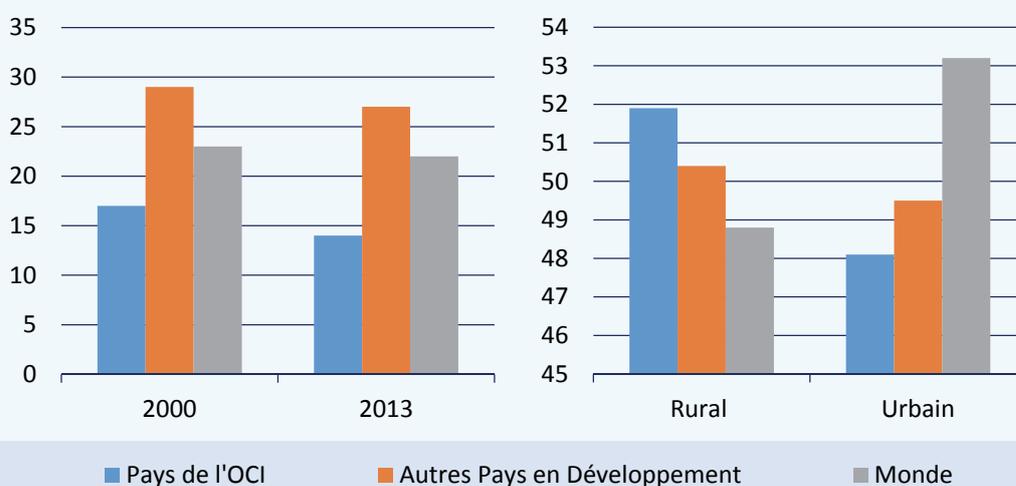
Les activités agricoles jouent un rôle important dans les économies de l'OCI comme dans beaucoup d'autres pays en développement en termes d'emploi, production et ainsi le développement. Ce chapitre donnera une vue d'ensemble de certains indicateurs agricoles choisis tels que l'utilisation de la terre, les techniques d'irrigation et la productivité agricole pour les pays de l'OCI dans une perspective comparative. L'analyse montre ceci comparé à la situation dans les années 2000, les pays de l'OCI, comme un groupe, se trouvent en meilleure position en termes de production agricole, la productivité et la mécanisation dans les années 2010. Cependant, plusieurs pays de l'OCI sont toujours en retard par rapport aux moyennes de l'OCI, et donc ils ont besoin des réformes agricoles pour améliorer leur position dans la production et les activités agricoles. En plus, pour plusieurs pays membres de l'OCI l'agriculture est un secteur principal qui peut aider à les porter à des niveaux de vie plus élevés. À cet effet, l'amélioration de l'utilisation des ressources agricoles disponibles et l'augmentation des niveaux existants de productivité du travail et de terre dans le secteur d'agriculture apporteront une contribution importante au processus de développement dans les pays de l'OCI.

1.1. Population Agricole et Utilisation de Terre dans l'Agriculture

Avec une région terrestre totale de 3.2 milliards de hectares et une population totale de 1.6 milliard en 2013, les 57 pays membres de l'OCI ont représenté presque un quart de toute la région terrestre du monde et légèrement au-dessous d'un cinquième de sa population (24% et 19.2%, respectivement). Seulement 8 pays de l'OCI (Kazakhstan, Algérie, Soudan, Arabie Saoudite, Indonésie, Libye, Iran et Niger, par ordre décroissant) représentent 50.7% de région terrestre

Schéma 1.1 :
Structure de la Population ; Population Agricole (Gauche) et Population Urbaine et Rurale (Droite) en 2012 (Comme Pourcentage du Total de Population)

Plus que la moitié de la population vit dans les zones rurales dans les pays de l'OCI



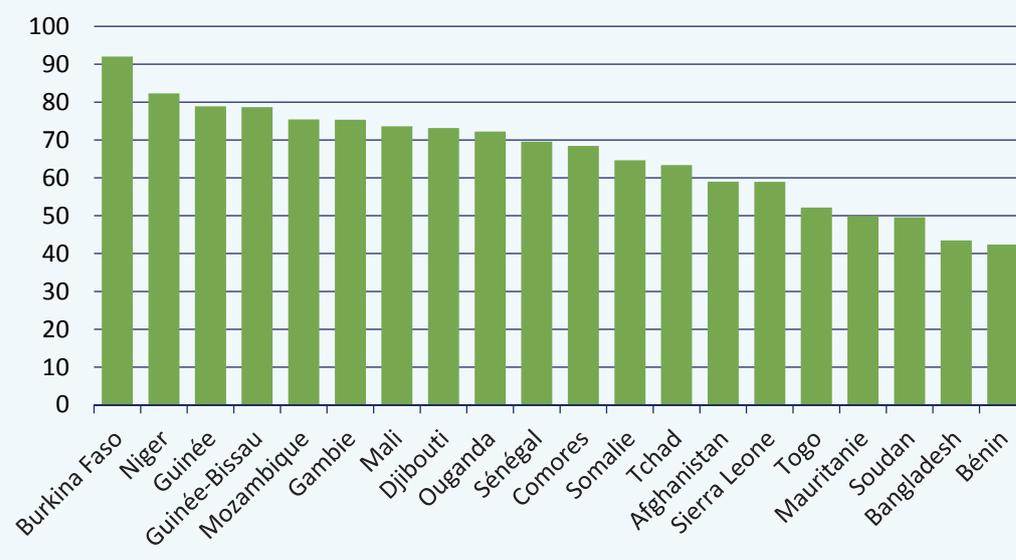
Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT(Tableau en Annexe 1 (FAO))

totale des pays de l'OCI. Les cinq pays principaux de l'OCI les plus peuplés sont l'Indonésie, le Pakistan, le Nigéria, le Bangladesh et l'Egypte, représentant 51.2% de population totale des pays de l'OCI.

En 2013, la population rurale dans les pays de l'OCI a représenté 51.8% de leur population totale, comparée au monde 50.4% dans les autres pays en développement et 48.7% moyen (Schéma 1.1, droit). Au cours de la période 2000-2013, toute la population des pays de l'OCI a augmenté par un taux annuel moyen de 2.2% contre les moyennes de 0.9% et de 1.1% dans d'autres pays en développement et le monde, respectivement.

Schéma: 1.2
Population Agricole, 2012 (Comme Pourcentage de Population Totale)

L'Action de la population agricole est plus de 50% de la population totale dans 18 pays de l'OCI



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT(Tableau en Annexe 1)

Population Agricole

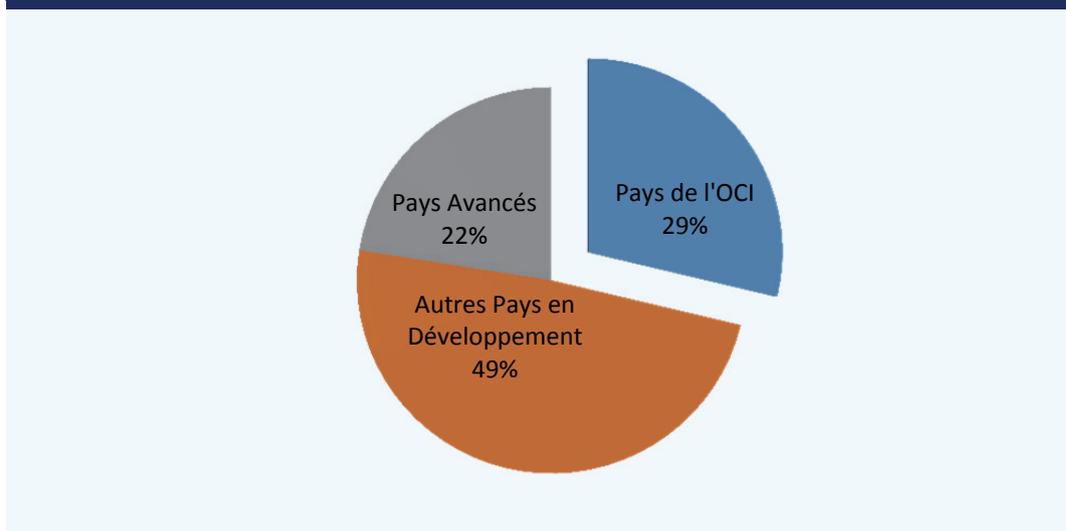
En 2013, la population agricole économiquement active a représenté 240 millions dans les pays de l'OCI, correspondant à 14.5% de la population totale et comparée à 16.4% en 2000 (Schéma 1.1, gauche). Cette valeur est demeurée ci-dessous des autres pays en développement (27.0%) et de la moyenne du monde (21.3%).

Cependant, la population agricole économiquement active représente toujours plus de 20% de la population totale dans 17 pays de l'OCI, la plupart d'entre eux sont les pays moins avancés dans l'Afrique Subsaharienne, et ont même atteint plus de 35% dans certains de ces pays comme le Burkina, la Guinée, la Mozambique, et la Gambie (Schéma 1.2).

Superficies de Terres Agricoles

En plus de la main-d'œuvre d'agriculture, l'utilisation effective et productive de la terre dans l'agriculture est un élément essentiel en cours de développement agricole. À cet égard, les 57 pays de l'OCI ont eu une aire totale de superficies agricoles de 1.4 milliard d'hectares, correspondant à 37% de tout le secteur de superficies de terres agricoles des pays en développement et à 28.7% de cela du monde (Schéma 1.3). L'action du secteur de superficies de terres agricoles a représenté 46.7% de région terrestre totale dans les pays de l'OCI, comparé à 39% dans tous les pays en

Schéma 1.3
Distribution de la Terre Agricole dans le Monde



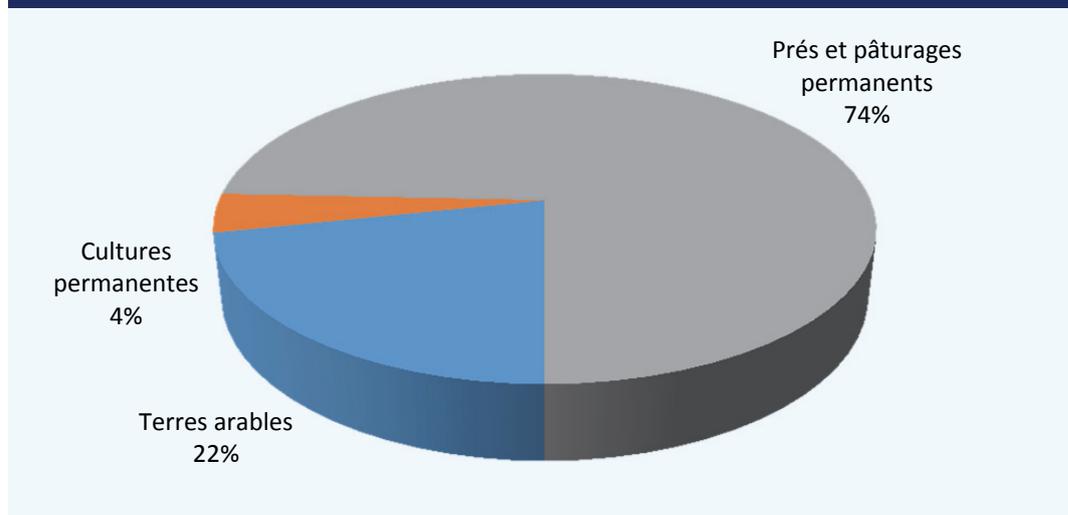
29% de la terre agricole du monde appartient aux membres de l'OCI

Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 2)

développement et à 38.2% dans le total mondial. Vu le secteur cultivé, la somme des terres arables et les récoltes permanentes est observée, cependant, on constate que le pourcentage de la région terrestre cultivée dans la zone agricole totale dans les pays membres de l'OCI (25.6%) est de manière significative toujours au-dessous des moyennes des deux pays avancés (31.1%) et le monde (31.7%). Le secteur de terres arables dans les pays de l'OCI s'est élevé à seulement 303 millions de hectares en 2011, correspondant à 21.6% de leur zone agricole. Dans d'autres pays en développement, le secteur de terres arables représente 31.9% de la zone agricole et la moyenne du monde est 28.6%. Ainsi, le pourcentage des terres arables des pays de l'OCI dans leur surface totale était inférieur à celui des autres pays en développement et de la moyenne du monde. En revanche, la terre des récoltes permanentes des pays de l'OCI (53.7 millions d'hectares) a représenté 35.3% des récoltes permanentes totales dans le monde et 41.1% de celles des pays en développement. Bien que la terre de récoltes permanentes des pays de l'OCI ait représenté seulement 4% de leur superficie totale de superficies de terres agricoles, ce taux était légèrement plus haut que celui des autres pays en développement (3.4%) et de la moyenne du monde (3.1%).

Schéma 1.4
Structure de la Terre Agricole dans les Pays de l'OCI

Les prés et les pâturages permanents occupent la meilleure part de la région terrestre de terre agricole dans des pays de l'OCI



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 2)

D'une part, suivant les indications du schéma 1.4, la partie du secteur de superficies de terres agricoles dans les pays de l'OCI (74.3% ou 1.07 milliard de hectares) est les prés permanents et les pâturages, en grande partie utilisés pour le pâturage du bétail.

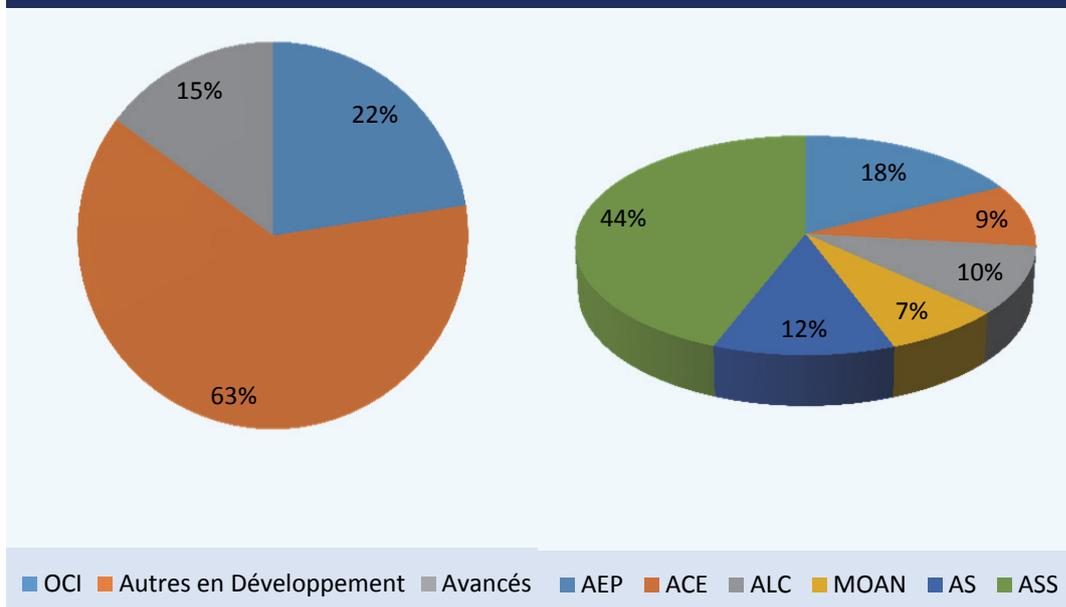
L'utilisation de terre dans l'agriculture dans les pays de l'OCI reflète de grandes différences au niveau de pays individuel. Avec la grande zone agricole relativement à leur région terrestre totale, certains pays de l'OCI, comme l'Arabie Saoudite (80.6%), Kazakhstan (77.4%), la Somalie (70.2%), et le Turkménistan (69.5%), ont les superficies très petites de terres arables (plus moins de 10% de leurs zones agricoles) et même les régions terrestres négligeables de récoltes permanentes. En revanche, avec la petite zone agricole relativement à leur région terrestre totale, certains pays de l'OCI ont des régions terrestres relativement grandes de récoltes arables et permanentes en termes de pourcentage de ces secteurs dans leurs zones agricoles, notamment l'Egypte (99.7%), la Malaisie (96.4%), l'Indonésie (79.4%), le Surinam (78.6%), et le Cameroun (78.6%). L'action du secteur de terres arables dans la zone agricole était plus de 50% dans 13 pays de l'OCI, notamment au Bangladesh (82.7%), en Egypte (78.2%), au Pakistan (77.7%), au Bénin (74.2%), au Surinam (71.3%), et au Togo (65.1%). En revanche, ce taux était moins de 10% dans 10 pays de l'OCI, même il est négligeable dans certains pays comme la Mauritanie et le Djibouti (plus moins de 1%).

TABLEAU 1.1
Indicateurs de Ressource en Eau, 2008-2012

	Précipitation Moyenne en Profondeur (mm/An)	IRWR (km ³ /An)	ERWR (km ³ /yr)	TRWR (km ³ /An)	TRWR par habitant (m ³ /An)
Pays de l'OCI	47,209	5,286	1,964	7,250	4,724
Autres Pays en Développement	131,562	28,330	8,827	37,157	8,571
Pays Avancés	31,041	8,887	609	9,496	9,581
Monde	209,812	42,504	11,400	53,904	7,802
OCI comme % de					
Pays en Développement	26.4	15.7	18.2	16.3	...
Monde	22.5	12.4	17.2	13.5	...

Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 3)

Schéma 1.5
Précipitation Moyenne en Profondeur : Action des Pays de l'OCI en Monde (à Gauche) et actions des Sous-région dans le Total de l'OCI (à Droite)

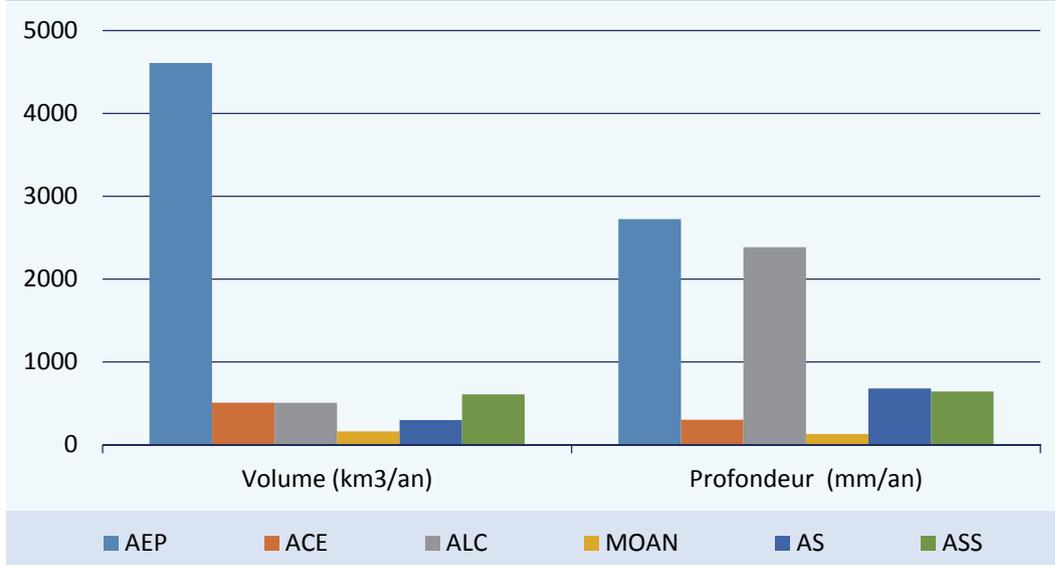


Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 3)

1.2. Ressources en Eau et leur Utilisation dans l'Agriculture

Considérant que la partie des ressources en eau du monde est employée dans l'agriculture et que la demande mondiale de l'alimentation augmente rapidement, le rôle de la gestion de ressources en eau, par les systèmes d'irrigation et les techniques efficaces, a récemment pris une plus grande importance dans le développement agricole et la sécurité alimentaire. L'eau est une ressource rare dans des régions arides et semi-arides où plusieurs pays de l'OCI sont localisés, en particulier

Schéma 1.6
Précipitation Moyenne (Mesurée par les Terres Agricoles des Pays)



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 3)

en Asie Occidentale et en Afrique du Nord-Est. La plupart des pays de l'OCI dans ces régions font face à des pressions d'eau dures dues aux opportunités limitées pour l'exploitation de nouvelles ressources en eau. Ces pressions sont prévues d'augmenter face aux populations croissantes et de l'utilisation par habitant de l'eau au plus grand niveau lié au développement économique. Par conséquent, l'utilisation efficace de la ressource en eau dans l'agriculture, en améliorant des systèmes d'irrigation et des techniques, est l'un des besoins les plus urgents et préalables au développement agricole et à la sécurité alimentaire soutenable dans les pays de l'OCI, en particulier ceux dans les régions rares en eau.

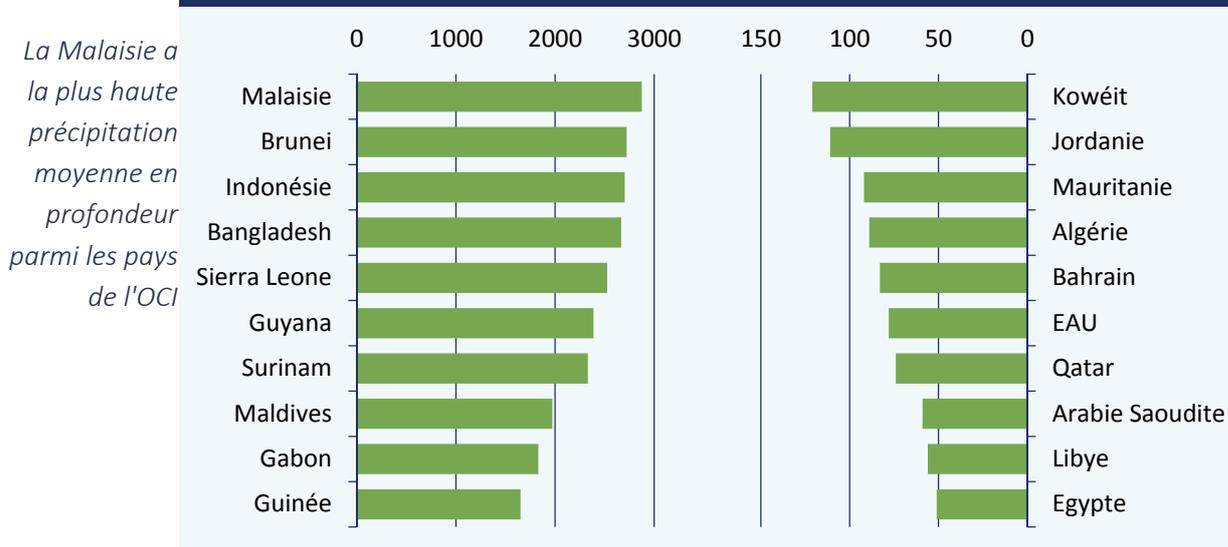
Précipitation Détaillée

Lors de la période 2008-2012, la moyenne de précipitation détaillée annuellement s'est légèrement élevée à plus de 47 milliers (mm/an) dans les pays de l'OCI. Ceci signifie que les pays de l'OCI, ont collectivement reçus 22.5% de la précipitation moyenne annuelle du monde et 26.4% de celle des pays en développement (Tableau 1.1). En raison de l'éventail des conditions climatiques, la précipitation moyenne détaillée représente la distribution inégale parmi les sous-régions de l'OCI. Selon le Schéma 1.5 (droit), l'ASS s'est rangée d'abord parmi les régions secondaires correspondant à 44% de précipitation totale dans les pays de l'OCI. En revanche, les pays dans la région du MOAN, ont collectivement reçue seulement 8% de précipitation totale.

Tenant en compte les superficies de terres agricoles et les précipitations moyens ensemble de pays, la distribution inégale de la précipitation moyenne parmi les sous-régions dans la région de l'OCI deviennent plus clairs. Lors de 2008-2012, les pays dans l'AEP, en moyenne, ont reçu la précipitation de 2.724 millimètres par an (ou de 4.608 km³/an), correspondant à 18% de précipitation moyenne totale enregistrée dans les pays de l'OCI. En revanche, les pays dans la région du MOAN, en moyenne, ont reçu le niveau de la précipitation en volume qui est presque un trentième de celle de tout pays dans l'EAP (Schéma 1.6).

Schéma 1.7

Précipitation Moyenne en Profondeur (mm/an), les élevées (A gauche) et les plus bas 10 pays de l'OCI (A droite), 2008-2012

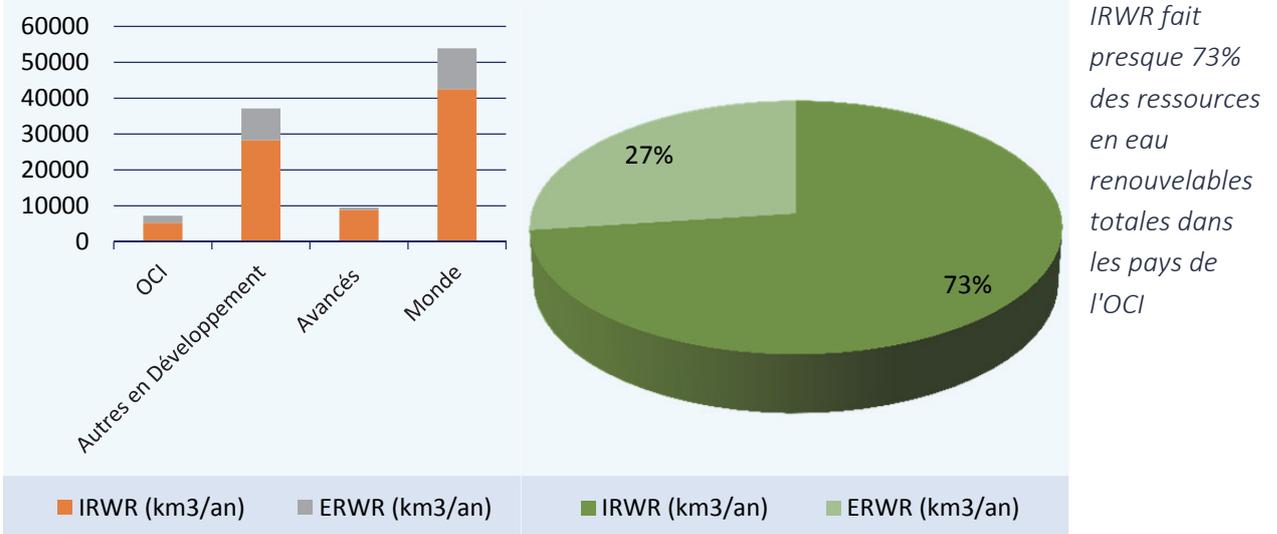


Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 3)

Le schéma 1.7 dépeint la précipitation moyenne détaillée par pays. Comme on le voit dans le Schéma (gauche), la Malaisie se range d'abord recevant presque 3.000 millimètres par an suivie du Brunei Darussalam (2722 mm/an). En revanche, situés dans les régions arides, la plupart des pays arabes au MOAN ont reçu des niveaux de précipitation moyenne en-dessous de 100 millimètres par an (le côté droit du schéma).

Schéma 1.8

Structure de Source d'Eau Renouvelable dans le monde (A gauche) et dans les Pays de l'OCI (A droite), 2008-2012



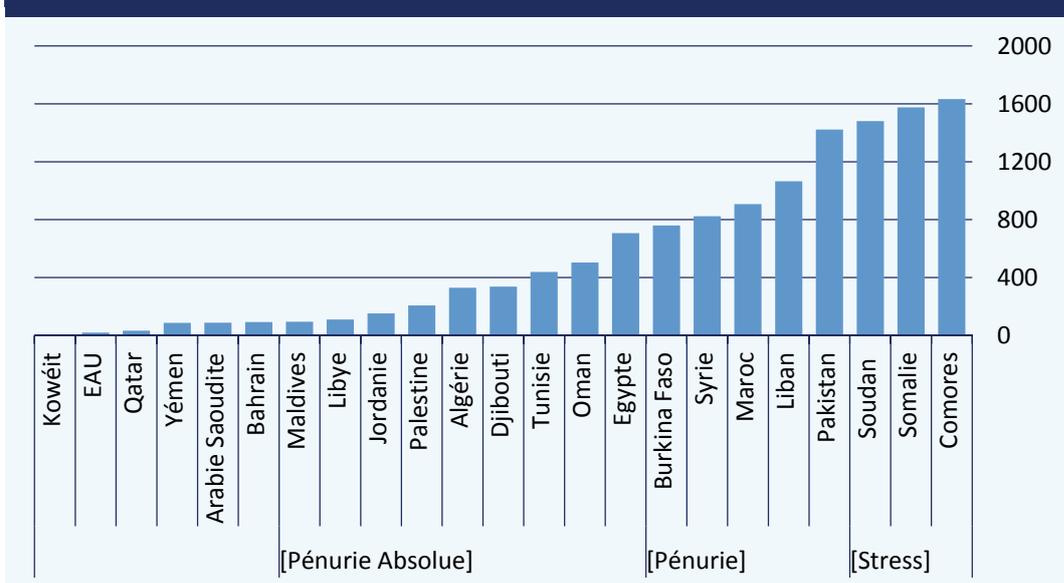
Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 3)

Ressources en Eau Renouvelables

Ayant 7.250 km³ par an au cours de la période 2008-2012, les pays de l'OCI représentent collectivement 13.5% de ressources en eau renouvelables totales (TRWR) dans le monde. Comparé au niveau d'autres pays en développement (37.157 km³/an), l'action des pays de l'OCI comme pourcentage des pays en développement semble relativement basse par rapport à sa population totale. En fait, le niveau de TRWR par habitant dans les pays de l'OCI était presque moitié du niveau des autres pays en développement. Comparé au niveau du monde (7.729 m³/an), les TRWR par habitant dans les pays de l'OCI (4.558 m³/an) étaient également de manière significative au-dessous du niveau du monde (Tableau 1.1).

Schéma 1.9

Ressources en Eau Renouvelables Totales par Habitant (m³/An), 2008-2012



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 3)

La structure de la ressource en eau renouvelable totale parmi des groupes de pays diffère. Selon le schéma 1.8 (droit), 73% de ressources en eau renouvelables totales du monde se compose des ressources en eau renouvelables internes (IRWR), et le reste est constitué par les ressources en eau renouvelables externes (ERWR). Dans les pays avancés, les IRWR forment le pourcentage le plus élevé dans les TRWR, atteignant le niveau de 93.6% (Schéma 1.8, gauche). Comparé aux autres pays en développement, l'action des IRWR dans les TRWR des pays de l'OCI est légèrement ci-dessous que celle d'autres pays en développement (72.9% et 76.2%, respectivement). Les IRWR dans les pays de l'OCI représentent 12.4% des IRWR totales dans le monde, et 15.7% dans les pays en développement. En plus, les ERWR dans les pays de l'OCI couvrent 17.2% des ERWR totales dans le monde et 18.2% de celles des pays en développement (Tableau 1.1).

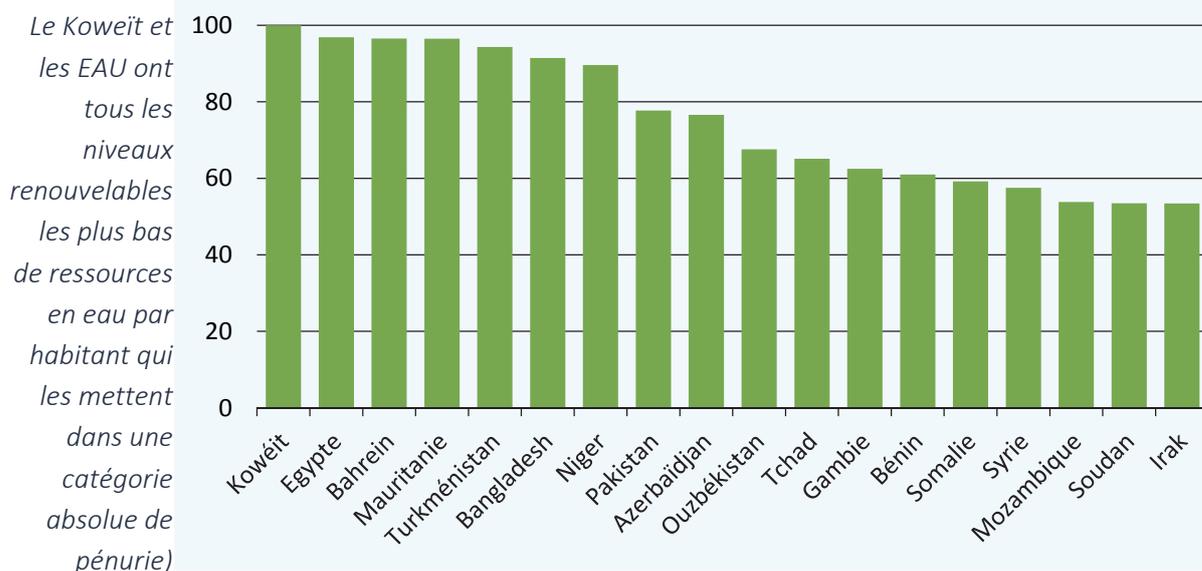
Pénurie de l'Eau

La pénurie de l'eau est définie comme déséquilibre de l'offre et la demande de l'eau. Le niveau minimum des TRWR exigées pour les activités domestiques, agricoles, et industrielles de base est estimé à un seuil de 1700 m³/an par habitant. Les pays ou les régions avec les TRWR/an par habitant au-dessous de ce niveau sont considérés souffrant la *stresse de l'eau*, ceux avec les TRWR/an par habitant plus moins de 1000 m³/an sont considérés souffrant de *la pénurie de l'eau* et ceux avec TRWR/an par habitant plus moins de 500 m³/an sont considérés souffrant de *la pénurie absolue de l'eau* (ONU-Eau, la FAO, 2007). Les pays de l'OCI qui souffrent de stresse et/ou de la pénurie de l'eau sont d'une manière ordonnée récapitulés sur le schéma 1.9. Selon le schéma, 23 pays de l'OCI éprouvent la stresse et/ou la pénurie de l'eau. Hors de cela, 5 pays éprouvent la stresse de l'eau, 5 pays font face à la pénurie de l'eau et le reste de 13pays souffrent de la pénurie absolue de l'eau. Les pays avec la stresse et/ou la pénurie de l'eau dépendent des sources extérieures pour maintenir leur besoin en eau.

Dépendance en Eau

Le rapport de dépendance de ressources en eau de limite indique dans quelle mesure un pays dépend de ses pays voisins afin de répondre à ses besoins en eau. Selon cette définition, on constate que les pays de l'OCI dépendent des pays voisins pour ses 27.1% du besoin total de l'eau par an dans la période 2008-2012. Ce taux était inférieur à d'autres pays en développement (23.8%) ainsi qu'au monde (21%). Le schéma 1.10 dépeint les pays membres de l'OCI dont les taux de dépendance sont plus hauts que 50%. Selon le schéma, 18 pays sont habilités aux critères. En

Schéma 1.10
Rapport de Dépendance de Sources Externes (à l'échelle de percentile), 2008-2012



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 3)

particulier, les pays de l'OCI dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord-Est ont enregistré des taux plus élevés de dépendance de ressources en eau.

Avoir la pleine dépendance sur des sources extérieures, le Koweït se classe premier, suivi de l'Égypte (96.9%), du Bahreïn (96.6%), de la Mauritanie (96.5%), du Turkménistan (94.3%), et du Bangladesh (91.4%). Il y a huit bassins fluviaux internationaux principaux dans la région de l'OCI : Le Nil, le Niger, le Sénégal, le lac Tchad, et les bassins fluviaux de Limpopo dans la Région Africaine ; Bassin de Fleuves d'Euphrate et de Tigre, Bassin de Mer d'Aral (fleuves d'Amu Darya et de Syr Darya), et Bassin Fluvial de Ganges dans la Région Asiatique. À cet égard, le Koweït et le Bahreïn dépendent largement des écoulements de couche aquifère d'eaux souterraines d'Arabie Saoudite tandis que l'Égypte dépend du fleuve de Nil d'Éthiopie, de Mauritanie sur le fleuve du Sénégal, Turkménistan sur les fleuves d'Amu Darya et de Syr Darya.

TABLEAU 1.2

Retrait de l'Eau , 2008-2012

	Retrait Total de l'Eau			Retrait Agricole de l'Eau		
	km ³ /an	% de IRWR	% de TRWR	km ³ /an	% du Retrait Total	% de TRWR
Pays de l'OCI	928	17.6	12.8	800	86.2	11
Autres Pays en Développement	1,130	7.4	5.6	1,573	75.4	4.2
Monde	2,871	9.2	7.2	2,727	70	5.1
OCI comme pourcentage de						
Pays en Développement	30.8	...	...	33.7	...	...
Monde	23.8	...	...	29.4	...	...

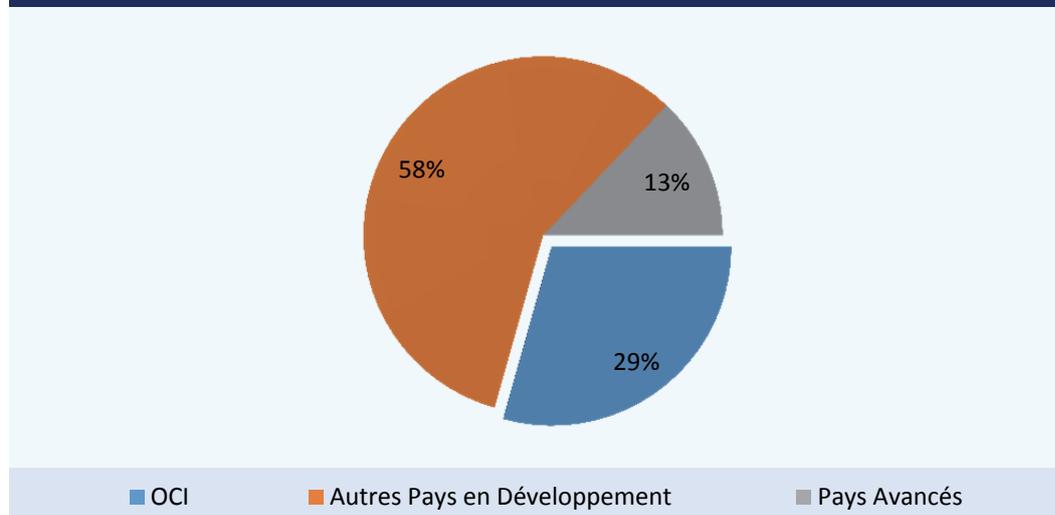
Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de Personnel de SESRIC

Retrait agricole de l'eau

Compte tenu de la croissance rapide de leur population, plusieurs pays de l'OCI relèvent toujours des défis sérieux en satisfaisant la demande croissante de l'eau pour l'usage domestique, en particulier dans des activités agricoles. Comparé à son action dans la population totale du monde (23%), les pays de l'OCI, collectivement, retirent 23.8% de retrait total de l'eau dans le monde.

Schéma 1.11

Retrait Agricole de l'Eau : Action des Pays de l'OCI dans le Monde, 2008-2012



Les pays de l'OCI retirent 29% de l'eau agricole dans le monde

Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe4)

C'est partiellement dû à l'utilisation inefficace de l'eau dans l'agriculture (Tableau 1.2). En fait, le retrait agricole de l'eau dans les pays de l'OCI représente 86.2% de retrait total de l'eau. Comparé à la moyenne du monde de 70% et à la moyenne d'autres pays en développement de 75.4%, le pourcentage des pays de l'OCI demeure très fort. À cet égard, le retrait de l'eau, exprimé en pourcentage des IRWR, est un indicateur sur la capacité du pays en vue de compter sur sa propre ressource en eau (c.-à-d. la pression sur la ressource en eau). Le retrait total de l'eau dans les pays de l'OCI représente 17.6% total des IRWR qui est beaucoup au-dessus des niveaux d'autres pays en développement et du monde (7.4% et 9.2%, respectivement).

TABLEAU 1.3

Secteur Équipé pour l'Irrigation, 2008-2012

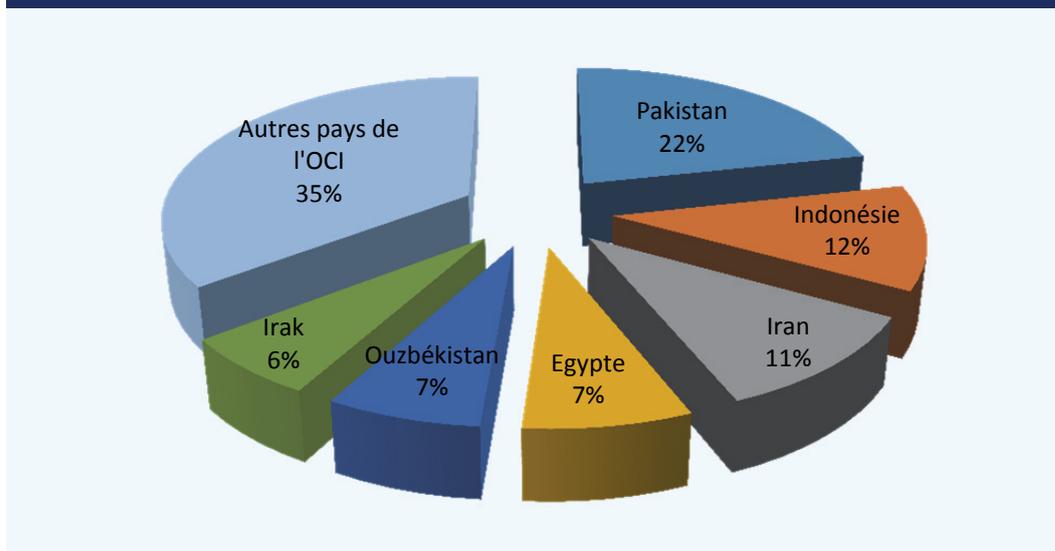
	Secteur Équipé pour l'Irrigation (million ha)	Secteur Equipé pour l'Irrigation comme pourcentage de	
		Terres Arables	Zone Agricole
Pays de l'OCI	75.2	25.7	5.3
Autres Pays en Développement	177,345	23.7	7.3
Monde	296,381	21.5	6.1
OCI comme pourcentage de			
Pays en Développement	34.2	...	...
Monde	25.4	...	...

Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 5)

Comme partout autrement, la partie de retrait total de l'eau dans les pays de l'OCI est employée dans l'agriculture. Le retrait agricole de l'eau dans les pays de l'OCI représente 86.2% de leur retrait total et pour 11% de leurs TRWR. Le retrait agricole de l'eau dans les pays de l'OCI s'est élevé à 800 km3/an, correspondant à 29% de retrait agricole total de l'eau dans le monde (Schéma 1.11). Cependant, la distribution du retrait agricole de l'eau dans la région de l'OCI est loin d'être uniforme. En termes absolus, 16 pays, ont collectivement représenté 91% de tout le retrait

Schéma 1.12

Retrait Agricole de l'Eau : Actions de Premiers Pays Parmi les Pays de l'OCI, 2008-2012



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe4)

agricole de l'eau dans tous les pays de l'OCI, et seulement 5 pays entre eux ont représenté 58% de retrait agricole total de l'eau dans les pays de l'OCI. Le Pakistan se tient particulièrement dehors avec son niveau élevé du retrait, s'est élevé de 172.4 km³/an, correspondant à 22% de retrait agricole total de l'eau dans les pays de l'OCI (Schéma 1.12).

Irrigation

La grande partie de retrait agricole de l'eau est employée dans l'irrigation. À cet égard, tous les termes « secteur équipé pour l'irrigation », « secteur d'irrigation », « secteur sous l'irrigation » se réfèrent au secteur de la terre équipé pour fournir l'eau, autre que des précipitations directes, aux récoltes. Selon cette définition, la surface totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI couvre 75.2 millions d'hectares ou de 25.4% de celle du monde, et représente seulement 5.3% de leur zone agricole totale, comparé à la moyenne du monde de 6.1%. Cependant, la surface totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI représente 25.7% de leurs terres arables, le niveau qui est plus haut que celui d'autres pays en développement (23.7%) et du monde (21.5%).

Au niveau de pays individuel, cependant, on constate que la distribution du secteur d'irrigation varie à travers des pays. 15 pays, collectivement, se sont élevés 68.1 millions de hectares, correspondant à 90.6% de superficie totale d'irrigation dans les pays de l'OCI. Comme en cas de retrait agricole, le Pakistan se tient dehors avec son action de secteur d'irrigation dans la région de l'OCI, à savoir le pays avec son aire d'irrigation de 19.3 millions d'hectares, seul représente 25.6% de superficie totale d'irrigation dans la région de l'OCI. D'une part, les zones agricoles des actions des secteurs d'irrigation dans les pays diffèrent également, s'étendant des niveaux négligeables (plus moins de 0.1%) à 92.8%. Le schéma 1.13 récapitule d'une manière ordonnée les actions des secteurs d'irrigation comme pourcentage des zones agricoles de pays. Selon le schéma, au cours de la période 2008-2012, seulement 9 pays ont eu des actions atteignant plus de 20%. Le pourcentage dans 13 pays était inférieur que 0.2%, même en Maldives, il n'y a aucun secteur d'irrigation. En revanche, alors que le secteur sous l'irrigation représentait plus de 50% des terres arables dans 20 pays de l'OCI, ce taux était inférieur à 5% dans 18 pays.

Schéma 1.13

Région d'Irrigation comme Pourcentage de Zone Agricole : les Pays les Plus élevées (A gauche) et les plus bas (A droite), 2008-2012

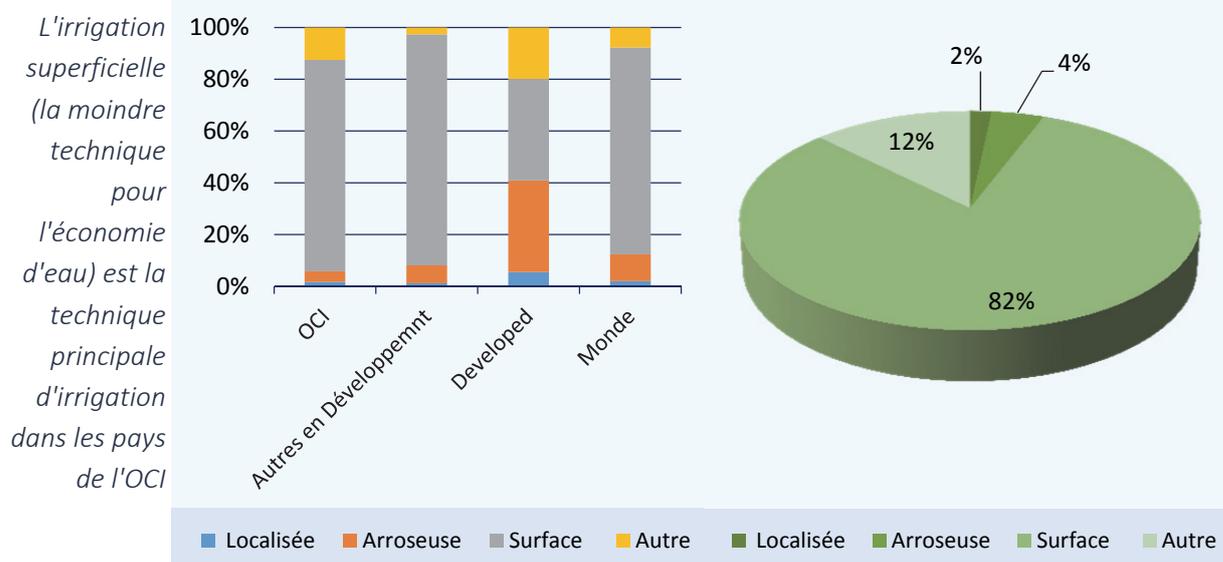


Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe5)

En fait, la partie du secteur de terres arables sous l'irrigation joue un rôle crucial dans la production agricole dans plusieurs pays de l'OCI, en particulier ceux qui souffrent de la pénurie dans des régions arides et semi-arides du MOAN. Par conséquent l'agriculture irriguée et l'utilisation des systèmes et des techniques d'irrigation efficaces ont un rôle très important et plus grand dans le développement agricole et la production alimentaire dans ces pays. À cet égard, les

Schéma 1.14

Techniques d'Irrigation comme Pourcentage de Surface Totale Equipé pour l'Irrigation dans le Monde (A gauche) et dans les Pays de l'OCI (A droite), 2008-2012



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 5)

données disponibles sur les techniques d'irrigation utilisées dans les pays de l'OCI indiquent que l'irrigation superficielle, qui est la plus traditionnelle et la technique la moindre économique en ce qui concerne l'utilisation de l'eau, est de loin la technique la plus employée couramment, pratiquée sur 82.1% de la surface totale équipée pour l'irrigation, comparée à d'autres pays en développement de niveau de 89.3% (Schéma 1.14, gauche). Le taux est plus de 50% dans 38 pays de l'OCI, hors de 17 pays de l'OCI, l'irrigation superficielle est une technique simple pratiquée pour l'irrigation. En conséquence, les montants considérables de l'eau détournée pour l'irrigation dans ces pays sont gaspillés à la ferme par des eaux de surface ou de percolation profonde.

En revanche, l'irrigation par aspiration¹ est pratiquée sur 3.5% de la surface totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI (Schéma 1.14, droit). Cette technique qui est plus eau-économique que l'irrigation superficielle, est pratiquée sur plus de 20% du secteur d'irrigation dans seulement 7 pays de l'OCI, notamment le Côte d'Ivoire (75.4%), l'Arabie Saoudite (59.4%), le Bénin (41.7%), et le Liban (27.9%). Le taux est presque négligeable (plus moins d' 0.1%) dans 27 pays de l'OCI. D'une part, la technique d'irrigation localisée², qui est la plupart l'une des techniques eau-économiques, est pratiqué sur 1.3 million de hectares, correspondant seulement à 1.7% de la surface totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI ; un taux qui est au-dessous de la moyenne du monde de 2%. La prédominance de cette technique varie également à travers des pays dans la région de l'OCI. Les Emirats Arabes Unis et la Jordanie se tiennent dehors avec leurs niveaux remarquablement élevés en service de la technique, atteignant 86.3% et 81.2%, respectivement. En plus de ces deux pays, le taux était plus de 10% dans seulement 5 pays de l'OCI, à savoir, la Tunisie (16.9%), le Koweït (13.4%), le Bénin (12.4%), le Bahreïn (11.6%) et le Qatar (10.9%). En revanche, le rapport était négligeable dans 34 pays de l'OCI (plus moins de 0.1%). En particulier, les pays situés dans les régions arides, sans TRWR proportionnées,

¹ C'est une méthode d'irrigation en appliquant l'eau sous pression quand l'eau est arrosée sous la pluie artificielle de forme par la ligne composante de transport de distribution : arroseuses rotatoires, diffuseurs avec les jets permanents de l'eau et pipes perforées.

² C'est une méthode d'irrigation (avec différentes techniques) quand l'eau est appliquée et entraînant le mouillage d'une partie seulement du sol dans le domaine à la base de l'usine (zone de racine d'usine) en petite mais fréquente quantité, c.-à-d. goutte à goutte. Il inclut les termes ou les systèmes suivants : l'irrigation d'écoulement goutte à goutte, l'irrigation par égouttement, l'irrigation quotidienne d'écoulement, l'irrigation de baisse et l'irrigation de sip. (Pour plus d'information, voir l'A. Phocaidès, « le manuel technique sur des techniques d'irrigation de Pressés », ONU-FAO, 2000).

choisissent de mieux développer les techniques d'irrigation localisées et par aspiration intensivement pour économiser plus d'eau.

1.3. Utilisation des Engrais et de la Mécanisation Agricole

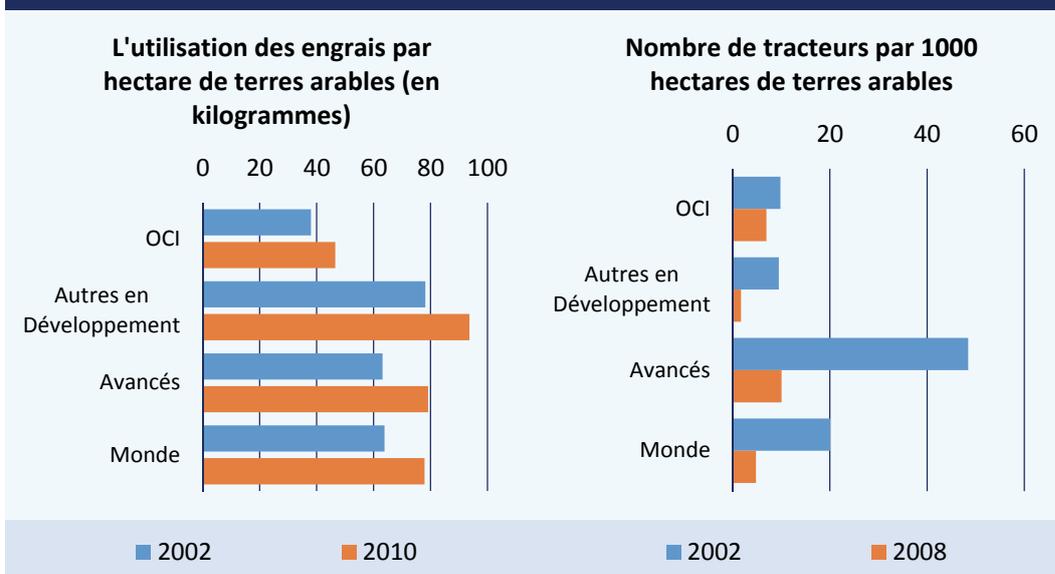
L'utilisation moyenne des engrais par hectare des terres arables dans les pays de l'OCI s'est élevée de 38 kilogrammes en 2002 à 46 kilogrammes en 2010. Cependant, suivant les indications du schéma 1.15, l'utilisation des engrais dans les pays de l'OCI est insuffisante, en particulier quand comparée à la moyenne du monde et à la moyenne des pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI. À partir de 2010, l'utilisation moyenne des engrais du monde a atteint 77.8 kilogrammes. Dans d'autres pays en développement, le taux a été mesuré en tant que 93 kilogrammes qui sont 102% pour cent plus élevé que la moyenne de l'OCI.

Le schéma 1.15 présente également le nombre de tracteur par 1000 hectares de terres arables dans les pays de l'OCI ; le rapport est diminué à 6.94 en 2008 de 9.81 en 2002. Cette réduction prouve que 1000 hectares de terres arables doit être moissonnés par 6.94 tracteurs au lieu de 981. Quoique le nombre de tracteurs utilisés ait augmenté dans les pays de l'OCI entre 2002 et 2008, la taille de terres arables a augmenté de plus. Par conséquent, le rapport a diminué dans les pays de l'OCI. Les pays avancés et d'autres pays en développement ont également éprouvé une réduction similaire de ce rapport. À partir de 2008, la moyenne du monde était 4.77 et la moyenne d'autres pays en développement était 1.72. En d'autres termes, comparés à d'autres pays en développement et à la moyenne du monde, les pays de l'OCI restent en meilleure position collectivement en termes d'utilisation de tracteur. Néanmoins, les pays de l'OCI ont toujours une mécanisation agricole insuffisante relative au groupe de pays développés dans lequel le taux est calculé en tant que 10. De façon générale, l'utilisation des machines agricoles dans les pays de l'OCI doit être améliorée où le même secteur des terres arables est moissonné par 6.94 tracteurs dans les pays de l'OCI comparés à 10 dans les pays avancés.

1.4. Productivité Agricole

Bien que l'agriculture soit connue pour être l'activité économique primaire pour les pays en développement comprenant les membres de l'OCI, la productivité semble ne pas être le souci primaire pour l'industrie. En partie, c'est dû à l'utilisation inefficace de la terre dans l'agriculture

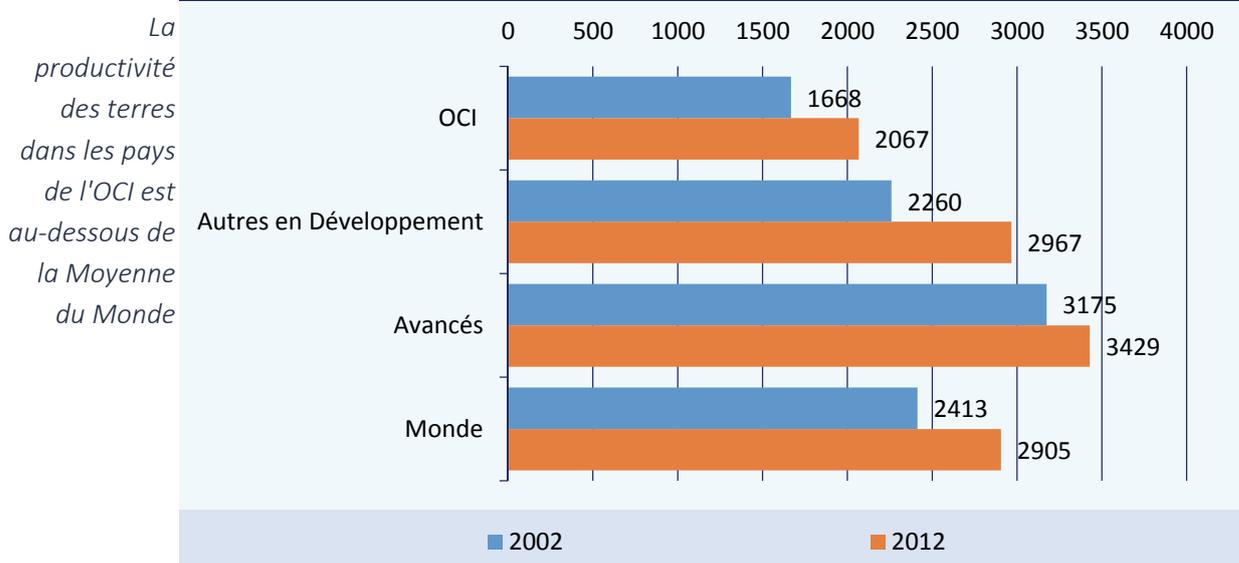
Schéma 1.15
Utilisation d'Engrais et de Tracteur dans le Monde



Les pays de l'OCI ont le rapport insuffisant d'utilisation d'engrais et la basse mécanisation agricole

Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

Schéma 1.16
Productivité des Terres dans le Monde (Valeur de Production par Hectare de Terres Arables)



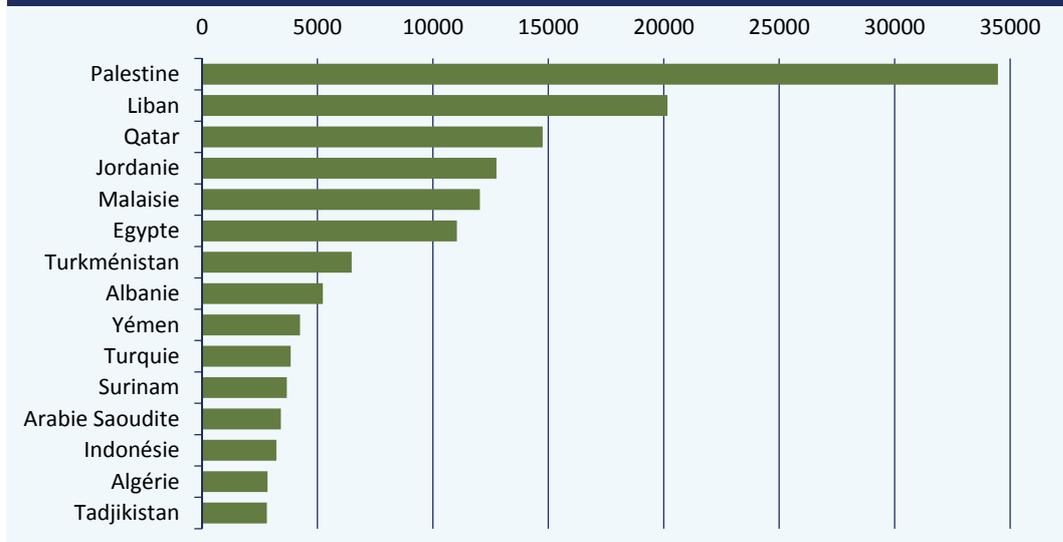
Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

dans plusieurs de ces pays en raison de la pénurie de la ressource en eau et à l'utilisation insuffisante des systèmes d'irrigation. Il est également dû à d'autres facteurs, tels que la migration croissante de la population agricole de rural des zones urbaines cherchant des revenus plus élevés, en particulier dans le secteur des services.

Productivité de Terre

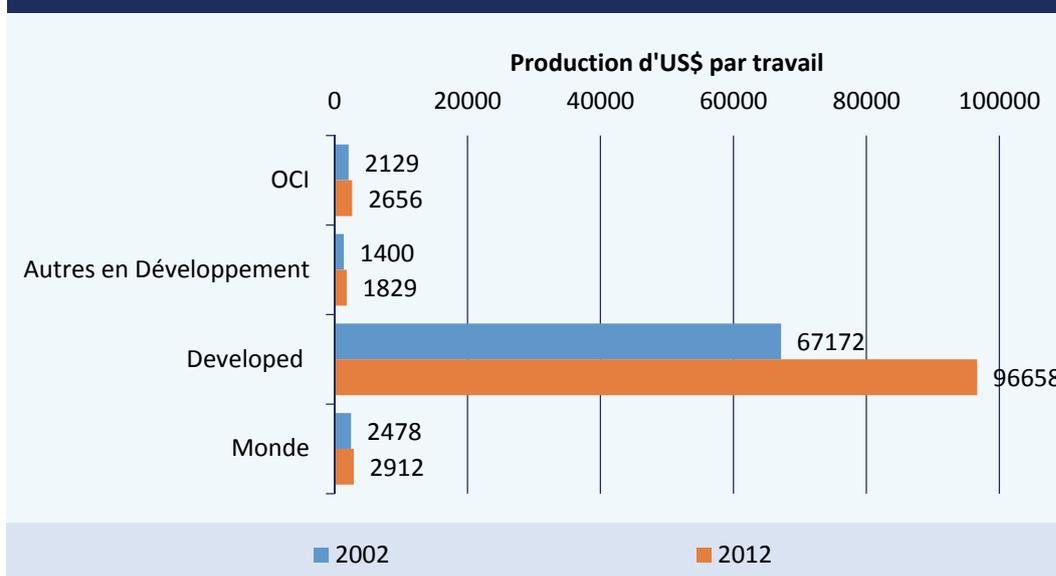
Les terres arables totales dans la région de l'OCI, avec une augmentation de 5.4% selon ceci en 2002, se sont élevées à 255 millions d'hectares en 2012. D'une part, la valeur totale de la

Schéma 1.17
Productivité des Terres dans les Membres de l'OCI en 2012 (Valeur de Production par Hectare de Terres Arables)



Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

Schéma 1.18 Productivité de Travail dans le Monde en 2012 (Constante 2004-2006 en Dollars des Etats-Unis)



La productivité de travail dans les pays de l'OCI est plus haute que d'autres pays en Développement mais au-dessous de la Moyenne du monde

Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

production agricole a atteint 527 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012, correspondant à une augmentation de 30.4% comparée au niveau de 2002. En 2012, les pays de l'OCI ont produit 15.1% de la production agricole en valeur du total mondial. En termes de productivité, les pays de l'OCI ont augmenté le niveau de la productivité de terre 1668 de dollars des Etats-Unis par hectare de terres arables en 2012 à 2067 de dollars des Etats-Unis en 2012, correspondant à un taux de croissance annualisé de 2.2%. D'une part, d'autres pays en développement ont accompli un meilleur progrès en amplifiant la productivité de terre au cours de la même période et ont réalisé une croissance annuelle de 2.8%. La croissance de la productivité des pays avancés est demeurée à 0.8% et dans le monde à 1.9% par année. En dépit du processus de rattrapage, les pays de l'OCI continuent à avoir la plus basse productivité de terre en termes absolus comparés à d'autres groupes de pays (Schéma 1.16).

Au niveau de pays individuel, on constate que les niveaux de productivité de terre varient de manière significative à travers des pays. En 2012, il y avait 18 pays de l'OCI avec des niveaux de la productivité de terre plus que la moyenne de l'OCI calculée en se basant sur les données disponibles pour 37 pays de l'OCI. Hors de ces derniers, la Palestine se classe première avec presque 35.000 dollars des Etats-Unis par hectare suivi du Liban et du Qatar (Schéma 1.17). En revanche, il y avait 9 pays de l'OCI avec des niveaux de productivité en-dessous de 1.000 dollars des Etats-Unis par hectare. La Guyane et le Sénégal sont les pays de l'OCI avec le moindre niveau de productivité de terre en 2012.

Productivité du travail

En termes de productivité du travail, mesurée en tant que valeur brute de production agricole par population active dans l'agriculture, les pays de l'OCI et d'autres pays en développement traînent bien derrière les moyennes de pays avancés. À partir de 2012, une personne économiquement active dans l'agriculture pourrait produire moins que la valeur 2.700 dollars des Etats-Unis de la production agricole comparée à 1.800 dollars des Etats-Unis dans d'autres pays en développement et à 96.700 dollars des Etats-Unis dans les pays avancés (Schéma 1.18). Lors de la dernière décennie, les pays de l'OCI ont réalisé une croissance annualisée de 1.6% de la productivité du travail, comparée à 3.7% dans d'autres pays en développement et à 2.2% dans les pays avancés.

Schéma 1.19
Productivité de Travail dans les Membres de l'OCI en 2012 (Constante 2004-2006 en Dollars des Etats-Unis)

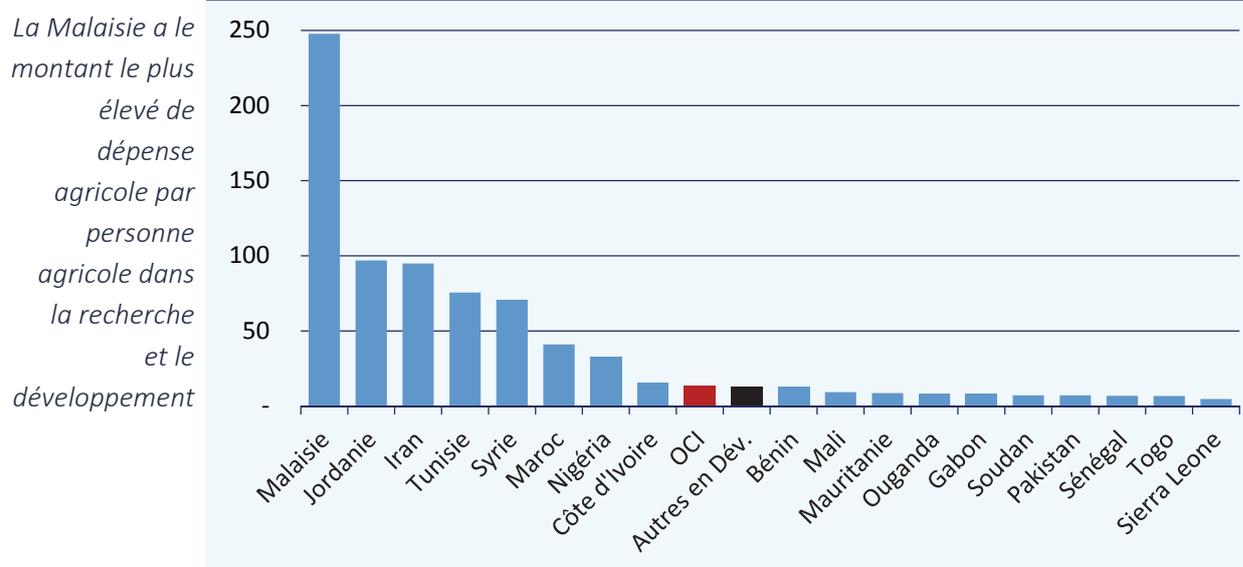


Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

Par conséquent, le progrès accompli par des pays de l'OCI en augmentant la productivité du travail est bien au-dessous du progrès accompli dans d'autres groupes de pays.

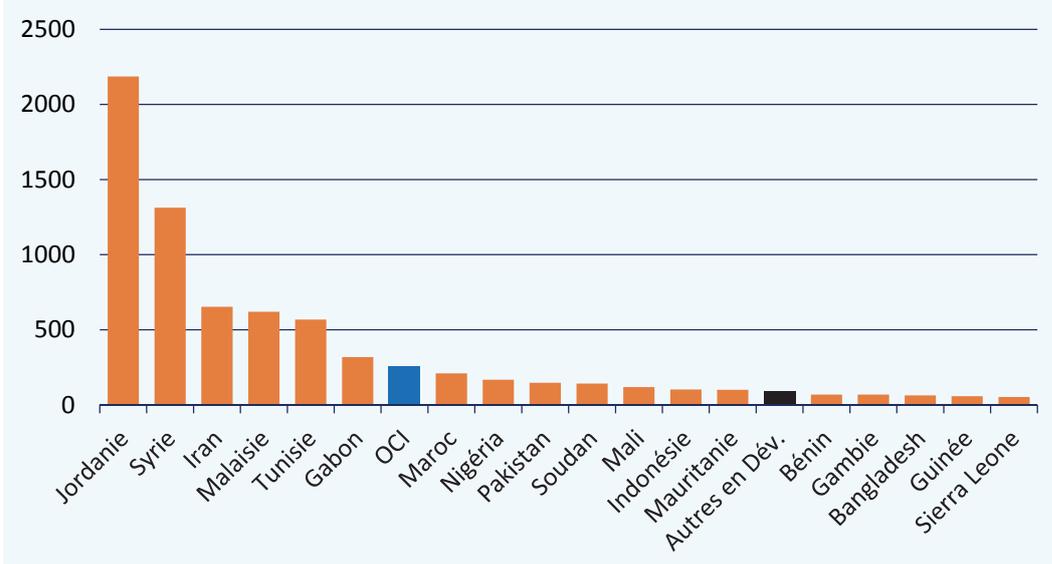
Le schéma 1.19 présente les premiers pays de l'OCI en termes de productivité du travail en 2012. Parmi les pays de l'OCI, les pays de meilleure exécution en termes de la productivité du travail

Schéma 1.20
Dépense Agricole de R et D par Personne Agricole par le Secteur Public, 2002-2009 (2005 PPP \$)



Source: Base de données d'ASTI (Indicateurs de la Science et Technologie d'Agriculture), Analyse de Personnel de SESRIC

agricole étaient le Liban avec 80.000 dollars des Etats-Unis par personne dans l'agriculture, suivie du Qatar (23.000 dollars des Etats-Unis) et de l'Arabie Saoudite (22.200 dollars des Etats-Unis).

Schéma 1.21**Personnel de Recherche Agronomique par un Million de Population Agricole, 2002-2009**

Les pays de l'OCI a le plus haut personnel de recherche agronomique par un million de population agricole que d'autres pays en développement

Source: Base de données d'ASTI (Indicateurs de la Science et Technologie d'Agriculture), Analyse de Personnel de SESRIC

Cependant, même le pays de l'OCI avec une meilleure exécution ne peut pas réaliser un niveau de productivité égal à la moyenne de pays avancés. La Jordanie, Turkménistan, la Palestine, la Malaisie et la Turquie étaient les pays qui ont eu des valeurs de productivité du travail au-dessus de 10.000 dollars des Etats-Unis en 2012.

Recherche et Développement Agricole

La recherche et développement agricole et les améliorations suivantes en technologie sont des préalables à augmenter la productivité agricole et à produire du revenu pour les fermiers et la main d'œuvre rurale. Etant donné le niveau de la productivité existant dans l'agriculture, plus d'investissement sera nécessaire dans les pays en développement pour relever les défis de la sécurité alimentaire mondiale. Le secteur privé joue un rôle particulièrement important, mais une grande partie des investissements dans les pays en développement sont faits par le secteur public. Par conséquent, une plus grande collaboration entre les secteurs publics et privés peut faciliter de meilleurs résultats pour la productivité et le développement.

Selon les dernières données disponibles au cours de la période 2002-2009, la dépense agricole de recherche et développement par le secteur public a varié de manière significative parmi les pays de l'OCI. Cependant, les dépenses moyennes dans les pays de l'OCI et d'autres pays en développement pour lesquels les données sont disponibles sont étroites entre eux-mêmes. 25 pays de l'OCI ont en moyenne dépensé 13.8 dollars des Etats-Unis par personne économiquement active dans l'agriculture comparée à 13.1 dollars des Etats-Unis dans 37 autres pays en développement. Au niveau de pays individuel, on constate que la Malaisie a dépensé le montant le plus élevé par personne agricole active avec 248 dollars des Etats-Unis, suivie de la Jordanie (97 dollars des Etats-Unis) et de l'Iran (95 dollars des Etats-Unis) (Schéma 1.20). D'une part, dans 8 pays de l'OCI, la dépense de recherche et développement dans l'agriculture est moins de 5 dollars des Etats-Unis par personne agricole.

Les données sur le personnel de recherche agronomique sont également tout à fait inachevées et disponibles pour le nombre limité de pays. En dépit de ces limitations, le schéma 1.21 présente les premiers pays de l'OCI ainsi que les moyennes de 25 pays de l'OCI et 38 autres pays en développement au cours de la période 2002-2009. On constate que le nombre le plus élevé de

personnel de recherche agronomique travaillant pour le secteur public était disponible en Jordanie avec presque 2.200 chercheurs par million de population agricole économiquement active, suivi de la Syrie (1.312) et de l'Iran (653). D'une part, le Niger a le personnel de recherche agronomique seulement de 23 par un million de sa population agricole économiquement active.

En moyenne, il y avait 259 chercheurs par million dans les pays de l'OCI comparés à 90 dans d'autres pays en développement. Dans des nombres absolus, l'Indonésie avec le personnel de recherche agronomique de 11.216 a le nombre le plus élevé de chercheurs parmi les pays de l'OCI. D'une part, la Gambie avec le personnel agricole seulement 38 travaillant pour le secteur public a le nombre le plus peu élevé des chercheurs. La Fenêtre 1 ci-dessous donne un exemple de la façon dont les activités de recherche et développement peuvent être un facteur de définition dans le développement du secteur agricole.

FENÊTRE 1

Route pour Réaliser le Premier OMD par la Recherche et Développement en Indonésie

Le développement agricole en Indonésie a continué comme l'accomplissement de l'auto approvisionnement de riz depuis 2007. La production de riz en trois années consécutives (2007, 2008, et 2009) a montré l'augmentation de production d'un niveau plus élevé ce qui est égale à plus de 5% et contribue également à stabiliser les prix de denrées alimentaires domestiques. Le ministère de l'agriculture de l'Indonésie s'est également concentré sur améliorer environ 39 produits de première nécessité nationaux qui se compose de 7 produits alimentaires, 10 produits horticoles, 15 produits de plantation, et 7 produits de bétail. La Production horticole a augmenté en 2009 par rapport à 2008 ; les fruits se sont augmentés par 1.5 pour cent, les légumes nivelés vers le haut de 16.1 à 38%, la horticulture également augmente dans une gamme de 3 à 7.5%.

Les **activités de recherche et développement** étaient l'impulsion du succès dans le secteur agricole comprenant ; 196 variétés de rendement élevé de riz ; 46 variétés de maïs ; 64 variétés de soja ; 7 nouvelles contraintes des chèvres, des moutons, des poulets et des canards ; 13 technologies vacciniques ; 8 types d'antigène ; 10 kits et méthodes d'essai diagnostiques de la maladie ; et 15 nouvelles variétés de rendement élevé de canne à sucre. Quatre buts ont été placés pour surpasser les défis ; accomplissant les conditions requises de nourriture pour toutes les personnes, améliorant la balance de la nutrition de ménage, et abordant l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

1. L'accomplissement de l'auto approvisionnement soutenable pour 5 (cinq) produits importants
2. Le développement de la diversification alimentaire
3. Le développement de la capacité à valeur ajoutée et concurrentielle et de l'exportation
4. Le développement du bien-être de fermiers

L'Indonésie a réalisé le premier OMD et, le taux de prédominance de malnutrition infantile au-dessous de cinq a montré une diminution significative, de 31 pour cent en 1990 à 18.4 pour cent en 2007.



2. Production Agricole et Commerce

L'agriculture est largement connue pour être l'activité économique primaire et joue un rôle important dans les économies des pays en développement. Cependant, ce dispositif ne tient pas la société en ce qui concerne sa contribution aux économies de l'OCI.

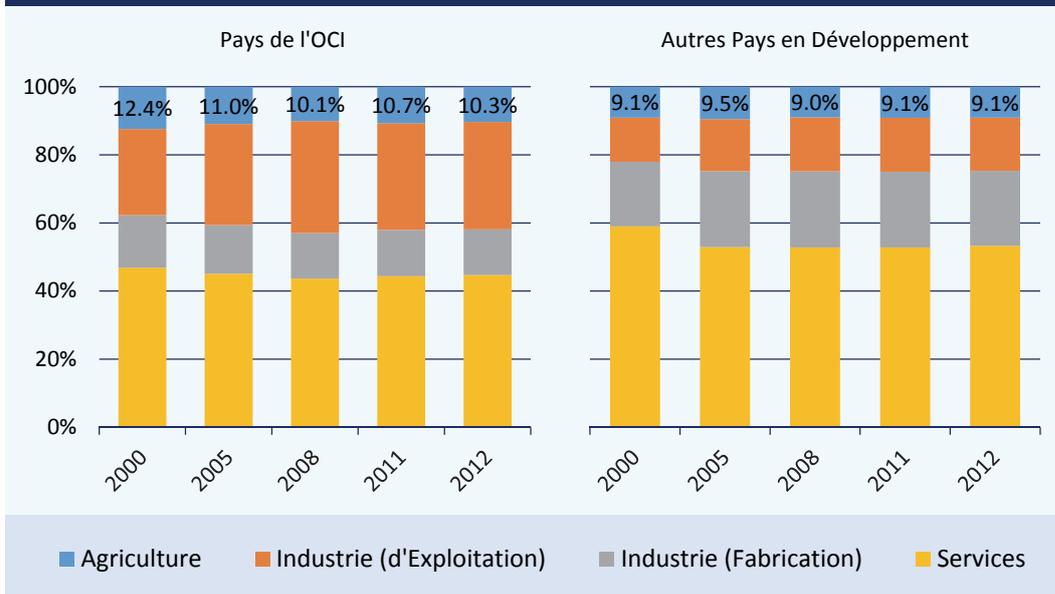
2.1. Production Agricole

L'action de l'agriculture en tout le PIB des pays de l'OCI a graduellement diminué de 12.4 pour cent en 2000 à 10.1 pour cent en 2008 (Schéma 2.1). Avec l'évasion de la crise financière mondiale et de la contraction dans l'action de l'industrie non manufacturière, l'action du secteur agricole a commencé à augmenter à une moyenne au-dessus de 11.0% lors de 2009-2010. Avec l'activité industrielle récupérant, l'action moyenne de l'agriculture dans des économies de l'OCI s'est contractée à 10.7 pour cent en 2011 et à 10.3% en 2012. On a observé une tendance plus stable dans d'autres pays en développement, où l'action moyenne de l'agriculture dans l'économie a resté pour longtemps légèrement au-dessus de 9 pour cent et a été enregistrée à 9.1 pour cent en 2011 et 2012.

Au niveau de pays individuel, en 2012, le secteur agricole a représenté plus d'un tiers du total à valeur ajoutée dans 10 pays membres de l'OCI ; à savoir le Bénin, le Burkina Faso, les Comores, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, et le Togo - qui étaient énumérés parmi les PMA au cours de la même année selon la classification de l'ONU. L'action de l'agriculture en PIB a varié sensiblement parmi les pays de l'OCI, avec l'action la plus élevée de 60.2% en Somalie et les plus basses actions en-dessous d'un pour cent aux EAU et au Brunei (0.7%), au Bahreïn et au Koweït (0.3%), et au Qatar (0.1%).

Schéma 2.1

À valeur ajoutée par le Secteur Agricole (% 'à valeur ajoutée total)



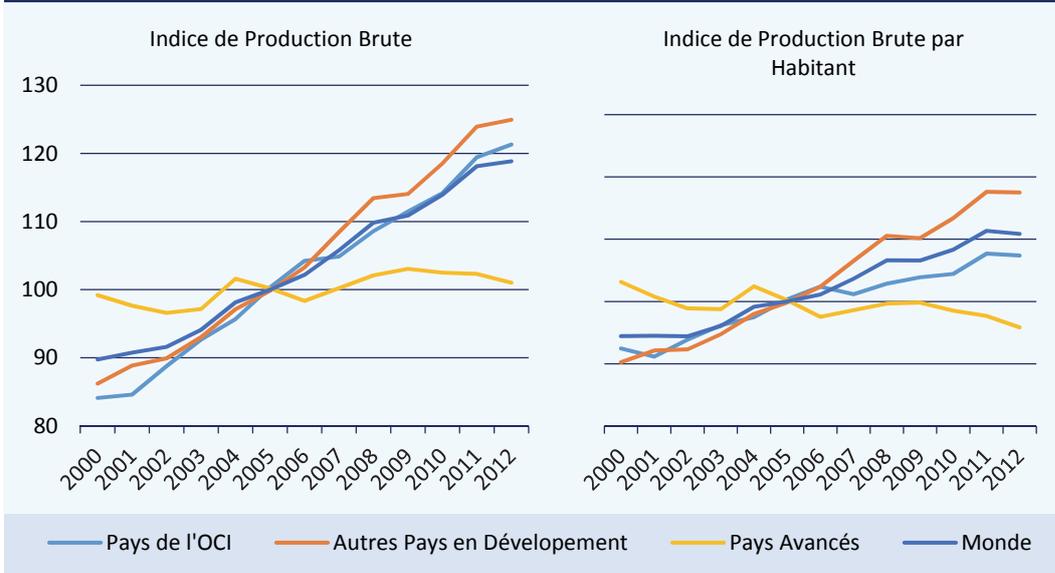
Source: Agrégats principaux de comptabilité nationale de base de données des Nations Unies (Tableau 7 en Annexe)

2.1.1. Indice de Production Brute

En termes d'indice de production agricole de la FAO, les pays de l'OCI, comme un groupe, ont enregistré, en moyenne, une performance comparable, vis-à-vis d'autres pays en développement ainsi que le monde au cours de la période 2000-2012 et bien mieux une fois comparés aux pays avancés (Schéma 2.2, panneau gauche). Cependant, à partir de 2012, il y avait 23 pays membres qui ont enregistré des points inférieurs d'indice de production agricole que celui du monde. D'ailleurs, les points d'indice au moyen annuel significatif ont augmenté dans la production agricole dans certains pays membres au cours de la période à l'étude. Ceux-ci incluent le Sierra

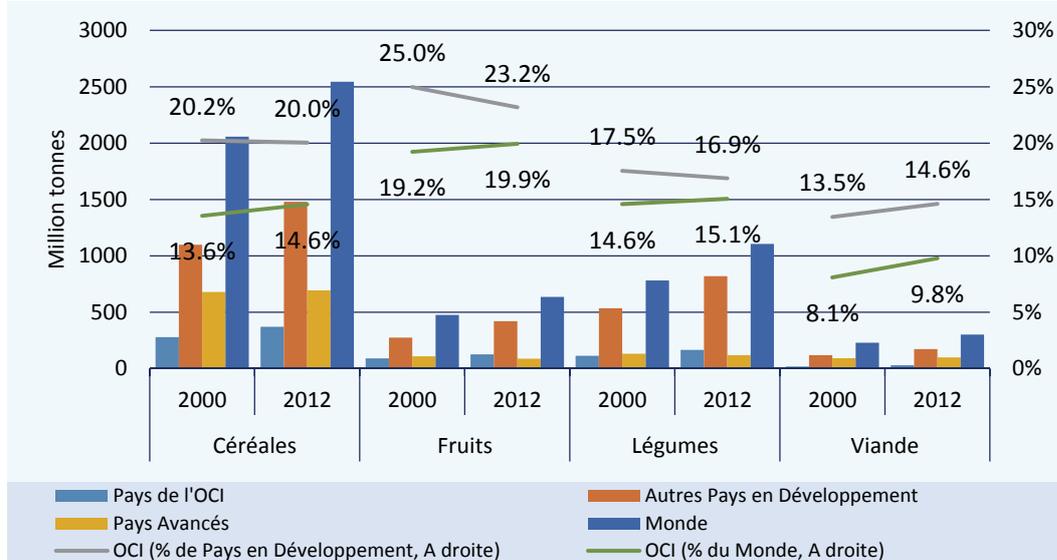
Schéma 2.2

Indice de Production Agricole



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 8) (FAO)

Schéma 2.3 Production Agricole (Céréales, Fruits, Légumes et Viande)



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 9) (FAO)

Leone avec une augmentation moyenne de 11.3%, le Tadjikistan avec 7.0%, le Mali avec 6.6%, le Koweït avec 6.3% et l'Algérie avec 6.2%.

2.1.2. Indice de Production Brut par Habitant

En ce qui concerne l'indice de production agricole par habitant, on constate que, au cours de la période à l'étude, la production agricole de moyenne par habitant dans les pays de l'OCI a connu une augmentation modeste par rapport à d'autres pays en développement ainsi que le monde dans son ensemble (Schéma 2.2, panneau droit). La stagnation dans la tendance de production par habitant, cependant, a été beaucoup forte au cours de 2007-2010 et ceci a mené à un élargissement significatif dans l'espace de production par habitant entre les pays membres et d'autres pays en développement. Au niveau de pays individuel, à partir de 2012, il y avait 37 pays

Schéma 2.4 Les 10 Producteurs agricoles Principaux (Céréales, Fruits, Légumes et Viande, Millions de Tonnes)

Céréales		Fruits*		Légumes*		Viande	
Indonésie	88.4	Indonésie	17.7	Turquie	27.8	Indonésie	3.2
Pakistan	38.0	Turquie	15.0	Iran	23.5	Pakistan	2.9
Bangladesh	36.2	Iran	12.0	Egypte	19.8	Turquie	2.9
Turquie	33.4	Nigéria	11.1	Nigéria	11.9	Iran	2.5
Nigéria	26.3	Egypte	10.7	Indonésie	10.5	Egypte	2.0
Egypte	23.8	Ouganda	9.8	Ouzbékist...	8.6	Malaisie	1.6
Iran	20.8	Pakistan	6.4	Algérie	6.0	Nigéria	1.6
Kazakh.	12.8	Cameroun	5.3	Maroc	5.6	Soudan	1.1
Ouzbékist...	7.0	Algérie	3.8	Pakistan	5.1	Maroc	1.1
Mali	6.7	Maroc	3.8	Kazakh.	4.7	Ouzbékist...	1.0

Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC. * Fruits à l'exclusion des melons. Légumes comprenant des melons. (Tableau en Annexe 9) (FAO)

de l'OCI qui ont censément eu un indice inférieur de production agricole par habitant que la moyenne du monde. À une veine similaire, les points d'indice au moyen annuel élevé dans la production agricole, au cours de la période à l'étude, de 7.9% pour le Sierra Leone, de 4.7% pour le Tadjikistan, de 4.5% pour l'Algérie, et de 3.8% pour l'Ouzbékistan, l'Albanie et l'Azerbaïdjan.

2.2. Production et Utilisation des Principaux Produits

Quant à 2012, les pays de l'OCI ont représenté 14.6% du total mondial de la production de céréales, avec une légère amélioration au-dessus de son niveau de 2000 de 13.6%, et 20.0% de celui des pays en développement (Schéma 2.3). Ceci correspond à un volume de production 371.0 de millions de tonnes en 2012. Encore en 2012, avec 127.0 millions de tonnes, l'action des pays de l'OCI dans la production de fruit du monde a été enregistrée à 19.9%, augmentant légèrement de 19.2% en 2000, et leur action cumulative dans les pays en développement a été enregistrée à 23.2%, diminuant de 25.0% en 2000. D'une part, toute la production des légumes dans les pays de l'OCI a été enregistrée 163 à millions de tonnes en 2011. L'action des pays de l'OCI dans toute la production des légumes dans le monde a augmenté légèrement de 14.6% en 2000 à 15.1% en 2012 tandis que leur action dans la production des pays en développement a diminué de 17.5% en 2000 à 16.9% en 2012. En ce qui concerne la production de viande, les pays de l'OCI ont connu des améliorations en leurs actions dans le monde ainsi que les pays en

FENÊTRE 2

Croissance Agricole Politique-Menée en Turquie

La Turquie, avec son économie en développement et en croissance, sa population jeune et dynamique, son endroit stratégique dans le monde, a devenu de pays importants dans le domaine. La Turquie a développé clairement de 2002 à 2011. Le secteur agricole maintient sa position comme principal secteur de ce développement.

Le secteur agricole a continué de se développer au cours des 8 dernières années en dépit des effets de la globalisation et des crises économiques autour du monde et a atteint la période la plus stable au cours des derniers 50 ans.

Dans le classement global des tailles de secteur agricole, le secteur agricole de la Turquie était classé 11ème en 2002. Il est devenu 7ème en 2010. En Europe il était 4ème et est devenu premier en 2010.

Tandis que la contribution de l'agriculture au revenu national était 23.7 milliards de dollars des Etats-Unis en 2002, elle a atteint 62.7 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012, indiquant une augmentation de 1.7 fois au cours des 9 dernières années. L'exportation des produits agricoles a également augmenté de 4 milliards de dollars des Etats-Unis en 2002 à 15.3 milliards de dollars des Etats-Unis en 2011. La Turquie se classe parmi les 5 pays principaux dans la production de 30 produits et dans l'exportation de 20 produits dans le monde entier.

Certaines des Politiques en Place

Financement Exempt d'Intérêts dans l'Agriculture

Les taux d'intérêt de crédit agricole, qui étaient 59% en 2002, sont devenus exempts d'intérêts pour des activités d'irrigation et de bétail et ont diminué à 5% dans d'autres activités agricoles.

Réformes dans l'Aide Financière Agricole

Totalement plus de 43 milliards d'aide financière en TL des paiements ont été payés aux fermiers lors de la période 2003-2011.

Modèle Agricole de Bassin

Totalement 30 bassins agricoles ont été identifiés par l'évaluation d'approximativement 528 millions de données basées sur le climat, le sol, la topographie, les classes de terre et les types d'utilisation de terre.

Aides de Graine et de Plante Certifiées

L'utilisation de la graine certifiée a augmenté de 150 mille tonnes à 500 mille tonnes entre 2002 et 2011.

Période pour l'Assurance Agricole

Afin de couvrir la perte de producteurs affectés des catastrophes naturelles, un arrangement d'assurance agricole a été lancé en 2006.

Incitations pour l'Elevage de Bétail

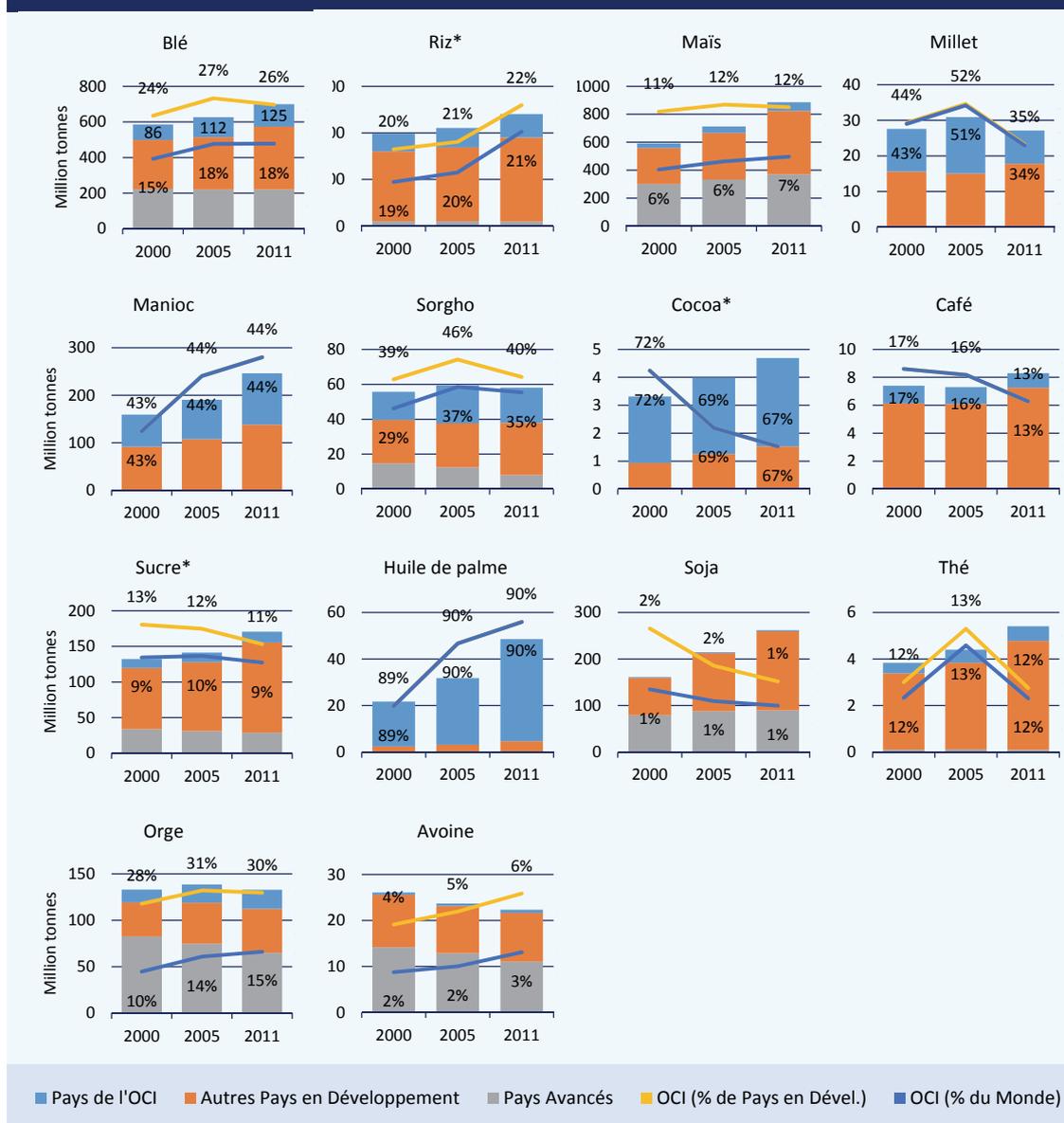
De nouveaux arrangements de support de bétail ont été présentés. Les fermiers traitant l'élevage organique de bétail ont été financés par des paiements 50% plus haut qu'avant.

Source: Ministère de nourriture, d'agriculture et de bétail, République turque

développement. À savoir, avec 29.6 millions de tonnes en 2012, les pays membres ont enregistré 9.8% et 14.6% actions dans la production de viande totale du monde et des pays en développement, respectivement, qui étaient au-dessus de leurs niveaux enregistrés de 8.1% et 13.5% en 2000, respectivement.

On constate également que toute la production agricole de l'OCI concentrée dans certains pays membres comme seulement dix pays ont représenté les 79.1%, les 75.2%, les 74.2% et les 66.6% de toute la production des céréales, des fruits, des légumes et de viande en 2011 (Schéma 2.4). L'Indonésie est principale dans 3 sur 4 groupes de produits, à savoir, les céréales, les fruits et la viande. Bien qu'un tel niveau de concentration soit légèrement des résultats indésirables, les études de cas indiquent certaines des politiques réussies mises en valeur par des gouvernements au développement agricole adoptif dans les pays qui dominent collectivement la production agricole de l'OCI (voir, par exemple, la fenêtre 2).

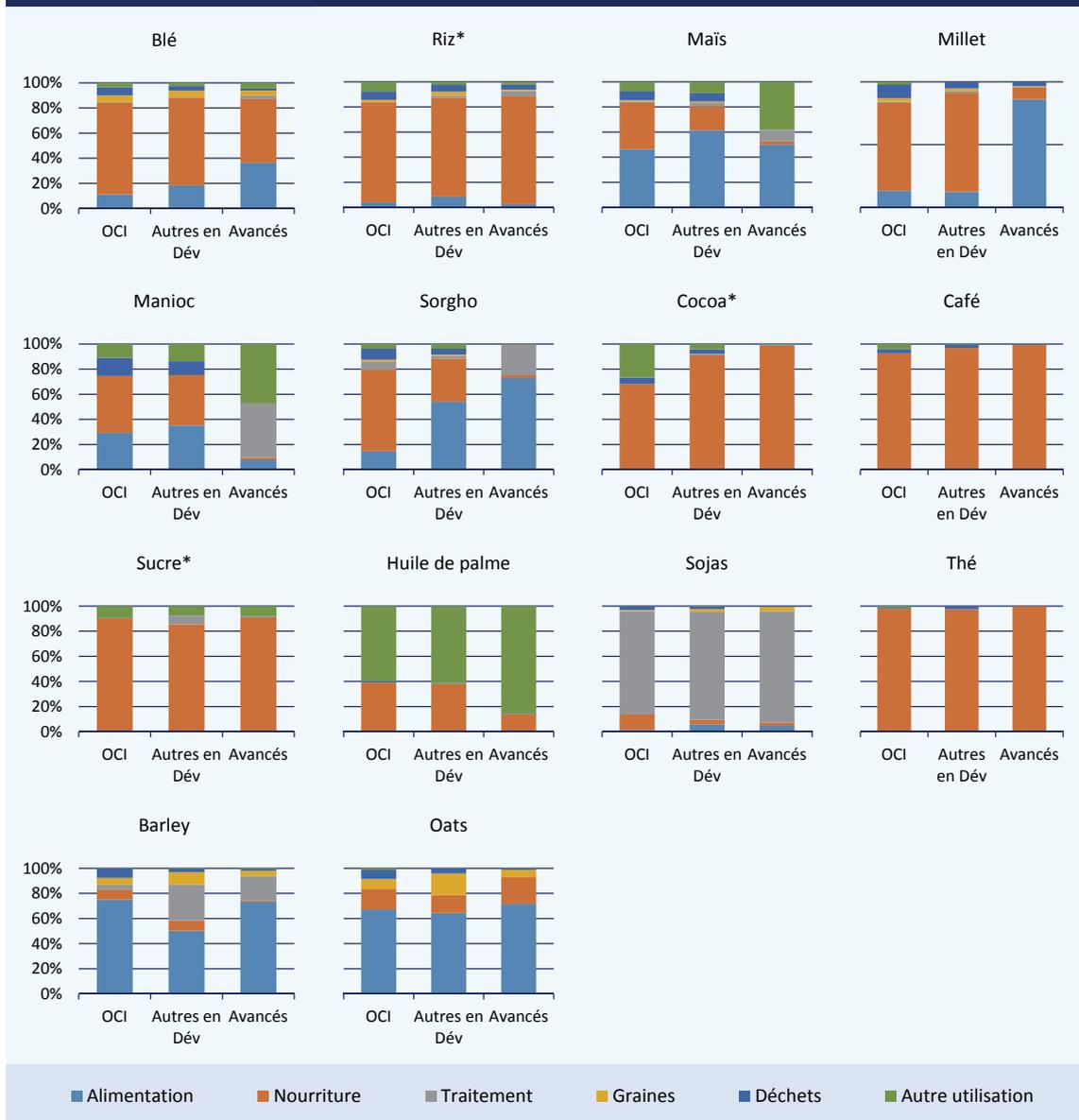
Schéma 2.5 Production des Marchandises Importantes



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC. * Le riz est équivalent fraisé. Le cacao se rapporte à des graines de cacao. Le sucre est équivalent cru (FAO).

Le schéma 2.5 montre le volume de production de produits agricoles importants dans la région de l'OCI et les actions correspondantes des pays de l'OCI dans d'autres pays en développement ainsi qu'avancés en 2011. Les pays membres ont leurs actions plus élevées mondialement dans toute la production d'huile de palmier (90.3%), de cacao (67.4%), de manioc (43.8%), de sorgho (34.6%), et de millet (34.4%) - par rapport à d'autres produits importants sur le schéma 2.5. Dans les produits tels que le blé, le riz, le maïs, le manioc, le sorgho, l'huile de palmier, l'orge et l'avoine, les pays de l'OCI ont pu améliorer leur action dans d'autres pays en développement ainsi que le monde depuis 2000. Au contraire, une diminution en leurs actions était le cas pour le millet, le sucre, le cacao, le café, le thé et le soja au cours de la période à l'étude. Dans tous les cas, excepté le café et le millet, les pays membres en général ont augmenté le volume de production - avec la plupart des croissances significatives étant observé dans l'huile de palmier (augmentation de 127.3% de 19.3 à 43.8 millions de tonnes), le maïs (augmentation de 84.1% de 33. à 4 61.5 millions de tonnes), le manioc (augmentation de 59.2% de 67.7 à 107.9 millions de tonnes), le blé (augmentation de

Schéma 2.6
Utilisation des Marchandises Importantes (2011)



Notes: Le riz, le cacao et le sucre se rapportent à l'équivalent fraisé, aux graines de cacao et à l'équivalent cru, respectivement.
Source : Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de Personnel de SESRIC

45.1% de 86.3 à 125.2 millions de tonnes), et le thé (augmentation de 40.8% de 0.4 à 0.6 millions de tonnes).

Le schéma 2.6, d'une part, offre un regard aux actions moyennes des types disponibles d'utilisation des produits agricoles importants lors de la l'année 2011. Pour la majorité de ces produits, l'alimentation humaine et animale sont apparemment des méthodes primaires d'utilisation. À savoir, en 2011, 97.7% de thé, 92.6% de café, 90.6% de sucre, 80.1% de riz, 73.4% de blé, 70.4% de millet, 68.2% de cacao, 65.1% de sorgho, et 45.4% d'approvisionnements de manioc de façon domestique servent comme produits alimentaires humains dans les pays membres. D'une part, encore au cours de la même année, 74.9% d'orge, 67.1% d'avoine, 46.2% de maïs, et 29.3% d'approvisionnements de manioc de façon domestique ont été utilisés pour l'alimentation de bétail et de la volaille. Ainsi que l'alimentation humaine et animale, des actions significatives des produits tels que l'huile de palme (59.9%) et le cacao (26.6%) ont été employés pour des buts non-alimentaires. La majorité de soja (82.3%), d'une part, ont été transformées avant qu'elles soient employées pour d'autres buts.

TABLEAU 2.1

Pays de l'OCI parmi les 20 Premiers Plus Grands Producteurs des Marchandises Importantes d'Agriculture dans le Monde Entier (2011)

Marchandise	Pays (Classement Mondial)
Orge	Turquie (8), Iran (14), Kazakhstan (15), Maroc (16)
Manioc	Nigeria (1), Indonésie (3), Mozambique (7), Ouganda (11), Cameroun (15), Benin (16), Sierra Leone (18)
Graines de cacao	Côte d'Ivoire (1), Indonésie (2), Nigeria (4), Cameroun (6), Togo (8), Ouganda (14), Sierra Leone (15), Guinée (16)
Café	Indonésie (3), Ouganda (11), Cameroun (18)
Maïs	Indonésie (8), Nigeria (14), Egypte (18)
Millet	Niger (2), Mali (4), Nigeria (5), Burkina Faso (7), Soudan (9), Sénégal (10), Tchad (11), Pakistan (13), Ouganda (15), Guinée (17)
Le caoutchouc naturel	Indonésie (2), Malaisie (3), Côte d'Ivoire (7), Nigeria (11), Cameroun (15), Gabon (18)
Avoine	Kazakhstan (20)
Huile de palme	Indonésie (1), Malaisie (2), Nigeria (5), Côte d'Ivoire (6), Cameroun (7), Sierra Leone (18), Guinée (20)
Riz	Indonésie (3), Bangladesh (4), Pakistan (10), Egypte (15), Nigeria (16)
Sorgho	Nigeria (2), Soudan (5), Burkina Faso (11), Mali (12), Cameroun (13), Egypte (14), Niger (15), Tchad (17), Ouganda (19), Yémen (20)
Sojas	Indonésie (12), Nigeria (15)
Sucre	Pakistan (10), Turquie (13), Egypte (19)
Thé	Turquie (7), Indonésie (9), Iran (10), Bangladesh (14), Ouganda (16), Mozambique (19)
Blé	Pakistan (8), Kazakhstan (10), Turquie (12), Iran (15), Egypte (17)

Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

2.3. Producteurs Supérieurs des Principaux Produits d'Agriculture

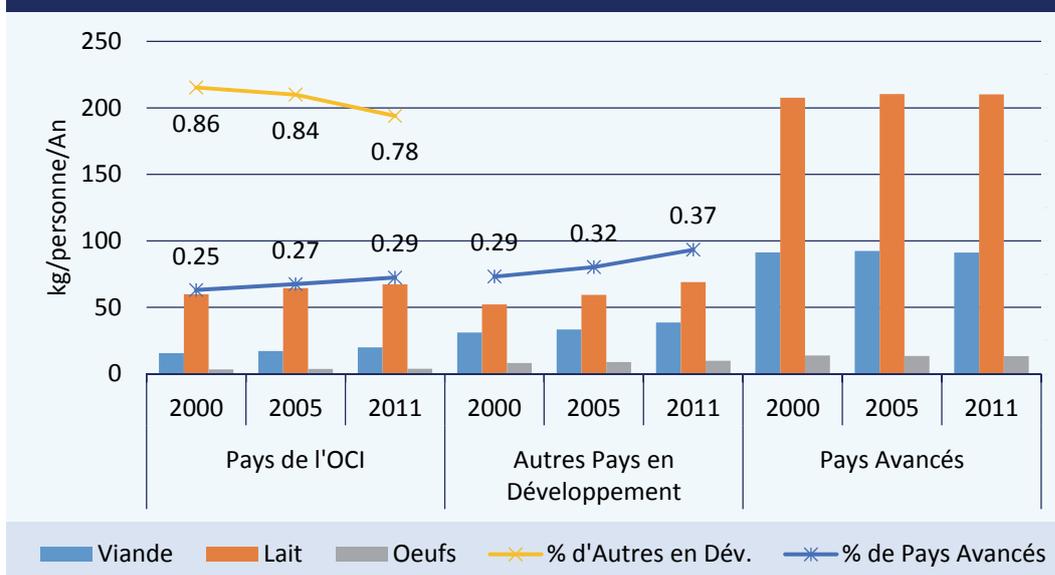
Malgré le de bas niveau du développement dans le secteur d'agriculture et l'action relativement basse des pays de l'OCI dans la production agricole mondiale, 26 pays membres sont parmi les 20

producteurs principaux de certains produits agricoles importants dans le monde entier (voir le tableau 2.1). Ces produits varient des céréales telles que le blé, l'orge, le riz et le maïs aux produits zone tropicale/tempérée tels que l'huile de palme, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. Cependant, pour plusieurs de ces pays, en particulier ceux dans lesquels la partie de leurs exportations se concentrent sur certains de ces produits agricoles, les fluctuations des prix sur les bourses de marchandises internationales peuvent lancer des risques et des défis supplémentaires. En outre, l'exportation de ces produits primaires qui sont sans ou avec une basse des installations de traitement inadéquates à valeur ajoutée est un autre défi lié à la compétitivité de leurs produits sur les marchés de commerce international. À cet égard, les investissements dans les installations de traitement d'agriculture peuvent être une étape critique en relevant les défis prévus du développement agricole, protégeant des fermiers ainsi que créer des emplois supplémentaires.

2.4. Bétail et Pêche

La croissance rapide et l'innovation technologique ont mené aux changements structurels profonds dans le secteur de bétail, incluant : un mouvement de petit exploitant des fermes diversifiées vers les systèmes de production industrielle spécialisés à grande échelle ; une variation dans l'offre et demande aux pays en développement ; et une emphase croissante sur l'approvisionnement et le marketing globaux. Ces changements ont des implications pour la capacité du secteur de bétail afin d'augmenter la production soutenable des manières qui favorisent la sécurité alimentaire, la réduction de pauvreté et la santé publique. D'une part, la pêche et l'aquaculture continuent à apporter des contributions cruciales au bien-être et à la

Schéma 2.7
Consommation par Habitant de Produits Animaux



Notes: Le lait exclut le beurre

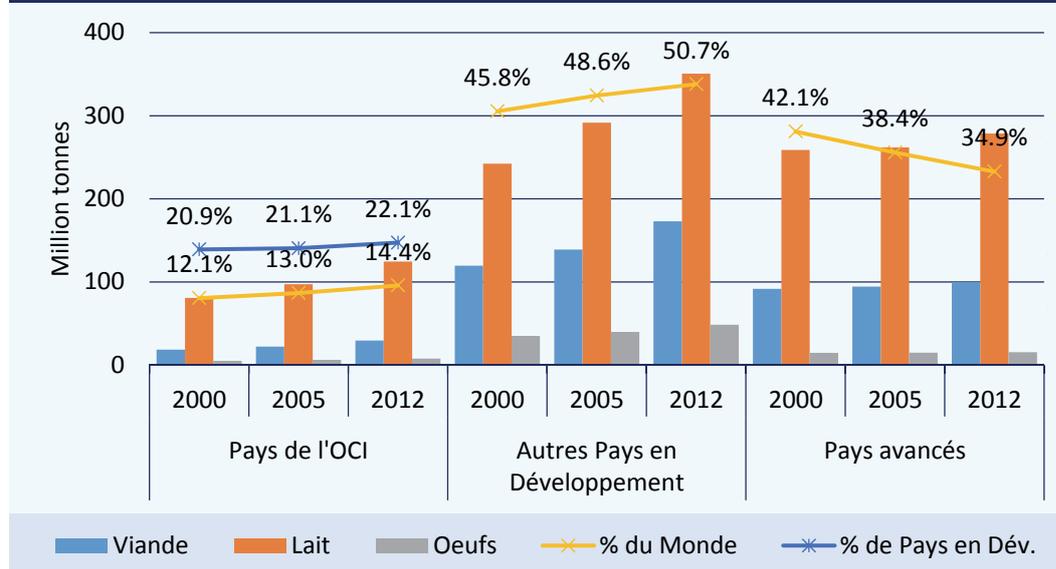
Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC.

prospérité du monde. Elles constituent une source importante de protéine nutritive alimentaire et animale à une grande partie de la population du monde. Selon l'opinion de ce qui précède, cette sous-section passe en revue l'évolution récente de la consommation, de la production et du commerce du bétail et des produits de la pêche dans les pays de l'OCI, partout où applicable, avec des comparaisons à d'autres groupes de pays.

2.4.1. Bétail

La consommation des produits animaux dans les pays en développement, mesurée selon la consommation de tête en kilogrammes au cours d'une année spécifique, a augmenté sensiblement lors de la décennie passée. Le schéma 2.7, à cet égard, dépeint les tendances récentes dans la consommation des produits importants de bétail par habitant, à savoir, de la viande, du lait et des œufs. Apparemment, les pays de l'OCI souffrent des niveaux relativement bas de la consommation dans les produits animaux. La consommation de viande, par exemple, a augmenté de 15.6 jusqu'à 19.9 kg/personne au cours de la période 2000-2011. Cependant, ce chiffre est toujours beaucoup plus bas que 38.7 et 91.2 niveaux de kg/ personne observés dans d'autres pays en développement et pays avancés, respectivement. Quant à la consommation de lait, bien que les pays membres, avec un niveau de consommation annuel moyen de lait de 67.3 kg/ personne, compare équitablement à d'autres pays en développement (69.0 kg/ personne), ce chiffre est beaucoup plus bas que le niveau de consommation moyenne des pays avancés (au-dessus de 210.1 kg/ personne). Un argument similaire juge aussi bien vrai pour la consommation d'œufs. Une personne dans les pays de l'OCI a consommé en moyenne 3.8 kilogrammes d'œufs en 2011, qui est sensiblement inférieur aux moyennes d'autres pays en développement (9.8 kilogrammes) et de pays avancés (13.4 kilogrammes). De façon générale, le taux de la consommation de produits animaux de moyenne par habitant dans les pays de l'OCI comparé à celui dans d'autres pays en développement est calculé en tant que 0.78 en 2011, qui indique une détérioration significative en position des pays de l'OCI contre ce dernier depuis 2000 (Schéma 2.7). Le taux de la moyenne de consommation par habitant dans les pays de l'OCI à celui dans les pays avancés, cependant, a enregistré une amélioration, augmentant de 0.25 en 2000 à 0.29 en 2011.

Schéma 2.8
Production des Produits Animaux



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

TABLEAU 2.2
Échanges des Produits Animaux (2000, 2005 et 2011)

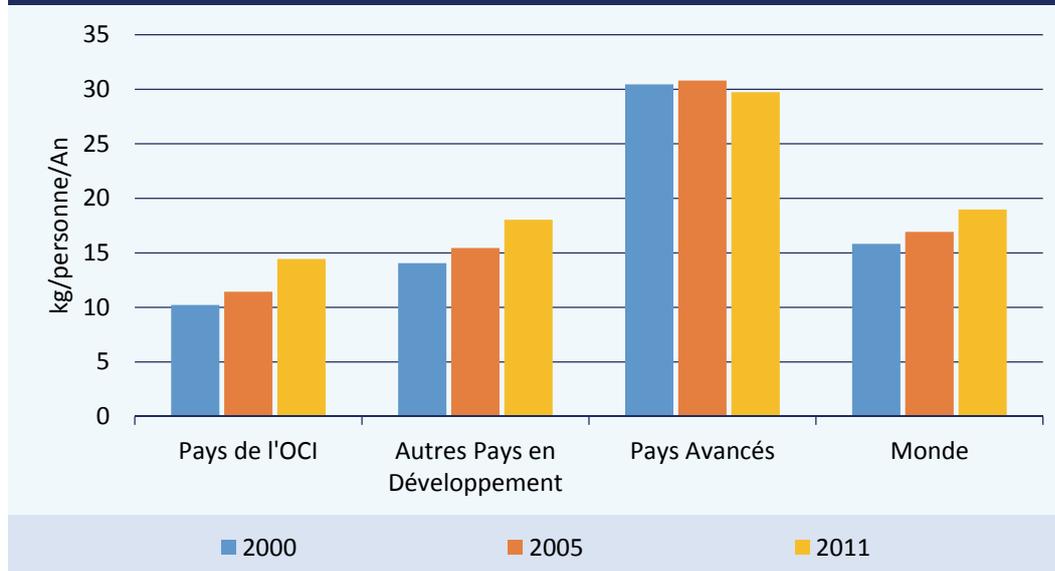
	Exportation			Importation			Balance Commerciale		
	2000	2005	2011	2000	2005	2011	2000	2005	2011
Pays de l'OCI	<i>(Mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>		
Total de Viande	79	207	616	1,720	2,643	4,491	1,642	2,435	3,875
<i>Bovin</i>	15	43	99	618	882	1,277	603	839	1,179
<i>Ovin</i>	12	15	31	128	179	181	116	164	150
<i>Volaille</i>	43	129	457	916	1,483	2,878	873	1,354	2,421
<i>Autre viande</i>	6	15	14	10	17	13	4	2	0
Laiterie ¹	1040	2958	5654	11,046	14,749	20,364	10,007	11,791	14,710
Œufs	117	137	421	117	119	388	0	18	33
Autres Pays en Dév.	<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>		
Total de Viande	4,914	10,571	13,039	5,368	8,242	11,561	454	2,329	1,478
<i>Bovin</i>	1,747	3,917	3,892	1,299	2,046	2,217	448	1,871	1,675
<i>Ovin</i>	52	89	75	211	186	174	160	96	99
<i>Volaille</i>	2,199	4,558	6,769	2,696	3,936	5,074	497	622	1,695
<i>Autre viande</i>	131	141	339	76	83	121	55	57	218
Laiterie ¹	6,546	12,461	14,291	16,072	18,016	26,367	9,527	5,555	12,077
Œufs	197	325	535	94	148	236	103	177	300
Pays Avancés	<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>		
Total de Viande	19,465	20,593	28,358	16,251	18,541	23,203	3,213	2,052	5,155
<i>Bovin</i>	5,558	4,875	6,025	5,352	5,387	5,714	206	511	311
<i>Ovin</i>	896	906	771	600	610	558	296	296	213
<i>Volaille</i>	6,539	6,274	9,311	4,129	4,762	7,246	2,409	1,512	2,065
<i>Autre viande</i>	216	224	321	386	317	619	169	94	298
Laiterie ¹	65,188	70,830	85,539	42,054	48,293	56,620	23,134	22,538	28,919
Œufs	816	942	1,266	855	1,086	1,423	39	144	158
Pays de l'OCI	%			%					
comme % de Pays en Dév	9.6%	12.4%	19.4%	37.4%	39.9%	39.8%			
comme % de Monde	1.3%	2.8%	4.5%	13.8%	15.7%	17.5%			

Notes: ¹ Équivalent de lait

Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, analyse de personnel de SESRIC (FAO)

Du côté de production, les pays en développement ont apparemment répondu à la demande croissante en produits animaux en augmentant rapidement leur production (Schéma 2.8). Entre 2000 et 2012, les pays de l'OCI à mesure qu'un groupe ont augmenté la production de leur viande, lait et œufs par 59.3% (de 18.6 à 29.6 millions de tonnes), 54.1% (de 80.9 à 124.7 millions de tonnes) et 53.3% (de 5.1 à 7.9 millions de tonnes), respectivement. En conséquence, leur action dans la production mondiale du produit de bétail dans le monde s'est également améliorée. En 2012, les pays membres ont représenté 14.4% de toute la production du monde des produits animaux, enregistrant une augmentation au-dessus de sa valeur de l'an 2000 de 12.1%. Au cours de la même période, d'autres pays en développement ont également gardé une tendance similaire et, en conséquence, l'action des pays de l'OCI dans les pays en développement est restée relativement stable d'environ 20%. Dans la mesure où les conducteurs de la croissance de production sont considérés, le taux courant conclut que les facteurs du côté de l'offre ont permis l'expansion dans la production animale. Les intrants bon marché, l'évolution technologique et les gains d'efficacité de balance au cours des dernières décennies ont eu comme conséquence des prix en baisse des produits animaux.

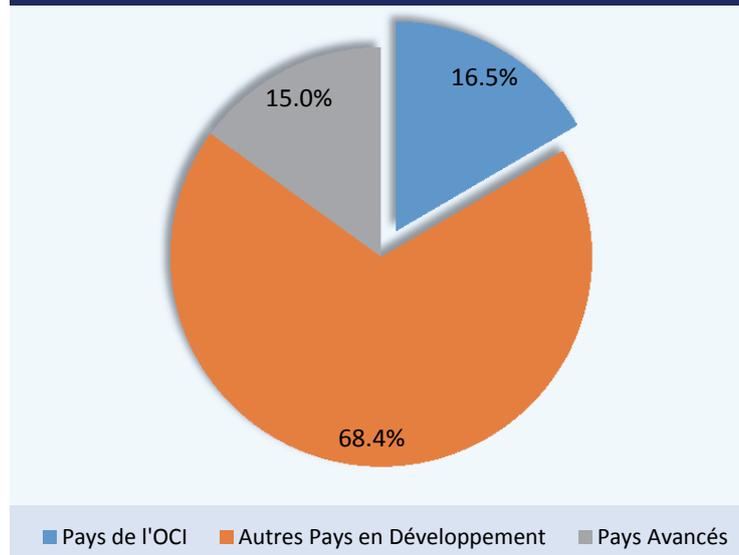
Schéma 2.9 Consommation par Habitant de Produits de la Pêche



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

La croissance du commerce de bétail a été facilitée en augmentant la consommation des produits animaux et de la libéralisation économique. Les développements dans le transport, tel que les expéditions de base de chaîne froide (transport frigorifique) et les expéditions à grande échelle et plus rapides, ont permis pour commercer et transporter des animaux, des produits et des aliments à de longues distances. Ceci a permis à la production de s'éloigner des lieux de la consommation et de la production des ressources d'alimentation. Les courants commerciaux croissants ont également des implications pour la gestion des maladies d'animaux et d'un certain nombre de questions relatives à la sûreté alimentaire. Selon l'opinion de ce dernier, le tableau 2.2 offre un regard comparatif à l'évolution du commerce des produits animaux importants. Deux observations critiques peuvent être faites comme suit : d'abord, les pays de l'OCI sont trop dépendant aux produits animaux importés, excepté les œufs, et, seconde, cette dépendance s'est développée rapidement. Au cours de la période 2000-2011, le déficit de commerce total des pays de l'OCI en viande plus qu'a été multiplié en augmentant de 1.6 jusqu' à 3.9 à millions de tonnes. C'était en grande partie dû à l'expansion rapide des importations de volaille et, en conséquence, du déficit commercial dans la volaille (2.4 millions de tonnes vis-à-vis 2011 seulement 0.9 en 2000). Cependant, on observe une situation moins optimiste dans le tableau 2.2 pour les produits laitiers.

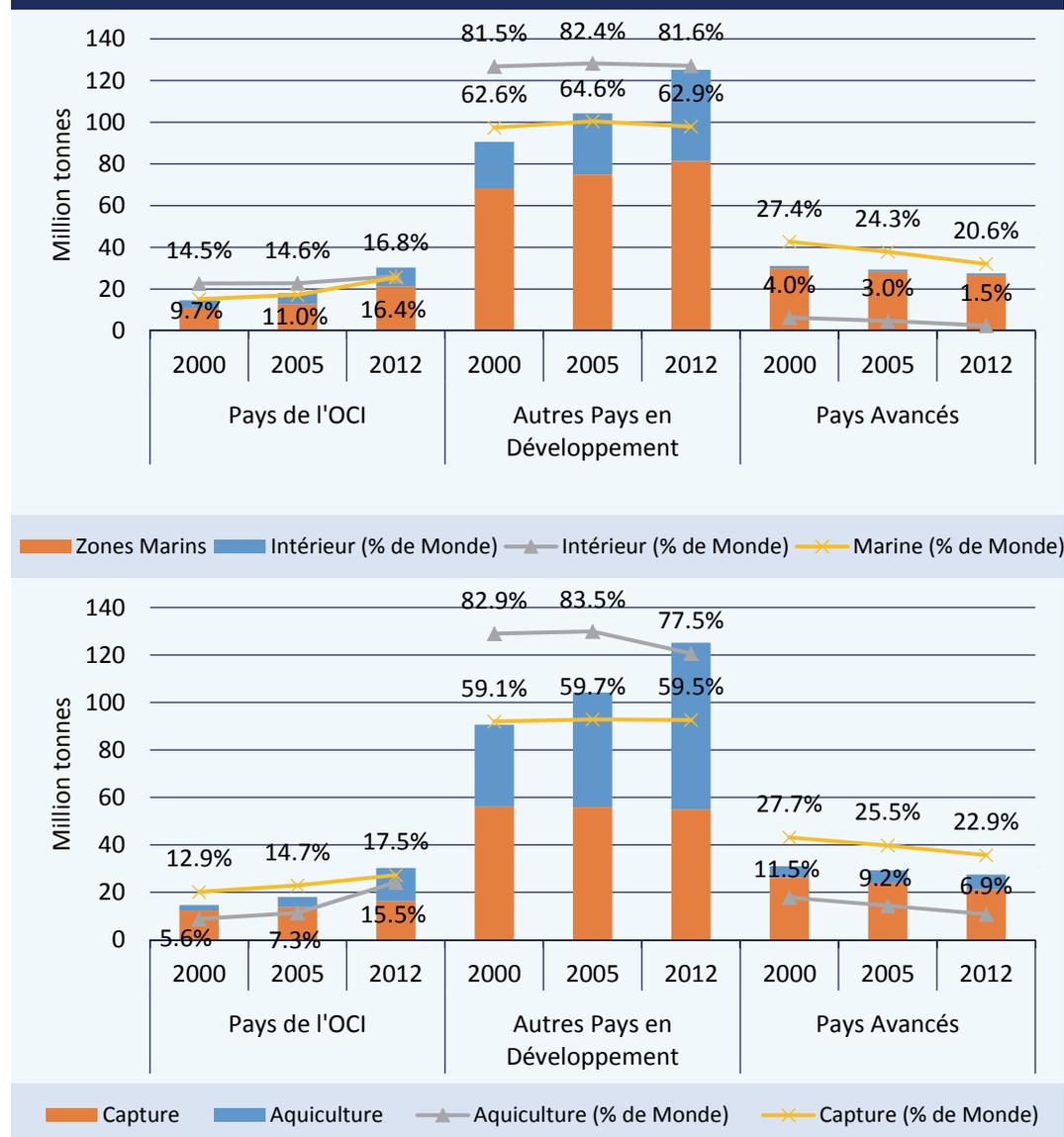
Schéma 2.10 Action dans la Production de Pêche(2012)



Source: Annuaire de la FAO de pêche et de base de données en ligne de statistiques d'aquiculture, Analyse de personnel de SESRIC

À partir de 2011, les pays de l'OCI étaient les importateurs nets des produits laitiers avec 14.7 des millions de tonnes de déficit commercial de ces produits. Ce chiffre est encore plus grand que ce qui est observé dans d'autres pays en développement (12.1 millions de tonnes en 2011). De façon générale, à partir de 2011, les pays de l'OCI ont représenté 4.5% d'exportations de produit de

Schéma 2.11
Production de pêche par le Zone de Pêche et la Méthode de Pêche



Notes: Les chiffres de production couvrent tous les postes d'espèces, zones de pêche, buts de production (c.-à-d. des buts commerciaux, industriels, récréationnels et de subsistance). La récolte de la mariculture, de l'aquiculture et d'autres genres de pisciculture est également comprise. **Source:** Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

bétail du total mondial, qui est trois fois plus grandes que les niveaux d'importations de 2000 de 1.3%, et 17.5% (qui était 13.8% en 2000). Ces nombres correspondent à 19.4% et à 39.8% des exportations et des importations de pays en développement, respectivement, encore en 2011.

2.4.2. Pêche

Les données de la pêche et du service d'aquiculture de la FAO indiquent que la pêche et l'aquiculture ont fourni le monde environ 182.9 millions de tonnes de poissons en 2012. Avec la

croissance soutenue de la production de poissons et les canaux de distribution améliorés, la production de pêche du monde s'est développée de manière significative lors de la dernière décennie, avec un taux de croissance moyen de 2.5% par an au cours de la période 2000-2012. Ceci a dépassé l'augmentation moyenne de 1.2 pour cent par an de la population du monde au cours de la même période. En conséquence, il y a eu des améliorations de la consommation de poisson alimentaire du monde par habitant. Le schéma 2.9 montre le développement dans la consommation du produit de pêche par habitant dans les pays de l'OCI, par rapport à d'autres groupes de pays ainsi que le monde, pour la période 2000-2011. Au cours de cette période, la moyenne de consommation par habitant dans les pays membres a augmenté de 10.2 jusqu'à 14.4 kilogrammes - enregistrant une augmentation de 41.2% (3.2% par an). D'autres pays en développement ont éprouvé une tendance de croissance similaire et ont augmenté leur consommation par habitant de 14.1 à 18.0 kilogrammes au cours de la même période, enregistrant une augmentation 28.4%.

TABLEAU 2.3**Échanges des Produits de la Pêche (2000, 2005 et 2011)**

	Exports			Imports			Trade Balance		
	2000	2005	2011	2000	2005	2011	2000	2005	2011
Pays de l'OCI	<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>		
Poissons ¹	961.9	1569.3	1989.6	1523.6	2417.4	4002.8	561.7	848.0	2013.2
Crustacés ²	271.0	392.5	441.6	53.9	78.8	182.4	217.1	313.7	259.1
Mollusques	257.7	221.6	284.7	30.3	31.9	61.5	227.4	189.7	223.2
Repas	43.1	111.0	156.3	310.5	194.1	364.6	267.3	83.1	208.3
Huiles	9.9	25.4	28.9	12.7	13.7	41.4	2.8	11.7	12.6
Plantes aquatiques	35.3	83.1	165.8	2.6	5.7	9.6	32.6	77.4	156.3
Non comestible	3.1	4.3	6.8	8.0	15.9	19.0	4.9	11.7	12.2
Autres Pays en Dév.	<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>		
Poisson ¹	6334.1	8217.9	10951.8	4055.4	7170.1	8504.8	2278.7	1047.8	2447.0
Crustacés ²	1087.7	1656.1	2193.2	155.1	289.1	343.4	932.5	1367.1	1849.8
Mollusques	1050.2	1395.2	1763.3	370.3	401.3	647.4	679.9	993.9	1115.9
Repas	2900.7	3061.0	2144.3	1826.6	2165.0	1608.1	1074.2	896.0	536.2
Huiles	499.1	362.2	445.3	225.6	105.9	174.4	273.5	256.2	271.0
Plantes aquatiques	165.0	147.2	183.5	45.6	94.3	222.1	119.4	52.8	38.6
Non comestible	166.3	107.9	71.0	91.6	108.1	106.9	74.7	0.2	35.9
Pays avancés	<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>			<i>(mille tonnes)</i>		
Poissons ¹	8540.8	9888.7	10713.2	9862.1	11014.3	11599.9	1321.3	1125.6	886.7
Crustacés ²	680.0	850.4	838.1	1929.2	2445.5	2536.5	1249.1	1595.1	1698.4
Mollusques	978.2	894.0	1022.5	1721.2	1952.0	2097.1	743.0	1057.9	1074.6
Repas	1186.4	1087.0	763.4	2308.5	1947.1	1369.4	1122.1	860.1	605.9
Huiles	381.8	328.0	456.2	628.7	661.0	696.0	246.9	332.9	239.8
Plantes aquatiques	49.9	73.1	80.5	227.9	242.6	253.8	178.0	169.5	173.3
Non comestible	393.8	464.9	350.6	956.5	845.9	855.1	562.6	381.0	504.5

Notes: ¹ Inclut frais, effrayant, congelé, sec, salé, fumé aussi bien que les types préparés ou de conserves de poissons. ² Inclut vivant, frais, des chillidas bien en tant que des crustacés et mollusques préparés ou préservés.

Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

Les chiffres de croissance par habitant de la consommation dans les pays en développement étaient sensiblement plus élevés que ceux des pays avancés (une diminution de 2.4% de 30.5 à 29.7 kilogrammes) et le monde dans son ensemble (une augmentation de 19.9% de 15.8 à 19.0 kilogrammes).

À partir de 2012, les pays de l'OCI ont représenté 16.5% de toute la production de pêche dans le monde (Schéma 2.10). C'est beaucoup au-dessous de l'action 68.4% d'autres pays en développement. Au cours de la même année, les pays avancés ont représenté encore 15.0% de

toute la production. Cependant, l'action 16.5% des pays de l'OCI dans le total de la pêche marque une importante amélioration plus de 10.7% observée au cours de l'année 2000. Au cours de la même période, les pays en développement ont en général augmenté leur action dans la production de pêche totale du monde de 77.1% à 85.0%. Les pays avancés, d'une part, ont observé leur action se contracter de 22.7% à son niveau actuel sur le schéma 2.10.

Le schéma 2.11 dépeint tout le volume d'espèces aquatiques attrapées par différents groupes de pays selon le parage de pêche (c.-à-d., intérieur ou soldat de marine) et la méthode de pêche (c.-à-d., capture ou aquiculture). Dans ce contexte, on constate que la production de pêche intérieure a augmenté rapidement (presque multiplié) de 27.4 à 53.7 millions de tonnes entre 2000 et 2012 (une augmentation de 96.1%), tandis que la production marine est resté relativement stable (c.-à-d., 129.2 millions de tonnes en 2012 vis-à-vis 109.1 en 2000 qui marque une augmentation cumulative seulement de 18.4%) (Schéma 2.11, haut). En conséquence, l'action de la production intérieure a connu des améliorations significatives d'un bout d'affaire à l'autre contre la production marine au cours de la période examinée. Comme également observé du schéma, les pays de l'OCI ont amélioré leur action dans la production de pêche intérieure du monde à partir de 14.5% en 2000 à 16.8% en 2012. Cependant, une amélioration plus significative est évidente dans le cas de la production marine, par lequel les pays membres aient augmenté leur action mondiale dans la production de pêche marine mondiale de 9.7% à 16.4% au cours de la même période. Les actions susmentionnées correspondent à 9.0 et 21.2 millions de tonnes de production de pêche dans les pays de l'OCI en 2012 pour des parages de pêche intérieurs et marins, respectivement. D'une part, d'autres pays en développement ont continué à produire la partie de la production intérieure et marine mondiale, avec 81.6% et 62.9% actions en 2012, respectivement.

Un argument similaire juge également vrai pour la production de pêche d'aquiculture aussi bien contre la capture. La production de pêche d'aquiculture du monde est rapportée par la FAO pour avoir été multipliée plus que 41.7 de millions de tonnes en 2000 à 90.4 en 2012 (une augmentation 116.7%) (Schéma 2.11, bas). Au contraire, le total de la production de capture a été stable légèrement au-dessus 90 de millions de tonnes au cours de la même période. Les pays de l'OCI, avec une augmentation de 2.3 à 14.1 millions de tonnes, ont presque triplé leurs actions dans la production de pêche d'aquiculture du total mondial à partir de 5.6% à 15.5% lors de 2000-2012. Leur action dans la production mondiale de capture, d'une part, a également augmenté et atteint 17.5% en 2012. La date de la même année, d'autres pays en développement ont représenté 77.5% et 59.5% du total mondial de production d'aquiculture et de pêche, respectivement.

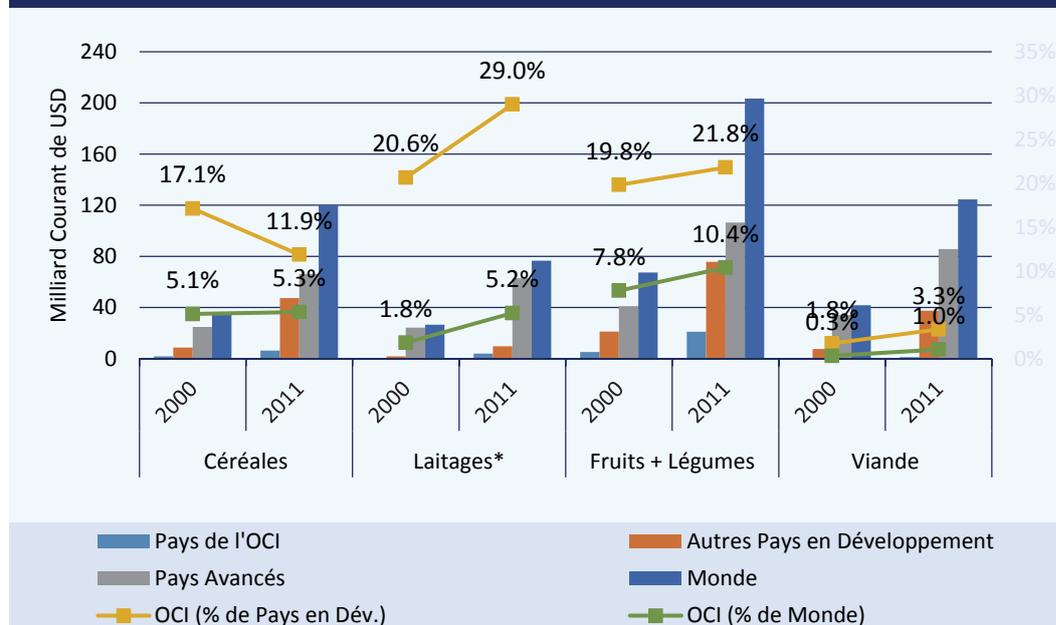
Le tableau 2.3 fournit l'évolution du commerce de la pêche pour différents groupes de produits. En 2011, les exportations de poissons de total provenant des pays de l'OCI ont atteint 2.0 millions de tonnes. Au contraire, les pays de l'OCI ont importé 4.0 millions de tonnes de poissons au cours de la même année - encourir un déficit commercial net de 2.0 millions de tonnes. Le poisson constitue la plus grande part dans le commerce de pêche de l'OCI. Cependant, le déficit dans le commerce de poissons de l'OCI s'est développé sensiblement entre 2000 et 2011 (presque triplé), constituant la partie du déficit commercial mondial des pays de l'OCI dans le commerce de pêche. En termes de volume d'échange, le poisson est suivi des crustacés et du mollusque avec des volumes d'exportation de 0.4 et 0.3 millions de tonnes en 2011, respectivement. D'autres pays en développement, cependant, sont apparemment les créateurs importants des exportations de produit de la pêche de pays en développement tandis que l'action significative de leurs exportations va vers les pays avancés qui sont les plus grands importateurs.

2.5. Échanges des Produits d'Agriculture

Comme observé du schéma 2.12, toutes les exportations de céréale des pays de l'OCI se sont élevées à 6.4 milliards dollars des Etats-Unis en 2011, représentant seulement 5.3% des exportations de céréale de total mondial en cette année. Cette part indique une légère augmentation au-dessus de son niveau 5.1% observé en 2000. L'action des pays de l'OCI dans toutes les exportations de céréale des pays en développement, d'une part, s'est contractée à 11.9% en 2011, comparé à 17.1% en 2000. En ce qui concerne les produits laitiers, on constate que les exportations de produit laitier des pays de l'OCI ont atteint 4.0 milliards de dollars des Etats-Unis en 2011 - de manière significative augmentant son action dans les pays en développement (de 20.6% à 29.0 %) et du monde dans son ensemble (de 1.8% à 5.2%). Toutes les exportations des fruits et légumes provenant des pays membres de l'OCI ont représenté 21.8% et 10.4% dans celles des pays en développement et du monde en 2011, respectivement, augmentant de 5.2 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 21.1 milliards de dollars des Etats-Unis en 2011. Avec la plus basse part dans toutes les exportations des pays en développement ainsi que le monde, par rapport à d'autres groupes de produits, les exportations totales de viande des pays de l'OCI ont représenté seulement 3.3% et 1.0% de celles des pays en développement et du monde, respectivement, en 2011.

De façon générale, avec la capacité productive agricole insuffisante pour satisfaire la demande alimentaire de leurs populations rapidement croissantes, les pays de l'OCI, comme un groupe, se fondent fortement sur les importations agricoles, en particulier les produits alimentaires. Cette image de dépendance devient encore plus claire quand l'action des pays de l'OCI, comme un

Schéma 2.12
Exportations des Groupes de Produits Agricoles Importants (2000-2011)

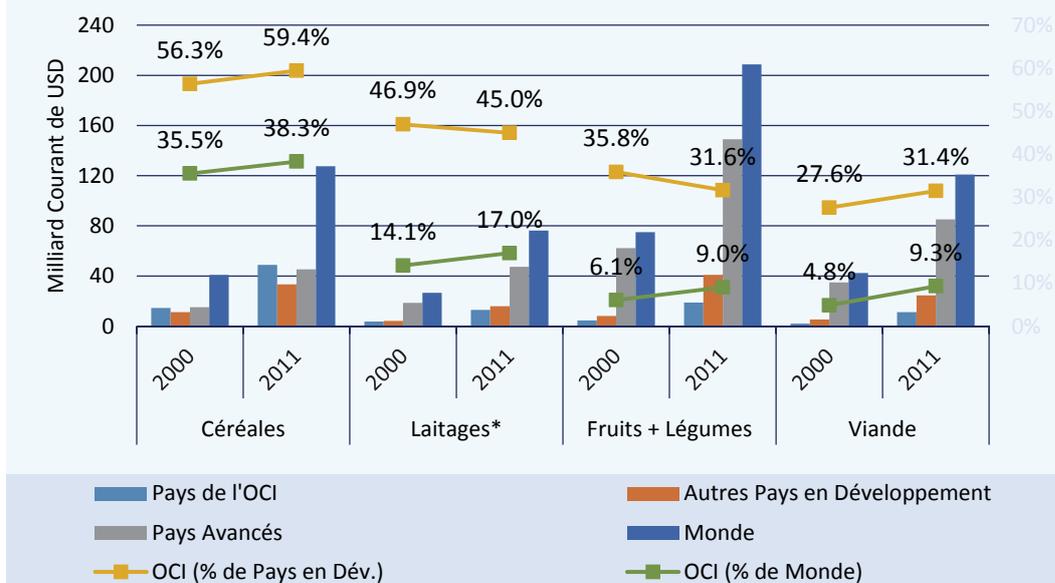


Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 10). * Laitages comprenant des œufs (FAO).

groupe, dans les importations totales et les exportations des produits agricoles du monde et les pays en développement sont considérés ensemble. Suivant les indications du schéma 2.13, avec 48.8 milliards de dollars des Etats-Unis, les pays de l'OCI ont représenté plus que la moitié (59.4%)

des importations totales de céréales de pays en développement en 2011, et plus d'un tiers (38.3%) du total mondial. Les deux actions ont augmenté au cours de la dernière décennie - repérage d'une augmentation de dépendance sur l'importation des produits céréaliers. Dans une veine similaire, les importations totales de produit laitier des pays de l'OCI, s'élevant à 12.9 milliards de dollars des Etats-Unis en 2011, ont eu une part de 45.0% dans celles des pays en développement au cours de la même année, et 17.0% dans celles du monde. D'une part, entre 2000 et 2011, les pays de l'OCI ont augmenté leurs importations de fruits et légumes de 4.5 de milliards des Etats-Unis à 18.9 milliards de dollars des Etats-Unis tandis que leur action dans toutes les importations des pays en développement vis-à-vis le monde avait une image confondue : l'action des pays de l'OCI dans les importations de fruits et légumes de total mondial a augmenté de 6.1% à 9.0% lors de 2000-2011 tandis que leur action dans celle des pays en développement a diminué de 35.8% à 31.6% au cours de la même période. Ce dernier était apparemment dû à une augmentation plus rapide dans d'autres importations de pays en développement. Quant aux importations de viande, on constate que les pays de l'OCI ont augmenté leur action collective dans les importations de viande des pays en développement (de 27.6% à 31.4%) et le monde dans son ensemble (de 4.8% à 9.3%) au cours de la période à l'étude.

Schéma 2.13
Importations des Groupes de Produits Agricoles Importants (2000-2011)



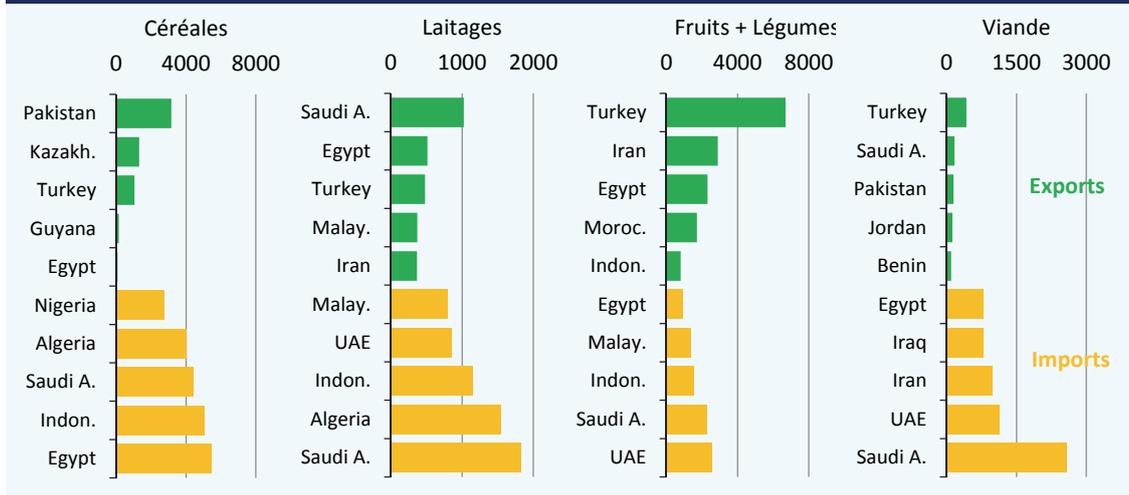
Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe 11). * Laitages comprenant des œufs (FAO).

En termes de concentration commerciale, le schéma 2.14 montre les volumes agricoles d'exportation et d'importation dans les 5 pays principaux de l'OCI. La partie des toutes les exportations et importations agricoles des pays de l'OCI est concentrée dans certains pays membres. Plus spécifiquement, les 5 pays exportateurs principaux de l'OCI dans chaque catégorie de produit représentée sur le schéma 2.14 ont représenté 89.9%, 69.0%, 68.3%, et 73.4% de céréale totale, de produit laitier, de fruits et de légumes, et les exportations de viande des pays de l'OCI en 2011, respectivement, tandis que, les 5 importateurs principaux ont représenté 44.4%, 47.8%, 46.3% et 55.8% du volume d'importation lié à chacun de ces groupes de produits importants, encore respectivement.

En raison de la dépendance relativement élevée de plusieurs pays de l'OCI à l'égard des importations des produits agricoles, les pays de l'OCI comme un groupe ont enregistré des déficits de balance commerciale significatifs dans la plupart de ces produits (Schéma 2.15). Les pays de

Schéma 2.14

Les 5 Exportateurs et Importateurs Principaux des Groupes de Produits Agricoles Importants (Million en USD, 2011)

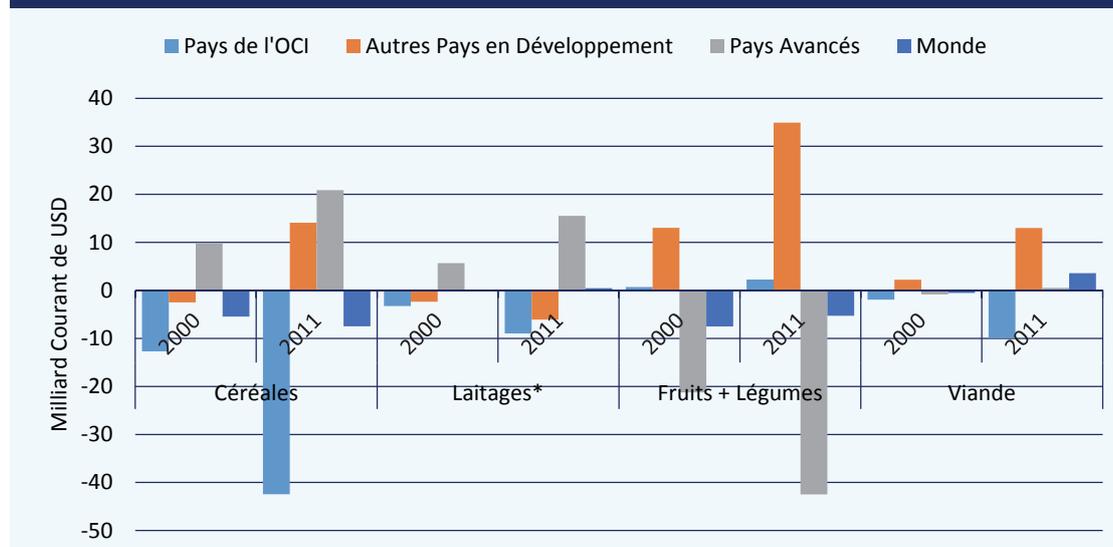


Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC. * Laitages comprenant des oeufs.

l'OCI dépendent des importations de tous les quatre groupes de produits agricoles principaux, excepté les fruits et légumes, et cette dépendance a augmenté sensiblement lors de la dernière décennie. En 2011, le déficit commercial de céréale totale des pays de l'OCI a atteint 42.4 milliards de dollars des Etats-Unis, comparé à 12.7 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000. Au cours de la même année, le déficit commercial de pays de l'OCI en produits laitiers s'est élevé à 9.0 milliards

Schéma 2.15

Balance Commerciale aux Groupes de Produits Agricoles Importants



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC. * Laitages comprenant des oeufs.

de dollars des Etats-Unis, encore comparé à seulement 3.3 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000. La majorité d'excédents dans les commerces de céréale et de produit laitier sont dirigés par les pays avancés. D'une part, entre, 2000 et 2011, le déficit commercial de l'OCI dans des produits à base de viande a augmenté plus que quadruple et a atteint 9.9 milliards de dollars des Etats-Unis en 2010. Au contraire, les pays de l'OCI pouvaient enregistrer un surplus de la balance commerciale, bien que petit, dans le fruit et les végétales et, à partir de 2011, gagné un net de 2.3 milliards de dollars des Etats-Unis de leurs échanges de ce dernier. D'autres pays en développement et pays avancés émergent comme exportateurs nets et importateurs principaux de fruit et de végétales, respectivement.

De façon générale, quand tous les produits agricoles sont concernés, on constate que les pays de l'OCI, comme un groupe, ont plus que multiplié leur déficit commercial de 23.2 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 62.1 milliards de dollars des Etats-Unis en 2011. Ceci indique que la production nationale des produits agricoles, surtout alimentaire, dans la plupart des pays de l'OCI n'augmente pas dans une tendance égale avec l'augmentation de la population et, par conséquent, avec l'augmentation de la demande pour ces produits. Ceci, à leur tour, a mené à un élargissement du lien de production-consommation, qui doit être établi par une augmentation dans les importations. D'ailleurs, les précipitations insatisfaisantes ajoutées à d'autres conditions climatiques défavorables, ont aggravé la situation de la pénurie alimentaire dans les pays membres de l'OCI. Plusieurs pays de l'OCI avaient fait face à des urgences alimentaires graves et sont classifiés par la FAO comme pays alimentaire-déficit. Ceci, alternativement, rend ces pays fortement vulnérables aux chocs externes en ce qui concerne les prix de denrées alimentaires internationaux à travers, entre autres, augmentant leurs factures d'importation alimentaire et déficits commerciaux, posant des impacts négatifs sérieux sur la santé et l'éducation, et empirant par conséquent l'état de la sécurité alimentaire en augmentant le nombre de personnes sous-nourris. Certaines et plus de ces questions seront discutées dans la section 6 de ce rapport.



3. Impacts de Changement Climatique sur l'Agriculture

Le changement climatique est l'un des défis environnementaux contemporains les plus cruciaux avec des conséquences sociales et économiques négatives graves. Déclenché par des raisons induites naturelles et humaines, le changement climatique est en cours depuis des siècles avec l'augmentation de la fréquence et de l'intensité ces derniers temps. Lors des dernières décennies, les activités humaines se sont rapportées surtout à la production industrielle, agriculture et le transport a émergé comme contribuant principaux à la concentration des gaz à effet de serre (GHGs) dans l'atmosphère. Et la concentration croissante des émissions de gaz à effet de serre cause le réchauffement climatique (c.-à-d. augmentation de la température moyenne de la surface de terre) qui est l'une des manifestations les plus communes du changement climatique. En outre, le temps et la quantité de précipitations est en changement, le niveau de la précipitation devient fortement la variable et l'occurrence des événements météorologiques extrêmes comme des inondations, des sécheresses, des cyclones et des orages. Ces événements sont plus souvent comparés au passé. Les changements de ces variables importantes ont des implications négatives graves pour les humains car ils affectent négativement la disponibilité des nécessités de base comme l'alimentation et l'eau et détériorent les conditions de santé.

Assurément, le secteur d'agriculture est extrêmement vulnérable au changement climatique surtout dû à sa dépendance plus élevée à l'égard du climat et les conditions atmosphériques. Le changement climatique peut affecter le secteur d'agriculture par de divers canaux : échauffement, variation des précipitations et la distribution de précipitation, concentration en carbone, événements météorologiques extrêmes comme des inondations, la sécheresse et les orages, et l'intensification de croissance de parasite. Le niveau et l'ampleur des effets sur la production agricole sont les modèles fortement incertains et divers de climat utilisés pour l'évaluation des

résultats produits par effets avec des variations significatives. Cependant, ces variations sont la plupart du temps pour de courtes périodes à moyen terme (jusqu'à la période 2030-2050) et en fin de compte plus d'impact négatif global prévu par modèles du changement climatique sur le secteur d'agriculture à travers le globe (IPCC, 2007). Les impacts du changement climatique sur le secteur d'agriculture sont inégaux à de niveau global et quelques régions sont prévues d'être plus affectées que les autres. Les pays généralement en développement situés surtout dans les régions arides, semi-arides et sous-humides sèches, sont plus vulnérable comparés aux pays avancés dus, surtout, à leur climat chaud et la variabilité la plus élevée des précipitations et de la pluie.

Etant une partie substantielle du monde en développement, les pays membres de l'OCI ne sont pas une exception et la plupart d'entre eux sont prévus d'éprouver des pertes élevées dans la production agricole due au changement climatique. Les plus vulnérables sont le revenu faible et les pays membres pauvres d'Afrique et l'Asie surtout due à leur endroit géographique, la présence plus forte de la malnutrition et la basse capacité financière d'adapter et atténuer les impacts négatifs du changement climatique. Dans ce contexte, ce chapitre vise à accentuer les impacts du changement climatique sur quelques variables importantes relatives d'agriculture dans les régions où une majorité de pays membres de l'OCI sont localisées.

3.1. Augmentation dans la Température

Le monde devient plus chaud et il y a des indications claires qui en dépit de tous les efforts nous ne sommes pas sur la voie pour pouvoir limiter la température mondiale moyenne à 2 degrés Celsius (°C), un but identifié dans les Accords de Cancun de la Convention de Climat des Nations Unies. Mondialement les émissions de gaz à effet de serre sont en augmentation. Selon le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), les émissions de gaz à effet de serre sont maintenant environ 50 gigatonnes d'équivalent de carbone (GtCO₂e), 20% plus haut qu'elles avaient lieu en 2000. D'une part, ces émissions sont 11% plus hauts qu'ou les émissions doivent être en 2020 afin d'assurer que les températures mondiales n'augmenteront pas plus de 2 °C. Si les tendances de l'émission courante et des engagements politiques pour terminer les émissions ne sont pas mises en valeur, la moyenne de la température mondiale est prévu pour atteindre une gamme de 3.5 °C à 5 °C vers la fin de ce siècle (PNUE, 2012).

Les récoltes sont fortement - sensibles à la température. Et la longueur de leur période de végétation et synchronisation du processus de développement est fortement influencée par cette dernière. La réponse du rendement de récolte à la température chaude, cependant, n'est pas homogène à travers le monde. Dans les régions froides, où l'output est limité par la chaleur insuffisante, elle pourrait avoir des impacts positifs sur l'output tandis que les récoltes répondront négativement avec la diminution d'output particulièrement dans les régions semi-aride tropicales et subtropicales où la température tend déjà à être proche du seuil de tolérance de récoltes (Antón, J. et autres, 2012). Un autre impact relatif de la température chaude sur des récoltes est connu comme l'évapotranspiration. Dans ce processus, l'augmentation dans la température affecte la capacité des plantes pour obtenir et employer l'humidité tout en entraînant l'augmentation de l'évaporation du sol. En conséquence, les plantes augmentent la transpiration et perdent plus d'humidité de leurs feuilles. Ce phénomène effectue négativement le cycle de vie et la capacité productive de plantes.

Au niveau global, les pays en développement sont généralement prévus davantage d'être exposés à ces impacts négatifs comparés aux pays avancés et, ainsi, leur production agricole est prévue de diminuer de manière significative. Les impacts sont estimés d'être les plus forts à travers l'Afrique Subsaharienne, l'Asie du Sud-Est, et l'Asie du Sud où la majorité de pays membres de l'OCI sont localisées. Dans ces régions, les outputs des récoltes régionales dominantes peuvent diminuer sensiblement une fois la température augmente par 3°C ou 4°C. Selon le dernier rapport de la banque mondiale, les pertes médianes d'output d'Afrique Subsaharienne de 5 pour cent sont projetées pour le réchauffement climatique de 1.5-2 pour cent et 15 pour cent pour le

réchauffement climatique de 2-2.5 et 15-20 pour le réchauffement climatique de 3-4 °C. D'une part, le changement crucial des zones de culture est prévu même sous les niveaux relativement modestes du réchauffement climatique dans cette région. Et un 1.5-2°C chauffant au cours des années 2030 et 2040 a pu mener aux réductions d'environ 40-80 pour cent du maïs, du millet, et des zones de culture actuelles de sorgho pour les cultivars courants. Par un réchauffement climatique de 3°C, cette réduction a pu devenir plus de 90 pour cent. Dans un monde de 4°C, les températures d'été en Asie du sud sont estimées d'augmenter par 3°C à 6°C en 2100. Et on projette que les outputs de récolte diminuent d'environ 10-30 pour cent pour le réchauffement climatique de 3-4.5°C. Depuis 1980, les outputs de riz et de blé ont diminué d'approximativement 8 pour cent pour chaque augmentation de 1°C des températures lors de la période de végétation moyennes dans cette région (Banque Mondiale, 2013).

Étant situés dans les secteurs déjà secs et chauds, la plupart des pays de l'OCI souffrira des impacts négatifs de changement climatique dus à l'augmentation de la température. Leur production agricole est particulièrement vulnérable au réchauffement climatique croissant car même l'augmentation de 1°C de la température locale peut avoir comme conséquence un déclin de 5-10% dans les outputs pour les récoltes importantes de céréales dans les secteurs semi-arides et tropicaux, où la plupart des pays membres sont localisées.

3.2. Variation des Précipitations et de la Pluie

Mondialement, les ressources en eau sont vulnérables au changement climatique dû à ses impacts de précipitations, à la fonte de la neige et au niveau de la pluie. L'impact net du changement climatique est prévu d'être négatif sur l'approvisionnement en eau global. En fait, les ressources en eau sont déjà sous stress à travers le monde et la moyenne des ressources en eau renouvelables par habitant a diminué de 10180 m³ en 1990 à 7802 m³ en 2012 (la FAO, AQUASTAT 2013). Selon quelques évaluations, le changement climatique est prévu de représenter environ 20 pour cent de l'augmentation mondiale de la pénurie de l'eau et les pays qui souffrent actuellement du manque d'eau seront touchés plus forts (la FAO, 2007).

L'agriculture qui se base sur la pluie est une source importante alimentaire particulièrement dans les pays en développement. Selon les évaluations de l'Institut International de Gestion de l'Eau (IWMI, 2010), elle représente plus de 95% de terre cultivée dans l'Afrique Subsaharienne, 90% en Amérique latine, 75% en Orient Proche et en Afrique du Nord ; 65% en Asie de l'Est, et 60% en Asie du Sud. Le changement climatique est prévu d'apporter la rupture grave dans des modèles de précipitations et par conséquent dans l'agriculture basée sur la pluie. Généralement la situation va être la plus mauvaise dans les secteurs semi-arides et secs avec la réduction significative d'output de récolte et l'augmentation des échecs de récolte. Dans l'Afrique Subsaharienne, la moyenne pluviométrique annuelle est estimée d'augmenter surtout dans la Corne de l'Afrique (avec des impacts positifs et négatifs), tandis que des parties de l'Afrique de sud et de l'ouest peuvent voir des diminutions des précipitations. Au Cameroun, un pays fortement dépendent sur l'agriculture pluviale, - on projette qu'une réduction de 14% des précipitations cause des pertes économiques significatives, jusqu'à 4.65 milliards de dollars des Etats-Unis environ (Banque Mondiale, 2013). En Asie du sud, certains changements climatiques de précipitation induits et des retards dans le début de la saison de mousson sont prévus. Compte tenu du fait que la mousson d'été est critique à l'agriculture au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan, le changement climatique causera une diminution significative dans la production agricole de cette région (Vincent Gitz, 2012).

Les systèmes d'agriculture basés sur l'irrigation sont également vulnérables. Compte tenu du fait que 40% des outputs de récolte du monde sont basés sur l'irrigation et presque la moitié de ces derniers sont des bassins des fleuves provenant seul de l'Himalaya, les effets de la pénurie de l'eau peuvent être une réduction prévue de la production alimentaire du monde de 1.5% d'ici 2030 et au moins de 5% en 2050 (PNUE, 2009). Les glaciers sont une source importante de l'eau pour l'irrigation en Asie centrale, les régions de l'Himalaya Hindu-Kuch, la Chine, l'Inde, le Pakistan et

certaines parties des Andes. Presque 35% de la production végétale au Bangladesh, au Bhoutan, en Chine, en Inde, le Myanmar, au Népal et au Pakistan est basé sur l'irrigation, fournissant l'alimentation pour 2.5 milliards de personnes. Cependant, la fonte des glaciers dus au réchauffement climatique causera une diminution significative de l'approvisionnement en eau pour l'irrigation dans ces secteurs (IPCC, 2008).

La variation du niveau de précipitation est une autre manifestation des impacts du changement climatique sur des ressources en eau. La précipitation joue un rôle important dans la production végétale en fournissant l'humidité nécessaire au sol. Et la diminution du niveau de précipitation mènera vers le fait de diminuer la production agricole. En fait, les pertes de production seront plus significatives dans les pays déjà secs et arides comprenant plusieurs pays membres de l'OCI. Les variations relatives de changement climatique de la précipitation affecteront également les niveaux du stockage de l'eau dans les lacs et les réservoirs des pays membres. Ceci pourrait causer des problèmes majeurs pour des lacs, tels que le lac Tchad, qui a déjà diminué en taille d'environ 50% au cours des 40 dernières années. Pour le bassin fluvial du Niger, il y a un changement prévu de 10% de précipitation, d'évaporation potentielle et d'écoulement. Au MOAN, l'écoulement annuel moyen ne diminuera près pas moins de 27% en 2050. Tandis qu'avec l'augmentation continue de la température, l'écoulement d'eau dans l'Euphrate peut diminuer de 30% et celui du fleuve Jourdain de 80% avant le tournant du siècle (AFED, 2009). Ceci aggravera le problème de manque d'eau et mènera à la perte significative de productivité d'agriculture.

Dans les pays membres de l'OCI, le secteur d'agriculture représente 86.2 pour cent de consommation totale des ressources en eau renouvelables. La majorité des pays membres de l'OCI sont situées dans des secteurs secs et arides avec une partie relativement petite des ressources en eau de total mondial comparées à leur population et la région terrestre (voir la section 1 pour les détails). Compte tenu du fait que les ressources en eau sont déjà sous le grand effort dans les pays membres et le changement climatique aggravera beaucoup plus la disponibilité de l'eau dans ces secteurs, plus de pays membres feront face à la pénurie croissante de l'eau et au déclin suivant dans la production agricole.

3.3. Montée du Niveau de la Mer

Le niveau de la mer est estimé de pouvoir augmenter jusqu'à 69 cm 2100 comme les températures de l'eau augmentent et les glaciers et les plaques de glace fondent dans les Andes, en Himalaya, au Groenland et en Antarctique (Ice2sea, 2013). Ces évaluations sont plus élevées que la prévision de pas moins de 59 cm par le Panneau Intergouvernemental sur le Changement Climatique en 2007. La montée du niveau de la mer endommagera les zones d'agriculture en inondant la terre de récolte, en augmentant la salinité du sol et en souillant les ressources d'eau potable. Les pays tels que le Vietnam, le Bangladesh et l'Egypte où les grandes parties de production agricole sont dans des régions côtières de basse terre et de petites nations insulaires comme les Maldives pourraient voir une perte de production significative causée par l'inondation et l'intrusion saline (IPCC, 2007). Selon les évaluations du Programme Environnemental de l'ONU, environ 950 millions de hectares de terres sel-affectées se produisent dans des régions arides et semi-arides, correspondant presque à 33% du secteur de terres potentiellement arables du monde. Mondialement, environ 20% de terre irriguée (450.000 km²) est sel-affecté, avec 2.500-5.000 km² de production perdue chaque année en raison de la salinité (PNUE, 2009).

La montée du niveau de la mer peut sérieusement affecter un certain nombre de pays membres de l'OCI où les activités économiques et le secteur d'agriculture sont concentrés dans les régions côtières. Le secteur d'agriculture en Egypte sera fortement vulnérable et seulement une montée d'un mètre de niveau de la mer mettrait 12% de ses superficies agricoles en danger. La montée du niveau de la mer aggravera également les impacts d'inondation des grands fleuves, particulièrement du Niger et du Nil. Certaines des régions les plus vulnérables sont le delta du Nil en Egypte, le delta de Ganges-Brahmaputra au Bangladesh, et l'île des Maldives et du Bahreïn

(AFED, 2009). Une augmentation considérable d'intrusion d'eau salée est prévue pour certains pays membres de l'Asie de l'Est et le Pacifique. Pour une montée de 100 cm du niveau de la mer en 2100, la région de terre affectée par l'intrusion d'eau de mer est prévue d'augmenter de 7-12 pour cent sous 4°C chauffant dans la région de fleuve de Mahaka en Indonésie (Banque Mondiale, 2013).

3.4. Événements Météorologiques Extrêmes

Le changement climatique change la fréquence des événements météorologiques extrêmes comme des vagues de chaleur, des inondations, des cyclones, des sécheresses, et le glissement de terre. Selon les résultats du rapport d'IPCC (2012), « un jour plus chaud qui se produit une fois en 20 ans est susceptible de devenir l'événement qui se passe une fois chaque deux ans, excepté dans les latitudes élevées de l'hémisphère du nord, où il est susceptible d'avoir lieu une fois chaque cinq ans. Les précipitations quotidiennes sévères qui se sont typiquement produites une fois en 20 ans sont susceptibles de se produire tous les 5 à 15 ans. La vitesse du vent maximum de cyclone tropical moyen est susceptible d'augmenter, mais la fréquence mondiale des cyclones tropicaux est susceptible de diminuer ou demeurer sans changement. Le temps sec accru est prévu pour l'Afrique Australe, le Nord-Est du Brésil, l'Europe Centrale, les Pays Méditerranéens et l'Amérique du Nord Centrale. »

Évidemment les tendances de réchauffement climatique courantes et les événements météorologiques extrêmes résultant du monde ont déjà commencé à affecter l'agriculture. Quelques exemples des pertes économiques provoquées par des extrémités de climat sont comme suivent (DKN, 2012):

- Au cours de la période 1950-2004, environ 207 événements météorologiques extrêmes ont été enregistrés dans la région de l'Asie Pacifique. Et le coût de ces désastres climat-connexes a été estimé à environ 14.2 million de dollars des Etats-Unis.
- Lors de la vague de chaleur européenne de 2003 les pertes économiques (non assurées) pour le secteur d'agriculture dans l'Union Européenne ont été estimées à 13 milliard d'Euros.
- Une baisse record dans l'output de récolte de 36% s'est produite en Italie pour le maïs cultivé dans la vallée de PO, où extrêmement les températures ont régné en 2003.
- En Mozambique, l'inondation en 2000 a eu comme conséquence la perte de 167.000 hectares de superficies agricoles avec 277.000 hectares de récoltes détruites. La banque mondiale estime que les pertes directes de total en raison des inondations se sont élevées à 273 millions de dollars des Etats-Unis.
- Les événements météorologiques extrêmes après qu'une récolte soit cultivée peuvent également affecter la production agricole, par exemple les feux de forêt en Australie en 2009 ont détruit presque 430.000 hectares des forêts, des récoltes, et du pâturage, et plus de 55 entreprises.

L'agriculture est vulnérable et exposée aux extrémités climatiques déclenchées par le changement climatique. Il y aura des impacts négatifs potentiellement grands dans les pays en développement comprenant certains pays membres de l'OCI particulièrement l'Afrique Subsaharienne et en Asie surtout dues à leur confiance élevée sur l'agriculture, l'infrastructure pauvre et la capacité minimale pour la gestion des désastres. Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, le réchauffement extrême, les sécheresses et l'inondation sont prévus de se produire plus fréquemment à travers le monde. En Asie du Sud-Est, sous un réchauffement climatique de 2°C, les extrémités de la chaleur couvriront presque 60-70 pour cent de la région terrestre totale en été ce qui pourrait monter jusqu'à 90 pour cent avec le réchauffement climatique de 4°C. Il y a eu une augmentation de l'occurrence des sécheresses dans l'Afrique Subsaharienne depuis 1950. Avec un réchauffement climatique de 4°C, il y a une probabilité de sécheresse extrême en Afrique Australe et une sécheresse grave en Afrique Centrale, un risque accru en Afrique de l'Ouest, et une diminution possible dans l'Afrique de l'Est d'ici en 2080. De même, en Asie du Sud la sécheresse se

produirait en Inde Occidentale du Nord, au Pakistan et en Afghanistan par contre il y aurait une augmentation substantielle de la longueur des charmes secs en Inde Orientale et au Bangladesh. En outre, 1.5 million de personnes sont prévues d'être affectés par les inondations côtières dans les villes côtières du Bangladesh d'ici 2070. Par 2100, environ 8.5 millions de personnes supplémentaires seront exposées à l'inondation côtière en Asie du Sud-Est (Banque Mondiale, 2013).

3.5. Intensification de Parasite et Concentration en CO2

Un autre impact principal de changement climatique sur les récoltes viendra de l'intensification des parasites et des microbes pathogènes. Le climat et les conditions atmosphériques jouent un rôle important dans leur distribution et prolifération. En outre, le changement climatique affecte également l'efficacité des pesticides employés souvent pour les contrôler en changeant les conditions au sol. Par exemple, un des facteurs les plus importants qui jouent un rôle significatif dans l'efficacité de pesticide, persistance, et transport est la synchronisation, et le volume de précipitations qui sont induits par le changement climatique deviendra fortement incertain à l'avenir. Il y a une évidence claire que le changement climatique change la distribution, l'incidence et l'intensité des parasites et des maladies animaux et de plante. Le réchauffement climatique induit par le climat aidera quelques parasites non seulement à survivre à l'hiver et à décaler à des altitudes plus élevées mais également à une occurrence plus tôt des attaques au printemps et à un plus grand nombre de génération annuelle. Sous les scénarios de climat avec plus de pluie d'hiver dans la région de Sahel de l'Afrique, ceci peut fournir de meilleurs états d'élevage pour les parasites migrants de plante tels que la sauterelle de désert qui dépendent totalement de la pluie, de la température et de la végétation, avec des impacts catastrophiques sur la production animale de récolte et animale. Dans les régions tempérées fraîches, où les parasites et les maladies d'insecte ne sont pas sérieux actuellement, les dommages sont susceptibles d'augmenter dans des conditions plus chaudes. En outre, la plupart des maladies agricoles ont un plus grand potentiel d'atteindre les niveaux graves dans des conditions plus chaudes.

Selon les dernières évaluations, la concentration en CO2 dans l'atmosphère a augmenté des 280 pages par minute préindustrielle à 392 pages par minute en 2010 et est susceptible d'être multipliée en 2100 (HELP, 2012). Le niveau le plus élevé du CO2 dans l'atmosphère est une variable importante qui affecte la productivité agricole par le mécanisme photosynthétique. Par conséquent, la concentration du CO2 dans l'atmosphère, due à l'augmentation des émissions de GHG, affectera certainement les récoltes et leur productivité. Cependant, jusqu'ici les impacts globaux de la concentration en CO2 sur le secteur d'agriculture sont fortement ambigus car les différentes récoltes montrent la réponse de différence à ce phénomène. Généralement les scientifiques sont unanimes qu'une augmentation des niveaux atmosphériques de CO2 puisse aider à augmenter la productivité de récolte dans les récoltes C3 comme le blé, le riz, et le soja. Mais l'ampleur de l'augmentation de la productivité dépend de beaucoup d'autres facteurs comme les conditions d'espèces de récolte et de fertilité du sol. D'une part, la productivité des cultures du C4 comme la canne à sucre et le maïs, qui représente environ un quart de toutes les récoltes par valeur, diminuera certainement (Celine, 2007). Les impacts positifs du CO2 élevé sur les récoltes sont fortement incertains et dépendent en grande partie des impacts associés des températures, des modèles changés de la précipitation, et de la plus grande fréquence possible des événements atmosphériques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations, sur les outputs de récolte. Par conséquent, il n'est pas bien clair combien certain coûtera les effets bénéfiques de la fertilisation de carbone sur la production alimentaire mondiale.



4. Développement d'Agriculture : Obstacles et Défis Importants

Ce chapitre trace les obstacles et les défis principaux que les pays membres de l'OCI, comme un groupe, font face dans le domaine de l'agriculture qui ont maintenu la productivité agricole dans les pays de l'OCI aux niveaux plus bas comparés à la moyenne du monde et à la moyenne d'autres pays en développement.

4.1. Utilisation Inefficace de la Terre

Un des thèmes principaux contraignant le développement agricole soutenable dans plusieurs pays de l'OCI se rapporte à l'utilisation inefficace de la terre, qui est d'importance primordiale en cours de développement agricole. En 2011, les pays membres de l'OCI ont représenté 28.7 pour cent du secteur de superficies agricoles du monde tandis que leur contribution à toute la production agricole du monde était seulement 14.3 pour cent. L'action de la zone agricole a représenté 46.7 pour cent de région terrestre totale dans les pays de l'OCI, comparés à 39 pour cent dans d'autres pays en développement et à 38.2 pour cent dans le monde. Cependant, le secteur cultivé correspondant dans cette zone agricole dans les pays membres de l'OCI est seulement 25.6 pour cent, alors que le taux dans les pays en développement est de 31.1 pour cent et la moyenne du monde est de 31.7 pour cent. De même, l'action des terres arables dans les pays de l'OCI correspond à 21.6 pour cent de leur zone agricole totale qui est encore lointaine au-dessous du taux aux pays en développement et à la moyenne du monde, qui sont de 31.8 et 28.5 pour cent, respectivement. Les inefficacités dans l'utilisation de la terre peuvent être attribuées au fait que plusieurs pays de l'OCI soutiennent les problèmes d'en raison inefficace des marchés de terre des droits de propriété peu sûrs, de l'application pauvre de contrat et des restrictions légales rigoureuses qui limitent l'exécution des marchés de terre. C'est un problème majeur dans l'OCI, et

en particulier dans les pays membres moins développés, où la sécurité de tenure de terre n'est pas établie. Assurant l'accès à la terre et la fourniture du contrôle de la terre pour de ménages ruraux

FENÊTRE 3

Utilisation de la politique Évidence-basée pour relever les défis dans l'adoption agricole de technologie

Des milliards de dollars sont dépensés chaque année en programmes de développement, mais jusque récemment il y avait relativement peu d'évidence rigoureuse sur l'impact vrai que ces programmes ont sur les vies des pauvres. Les différents programmes visés aux mêmes résultats de politique peuvent avoir des résultats très différents, mais sans évidence claire sur leur impact final il y a peu de conseils pour les décideurs sur quels programmes à choisir. Ces dernières années, les évaluations rigoureuses d'impact des programmes sociaux ont émergé comme outil fort pour guider la politique sociale dans les pays en développement. En particulier, des évaluations randomisées d'impact qui tiennent compte de la mesure précise et l'attribution d'impact peut aider des décideurs à identifier les programmes qui fonctionnent et ceux qui ne sont pas, de sorte que les programmes efficaces puissent être favorisés et inefficaces ceux peuvent être discontinués. Les années récentes ont également connu une plus grande conscience de la nécessité d'employer une telle évidence dans les décisions politiques.

Évaluations Randomisées

Tandis que les évaluations rigoureuses d'impact employant différentes méthodologies peuvent fournir des perspectives critiques dans la politique, les évaluations randomisées (ER) sont particulièrement bien adaptées pour un certain nombre de raisons:

Impact de mesure de recherche rigoureusement. Les recherches comparent les résultats d'intérêt (par exemple, adoption d'engrais) des bénéficiaires qui ont reçu un programme (le groupe de traitement) à un autre groupe (le groupe de comparaison) qui est semblable de tous cas sauf qu'il n'a pas reçu le programme (par exemple, l'offre d'engrais au temps de moisson).

La recherche peut fournir la perspicacité principale en ce qui concerne pourquoi les programmes ont réussi ou ont échoué. Les chercheurs peuvent concevoir des évaluations d'une manière dont le traitement diffèrent arme, les enquêtes administratives rassemblées et les données quantitatives et qualitatives fournissent les informations principales sur les mécanismes fondamentaux qui contribuent au succès ou à l'échec d'un programme

Les recherches fournissent des informations pratiques pour aider à faciliter et guider la mesure. Puisque les recherches sont exécutées dans des situations réelles, souvent avec la mise en application des associés qui pourraient eux-mêmes augmenter le programme s'ils étaient prouvés efficace, elles peuvent rapporter beaucoup de perspectives pratiques valables au-delà des évaluations simples de l'efficacité de programme.

Barrières à l'adoption et à l'évidence

L'investissement en technologie agricole, qui a mené à la révolution verte des années 60 et du 70s et continue le développement de nouveaux produits aujourd'hui, lutte actuellement avec un espace profond d'adoption en particulier parmi des fermiers de petit propriétaire. L'adoption accrue de technologie, largement définie pour inclure l'adoption des pratiques agricoles améliorées, les variétés de récolte, les entrées et les produits associés tels que l'assurance récolte, a le potentiel de contribuer à la croissance économique et à l'atténuation de la pauvreté parmi les pauvres. Plus spécifiquement l'adoption de nouvelles technologies agricoles par des fermiers peut aider à contrôler mieux les ressources en eau rares, s'adapter au changement climatique, et à l'augmentation des outputs.

Dans une économie fiable où les marchés capturent parfaitement tous les coûts et avantages, et les individus sont entièrement au courant et sans contrainte, les fermiers adopteront une technologie s'ils réalisent un bénéfice à partir de l'adopter. Naturellement, la plupart des économies du monde sont très loin de l'idéal fiable. Le mouvement à partir de cet idéal crée des contraintes sur l'adoption même des technologies profitables.

Source: MIT, The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL)

pauvres et marginalisés est significatif pour favoriser la croissance agricole, et en échange, pour atténuer la pauvreté dans les pays membres moins développés. Les études prouvent que l'inégalité excessive dans la propriété terrienne réduit l'accès pour débarquer et créent des inefficacités dans la productivité de terre (Binswanger et McCalla 2009). Tandis que les systèmes traditionnels de tenure ont été bons, la densité de population élevée, l'Urbanisation et les instabilités politiques dans certains pays membres de l'OCI aggraveront la pression sur la région

terrestre disponible pour l'agriculture même dans un avenir proche. Le manque de propriété de capitaux à servir de garantie dans certains pays de l'OCI crée également des problèmes en fixant les crédits bancaires, qui prépareraient le terrain pour des investissements additionnels dans l'agriculture comme sa disponibilité aide à éliminer les risques de l'information asymétrique et de risque subjectif pour des prêteurs. (Foster&Rosenzweig, 2010)

4.2. Productivité Faible

Avec plus que la moitié de leur population vivant dans les secteurs ruraux et la plupart d'entre eux dépendant sur l'agriculture pour le revenu et la survie, augmentant la productivité agricole dans les pays de l'OCI est cruciale pour la lutte contre de pauvreté et le développement économique. L'output agricole peut être augmenté en dépensant la région terrestre cultivée ou par l'output de récolte croissant. Tenant compte du fait que c'il y a un espace limité pour l'expansion de terre dans les pays de l'OCI sans compter la Turquie, le Soudan, l'Ouganda et la Mozambique, les deux derniers étant situés dans la zone de la savane de Guinée où environ 400 millions de terres plus arables pourraient être utilisées pour l'agriculture, augmentant l'output agricole a dépendu de plus en plus de l'intensification de la production par hectare (Morris, Binswanger et Byerlee, 2011). Dans ce contexte, la productivité agricole mesurée comme output obtenu par unité inputs, dépend de la quantité et de la qualité des inputs tels que le niveau auquel les ressources naturelles et humaines sont efficacement employées.

La performance du secteur d'agriculture dans les pays membres de l'OCI est pauvre en grande partie en raison de l'investissement persistant par le secteur public. Paradoxalement, les pays qui dépendent le plus fortement de l'agriculture ont le support le plus sensiblement réduit à l'agriculture (SESRIC, 2010). On constate que l'agriculture dans plusieurs pays de l'OCI a été remplacée par l'activité industrielle où l'action moyenne de l'agriculture en PIB global des pays membres de l'OCI a diminué de 17.6 pour cent en 1990 à 11.5 pour cent en 2013. Les études prouvent que cette tendance de sous-investissement des gouvernements a commencé lors des années 80 et 90 où les prêts de l'ajustement structural de la Banque Mondiale avaient favorisé des réformes dans l'agriculture et les finances (Mittal, 2009). Comme exemple dans l'Afrique Subsaharienne environ 60% de population totale vit dans les secteurs ruraux qui dépendent directement de l'agriculture, néanmoins l'action de l'agriculture dans des dépenses du gouvernement totales est seulement 4 pour cent (MONDEMUN, 2013). Comme reflété au Bangladesh, la déréglementation du secteur financier après les prêts de l'ajustement structural de la banque mondiale a fini par la fermeture des succursales bancaires rurales, de ce fait compromettant le financement pour l'agriculture, qui est également le cas dans beaucoup d'autres pays en développement (Chowdhury, 2002). Par conséquent, le manque de financement assigné pour le secteur d'agriculture par les gouvernements est probablement le plus grand obstacle pour développer des pratiques agricoles plus efficaces et plus décisives dans les pays de l'OCI.

La productivité du travail dans les pays membres de l'OCI, qui avait monté depuis la dernière décennie, est plus élevée que celle des autres pays en développement mais elle est inférieure à la moyenne du monde. Cependant, comme toutes les autres variables dans l'agriculture, la productivité du travail est fortement diverse dans les pays de l'OCI. En termes absolus, les pays dans la région de MOAN marquent relativement des chiffres élevés de la productivité du travail mais dû aux ressources pauvres en eau et les conditions atmosphériques arides, la production agricole de dans cette région est toujours très limitée. D'une part, en ASS malgré que les dotations naturelles soient tout à fait appropriées à la production agricole, la productivité du travail est très bas due aux niveaux élevés de l'agriculture de subsistance et les niveaux bas de la mécanisation et de l'utilisation d'engrais. De même, en termes de productivité de terre, les pays de l'OCI traînent derrière les autres pays en développement et la moyenne du monde. En 2011, la quantité moyenne de production par hectare dans les pays de l'OCI était seulement 1.15 tonne comparée à 1.69 tonne dans d'autres pays en développement et 1.68 tonne de la moyenne du monde. La productivité de terre pauvre dans les pays de l'OCI peut être attribuée au fait que les fermiers continuent à employer les modes d'exploitation périmés qui sont un gaspillage d'équipements

humains et de produits dus à l'abus et à l'utilisation insuffisante des engrais et mécanisation. Bien que l'utilisation des engrais ait augmenté de 38 kilogrammes par hectare de terres arables en 2002 à 46 kilogrammes en 2010, elle est encore lointaine au-dessous de la quantité utilisée à d'autres pays en développement (93 kilogrammes) et à la moyenne du monde (77 kilogrammes). Un des défis principaux en augmentant la quantité d'utilisation d'engrais est le manque ou le manque persistant d'infrastructure dans plusieurs pays de l'OCI, qui maintient les coûts du transport aussi élevés que 77 pour cent de la valeur des exportations, considérant que l'accès pauvre aux marchés et aux coûts élevés de transport a un impact négatif sur les prix de matières premières (Banque Mondiale, 2009). Ceci limite en échange non seulement la consommation des engrais mais limite en même temps l'adoption de hautes récoltes d'output. En outre, avec des prix des engrais et d'autres inputs doublant de plus depuis 2006, les fermiers dans les pays moins avancés font face à un défi additionnel dans la production croissante. Le cas du Malawi, qui est parvenu à augmenter sa production de maïs 1.2 de millions de tonnes en 2005 à 3.7 en 2007, est un exemple rigide en montrant le rôle important du programme de subvention d'engrais en améliorant la productivité de l'agriculture (Mittal, 2009).

4.3. Mécanisation d'Agriculture

L'utilisation de bas niveau de machines et de technologie de moyenne dans les pays de l'OCI est un autre empêchement pour la productivité agricole puisqu'il y a une corrélation forte entre la productivité agricole et les taux d'intérêt créditeurs par ouvrier agricole. Selon les dernières données en 2007, le capital social brut comme pourcentage du PIB dans les pays de l'OCI était de 1.42 pour cent tandis qu'aux autres pays en développement et à la moyenne du monde il était respectivement de 1.78 et 2.06 pour cent. En moyenne, les fermiers dans les pays de l'OCI utilisent un tracteur par 100 hectares de terres arables, contrairement à un tracteur par 73 hectares de terres arables dans d'autres pays en développement et 48 hectares de terres arables dans le monde. L'adoption de nouvelle technologie, qui préparerait le terrain pour la productivité agricole, est également liée à la disponibilité d'un marché financier accessible et fiable. Le manque de crédit en particulier dans les secteurs ruraux limite la capacité des fermiers pour augmenter et améliorer la productivité puisque les fermiers citent souvent le manque de capital comme raison principale pour ne pas adopter les technologies qui pourraient améliorer leur productivité (Croppenstedt, Demeke et Meschi, 2003). Contraint concernant l'accès au financement apporte encore une fois à l'avant la question de la tenure de terre car comme les études précédentes indiquent dans les endroits où la tenure de terre est faible et les droits de propriété sont peu sûrs, les fermiers ne peuvent pas avoir l'incitation à investir dans les technologies salutaires qui amélioreraient leur productivité d'agriculture (Jack 2011). En conséquence, le manque de mécanisation et d'utilisation de nouvelle technologie dans l'agriculture dans les pays de l'OCI réduit non seulement la productivité agricole mais empêche également la pratique agricole à long terme.

4.4. Ressources en Eau Rares et Manque de Système d'Irrigation Moderne

Dans les régions arides et semi-arides où plusieurs pays de l'OCI sont localisés, l'eau est simultanément une ressource rare et elle est fortement volatile d'année en année. Les précipitations considérables dans la région de l'OCI sont confinées dans une poignée de pays tels que la Malaisie et le Brunei Darussalam qui reçoivent environ 3.000 millimètres et 2722 millimètres par an, respectivement. Du revers, la plupart des pays arabes situés dans la région de MOAN reçoivent des niveaux de la précipitation moyenne en-dessous de 100 millimètres par an. En termes de TRWR par habitant, les pays de l'OCI ont en moyenne seulement 4.724 m3/an, comparés à 8.571 m3/an aux pays en développement et à la moyenne du monde de 7.802 m3/an. En fait, 23 pays de l'OCI souffrent le stress hydrique, 18 d'entre eux souffrent la pénurie de l'eau et 13 souffrent la pénurie absolue de l'eau. En échange le retrait agricole de l'eau dans des comptes de l'OCI représente 86.2 pour cent de retrait total de l'eau, comparés à la moyenne du monde de la moyenne de 70 pour cent et de 75.4 pour cent d'autres pays en développement. Considérant cet accès à l'eau et l'existence des systèmes d'irrigation est une cause déterminante importante de la productivité de terre, - la productivité de terre irriguée est davantage que le double de celle des terres pluviales, la stabilité des outputs efficaces et de la gestion efficace des ressources en

eau rares constitue le défi le plus formidable à l'agriculture dans la majorité de pays membres de l'OCI.

L'abus et la dégradation courants des ressources en eau et de la consommation croissante par les consommateurs de l'eau de non-agriculture augmenteront les prix de l'eau, et surtout serrent sa disponibilité pour l'agriculture. D'ailleurs, tenant compte du fait que la production agricole aux majeures parties de la région de l'OCI demeure dépendante aux systèmes d'irrigation, et que seulement 26.7 pour cent de zones agricoles totales sont équipées d'un système d'irrigation, il est clair que les investissements dans les systèmes d'irrigation soit un défi important à aborder par les Etats Membres de l'OCI. De l'autre côté, où l'irrigation agricole est intensive comme au Pakistan, l'Egypte et l'Irak, la salinisation a émergé comme un problème majeur parce que 82.1 pour cent de la zone agricole équipée de l'irrigation dans les pays de l'OCI est l'irrigation superficielle. L'irrigation superficielle est la technologie d'irrigation la moindre efficace, causant des montants considérables de l'eau détournés pour que l'irrigation gaspille à cause de la percolation profonde et les eaux de surface. Les technologies plus efficaces telles que l'irrigation par aspiration et la technique localisée d'irrigation sont dans la pratique seulement sur 3 et 1.7 pour cent, respectivement, de la surface totale équipée pour l'irrigation dans tous les pays de l'OCI. En plus, certains pays de l'OCI, tels que le Pakistan, utilisent les canaux d'irrigation sans doublure comme source de l'eau pour l'agriculture, faisant gaspiller une bonne quantité d'eau puisque les canaux de l'eau non garnis de concrète est exposé à la lumière du soleil ayant pour résultat l'évaporation de l'eau et/ou les pertes d'eau souterrain (MONDEMUN, 2013). D'une part, étant donné que certains pays membres de l'OCI fournissent l'irrigation sans eau, alors que ce que d'autres pays membres chargent, couvre rarement l'opération et les coûts de maintenance, la durabilité du système d'irrigation courant est un autre défi. Ajoutant à cela, la population de l'OCI en hausse et les taux d'Urbanisation, comme les répercussions du changement climatique global, pousseront aux limites les ressources en eau déjà serrées des pays de l'OCI. Par conséquent, l'utilisation décisive et efficace des ressources en eau par système d'irrigation bon et effective est l'un des secteurs principaux prioritaires qui doivent être abordés afin d'augmenter la productivité d'agriculture, et par conséquent fournissent les propres outils pour faire face à la sécurité et à la lutte contre la pauvreté alimentaire dans les pays membres de l'OCI.

4.5. Manque d'Assurance d'Agriculture

L'agriculture est souvent caractérisée par la variabilité élevée des résultats de production en raison de l'imprévisibilité des variables climatiques, biologiques et des prix. Dans plusieurs pays de l'OCI, l'agriculture est en particulier exposée à de divers risques climatiques tels que de longues périodes des sécheresses et contamination des parasites. En fait, les événements météorologiques extrêmes qui pourraient devenir plus communs dans le futur proche dû au changement climatique rendront l'agriculture dans ces pays bien plus vulnérable, entraînant des coûts irréversibles aux fermiers. Par conséquent, l'assurance agricole comme d'autres outils de gestion des risques peut encourager les fermiers à s'engager dans des pratiques agricoles plus productives puisque l'exposition aux risques retient des fermiers de se livrer aux activités et aux investissements avec un revenu prévu plus élevé parce que les fermiers en général n'ont pas les sources alternatives de revenu à y compter quand ils ont l'output et le moisson à bas échec. Les études prouvent que les échecs de capitaux dans des secteurs ruraux dans les pays en développement touchent la plupart du temps les enfants car le fait de vendre des capitaux pour survivre les chocs dans l'agriculture, les familles doivent plus souvent prendre leurs enfants hors de l'école. En conséquence, le manque d'assurance d'agriculture non seulement pourrait aggraver le taux déjà élevé d'analphabétisme parmi les enfants dans les sociétés rurales mais il pourrait également mener au transfert entre générations de la pauvreté dans le de longue durée (Mahul&Skees, 2007).

Cependant, bien que, l'agriculture reste l'activité économique principale et la source principale de vie pour la majorité des pays membres de l'OCI, l'outil principal de gestion des risques dans plusieurs de ces pays demeure simplement pour diversifier les sources de revenu en plantant une série de récoltes. L'introduction de l'assurance agricole dans les pays de l'OCI est un défi parce que c'est une priorité basse pour plusieurs pauvres fermiers. À la différence dans les pays avancés, les fermiers dans les pays de l'OCI n'achèteront pas l'assurance agricole quand leurs priorités sont

premièrement acheter des inputs de production telles que les graines, les engrais, et les instruments financiers dus au coût d'opportunité élevé de leurs ressources financières limitées. D'ailleurs, dans les pays membres de l'OCI seuls les produits d'assurance ne résoudre pas le problème car comme expérience précédente du Bangladesh, Malawi, Sénégal, et ailleurs indique que l'assurance agricole ne peut pas fonctionner en isolation à partir d'autres défis (Mahul&Stutley, 2010). Par conséquent, l'assurance d'agriculture peut seulement être favorisée quand les moyens agricoles sont disponibles uniformément, et quand les canaux de vente sont disponibles pour les outputs agricoles.

Dans les pays avancés l'assurance agricole est autant au sujet des transferts de revenu qu'elle est au sujet de gestion des risques. Considérant que, plusieurs pays de l'OCI ne peuvent pas se permettre de faire des transferts de revenu donnant la grande partie de leurs populations s'engageant dans l'agriculture (Banque Mondiale, 2005). Par conséquent, dans l'absence de l'assurance privée, l'assurance d'agriculture sera trop chère d'exécuter dans les pays de l'OCI, surtout dans les pays membres moins développés et de revenu faible contraints par le budget. Par conséquent, le défi dans l'OCI sera de favoriser une méthode contre-risque rentable de risques pour la production agricole, dans laquelle des risques petits et récurrents sont maintenus par des fermiers ou des groupes de fermiers, mais les plus graves et moins fréquentes pertes sont transférées au secteur des assurances domestiques, et des pertes de catastrophes sont transférées au marché international de réassurance (Mahul&Stutley 2010).

Un autre empêchement est que l'industrie d'agriculture dans les pays de l'OCI est fortement réduite en fragments à travers différentes régions. Ainsi c'est un défi pour concevoir des programmes d'assurance agricole d'une manière qui vise à satisfaire les besoins spécifiques des fermiers dans différentes régions selon leur balance et le degré d'accès au marché parce que les programmes d' 'une taille s'adapte à tous ' sont considérés pour être inefficace dans cette hétérogénéité. Dans ce contexte, pour la participation commerciale d'agriculture du secteur privé, il sera nécessaire de fournir les outils adaptés d'assurance d'agriculture aux besoins du client, tandis que pour les fermiers traditionnels qui produisent pour rencontrer leurs propres vies, les institutions financières ruraux et les programmes de sécurité doit être en place (Mahul&Stutley, 2010). Par conséquent, tout en prévoyant pour toutes les polices d'assurances d'agriculture, les décideurs politiques dans les pays de l'OCI doivent adresser le marché et les imperfections de normalisation et établir les cadres légaux et de normalisation appropriés afin d'encourager la participation par le secteur d'assurance privé.

Une autre condition préalable pour le développement d'une assurance agricole soutenable sera d'aborder des défis techniques inhérents aux pays membres de l'OCI puisque les évaluations pauvres ou fausses concernant les risques de production et/ou des coûts financiers mèneront aux interventions inutiles. À cet effet la capacité de pays membres de l'OCI de rassembler et de mesurer les données de temps et d'agriculture d'une façon opportune et précise et de les disséminer aux fermiers et aux assureurs sera cruciale. Dans les circonstances actuelles, le rôle des offices statistiques nationaux sera signifiant en rassemblant des données pour l'élaboration de la politique et les buts d'assurance d'agriculture.

4.6. Changement Climatique

L'agriculture est fortement vulnérable aux impacts défavorables du changement climatique mondial car les températures plus élevées, le niveau plus bas de précipitation, la concentration en CO₂, et les événements climatiques extrêmes tels que la sécheresse ou les inondations, peuvent mener à la réduction des récoltes, des outputs ou même des échecs de récolte. Les études prouvent que, avec le courant ou les émissions de gaz participant à l'effet de serre croissantes, il est très probable que les changements de température lors du 21ème siècle soient plus rapides qu'au 20ème siècle, s'étendant d'entre 1.4 à 5.8 degrés de Celsius (IPCC 2007). Selon les résultats modelés, les augmentations les plus élevées de la température sont estimés de se produire dans des régions arides et semi-arides, en particulier dans la région méditerranéenne de l'Afrique du Nord et l'Afrique de Sud extrême (Banque Mondiale, 2009) où plusieurs pays de l'OCI sont également localisés. La même région devra également soutenir l'impact négatif du changement climatique sur les ressources en eau renouvelables, car le changement climatique global réduira la

précipitation par 10 à 30 pour cent (IPCC 2007). En outre, selon les calculs de la FAO, la pénurie mondiale de l'eau augmentera de 20% où, encore une fois, les régions arides et semi-arides souffriront plus (la FAO AQUASTAT 2011). Quand on considère l'impact de tout ça sur la production agricole, l'action de l'agriculture en PIB global est estimée de chuter de 2 à 9% dus à des sécheresses plus fréquentes et à des conditions atmosphériques volatiles (Banque Mondiale, 2007).

Les impacts négatifs du changement climatique dans les pays membres de l'OCI influenceront surtout des économies agraires dues au rôle critique de l'agriculture en leur PIB global, ainsi que les pays membres où l'agriculture pluviale est la norme comme le cas dans la région d'Afrique Subsaharienne. Considérant que 23 pays membres de l'OCI sont sujets à l'effort et/ou à la pénurie de l'eau et que plus de 86.2 pour cent de consommation d'eau dans les pays de l'OCI vont à l'agriculture, les niveaux plus bas de la précipitation et l'évaporation accrue de l'eau entraveront sévèrement la production agricole. D'ailleurs, les niveaux plus bas de la précipitation entraveront également la productivité agricole puisque la précipitation hydrate le sol, qui joue par conséquent un rôle principal pour la productivité des récoltes. La productivité des récoltes pourrait également diminuer en raison des augmentations de salinisation de sol, d'épuisement nutritif et d'érosion car environ 950 millions de hectares de terre sel-affectée se produisent dans des régions arides et semi-arides chaque année (PNUE 2009).

Un autre défi que le changement climatique infligera sur des activités d'agriculture dans les pays de l'OCI est la probabilité de la prolifération des parasites. C'est parce que la contagion et l'intensité des pesticides est fortement dépendue de la synchronisation et de la quantité de précipitation, qui sera dans ce cas-ci due fortement volatil au changement climatique (la FAO 2008). Une expérience précédente indique que les parasites ont eu l'impact négatif significatif sur les outputs de récolte dans l'Afrique Subsaharienne où il a causé des pertes annuelles de 12.8 de dollars des Etats-Unis dans l'output de huit principales récoltes, qui a le potentiel de réduire des outputs dans les pays en développement près d'environ 50 pour cent (SESRIC, 2010). Quand tous ces impacts défavorables de changement climatique mentionnés ci-dessus sont tenus compte, les capacités agricoles des pays membres de l'OCI devront être renforcées pour s'adapter au changement climatique par l'utilisation de nouvelle technologie, plus de recherche et développement afin de créer des variétés climat-résilientes de récolte, un système d'irrigation, des équipements de stockage de l'eau et un investissement plus complets et plus efficaces sur le fonctionnement de meilleurs marchés.

4.7. Recherche Agronomique et Biotechnologie

La recherche agronomique et la biotechnologie est importante pour développer de nouvelles récoltes et nouvelles pratiques agricoles, et elle est ainsi au cœur de la croissance et du développement agricoles à long terme. Elle a, donc, le potentiel de contribuer sensiblement à la réduction de pauvreté par un impact positif sur la production alimentaire, les pertes après la moisson et la valeur nutritive de l'alimentation. Cependant, le montant de budgets assignés à la recherche et développement agricole dans les pays membres de l'OCI sont loin de la promesse car l'espace de la recherche et le développement en biotechnologie entre les pays développés et les pays de l'OCI est élargissement dû à l'approvisionnement court en fonds publics et privés disponibles dans les pays de l'OCI. La plupart des pays membres de l'OCI dépendent des dépenses publiques pour la recherche et développement dans l'agriculture mais au cours des dernières années, les budgets pour la recherche et développement ont diminué sensiblement. Au cours de la période 2000-2008, la dépense agricole du secteur public dans l'OCI était autour de 11.8 milliard de dollars des Etats-Unis tandis que dans d'autres pays en développement c'était 51.3 milliard de dollars des Etats-Unis, qui correspond à 2.3 milliard de dollars des Etats-Unis par an dans les pays de l'OCI comparés à 7.5 milliard de dollars des Etats-Unis par an dans d'autres pays en développement. En termes de dépense agricole par personne agricole, avec une moyenne de seulement de 5.2 de dollars des Etats-Unis, les pays de l'OCI traînent derrière la moyenne des autres pays en développement des avec 7.5 de dollars des Etats-Unis. Ce qui est plus dur est que seulement 9 sur 57 pays membres de l'OCI ont une dépense agricole moyenne par personne plus haut que la moyenne de l'OCI. En fait le financement de gouvernement national pour la recherche

agronomique est tombé par 27 pour cent en ASS entre 1981 et 2000, et plusieurs gouvernements assignent plus moins de 1 pour cent de leur budget national à la recherche et développement d'agriculture (Mittal, 2009). En conséquence, les capacités technologiques et scientifiques d'infrastructure de pays membres de l'OCI sont faibles pour entreprendre les efforts rigoureux de recherche et de développement qui soutiendront la productivité agricole. Une étude entreprise au Nigéria concernant la capacité de dix-sept établissements existants pour effectuer la recherche en biotechnologie moderne montre que 40 pour cent des établissements ne sont pas entièrement productifs en raison des manques dans l'électricité et l'approvisionnement insatisfaisant de

FENÊTRE 4

Politique Évidence-basé : Sept Défis à l'Adoption des Technologies Agricoles

Le MIT J-PAL rapporte sept inefficacités du marché qui diminuent des bénéfices prévus d'adoption agricole de technologies comme suit (voir également le tableau 19 en annexe):

1- Inefficacités du Marché de Crédit

Beaucoup de fermiers citent un manque de capital financier comme raison importante de ne pas adopter des technologies salutaires. Dans beaucoup de pays en développement, et en particulier dans des secteurs ruraux, **l'accès aux services financiers**, y compris le crédit et les mécanismes formels d'économie, est limité. Même où les services financiers sont disponibles, ils sont souvent fortement désavantageux aux fermiers de petit propriétaire. D'une part, les pauvres fermiers, qui manquent typiquement des capitaux valables à l'utilisation comme **garantie pour des prêts**, peuvent être particulièrement mal assortis au financement d'accès, toutefois les produits de remplacement pour les formes traditionnelles de garantie émergent. Par exemple, les « contrats d'approvisionnement » pour des outputs de ferme (où des prêteurs sont remboursés de future production) ont été employés pour fournir des prêts aux fermiers de petit propriétaire. Un produit collatéral de remplacement fréquemment utilisé est la responsabilité de groupe, qui se fonde sur le capital social pour la garantie et est typiquement regardée comme innovation qui réduit des coûts de surveillance et abaisse des taux de défaut. Les avantages de rendre le crédit plus disponible aux fermiers de petit propriétaire peuvent être augmentés par **l'optimisation** de ceux qui veulent bien gagner. En plus des défis représentés par le manque de services financiers disponibles à de petits fermiers, la basse **instruction financière** peut poser comme une autre contrainte. En outre, les décisions financières sont sujettes souvent à des **polarisations psychologiques** telles que le manque d'autodiscipline. Par exemple, dans les arrangements multiples, les produits financiers qui permettent à des individus de se commettre à la future économie ou investissement à l'heure actuelle quand ils ont l'argent comptant disponible, comme juste après la moisson, améliorent l'adoption de technologie.

2- Inefficacités du Marché de Risque

Les fermiers peuvent voir l'adoption de nouvelles technologies comme risquée, particulièrement tôt dans le processus d'adoption quand les rendements appropriés d'utilisation moyenne d'utiliser-et ne sont pas bons compris. Permettre à des fermiers d'expérimenter avec la technologie sur une petite échelle avant de l'adopter (**trialability**) réduit au minimum la quantité de risque et d'incertitude liés à l'adoption d'une nouvelle technologie pour la première fois. En outre, un certain nombre de différents outils et stratégies, telles que l'assurance ou les réseaux de sécurité, pourraient réduire la quantité de **risque et d'incertitude** laquelle un fermier prend en adoptant une nouvelle technologie. En outre, les institutions financières peuvent être hésitants de fournir l'assurance parce qu'ils craignent que seulement les fermiers qui prennent (et en moyenne, mauvais) des investissements risqués qui n'achèteront jamais l'assurance (**c.-à-d. choix défavorable**). La recherche additionnelle est nécessaire pour comprendre comment la conception et la vente des produits d'assurance peuvent éliminer le problème de **risque subjectif** et aider des fermiers à surmonter les risques d'adopter de nouvelles technologies.

Tandis que l'assurance est une manière importante pour que les fermiers réduisent leur risque, les graines améliorées pourraient également fonctionner comme un mécanisme pour réduire le risque confronté par des fermiers. Ces **technologies réduisant les risques** de sont particulièrement importantes quand le changement climatique affecte les modèles de temps globaux. Les chercheurs au *Sierra Leone*, par exemple, explorent comment les variétés de riz à haut rendement avec des périodes de végétation plus courtes peuvent aider à réduire la faim dans les saisons maigres entre les moissons¹. En ajoutant des graines avec la tolérance de risque ou les différentes périodes de végétation, les fermiers atténuent des risques apportés par des chocs de temps, aidant à améliorer la sécurité alimentaire.

¹ Annan, J, Dixon, C, Glennerster, R, Kimmins, F, and Suri, T. "Promoting Adoption of New Rice Varieties: Addressing the Costs of Early Adoption in Sierra Leone." Travail en cours.

cultures de tissu (Ozor, 2009) - à une situation ce qui est aussi bien facilement évidente dans d'autres pays membres de l'OCI. La recherche en biotechnologie est un secteur spécifique, qui exige un nombre suffisant de scientifiques de calibre élevés pour pouvoir atteindre les avantages promis pour l'agriculture. Cependant, plusieurs pays membres de l'OCI sont toujours dans la pénurie de tels scientifiques. Le nombre total du personnel de recherche agronomique travaillant pour le secteur public dans les pays de l'OCI est 22.352 tandis que dans d'autres pays en

FENÊTRE 4 – Suite.

3- Inefficacités Informationnelles

Le choix d'un fermier pour adopter une nouvelle technologie exige plusieurs types d'information. Ces types d'information peuvent venir des sources extérieures (des ouvriers et des marchés d'accroissement agricole), d'observer les décisions et les expériences des voisins, et de la propre expérience du fermier. La recherche suggère que **les contraintes à l'accès d'information** puissent être abaissées en améliorant des incitations pour ceux qui fournissent l'information, réduisant le coût d'acquérir l'information, et d'améliorer la conception de la disposition de l'information (contenu, source et présentation). Les avancées en technologie de l'information, telle que les téléphones cellulaires et le SMS, offrent le grand potentiel pour abaisser les coûts de disposition régulière de l'information. En Mozambique, des chercheurs expérimentant avec attacher la prolongation sont livrés par SMS à un système bancaire mobile, qui inclut l'épargne marquée explique les moyens agricoles.² Les chercheurs au Pakistan développent une plate-forme en ligne qui permet à des fermiers de bétail de partager des informations sur la qualité du vétérinaire, en particulier vaccinations et insémination artificielle.³ Une autre manière de penser à réduire les coûts d'acquérir l'information est d'empaqueter cette information avec un autre service, particulièrement un qui peut être regardé en tant qu'objet de valeur aux fermiers. BRAC en *Ouganda* travaille avec des chercheurs pour évaluer l'efficacité de la vulgarisation traditionnelle quand il est combiné avec l'accès à la microfinance, se concentrant en particulier sur des fermiers de femmes.⁴ L'information fournie par des services de vulgarisation agricole donne souvent des résultats des parcelles de terrain de démonstration, qui ne s'applique pas toujours à d'autres contextes. Ainsi, **la convenance d'information** est également cruciale. Une étude d'*Indonésie* a constaté que même lorsque les fermiers emploient une nouvelle technologie (dans ce cas-ci mode d'exploitation) leur arrangement des avantages était bas. Quand des résultats des avantages de la méthode ont été rapportés à eux, l'adoption accrue des fermiers a continué.⁵ D'une part, la recherche d'aperçu suggère que la propagation des innovations simples tendent à être plus rapide que celles qui sont complexes parce qu'ils sont plus adaptables aux différents besoins et préférences.

4- Extériorités

Les technologies agricoles qui créent les débordements positifs ou les extériorités demeurent souvent aux niveaux bas de l'adoption parce que certains ou tous les avantages de ces technologies s'accroissent aux individus autres que le fermier d'adoption. De même, les premiers fermiers pour adopter une nouvelle technologie dans un village peuvent produire des extériorités positives pour d'autres fermiers-parfois sous forme d'informations sur la façon dont la technologie est mieux employée. Comme mentionné au-dessus, dans une expérience au *Sierra Leone*, les chercheurs essayent d'améliorer la réceptrice de la graine améliorée de riz en subventionnant les premiers fermiers pour adopter la graine dans un village. en *Ouganda*, Dupas, Chassang, et Snowberg explorent différentes manières aux fermiers encourageants d'expérimenter avec un dispositif de arrosage simple.⁶

En tout de ces cas, tant que différents fermiers ne sont pas récompensés des avantages desquels ils produisent pour d'autres, ils investiront moins en nouvelle technologie qu'est préférable du point de vue de la société. Beaucoup de stratégies pour adresser des extériorités ont été employées dans les pays développés, mais rarement elles ont été appliquées aux contextes agricoles dans les pays en développement. L'approche qu'exigent la survie intensive, telle que les impôts sur la production d'une extériorité, il est en général plus difficile de mettre en application, alors que les approches qui changent des prix de matières premières tiennent une plus grande promesse. Puisque les femmes soutiennent souvent le choc de beaucoup de problèmes d'extériorité liés à l'agriculture, on lui a discuté que les femmes peuvent être en meilleure position pour contrôler les ressources naturelles, telles que les ressources en eau, qu'ils sont les utilisateurs principaux.

² Batista, C, and Yang, D. "Promoting Correct Fertilizer Use through Information and Commitment Savings using Mobile Banking in Mozambique." Travail en cours.

³ Berman, E, and Callen, M. "Coordinating Farmers with Cellphones: Technology Innovation in Livestock Extension Services in Pakistan." Travail en cours.

⁴ Bandiera, O, Burgess, R, Deserranno, E, Rasul, I, and Sulaiman, M. "Women Farmers and Barriers to Technology Adoption: A Randomized Evaluation of BRAC's Extension Program in Rural Uganda." Travail en cours.

⁵ Hanna, Rema, Sendhil Mullainathan, and Joshua Schwartzstein. "Learning Through Noticing: Theory and Experimental Evidence in Farming." Working Paper, Harvard University, February 29, 2012.

⁶ Dupas, P, Chassang, S, and Snowberg, E. "Selective Trials for Agricultural Technology Evaluation and Adoption: A Pilot." Travail en cours.

développement le nombre est 41.607. Néanmoins, en termes de nombre de personnel de recherche agronomique par un million de population agricole, les pays de l'OCI ont collectivement un taux plus élevé comparé à d'autres pays en développement où le nombre pour l'OCI est 51 tandis que pour les autres pays en développement il est 41.7. Cependant, au niveau de pays dans l'OCI, le rapport représente la distribution inégale à travers les pays de l'OCI, comme dans seulement 8 pays de l'OCI le rapport est plus que la moyenne de l'OCI de 51, tandis que le Niger a seulement 9 personnels de recherche agronomique par rapport à son un million de population agricole.

Un autre défi principal est la capacité disponible limitée pour le débordement technologique à travers des pays membres de l'OCI puisque les conditions socio-économiques variées et les structures parmi des pays membres de l'OCI empêchent le développement des stratégies larges de recherche agronomique de l'OCI. Néanmoins, en dépit de ces anomalies structurales, les moyens de se compléter devraient être cherchés comme chacun des faisceaux distincts dans l'agriculture au niveau de l'OCI a des avantages comparatifs spécifiques où certains sont riches en main-d'œuvre tandis que d'autres sont riches en ressources naturelles. Par conséquent, l'établissement de l'intégration agricole est l'une des plus grandes tâches attendant une solution dans l'OCI, qui augmentera non seulement les échanges d'agriculture de l'intra-OCI mais ouvrira également les portes pour des efforts synchronisés de recherche et développement dans l'agriculture, et permet par la suite le débordement de technologie à travers des Etats Membres de l'OCI.

4.8. Chambres de Stockage de Grain

FENÊTRE 4 – Suite.

5- Inefficacités du marché d'Output et d'Input

Les fermiers qui tireraient bénéfice de l'adoption de technologie ne peuvent pas accéder ou payer la technologie due à l'**infrastructure** insatisfaisante, aux chaînes d'approvisionnements absentes ou aux prix peu lucratif élevés. L'infrastructure, telle que les routes et l'irrigation, joue un rôle principal en facilitant la technologie. L'évidence transnationale sur l'effet de l'infrastructure sur la productivité agricole montre un rapport positif entre la productivité et le développement des routes et l'irrigation. Le transport amélioré est également associé à la diffusion de la technologie, améliore l'utilisation des inputs et des meilleurs prix des fermiers. Les fermiers peuvent échouer à adopter des technologies, parce qu'ils ne peuvent pas être profitables. Le manque de rentabilité peut être un résultat d'inopportunité ou de coût. Il est clair que la qualité des inputs peut également limiter la volonté des fermiers de prendre une nouvelle technologie. Les chercheurs en *Uganda* commencent à explorer le degré auquel les engrais contrefaits dominent le marché et si ces produits de qualité inférieure sont vendus aux consommateurs d'une manière discriminatoire.⁷ Des contraintes d'adoption peuvent être surmontées en interrompant le cycle des marchés mal-fonctionnés d'inputs et d'outputs qui mènent à la basse demande des technologies agricoles et gênent la fonction du marché. Les subventions visées peuvent stimuler la demande et produire du volume initial exigé pour installer des réseaux de distribution et des coûts inférieurs. La facturation des données publiquement fournies comprenant l'accroissement agricole peut aider à soulever le revenu et à éliminer le gaspillage. Cependant, le remplissage peut également avoir comme conséquence l'exclusion des pauvres. L'adjudication avec des groupes de fermiers (par opposition juste aux individus) peut également réduire le risque de renoncer. Les groupes de fermiers sont en position de conclure des accords mutuellement salutaires si la défection peut être attrapée par la surveillance fiable. Dans beaucoup de pays en développement, des séquences de valeurs sont fortement rompues. La capacité d'un fermier d'accéder à un marché est souvent déterminée par les commerçants qui achètent leurs récoltes à la ferme. A *Sierra Leone*⁸ et au *Sénégal*⁹, les chercheurs explorent différentes dispositions de contrat avec des commerçants de cacao et des oignons, respectivement. Les premiers résultats du travail dans le *Sierra Leone* constatent que les commerçants avec des incitations de prix livrent un cacao de plus haute qualité, mais que des prix plus élevés ne filtrent pas vers jusqu'aux agriculteurs.

⁷ Yanagizawa-Drott, D, and Svensson, J. "Does Poor-Quality Hinder Agricultural Technology Adoption? Evidence from the Market for Fertilizers in Uganda." Travail en cours.

⁸ Casaburi, L, Reed, T, and Suri, T. "Contract Structure and Export Quality in Sierra Leone." Travail en cours

⁹ Bernard, T, de Janvry, A, and Mbaye, S. "Incentive Contracts for the Sale of High Value Crops by Smallholder Producers in Senegal." Travail en cours

Un autre défi pour le développement d'agriculture dans la plupart des pays de l'OCI est les pertes après la moisson dues au manque d'équipements appropriés de stockage de grain. Selon l'évidence existante, seule l'Afrique enregistre 20-30 pour cent de pertes après la moisson évaluées à 4 milliards de dollar annuellement (Morris, Binswanger et Byerlee, 2011). De façon générale, les pertes après la moisson mènent aux prix élevés de denrées alimentaires en enlevant une partie de l'approvisionnement du marché, qui explique pourquoi beaucoup de petits propriétaires dans les pays membres de l'OCI sont les acheteurs nets de la nourriture quoiqu'ils élèvent assez pour leur propre consommation. En plus, en l'absence des équipements efficaces de stockage de grain, les fermiers qui ont besoin de l'argent comptant sont forcés de vendre des récoltes immédiatement juste après la moisson pour éviter les pertes des parasites et des microbes pathogènes de stockage après la moisson. En conséquence, les fermiers vendent leurs récoltes quand les prix sont bas et ne peuvent pas employer leur moisson comme garantie pour accéder au crédit qui mine par conséquent leur sécurité alimentaire et aggrave la pauvreté. Par

FENÊTRE 4 – Suite.

6- Inefficacités du Marché de Terre

Les marchés de fonctionnement de terre permettent le transfert de la terre à ceux qui peuvent l'employer le plus productivement, qui crée une incitation pour des investissements dans des technologies agricoles de productivité en amélioration. Les droits de propriété peu sûrs créent peu d'incitations pour que les fermiers investissent dans de nouvelles technologies. La recherche rigoureuse sur les interventions qui améliorent l'adoption de technologie par des problèmes décroissants du marché de terre est rare. Là où la réforme de terre ou l'impression du titre de terre a été mise en application, les résultats ont été mélangés, et parfois bénéfique certains groupes, comme les hommes, plus que d'autres. Au Mali, Beaman et Dillon explorent les impacts d'un grand projet d'irrigation qui inclut la clarification de la tenure de terre aussi bien que les systèmes communaux de gestion de l'eau.¹⁰

7- Inefficacités de Marché du Travail

Les nouvelles technologies peuvent avoir différents besoins de main-d'œuvre. Quelques technologies sauf le travail pour le ménage d'adoption tandis que d'autres exigent le travail additionnel. Ceci détermine leur niveau d'adoption et qui les adoptent. Les approches qui facilitent la possibilité de trouver l'emploi et de louer et diriger le travail, peut aider les ménages à prendre de meilleures décisions au sujet de la façon assigner le travail. L'abaissement des coûts de survie et le développement des contrats de travail qui n'exigent pas l'application externe peuvent également aider la fonction locale de marchés du travail plus doucement. Alternativement, ceci a pu augmenter différentes incitations pour adopter de nouvelles technologies agricoles. En raison du caractère saisonnier des marchés du travail, les approches qui lissent la demande de travail et les salaires lors du cycle de récolte agricole peuvent être particulièrement utiles. Les réseaux de sécurité, tels que des programmes de travail publics, peuvent aider à maintenir la demande et s'assurer que le travail est évalué tout au long de l'année dans les zones agricoles.

¹⁰ Beaman, L, and Dillon, A. "Irrigation and Property Rights for Farmers in Mali." Travail en cours

conséquent, on l'accepte maintenant de plus en plus que traitant les pertes après la moisson le long de la chaîne alimentaire par des maisons de stockage de grain fournira un moyen plus rentable et ambiant plus soutenable pour la sécurité alimentaire. C'est parce que l'investissement exigé pour réduire les pertes après la moisson est relativement modeste et le retour de cet investissement augmente rapidement à mesure que les prix du produit augmentent. Comme exemple, en ASS selon des évaluations la réduction des pertes après la moisson par seulement 1 pour cent fournirait les gains de 40 millions de dollars des Etats-Unis annuellement (Morris, Binswanger et Byerlee, 2011). Néanmoins, les équipements traditionnels de maison de stockage actuellement utilisés dans les pays membres de l'OCI ne sont pas toujours efficaces parce que les méthodes traditionnelles ne se protègent pas bien contre le parasite naissant tel que le foreur plus grand de grain (LGB). D'ailleurs, dû au déboisement, les équipements traditionnels de construction de maison de stockage exigent un bon nombre d'approvisionnement en bois qui est limité dans

plusieurs pays de l'OCI. D'une part, l'introduction du nouveau stockage dactylographie comme les magasins scellés, bidons à pétrole en métal, réservoirs de fer, et les silos en métal sont chers pour certains pays membres de l'OCI. D'ailleurs, les aspects techniques seules des maisons de stockage de grain maintiendront des taux d'adoption bas, et ne sera pas soutenable dans le longue durée. Tandis que dans les pays en développement plusieurs projets de maisons de stockage de grain ont réalisé une mesure de succès en améliorant les pertes après la moisson, très peu ont réalisé l'amélioration à grande échelle, surtout due à un manque d'incitation commerciale investissant et mesurant telles initiatives. Près de la technologie des équipements de stockage, leur pertinence avec des conditions locales, telles que la disponibilité des matériaux locaux, la présence des contraintes financières et du marché, et leur acceptabilité par des fermiers dus aux raisons culturelles sont d'autres facteurs clé qui déterminent la diffusion des maisons de stockage de grain parmi les fermiers ruraux. Comme exemple, les adoptions des silos en métal en Mozambique ont échoué en raison d'une capacité locale insatisfaisante pour la fabrication, et au Malawi, des silos en métal fournis aux fermiers gratuitement n'ont pas été employés car les fermiers ont choisi de garder leurs grains à l'intérieur de leurs maisons dues à l'existence du vol. Pour une pleine réalisation des efforts après la moisson d'élimination de perte, une approche de séquence de valeurs qui lie les fermiers aux marchés et une plus grande participation de secteur privé doit être réalisée. Ceci encouragera le commerce qui réduira la nécessité de stocker le grain pour les fermes et de réduire ainsi les pertes après la moisson (Morris, Binswanger et Byerlee, 2011). À cet effet, une autre contrainte existante est la fourniture d'infrastructure telle que les routes et l'électricité, qui rendront des maisons de stockage de grain accessibles, et prépare le terrain pour l'accès au marché, rendent de ce fait l'approche de séquence de valeurs faisable.



5. Développement des Industries Agroalimentaires

Une caractéristique distincte de la plupart des économies développées est l'importance relative du secteur agricole dans leurs économies. Traditionnellement, le secteur agricole a été regardé comme ayant un rôle mineur en cours de développement comparé à la fabrication. Cependant, suivant les préférences de plus en plus sophistiquées concernant la nutrition, la santé et l'environnement ainsi que le rôle croissant de la recherche et de la technologie dans le développement de produit agricole, l'agriculture elle-même est devenue une industrie avec la diversité et la portée notables. En conséquence, l'industrialisation de l'agriculture et le développement des industries d'agro-traitement ont produit un type entièrement nouveau du secteur industriel.

Au cours des années, l'agro-industrie a de plus en plus occupé une position dominante dans l'industrie manufacturière dans plusieurs pays en développement et a contribué sensiblement à leur croissance. Cette industrie implique dans les activités après les moissons telles que la transformation, la conservation et la préparation de la production agricole pour la consommation intermédiaire ou finale. Les industries alimentaires sont de loin le composant le plus important des activités agro-industrielles dans les pays avancés et en développement. Comparé aux agro-industries non-alimentaires, les industries alimentaires sont généralement plus homogènes et sont plus faciles à classer que les industries non-alimentaires puisque leurs produits ont tous la même utilisation finale.

Cependant, la complexité croissante des inputs, les impacts du processus d'innovation et les nouvelles technologies et la sophistication et la gamme croissante des processus de transformation le rendent de plus en plus difficile d'établir une distinction claire entre ce qui devrait être considéré strictement industrie et ce qui peut être classifié comme agro-industrie.

Ce chapitre passe en revue l'importance de l'industrie d'agro-traitement pour le développement, analyse l'état de l'industrie dans les pays membres de l'OCI et discute quelques aspects politiques importants en favorisant la compétitivité de l'industrie agroalimentaire.

5.1. Importance d'Agro-industrie pour le Développement

Le développement industriel a lieu en grande partie quand les pays emploient leurs ressources abondantes pour les industries qui exigent intensivement ces ressources. Les industries qui sont susceptibles de réussir aux pays en développement sont en effet ceux qui font l'utilisation relativement intensive des matières premières abondantes et de la main-d'œuvre non qualifiée et l'utilisation relativement moins intensive de la main-d'œuvre qualifiée capitale et apparemment rare. À cet égard, l'abondance relative de matières premières agricoles et le travail peu coûteux dans les pays en développement crée un potentiel pour le développement agro-industriel dans ces pays.

Les industries se fondant la plupart du temps sur les matières premières agricoles ont en fait les caractéristiques qui les rendent particulièrement appropriées aux arrangements de plusieurs pays en développement. Quoique soient une infrastructure appropriée et une main-d'œuvre qualifiée ce que ces pays manquent, les matières premières facilement disponibles aux coûts raisonnables fournissent une énorme occasion à ces pays car ces matériaux représentent une proportion significative de coûts totaux pour de telles industries. En outre, pour beaucoup d'agro-industries, une petite plante peut être économiquement efficace, qui est un autre facteur important dans les pays en développement où le marché intérieur est limité par le pouvoir d'achat bas et parfois par le de petite taille du marché lui-même.

Les agro-industries portent l'importance significative pour le développement dû à plusieurs raisons. À cet égard, d'une manière plus importante, les agro-industries produisent des liens forts en arrière et vers l'avant, favorisant la demande et ajoutant la valeur à la production agricole primaire et créant l'emploi et le revenu le long de la chaîne de traitement-distribution. Plus spécifiquement, les entreprises d'agro-traitement produisent de la demande des matières premières agricoles ; ceci alternativement crée des occasions de travail au niveau de la ferme et contribue à la demande accrue des moyens agricoles tels que les engrais et les alimentations. De même, l'activité économique est produite dans les secteurs descendant de la disposition de logistique, de distribution et de service.

Agro-industrie fournit le capital et les services au fermier, favorise l'esprit d'entreprise, augmente la demande des produits agricoles et relie des fermiers aux marchés par la manipulation, le traitement, le marketing et la distribution des produits agricoles. En conséquence, la productivité et la qualité de la production agricole, la stabilité économique pour les ménages ruraux, la sécurité alimentaire et l'innovation dans toute la séquence de valeurs peuvent être augmentées. L'agro-industrie efficace peut donc stimuler la croissance agricole, et - accompagné d'un lien fort avec des petits propriétaires - réduire la pauvreté rurale.

Les agro-industries occupent une position dominante dans l'industrie manufacturière des pays en développement. La contribution des agro-industries à la fabrication totale est de 61 pour cent dans les pays agriculture-basés, de 42 pour cent dans les pays en transformation et de 37 pour cent dans les pays Urbanisés en développement (Wilkinson et Rocha, 2008). Les agro-industries jouent également un rôle central dans la génération d'emploi, étant caractérisé par une présence marquée des femmes dans leur main d'œuvre. « Le secteur non traditionnel » (des produits de légumes, de fruits et de pêches), qui est actuellement le plus dynamique en termes d'exportations des pays en développement, est caractérisé par des niveaux élevés d'emploi femelle, un pourcentage qui peut s'étendre de 50 pour cent aussi élevé que 90 pour cent (Wilkinson et Rocha, 2008).

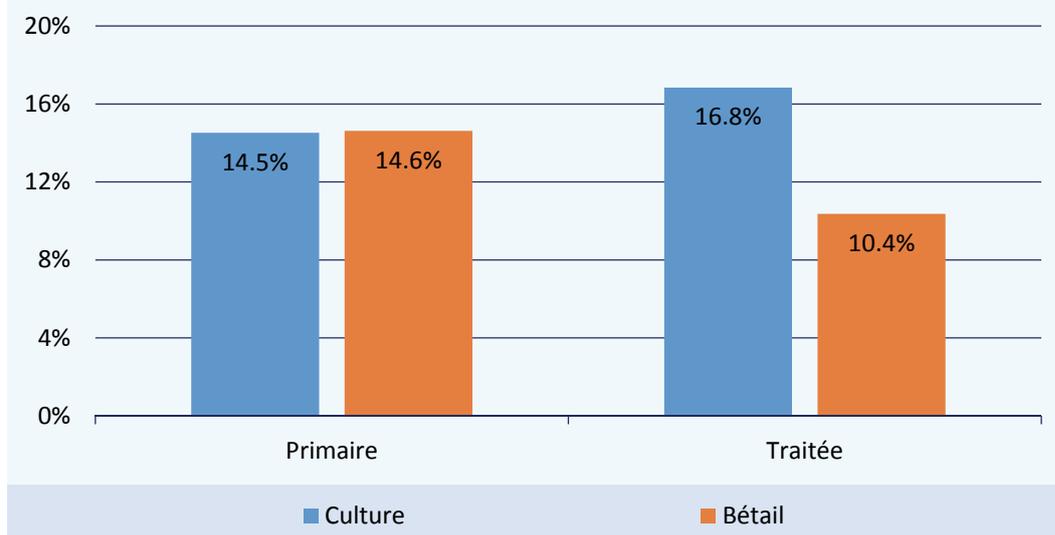
Dans ces circonstances, les impacts de développement des agro-industries peuvent être récapitulés comme suit. Agro-industries:

- améliorer les approvisionnements alimentaires en empêchant des pertes quantitatives et qualitatives;
- Améliorer les approvisionnements en produits de sylviculture et d'autres produits agricoles non-alimentaires par une meilleure utilisation des matières premières;
- Augmenter l'indépendance en réduisant des importations;
- Fournir l'emploi, particulièrement dans des secteurs ruraux;
- Réduire les disparités de revenu;
- Stimuler le développement rural;
- Assurer de meilleures opportunités de marché au producteur;
- Augmenter les revenus de devises étrangères par l'exportation des produits complets et demi-complets;
- Ramener la migration de population aux zones urbaines;
- Augmenter les occasions pour l'investissement dans les zones rurales et urbaines.

En raison de son primordiale importance pour les pays en développement, le développement agro-industriel devrait être favorisé en allouant à ressources proportionnées pour le développement et l'utilisation du choix de matière première et des technologies socialement appropriées. Le développement et le renforcement de l'infrastructure institutionnelle, la formation des personnels dans les secteurs technologiques, la gestion, l'esprit d'entreprise, la recherche et le développement sont des facteurs de grande importance en améliorant la qualité et la sûreté du produit en stimulant le développement agro-industriel. L'établissement de la coopération entre le pays régional et le renforcement des centres nationaux pour choisir des technologies appropriées combleraient une lacune importante dans le développement des industries de transformation alimentaire et de produits agricoles.

Schéma 5.1

Production Agro-industrielle Primaire et Traitée dans les Pays de l'OCI



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT, Analyse de personnel de SESRIC

5.2. État d'Industries Agroalimentaires dans les Pays de l'OCI

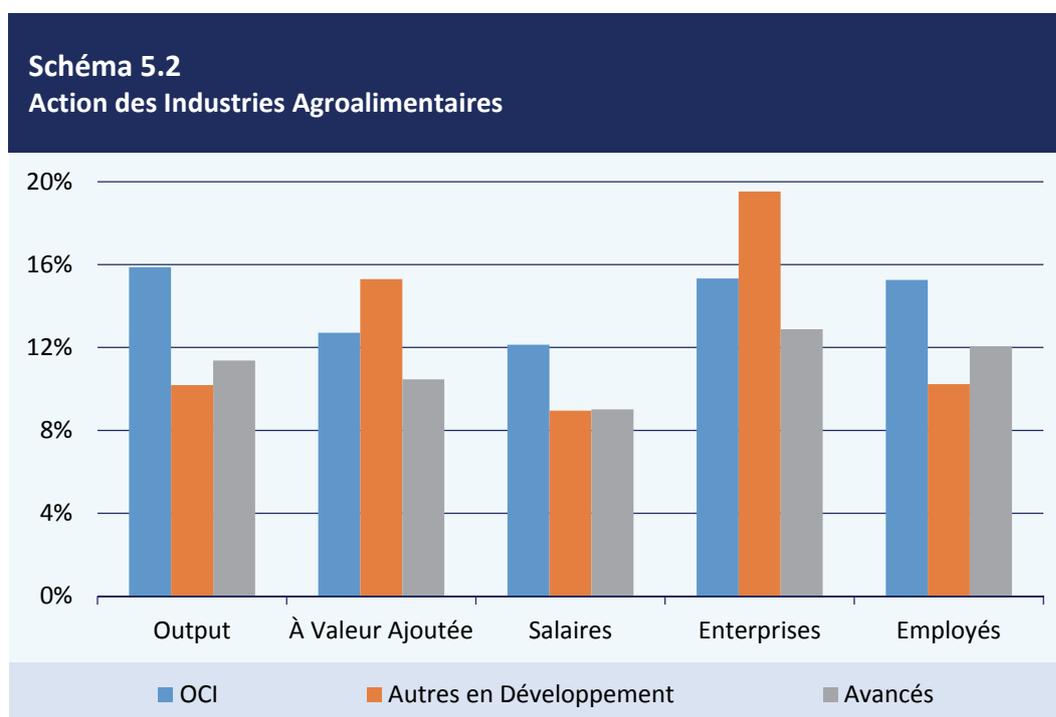
L'industrie agroalimentaire est souvent l'activité industrielle principale et un contribuant important à la production, aux recettes d'exportation et à l'emploi dans plusieurs pays en développement. En étant une partie substantielle de pays en développement, certains pays de l'OCI se basent également fortement sur le secteur agricole. Dans cette section, l'état d'industrie agroalimentaire dans les pays de l'OCI est analysé en comparant la récolte primaire et traitée et la production

animale. Puis, en employant la base de données de statistiques industrielles d'UNIDO au niveau d'ISIC à 4 chiffres (INDSTAT4), l'exécution des pays de l'OCI sera analysée en ce qui concerne cinq indicateurs importants dans des industries agroalimentaires, à savoir l'emploi, le nombre d'entreprises, les salaires, l'output et l'à valeur ajoutée.

5.2.1. Récoltes Traitées et Bétail

Le schéma 5.1 compare l'action des pays de l'OCI dans la récolte primaire et traitée et la production animale dans la production totale du monde en 2012. Les données sont compilées de la base de données statistique de la FAO comportant 210 pays comprenant aussi 56 pays membres de l'OCI. Les pays de l'OCI comme produit de groupe environ 14.5 pour cent de production végétale totale dans le monde mais de leur action dans le total mondial des récoltes traitées est de 16.8 pour cent. Ceci indique que les pays de l'OCI ont la capacité de traiter ce qu'ils produisent déjà et pour tirer bénéfice de l'addition de valeur lors de la procession des produits agricoles.

Avant de comparer la production animale traitée, il vaut mieux de noter que les données fournies par la FAO sur la production animale primaire incluent la production surtout de viande, de lait et d'œufs. Cependant, les données fournies sous le bétail traité incluent seulement les produits laitiers tels que le beurre et le fromage. Par conséquent, les statistiques primaires de production animale sont limitées pour inclure seulement la production laitière pour la comparer à la production animale traitée. Avoir dit cela, le schéma 5.1 prouve que les pays de l'OCI produisent 14.6 pour cent de production animale primaire du Total du Monde, mais ils représentent seulement 10.4 pour cent du totale de la production animale traitée. En ce qui concerne le traitement du bétail, les pays de l'OCI manquent de la capacité de traiter les marchandises qu'ils produisent et perdent les revenus valables qui pourraient être gagnés des valeurs ajoutées lors du traitement des marchandises.



Source: UNIDO, INDSTAT4

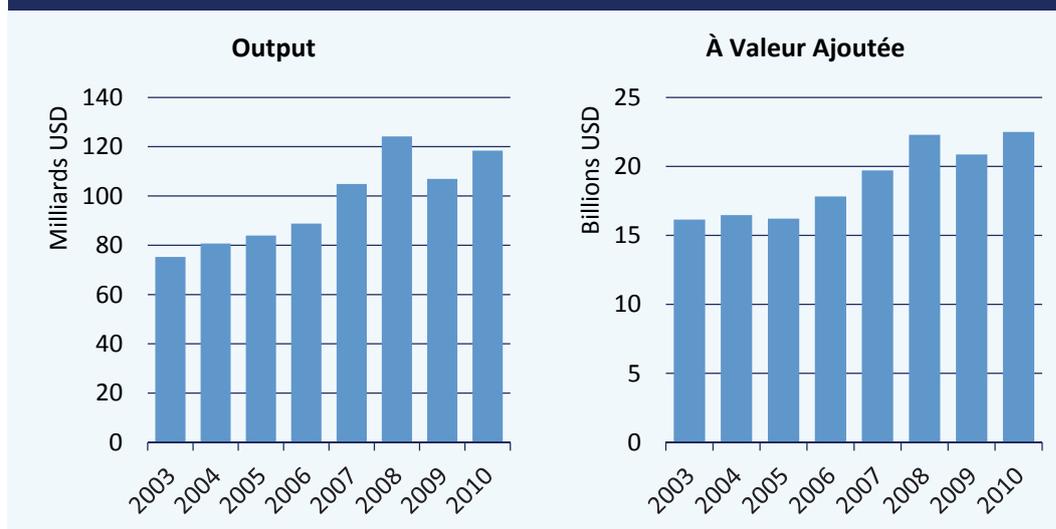
Tout en étant très perspicace, cette analyse fournit seulement des informations limitées sur l'état d'industries agroalimentaires dans les pays de l'OCI. Le traitement est seulement un lien dans une chaîne continue entre la production de matière première et la consommation finale. Dans ce qui suit, quelques indicateurs importants des industries agroalimentaires sont accentués pour les pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles.

5.2.2. Indicateurs des Industries Agroalimentaires

En raison des contraintes de données, l'analyse du développement des industries agroalimentaires est souvent une tâche provocante pour plusieurs pays en développement, y compris les pays de l'OCI. En tant qu'une des sources principales des statistiques de développement industriel, l'organisation de développement industriel de Nations Unies (UNIDO) produit des bases de données de statistiques industrielles pour les variables comprenant le nombre d'établissements, l'emploi, les salaires, l'output et l'à valeur ajoutée. La banque de données est construite autour du Système de Code de Classification d'Industries de Standards Internationale (ISIC), qui classe l'industrie au-dessous de 151 industries manufacturières et sous-secteurs comprenant l'alimentation, les textiles, le fer et l'acier.

En prenant seulement les industries alimentaires classifiées dans la base de données, le schéma 6.2 compare les pays de l'OCI à autre en développement et les pays avancés par rapport à cinq indicateurs importants dans les industries agroalimentaires. Les données représentent les moyennes des dernières données disponibles pour 25 pays membres de l'OCI, 47 autres pays en développement et 32 pays avancés entre 2006 et 2010.³ Toutes les données de valeur sont

Schéma 5.3
Production et à Valeur Ajoutée



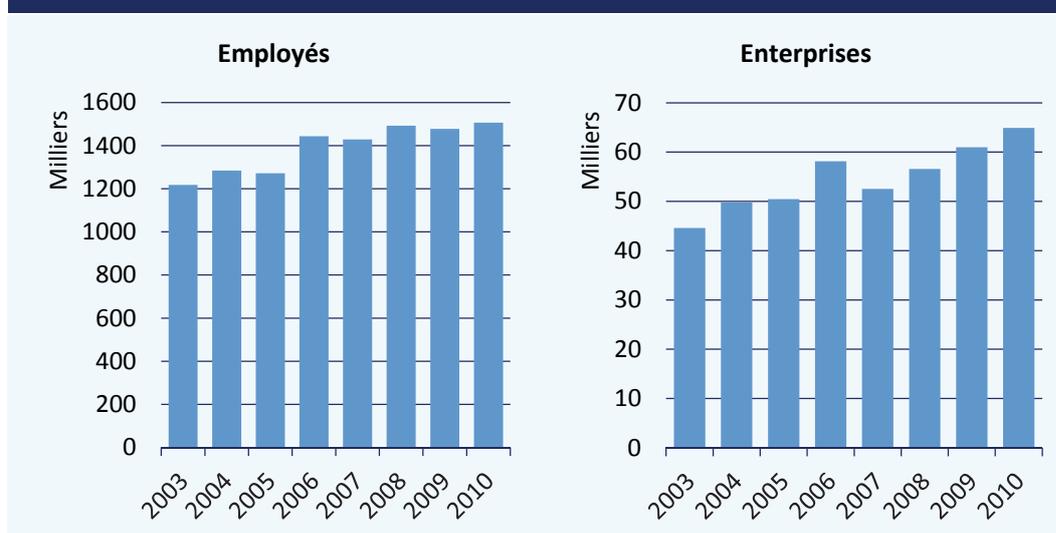
Source: UNIDO, INDSTAT4

téléchargées des statistiques de l'ONU dans la monnaie nationale aux prix actuels courants. Les données sont converties de la monnaie nationale en dollars des États-Unis constants en utilisant les taux de change moyens de période comme donné dans les Statistiques Financières Internationales (IFS) du FMI et les indices des prix à la consommation donnés dans les bases de données de Perspectives Economiques Mondiales (WEO) du FMI.

Les industries agroalimentaires jouent un rôle important dans la création d'emplois et les revenus produits. Suivant les indications du schéma 5.2, les pays de l'OCI pour lequel les données sont disponibles ont en moyenne des actions plus élevées dans trois indicateurs des industries agroalimentaires comparées aux moyennes de pays qui ne font pas partie de l'OCI, indiquant une importance plus élevée du secteur pour ces économies.

³ Ces pays sont l'Afghanistan (2010), Albanie (2010), Azerbaïdjan (2010), Cameroun (2008), Egypte (2010), Indonésie (2009), Iran (2009), Jordanie (2010), Kazakhstan (2007), Koweït (2010), Kirgystan (2010), Liban (2007), Malaisie (2010), Maroc (2010), Oman (2010), Pakistan (2006), Palestine (2010), Qatar (2010), Arabie Saoudite (2006), Sénégal (2010), Syrie (2010), Tadjikistan (2008), Tunisie (2008), Turquie (2009), et le Yémen (2006).

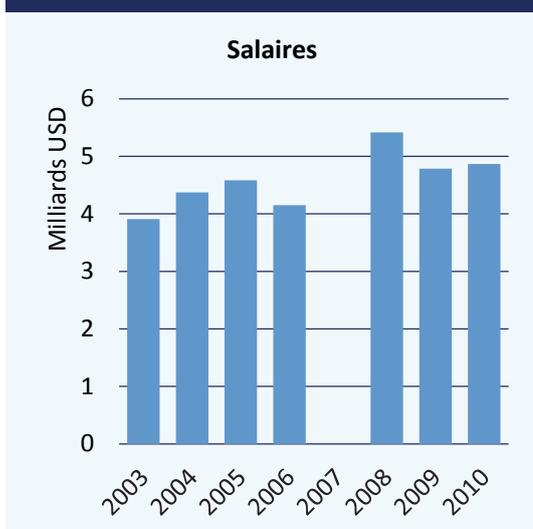
Schéma 5.4 Nombre d'Employés et d'Entreprises



Source: UNIDO, INDSTAT4

L'anomalie la plus élevée entre l'OCI et les pays qui ne font pas partie de l'OCI existe dans l'action de l'industrie dans le total d'output, qui est de 15.9 pour cent dans les pays de l'OCI et seulement 10.2 pour cent dans d'autres pays en développement. De même, les industries agroalimentaires représentent en moyenne 15.3 pour cent d'emploi total dans les industries de 25 pays de l'OCI comparés à seulement 10.2 pour cent dans d'autres pays en développement. Les salaires dans les industries agroalimentaires représentent en conséquence une part plus élevée des paiements totaux, 12.1 pour cent de salaires payés dans toutes les industries dans les pays de l'OCI comparés à 9 pour cent dans les pays qui ne font pas partie de l'OCI.

Schéma 5.5 Salaires



Source: UNIDO, INDSTAT4

D'une part, 15.3 pour cent d'entreprises totales opèrent dans l'agro industries des pays de l'OCI comparés à 19.5 pour cent dans d'autres pays en développement. Enfin en ce qui concerne l'importance relative de l'industrie à valeur ajoutée, 12.7 pour cent à valeur ajoutée total dans des industries viennent des industries agroalimentaires dans les pays de l'OCI, comparés à 15.3 pour cent dans d'autres pays en développement et à 10.5 pour cent dans les pays avancés.

Bien que les données soient disponibles pour 25 pays de l'OCI, les informations en termes d'années, ainsi que des données élémentaires, varient d'un pays à l'autre et ceci le rend difficile de faire l'analyse de série chronologique. Cependant pour 11 pays de l'OCI il y a de données annuelles conformées pour comparer leur exécution au cours de la période de 2003-2010.⁴ Le schéma 5.3 dépeint tout l'output et à valeur ajoutée par ces pays lors de 2003-2010. Tandis qu'il y a une tendance à la hausse jusqu'en 2008, il y a un progrès significatif particulièrement après 2005 dans l'output et la valeur

⁴ Ces pays sont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, l'Iran, la Jordanie, la république du Kirghizistan, la Malaisie, le Maroc, l'Oman, le Qatar et la Turquie. Les 2010 données pour l'Indonésie, l'Iran et la Turquie sont extrapolées pour augmenter la dimension de l'échantillon.

ajoutée. L'output total de ces pays a augmenté de 75.3 milliards de dollars des Etats-Unis en 2003 à 124.2 milliards de dollars des Etats-Unis en 2008 et la valeur ajoutée totale dans les agro-industries a augmenté de 16.1 milliards de dollars des Etats-Unis à 22.3 milliards de dollars des Etats-Unis au cours de la même période (dans des prix constants de 2005). Bien que l'output total ait augmenté de 64 pour cent, le total à valeur ajoutée a augmenté seulement de 38 pour cent, indiquant une action inférieure à valeur ajoutée dans le total d'output produit dans les industries agroalimentaires. La crise économique mondiale en 2009 a apparemment compromis l'industrie. L'output total a diminué à 10.7 milliards de dollars des Etats-Unis en 2009, mais n'a pas pu reconstituer son niveau de pré-crise en 2010. La valeur ajoutée total, cependant, a dépassé son niveau de pré-crise en atteignant 22.5 milliards d'USD en 2010 après diminution à 20.9 milliards d'USD en 2009.

TABLEAU 5.1**Productivité à l'Agroalimentaire/à la Fabrication**

Pays	Année	Viande traitée, poisson, fruit, légumes, graisses (151)	Laitages (1520)	Produits de moulin de Grainness ; amidons ; alimentation des animaux (153)	D'autres produits alimentaires (154)	Fabrication Totale	Productivité à l'agroalimentaire/à la fabrication
Albanie ⁽¹⁾	2010	7286	8956	9628	-	7951	1.08
Azerbaïdjan	2010	18970	68195	37857	17271	16145	1.46
Egypte	2010	5936	13024	9998	5204	11670	0.58
Indonésie	2009	19540	16874	12238	8275	12189	1.08
Iran	2009	12728	10590	10957	8537	19584	0.54
Jordan	2010	28124	15463	14135	8056	21074	0.65
Koweït	2010	17523	28320	11924	9949	45471	0.30
Kirghizstan	2010	9294	6043	7072	5570	11304	0.58
Liban	2007	20299	14645	52580	17433	27438	0.70
Malaisie	2010	36455	20506	19895	16640	26071	0.98
Maroc	2010	10820	31179	21428	20982	19670	0.86
Oman	2010	26649	30568	62353	20840	78712	0.34
Pakistan	2006	38103	17783	14899	11333	15046	1.22
Palestine. ⁽²⁾	2010	21195	-	-	-	14580	1.45
Qatar ⁽²⁾	2010	16675	-	-	-	81648	0.20
Arabie. S ⁽²⁾	2006	35950	-	-	-	36790	0.98
Turquie	2009	10267	...	20167	14424	17262	0.72
Yémen ⁽²⁾	2006	7126	-	-	-	4447	1.60

Source: ONUDI, INDSTAT4. (1) 153 comprend également 154. (2) 151 comprend également 1520, 153 et 154.

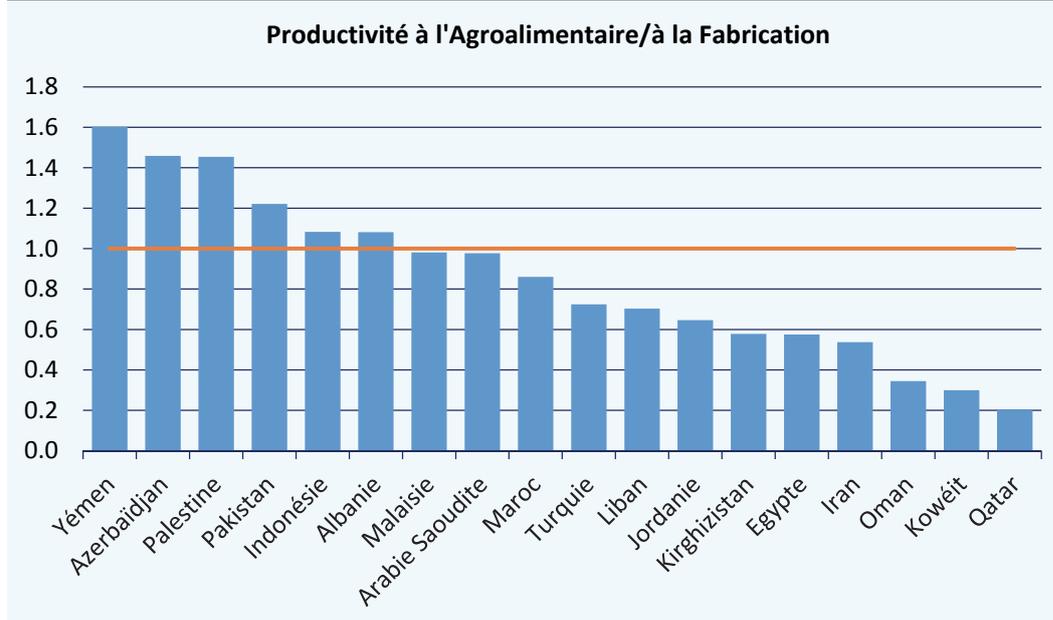
Le schéma 5.4 dépeint le progrès dans l'emploi et le nombre d'entreprises au cours de la même période pour 11 pays membres de l'OCI. Le nombre d'employés dans des industries agroalimentaires a augmenté de 1.2 million en 2003 à 1.5 millions en 2010, indiquant 25 pour cent d'augmentation du total d'emploi. Le nombre d'entreprises a également augmenté de 45 mille en 2003 à 65 mille en 2008, indiquant 44 pour cent d'augmentation des établissements totaux fonctionnant dans des industries agroalimentaires.

Tandis qu'il y avait des tendances à la hausse nettes dans les indicateurs discutés ci-dessus, les salaires payés aux ouvriers d'agro-industrie ont suivi une tendance plutôt d'oscillation. Le schéma 5.5 montre la tendance moyenne dans 11 pays de l'OCI dans les salaires gagnés des industries agroalimentaires. Le total des salaires payés a augmenté de 3.9 milliards de dollars des Etats-Unis en 2003 à 4.9 milliards de dollars des Etats-Unis en 2010 (dans des prix de constante 2005), indiquant 26 pour cent d'augmentation des salaires totaux. En termes de salaires par employés, un ouvrier était payé en moyenne 3.211 dollars des Etats-Unis en 2003, mais il a augmenté jusqu'à 3.629 dollars des Etats-Unis en 2008, reflétant les améliorations du revenu et des normes la vie pour des employés travaillant dans les industries agroalimentaires. Après la crise économique mondiale, cependant, il a diminué de nouveau à 3.230 dollars des Etats-Unis. Ceci accentue encore la vulnérabilité de personnes travaillantes dans des activités agricoles aux chocs externes.

5.2.3. Productivité dans des Industries Agroalimentaires

La productivité, mesurée ici comme à valeur ajoutée par employé, donne plus d'importance sur l'importance des industries agroalimentaires pour les pays en développement. Le tableau 5.1 liste les pays au niveau de productivité dans quatre catégories importantes des industries agroalimentaires ainsi que la productivité à la fabrication totale pour les dernières données disponibles. Les fenêtres ombragées indiquent que les pays sont plus productifs dans cette catégorie des industries agroalimentaires comparées à leur productivité à la fabrication totale. Si les pays membres de ressources naturelles abondants et le Kirghizstan sont exclus, on constate que tous autres pays ont une productivité plus élevée au moins dans une des sous-catégories des industries agroalimentaires. Les productivités diffèrent de manière significative entre les pays ainsi que des sous-secteurs. En particulier les pays productifs dans des industries agroalimentaires sont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, le Maroc et le Pakistan en comparaison avec leurs productivités à la fabrication totale. En termes de valeurs absolues, l'Azerbaïdjan, le Liban, la Malaisie et le Pakistan ont des niveaux de productivité au-dessus de 30.000 dollars des Etats-Unis, reflétant leur compétitivité absolue dans certaines catégories des industries agroalimentaires. L'Azerbaïdjan avec plus de 68.000 dollars des Etats-Unis à valeur ajoutée par ouvrier en produits laitiers reste le pays le plus productif dans une catégorie spécifique des industries agroalimentaires. L'Azerbaïdjan est environ quatre fois plus productif en produits laitiers

Schéma 5.6
Productivité à l'Agroalimentaire/à la Fabrication



Source: UNIDO, INDSTAT4

comparés à sa productivité à la fabrication totale. D'une part, l'Albanie, le Kirghizstan et le Yémen avec des valeurs en-dessous de 10.000 dollars des Etats-Unis semblent être relativement moins productifs.

En moyenne, dans la plupart des pays les niveaux de productivité dans le traitement des denrées alimentaires des produits alimentaires sont au-dessus de la moyenne de fabrication, lui faisant un des secteurs économiques plus efficaces dans les pays membres. Ceci identifie également le secteur agroalimentaire en tant qu'une des plus grandes activités industrielles dans des pays de bas et moyen revenu en termes de valeur ajoutée.

Le schéma 5.6 compare la productivité relative dans le secteur agroalimentaire à la fabrication de total de productivité dans les pays membres de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles. Les pays avec les scores moyens plus élevés que 1 sont les pays qui sont plus productifs dans des industries agroalimentaires. Le Yémen, l'Azerbaïdjan, la Palestine, le Pakistan, l'Indonésie et l'Albanie sont relativement plus productifs dans l'agro industries. D'une part, les pays abondants de ressource naturelle comme le Qatar, le Koweït, l'Oman et l'Iran ont une productivité agro-industrielle qui n'est pas toujours plus élevée que la moitié de leur productivité à la fabrication totale.

De façon générale, cette analyse confirme que les industries agroalimentaires demeurent comme un des secteurs économiques les plus efficaces dans certains pays membres de l'OCI qui favorisent la croissance de la productivité et le développement. Dans d'autres pays, il pourrait y avoir un besoin d'autres d'efforts de favoriser la compétitivité des industries agroalimentaires. Dans ce contexte, la sous-section 5.3 accentue ci-dessous quelques questions importantes liées à favoriser le développement agro-industriel dans les pays de l'OCI.

5.3. Promotion de la compétitivité des industries agroalimentaires

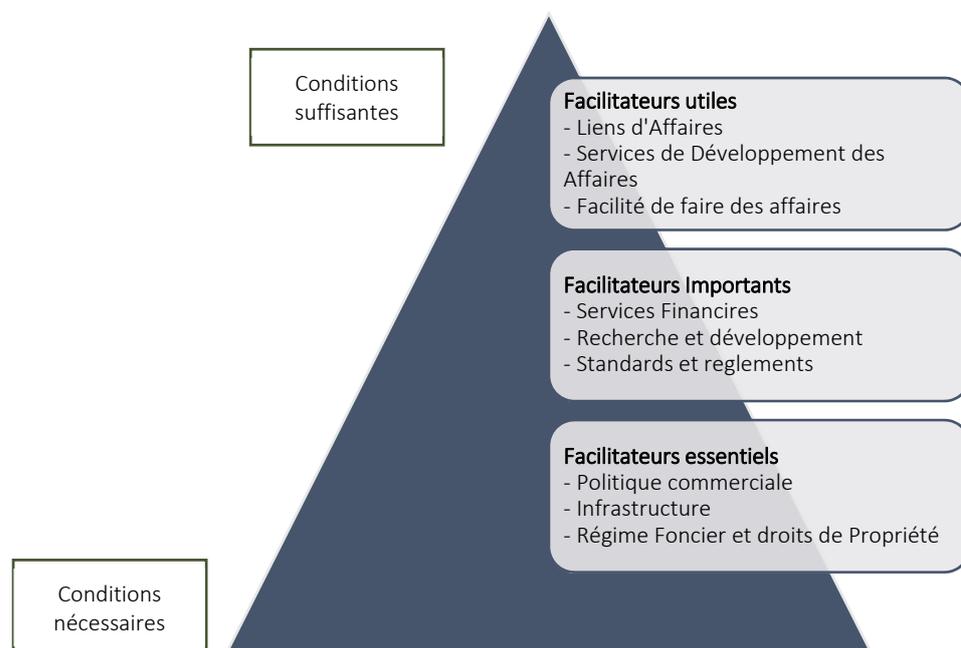
Les pays en développement ont un avantage comparatif naturel⁵ sur les marchés globaux de plusieurs produits agro-industriels. Cependant, ces avantages n'ont pas été toujours effectivement réalisés en stimulant le développement économique agro-industriel et concurrentiel par les pays agriculture-basés. D'une part, l'élévation de marchés globaux basés sur l'avantage compétitif⁶ force de plus en plus des décideurs politiques à faire des évaluations du 'permettant l'environnement' pour des agro-industries. D'une part, en raison des régimes commerciaux protecteurs et des tarifs tordus dans les pays avancés - avec les plus célèbres étant politique agricole commune dans les pays en développement de l'Europe font face aux défis importants en augmentant leur action de marché mondiale dans le commerce agro-industriel du monde.

Certaines des raisons de l'agro-industrie non compétitive sont les dépenses du gouvernement insatisfaisantes sur l'éducation, la recherche et le développement et l'infrastructure, une atmosphère non-favorisante d'investissement et une politique commerciale, et l'accès pauvre aux technologies et à l'énergie. Une agro-industrie domestique et orientée vers l'exportation réussie exige créer un environnement commercial et un cadre de politique de support pour stimuler la productivité (voir la FAO, 2008). En développant un mécanisme approprié au national et au niveau régional, la compétence des pays en développement doit être augmentée au niveau de l'identification, le choix, le développement et l'utilisation commerciale réussie des technologies qui sont modernes et socialement appropriées de sorte qu'ils puissent maintenir et améliorer l'avantage comparatif.

⁵ L'avantage comparatif se produit quand un pays peut produire une chose à un taux relativement bon marché que les autres pays peuvent. L'avantage comparatif est donné par l'accès à certaines ressources que les autres n'ont pas.

⁶ L'avantage compétitif se produit quand une compagnie peut produire des marchandises ou fournir des services à des bénéfices plus élevés que la concurrence et à des prix moins coûteux aux consommateurs. Des avantages compétitifs sont créés en combinant différentes ressources, principalement les connaissances

Schéma 5.7 Hiérarchie de Permettre les Besoins



Source: Christy et al. 2009, pg. 150.

liens d'affaires Le schéma 5.7 identifie une hiérarchie de permettre les besoins que les gouvernements peuvent considérer en étudiant leur rôle en avançant le progrès économique, dérivé des démarches d'un certain nombre d'ateliers régionaux de la FAO sur « Les Evaluations Comparatives de Permettre l'Environnement », dirigés en 2007. La hiérarchie proposée divise des actions d'état en trois niveaux des activités qui caractérisent et évaluent le fait de permettre des environnements pour des entreprises agro-industrielles. À la base de la pyramide, des facilitateurs essentiels doivent être donnés par l'état pour un meilleur fonctionnement des marchés et des entreprises. Cette catégorie inclut des articles tels que la règle du droit (application de contrat, droits de propriété, etc.), de l'infrastructure efficace, et d'une politique commerciale favorisant. Les soi-disant facilitateurs importants sont des activités de second ordre que l'état peut et souvent fournit, comme des finances, le transport, et l'information. En conclusion, les facilitateurs utiles sont définis en tant que conditions suffisantes mais non nécessaires pour inclure des catégories et des normes, liant de petits fermiers aux marchés formels, et services de développement des affaires (Christy et Autres 2009).

Dans le secteur de traitement des denrées alimentaires des produits alimentaires, en présentant et en accélérant les innovations techniques, en favorisant l'esprit d'entreprise et en améliorant des procédures de gestion le long de la séquence de valeurs, les PME peuvent essentiellement contribuer au développement local/rural et faciliter l'intégration des pays en développement dans les marchés globaux. Cependant, elles relèvent des défis importants en ce qui concerne l'adaptation à augmenter la condition de concurrence, la balance, la qualité et les normes. Wilkinson (2004) identifie six secteurs comme espaces potentiels pour renforcer la présence des PME. Ceux-ci sont:

1. Les Activités traditionnelles qui échappent toujours aux effets de la balance et des nouvelles exigences vis-à-vis la qualité,
2. Les Sociétés innovatrices assurant des marchés, des services et des technologies de place,
3. Les PME comme fournisseurs pour de grandes sociétés,
4. La Sous-traitance Obligatoire entre les PME et les grandes sociétés,
5. Les PME organisées dans les réseaux autonomes,

6. La promotion des PME traditionnelles associée aux produits spéciaux d'artisan de qualité.

L'industrie de transformation alimentaire est devenue une source principale des offres d'emploi et l'évidence de l'Europe et du Japon suggère que ceci continue à être le cas au cours du développement. En plus des offres d'emploi produites par des industries agroalimentaires, le développement agro-industriel joue un rôle stratégique dans les stratégies mondiales de croissance des pays en développement.

La pression sur des acteurs d'industrie, particulièrement sur les PME agroalimentaires, est considérable dans beaucoup d'économies. On l'a généralement accentué que les PME ont un manque persistant de ressources en ce qui concerne la main d'œuvre capitale et habile financière, un fait qui affaiblit leur compétitivité. Afin de soutenir la compétitivité des PME et des industries agroalimentaires, les recommandations suivantes de politique peuvent être émises:

- Favoriser l'esprit d'entreprise en augmentant le support aux PME
- Améliorer l'accès pour des PME aux sources financières disponibles
- Soutenir le développement de nouvelles technologies alimentaires et simplifier leur accès aux programmes d'innovation et de recherche de financement
- Faciliter l'accès des PME agroalimentaires aux marchés régionaux et globaux et favoriser mieux les normes de commerce international afin de rester concurrentiel

L'Urbanisation rapide, la croissance de revenu et d'autres tendances mondiales stimuleront la demande des produits agro-industrialisés. Les investissements de secteur privé seront essentiels, mais le secteur public peut faciliter le développement agro-industriel par des politiques et des établissements innovateurs. En dépit des entraves continues aux échanges, on pense que les pays en développement peuvent identifier et explorer des occasions de marché d'exportation en développant leur agro-industrie. Cruciale pour réussir est l'intégration dans les agro-marchés globaux. Cependant, il y a également des questions telles que l'adhérence aux normes, à l'uniformité de qualité, aux conditions de volume et à la livraison opportune.



6. État de la Sécurité Alimentaire

La sécurité alimentaire est l'un des défis les plus cruciaux faisant face à l'humanité aujourd'hui. Lors des dernières décennies, beaucoup d'initiatives ont été prises aux niveaux nationaux et internationaux pour mettre fin à la famine et pour atteindre le but de la sécurité alimentaire au niveau global. En 2000, l'élimination de la famine et la malnutrition a été identifiée dans des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) comme un des objectifs les plus importants à réaliser aux niveaux nationaux et globaux. Cependant, en dépit de tous les efforts, l'insécurité alimentaire est toujours en augmentation à travers le globe où les évaluations courantes de la FAO ont indiqué que 842 millions de personnes dans le monde entier sont maintenant sous-nourris. La majorité de ces personnes sous-nourris résident dans les régions en développement de l'Asie et le Pacifique, l'Afrique Subsaharienne et l'Amérique Latine et les Caraïbes. Considérant le fait que la majorité des pays membres de l'OCI sont situés dans ces régions, il est tout à fait évident qu'une part significative des personnes sous-nourris dans ces régions réside dans les pays de l'OCI, en particulier dans les pays membres moins développés. C'est assurément que cette situation a été empirée considérant l'impact de la montée subite dans l'insécurité alimentaire, en particulier après la crise alimentaire en 2006-2008, qui a lancé des défis socio-économiques sérieux pour des ménages et des décideurs politiques dans plusieurs pays de l'OCI.

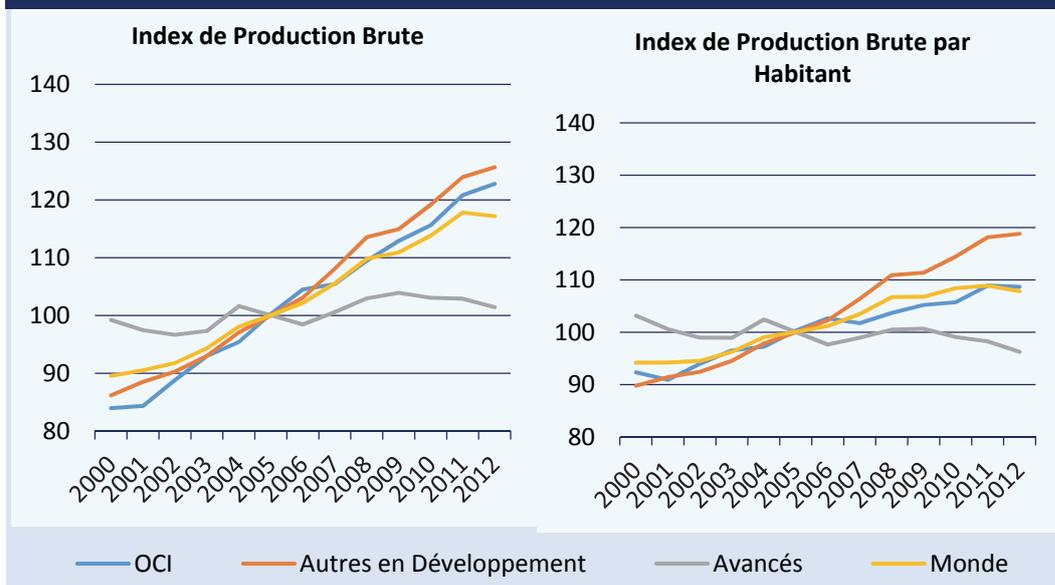
À la lumière de ces défis, cette section accentue l'état de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI en termes de production et de commerce alimentaire, les pays déficitaires à faible revenu alimentaire et l'aide alimentaire, la privation alimentaire et l'impact de la volatilité de prix de denrées alimentaires.

6.1. Production et Commerce Alimentaire

Comme représenté sur le côté gauche du schéma 6.1, l'indice mondial de production alimentaire (IPA) a augmenté de 17% lors de la période 2000-2012. L'IPA des pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI est resté au-dessus de la moyenne du monde et a enregistré une

Schéma 6.1
Indice de Production Alimentaire 2000-2011

l'Espace de production par habitant avec d'autres pays augmente



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableaux 13 et 14 en Annexe, Analyse de personnel de SESRIC RD (FAO))

augmentation de 26% tout au long de la période à l'étude. L'IPA des pays membres de l'OCI, comme un groupe, a également indiqué une tendance à la hausse et est resté au-dessus de la moyenne du monde, tandis que les pays avancés pourraient seulement augmenter leur production alimentaire seulement de 1% pour la même période qui était lointaine au-dessous de la moyenne du monde. Notamment, bien que l'IPA des pays de l'OCI à mesure qu'un groupe ait augmenté de 23% au cours de la période 2000-2012, au niveau de pays individuel, l'IPA était inférieur à la moyenne du monde dans 21 pays de l'OCI en 2012 (FAOSTAT).

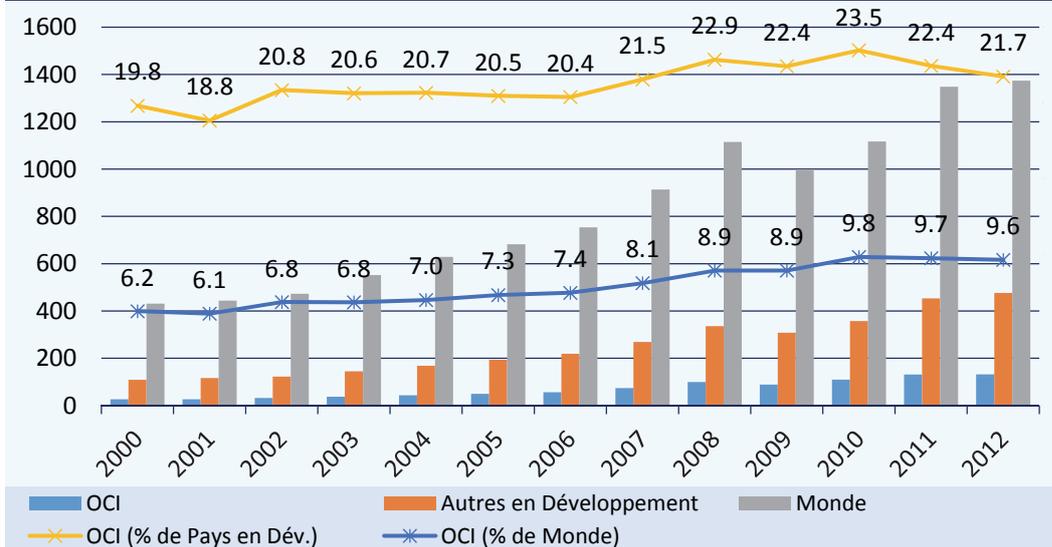
Par habitant la production alimentaire mondiale a également indiqué une tendance à la hausse qui implique que la croissance de la production alimentaire était plus élevée que la croissance démographique. Comme représenté sur le côté droit du schéma 6.1 en dépit d'une fluctuation, l'indice de production alimentaire par habitant des pays avancés a enregistré une diminution mondiale de 4% au cours de la période à l'étude. En revanche, l'indice de production alimentaire par habitant des pays de l'OCI et des pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI a montré une tendance à la hausse au cours des années 2000-2012. En moyenne, en termes de production alimentaire par habitant, les pays de l'OCI et les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI étaient témoin d'une augmentation de 9% et de 19%, respectivement. Notamment, tous les deux groupes de pays sont restés au-dessus de la moyenne du monde avec augmentation de 8% au cours de la même période.

Cependant, au niveau de pays individuel, l'indice de production alimentaire par habitant était inférieur à la moyenne du monde dans 32 pays de l'OCI aux quels 19 d'entre eux ont montré une diminution significative de leurs indice de production alimentaire par habitant (FAOSTAT).

Ceci signifie que, la performance des pays de l'OCI en termes de leur indice de production alimentaire par habitant indique que la majorité de ces pays n'ont pas la capacité suffisante de production alimentaire pour pouvoir produire assez de nourriture afin de satisfaire la demande intérieure en nourriture de leurs populations croissantes et, en conséquence, ils doivent se fonder fortement sur des importations alimentaires. À cet égard, le reste de cette section jette la lumière sur l'état d'échanges alimentaire dans les pays de l'OCI.

Au cours de la période 2000-2012, le secteur alimentaire a indiqué une tendance à la hausse, où les exportations mondiale alimentaire ont augmenté de 431 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 1374 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012 (Schéma 6.2). De même, les exportations totales alimentaire des pays avancés ont montré une tendance à la hausse et ont atteint 765

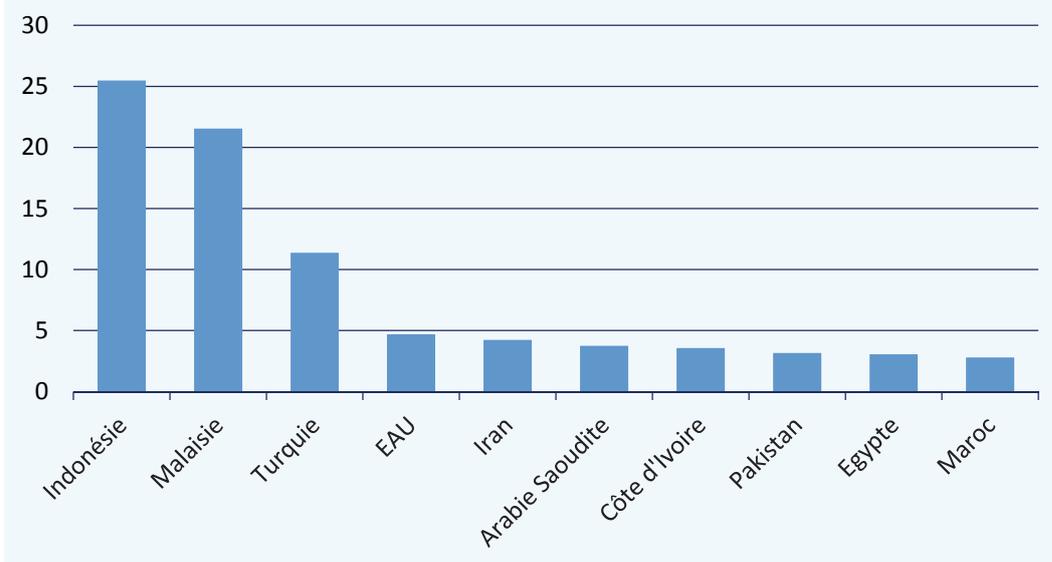
Schéma 6.2
Exportations Alimentaires (Milliards de Dollars des Etats-Unis)



Source: Base de données en ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Tableau 15 en Annexe)

milliards de dollars des Etats-Unis en 2012 comparés à 296 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000. Les pays membres de l'OCI et les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI étaient témoin également d'une tendance d'augmentation dans leurs exportations alimentaire au cours de la même période. L'ancien groupe de pays a augmenté leurs exportations alimentaires de 27 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 132 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012 tandis que le dernier groupe a augmenté leurs exportations alimentaires vers 476 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012 de 109 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000. En moyenne, les

Schéma 6.3
Les 10 Exportateurs Principaux de Dénrées Alimentaires de l'OCI, 2012



Source: Base de données en ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Tableau 15 en Annexe)

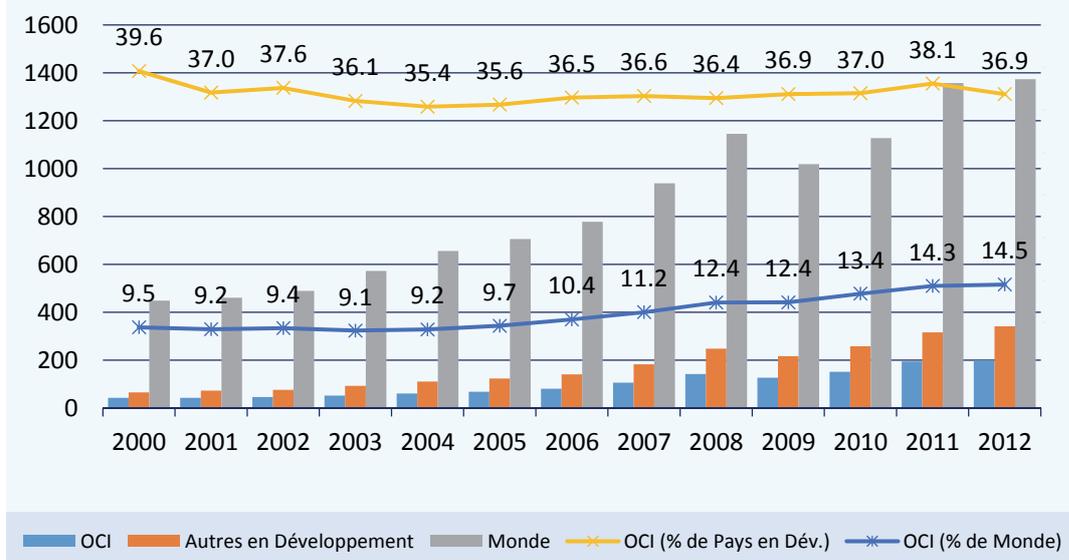
exportations totales alimentaires des pays de l'OCI ont représenté 8% d'exportations alimentaire de total mondial et 21% d'exportations totales alimentaire des pays en développement au cours de la période 2000-2012.

Au niveau de pays individuel, des exportations alimentaires sont concentrées dans certains pays membres de l'OCI, où en 2012, seulement 10 pays, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, la Turquie, les Emirats Arabes Unis, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Côte d'Ivoire, le Pakistan, l'Egypte et le Maroc ont ensemble représenté 84% de toutes les exportations alimentaires des pays de l'OCI. D'ailleurs, seulement trois d'entre eux, à savoir l'Indonésie, la Malaisie et la Turquie ont représenté 58% de toutes les exportations alimentaires des pays de l'OCI (Schéma 6.3).

D'une part, les importations alimentaires mondiales ont également montré une tendance à la hausse, où les importations alimentaires des pays avancés ont augmenté de 341 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 834 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012 (Schéma 6.4). En attendant, les importations alimentaires totales des pays de l'OCI ont augmenté de 43 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 199 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012. Au cours de la même période, les importations alimentaires des pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI ont également augmenté à 341 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012 de 65 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000. En moyenne, l'importation alimentaire totale de l'OCI a représenté 11% de celle du monde et 37% de toutes les importations alimentaires des pays en développement.

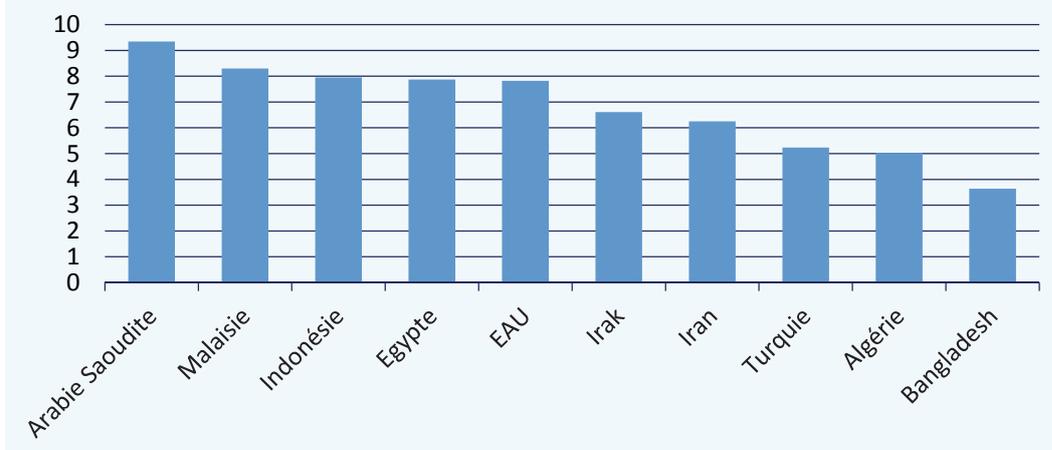
De même que le cas dans des exportations alimentaires, les importations alimentaires de l'OCI sont également concentrées dans certains pays membres, où en 2012, les 10 pays principaux d'importation alimentaire de l'OCI, à savoir l'Arabie Saoudite, la Malaisie, l'Indonésie, l'Egypte, les Emirats Arabes Unis, l'Irak, l'Iran, la Turquie, l'Algérie, et le Bangladesh ont représenté 68% de toutes les importations alimentaire des pays de l'OCI (Schéma 6.5). Au cours de la période 2000-2012, la croissance des exportations alimentaires étaient supérieures par la croissance des importations alimentaires dans les pays de l'OCI. Le déficit de secteur alimentaire des pays de l'OCI a augmenté rapidement de 16 milliards de dollars des Etats-Unis en 2000 à 67 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012 (Schéma 6.6).

Schéma 6.4
Importations Alimentaires (milliards de dollars des Etats-Unis)



Source: Base de données en ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Tableau 16 en Annexe)

Schéma 6.5 Les 10 Importateurs Alimentaires Principaux de l'OCI, 2012



Source: Base de données en ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Tableau 16 en Annexe)

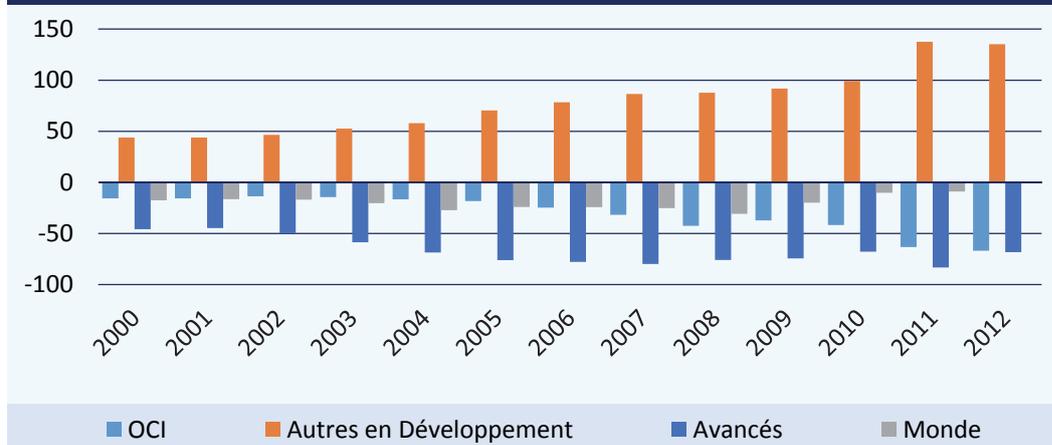
Ceci indique clairement que les pays de l'OCI, comme un groupe, sont en moyenne les importateurs alimentaires nets, où la plupart d'entre eux comptent toujours fortement sur des importations de divers produits alimentaires pour satisfaire leur demande alimentaire domestique croissante. Cette situation a été reflétée dans une tendance fortement croissante de déficit du secteur alimentaire dans les pays de l'OCI comme groupe, similaire à celui du déficit moyen de secteur alimentaire du monde. Notamment, au cours de la même période, les pays avancés étaient également les importateurs alimentaires nets. Cependant, les pays en développement qui ne font pas partie de l'OCI, en revanche, ont réalisé un excédent fortement croissant du secteur alimentaire.

Au niveau de pays individuel, on a observé que seulement 7 pays de l'OCI, à savoir l'Indonésie la Malaisie, la Turquie, le Côte d'Ivoire, l'Ouganda, la Guyane, et la Mauritanie ont enregistré l'excédent de balance du secteur alimentaire en 2012 (calculé basé sur les données de l'OMC).

6.2. Pays Déficitaires à Faible Revenu Alimentaire et l'Aide Alimentaire

Selon des classifications récentes de la FAO, 27 pays membres de l'OCI s'avèrent parmi les 55 Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV), la plupart d'entre eux est dans l'Afrique Subsaharienne

Schéma 6.6 Balance de Secteur Alimentaire (Milliards de dollars des Etats-Unis)



Source: Base de données en ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce, Analyse de personnel de SESRIC DR

TABLEAU 6.1

Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) dans les Pays Membres de l'OCI

Afghanistan	Gambie	Sénégal
Bangladesh	Guinée	Sierra Leone
Benin	Guinée-Bissau	Somalie
Burkina Faso	La République du Kirghizistan	Soudan
Côte d'Ivoire	Mali	Tadjikistan
Cameroun	Mauritanie	Togo
Tchad	Mozambique	Ouganda
Comores	Niger	Ouzbékistan
Djibouti	Nigeria	Yémen

Source: www.fao.org

et les régions arides de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord-Est (Tableau 6.1). Généralement la majorité de PFRDV sont caractérisées par le niveau de revenu faible, les conflits, l'instabilité politique et la forte présence de la malnutrition. Ils ne peuvent pas suffisamment produire l'alimentation pour satisfaire leurs demandes intérieures tandis qu'en raison du manque de ressources, ils ne peuvent pas l'importer aussi bien.

TABLEAU 6.2

Pays Membres de l'OCI en Crise et en Ayant Besoin de l'Aide Externe *

1- Déficit exceptionnel de production alimentaire/d'approvisionnements globaux

Iraq	Escalade de conflit et non-financement interne pendant la moisson en hiver
Syrie	Conflit Civil

2- Manque répandu d'accès

Burkina Faso	Afflux des réfugiés du Mali
Tchad	Afflux des réfugiés le Darfour, CAR et du Nigéria du nord
Djibouti	Saison des pluies pauvre, assistance humanitaire réduite
Guinée	Prix alimentaires élevés
Mali	Conflit civil et insécurité au Mali du nord
Mauritanie	Afflux des réfugiés du Mali, prix alimentaires élevés
Niger	Crise successive de sécurité alimentaire, récolte inférieure à la moyenne de culture
Sierra Leone	Inflation élevée à long terme
Yémen	Conflit prolongé, pauvreté, Prix alimentaires et de carburant élevés

3- Insécurité alimentaire localisée grave

Afghanistan	Conflit, catastrophes naturelles
Cameroun	Chocs dus aux conditions atmosphériques, afflux des réfugiés de la CAR
Côte d'Ivoire	Conflit, personnes intérieurement déplacées
Kirghizistan	Prix alimentaires élevés, récolte incertaine
Mozambique	Catastrophes naturelles (forte pluie et inondations)
Sénégal	Déficits de production, prix alimentaires élevés
Somalie	Sécheresse, conflit civil
Soudan	Conflit, personnes intérieurement déplacées
Ouganda	Déficits de production

Notes: * On s'attend à ce que **des pays dans la crise ayant besoin de l'aide externe** manquent des ressources pour traiter des problèmes critiques signalés d'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires sont presque toujours dues à une combinaison des facteurs mais afin de la planification de réponse, il est important d'établir si la nature des crises alimentaires est principalement relative au manque de disponibilité de nourriture, à l'accès limité à la nourriture, ou aux problèmes graves mais localisés. En conséquence, la liste Pays ayant besoin de l'aide externe est organisée en quatre larges, pas mutuellement en exclusivité, catégories:

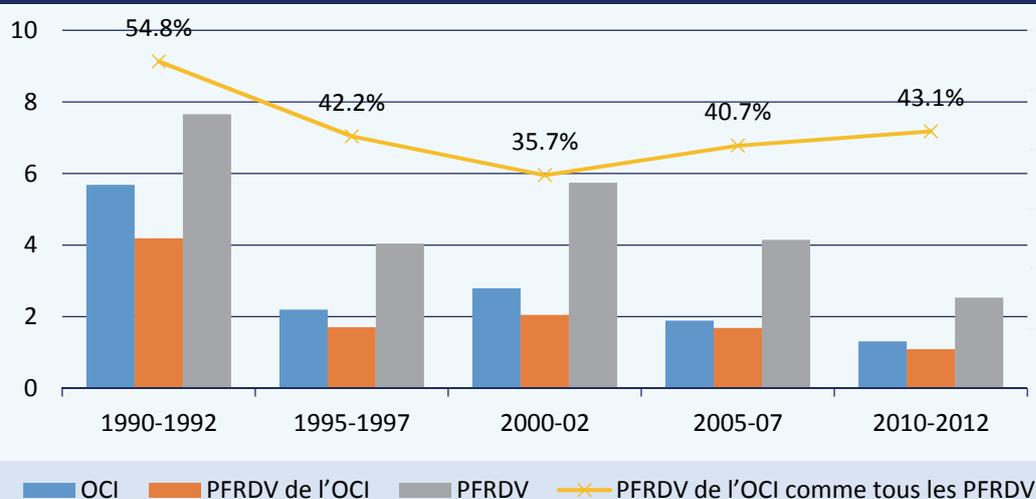
1- Pays **faisant face à un déficit exceptionnel de production alimentaire/d'approvisionnements globaux** en raison de l'échec de culture, des catastrophes naturelles, de l'interruption des importations, de la rupture de la distribution, des pertes après la moisson excessives, ou d'autre goulots d'étranglement d'approvisionnement.

2- Pays avec le **manque répandu d'accès**, où une majorité de la population est considérée incapable d'obtenir la nourriture des marchés locaux, dus aux faibles revenus, aux prix alimentaires particulièrement élevés, ou à l'incapacité de circuler dans le pays.

3- Pays avec l'**insécurité alimentaire localisée grave** due à l'afflux des réfugiés, à une concentration des personnes intérieurement déplacées, ou aux secteurs avec des combinaisons d'échec de culture et de pauvreté profonde.

Source: FAO (2012), " Perspectives de Culture et Situation Alimentaire, juin 2012.

Schéma 6.7 Expéditions Totales d'Aide de Céréale (million de tonnes métriques)



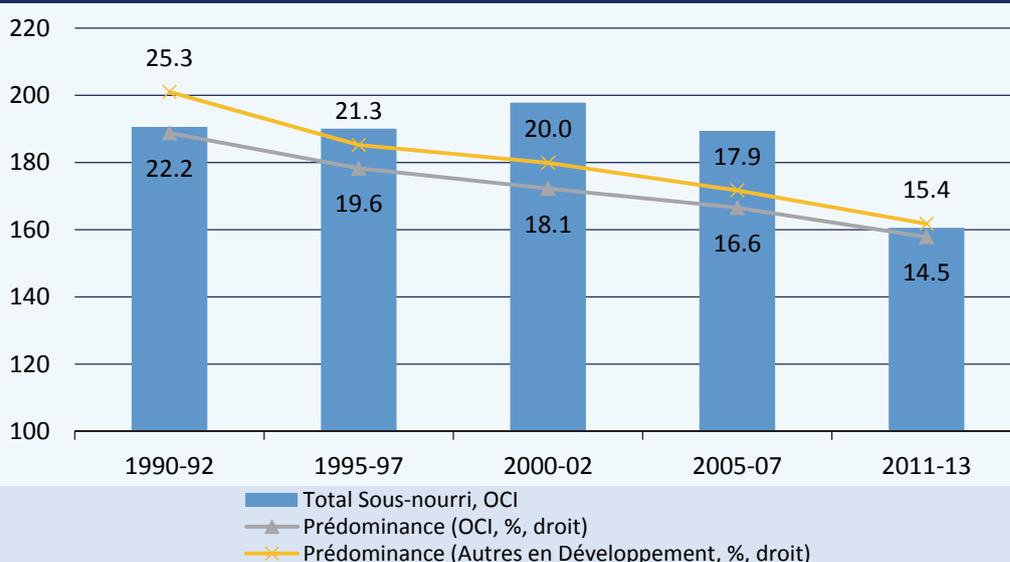
Le volume d'expéditions d'aide de céréale aux pays de l'OCI a diminué au fil du temps

Source: Base de données en ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Tableau 17 en Annexe)

D'ailleurs, les conflits internes dans certains de ces pays, en particulier en Afrique, sans doute, affectent négativement tous les aspects de la vie, non seulement en aggravant les conditions défavorables de vie mais également en restant comme obstacles devant le potentiel pour le développement économique. Les conditions peu sûres dans ces pays le rendent également difficile pour les aides alimentaires à partir d'autres pays ou organisations internationales pour assister les secteurs dans le besoin. À cet égard, les pénuries alimentaires ont continué à affecter un nombre significatif des 27 PFRDV de l'OCI, où 18 d'entre eux ont été classifiés par la FAO comme « Pays dans la Crise ayant Besoin de l'Aide Externe » (Tableau 6.2)

Par conséquent, il y a peu de décennies, les Nations Unies ont lancé son programme d'aide alimentaire pour ces pays. L'aide alimentaire a joué un rôle important pour aider ces pays à

Schéma 6.8 Malnutrition dans les Pays Membres de l'OCI



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableaux 18 et 19 en Annexe, Analyse de personnel de SESRIC DR (FAO))

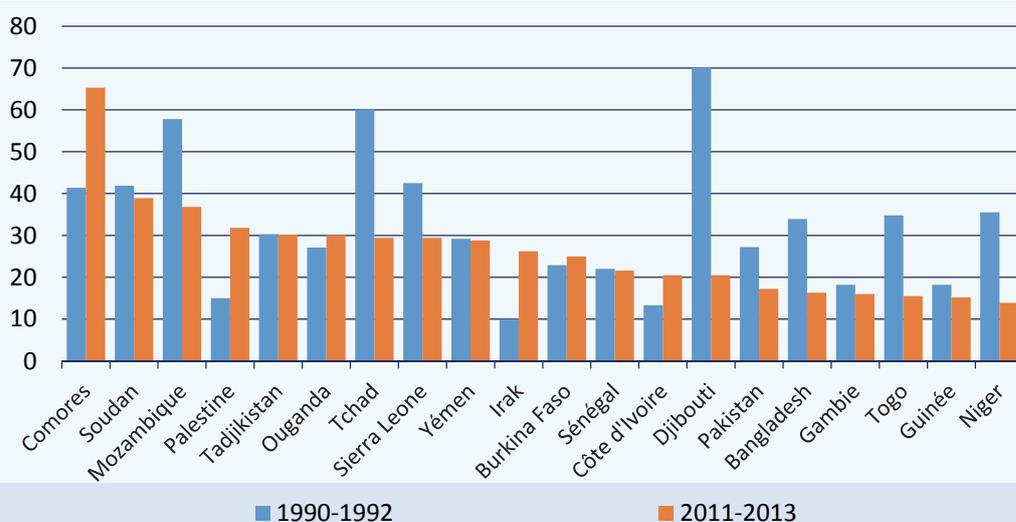
assurer la disponibilité alimentaire pour leurs pauvres ménages et pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire élevée. Initialement, l'aide programmée avait la priorité, et l'aide alimentaire de secours était aux niveaux très bas. Cependant, au cours des années, dues aux conflits croissants, guerres, conditions climatiques défavorables et le dé-financement de population, le Centre du Programme d'Aide Alimentaire des Nations Unies a été changé de l'aide alimentaire programmée en aide alimentaire de secours. Néanmoins, certains PFRDV avec la forte présence de l'insécurité alimentaire sont les destinataires encore permanents de l'aide alimentaire.

Selon les statistiques de l'aide alimentaire de la FAO, le volume de l'aide de céréale en termes absolus a diminué, lors des dernières deux décennies. Suivant les indications du schéma 6.7, les livraisons totales d'aide de céréale aux pays de l'OCI ont ralenti à 1.3 million de tonnes métriques en 2010-12, de 5.6 millions de tonnes métriques en 1990-92, correspondant à une diminution de 76%. Les expéditions totales d'aide de céréale à tous les PFRDV ont également diminué de 7.6 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 2.5 millions de tonnes métriques en 2010-12, correspondant à une diminution de 67%. De même, toutes les expéditions d'aide de céréale aux PFRDV de l'OCI ont diminué de 4.2 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 1.1 millions de tonnes métriques en 2010-12, correspondant à une diminution de 74%. En conséquence, l'action des PFRDV de l'OCI dans les expéditions totales d'aide de céréale à tous les PFRDV a également diminué de 55% à 43% au cours de la période à l'étude.

6.3. Privation Alimentaire (Personnes Sous-nourris)

Selon les évaluations récentes de la FAO (SOFI, 2013), environ 842 millions de personnes à travers le monde sont maintenant sous-nourris qui représente 12.0 % de la population mondiale, ou un parmi huit personnes. La majorité de ces personnes sous-nourris résident dans des régions en développement de l'Asie et Pacifique (552 millions), l'Afrique Subsaharienne (223 millions) et l'Amérique Latine et les Caraïbes (47 millions). Étant une partie substantielle des pays en développement, les pays membres de l'OCI ne sont pas une exception. En 2011-13, il y avait 161 millions de personnes sous-nourris dans les pays de l'OCI (Schéma 6.8), correspondant à 19% des personnes sous-nourris de total mondial. D'une part, la prédominance de la malnutrition (c.-à-d. l'action des personnes sous-nourris dans la population totale) dans les pays de l'OCI a diminué de 22.2% en 1990-92 à 14.5% en 2011-13 en restant au-dessous de l'autre moyenne de pays en développement de 15.4% et au-dessus de la moyenne du monde de 12.0% au cours de la même période.

Schéma 6.9
Prédominance de la Malnutrition (% de Population Totale)



Source: Base de données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT (Tableau en Annexe)

Au niveau de pays individuel, certains pays de l'OCI ont accompli le progrès impressionnant et l'action des personnes sous-nourries dans leur population totale a diminué de manière significative au cours de la période entre 1990-92 et 2011-13. Cependant, la prédominance de la malnutrition

FENÊTRE 5

Promotion de l'adoption de nouvelles variétés de riz : Adressage des coûts d'Adoption Rapide au Sierra Leone

Chercheurs: Jeannie Annan, Charles Dixon, Rachel Glennerster, Frances Kimmins, Tavneet Suri; **Endroit:** Sierra Leone; **Chronologie:** 2011-présent

Beaucoup de pays Africains ne produisent pas assez de riz pour répondre à leurs besoins croissants de consommation. Le Sierra Leone, un exportateur net de riz avant la guerre civile, doit maintenant importer un tiers de sa consommation totale à un coût élevé. La basse production de riz est une menace à la sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables, en particulier les pauvres ruraux qui cultivent le riz comme leur denrée de base alimentaire.

Une solution prometteuse est la diffusion des variétés à haut rendement de riz, telles que le Nouveau Riz des Variétés de l'Afrique (NERICA), qui sont devenues notoires comme « récolte de miracle » pour les fermiers africains de riz parce qu'elles combinent les qualités génétiques du riz asiatique (rendement élevé) et du riz Africain (de haute résistance à la sécheresse et à la maladie). NERICA a également une maturité plus courte et ainsi peut être moissonné dans la saison affamée avec les avantages potentiels de sécurité alimentaire. Cependant, il y a également des soucis que NERICA exige plus de travail et doit être séché pendant la saison des pluies. Les évaluations courantes suggèrent seulement 2 pour cent de fermiers de Sierra Leone d'utilisation des NERICA. Les variétés améliorées ont coûté le fermier des variétés de 40 à 100 plus que traditionnelles, représentant une barrière significative à l'adoption parmi de pauvres fermiers.

Les chercheurs ont cherché à examiner si les graines améliorées sont salutaires pour les pauvres au Sierra Leone et comment bien favoriser la prise étant donnée les coûts élevés d'adoption à temps. Les adopteurs précoces produisent des extériorités positives aux fermiers et communautés environnantes en fournissant l'information sur l'efficacité de nouvelles variétés et comment tirer le meilleur de ces variétés en conditions locales.

Source: MIT, The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL)

était toujours élevée dans plusieurs pays de l'OCI, en particulier dans les PFRDV de l'OCI en Afrique Subsaharienne et Asie du Sud comme les Comores, la Mozambique, le Soudan, le Tchad, le Sierra Leone, le Togo et le Yémen (Schéma 6.9). Il est, donc, facile d'arguer du fait que l'alimentation et la crise économique dans 2007-2008 ont détérioré l'état de la sécurité alimentaire dans plusieurs de ces pays où les prix élevés de denrées alimentaires ont eu des répercussions socio-économiques négatives plus graves dans ces pays que dans les autres.

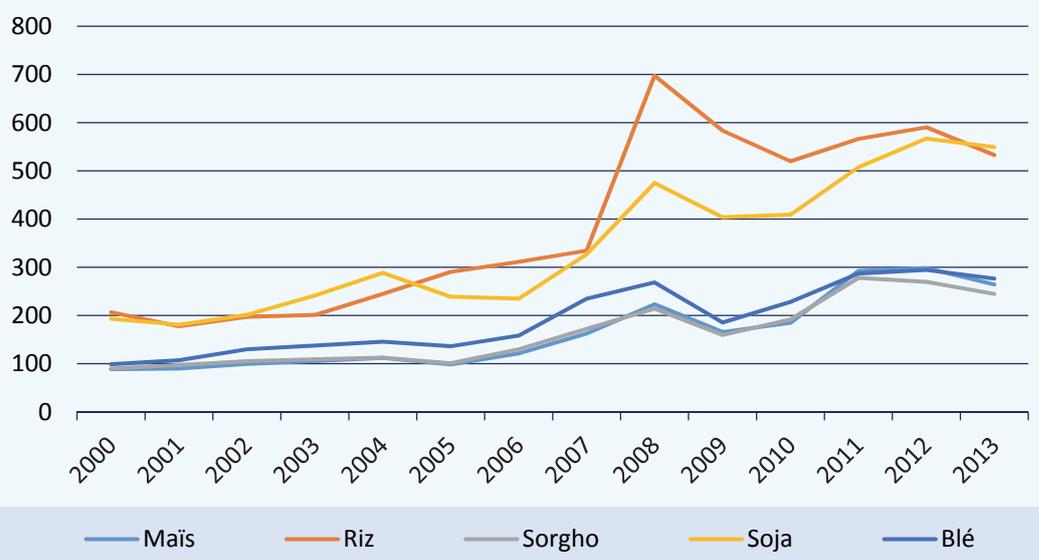
6.4. Prix de denrées alimentaires

Les PFRDV sont plus vulnérables que d'autres à toute élévation des prix de denrées alimentaires internationaux en termes d'augmenter leurs factures d'importation alimentaire et déficits commerciaux, posant des impacts négatifs sérieux sur les secteurs socio-économiques de base tels que des soins de santé et l'éducation, et, par conséquent, empirant l'état de la sécurité alimentaire en augmentant le nombre de personnes sous-nourries. D'ailleurs, les conflits internes dans certains de ces pays ont fait abandonner un grand nombre de fermiers leurs terres et, en conséquence, ont négativement affecté la production et le commerce de l'alimentation et ont contribué de façon rapide à l'augmentation des prix internes des produits alimentaires.

Lors de la crise alimentaire de 2006-08, les prix de tous les produits alimentaires principaux étaient témoin d'une augmentation exponentielle et ont atteint à leurs crêtes historiques en 2008. Après qu'une légère diminution en 2009, prix de la plupart des produits principaux alimentaire ait montré encore une fois une tendance à la hausse. À partir de 2013, les prix du maïs, le sorgho, le soja et le blé étaient au-dessus de leurs 2008 niveaux. Suivant les indications du schéma 6.10, les prix de blé ont atteint 276/ton de dollars des Etats-Unis en 2013, enregistrant l'augmentation presque de 3% de prix en 2008. Correspondant à une augmentation de 18% leurs niveaux de 2008,

Schéma 6.10
Prix des Marchandises Alimentaires Importantes (US\$/tonnes)

Les prix des marchandises alimentaires importantes sont à la hausse

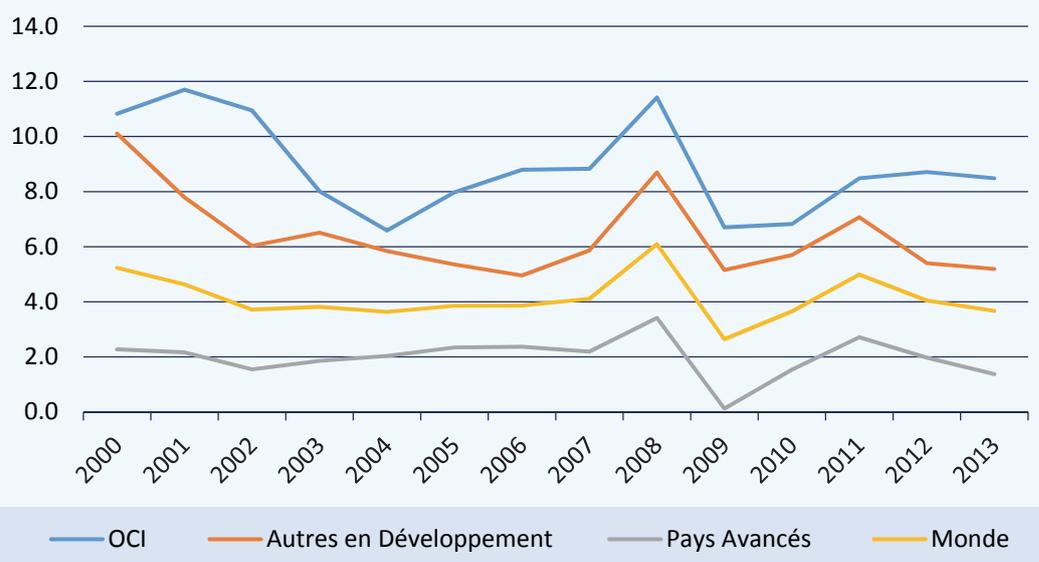


Source: La FAO, base de données internationale de prix des produits de base, analyse de personnel de SESRIC DR

les prix de maïs ont atteint en 2013 264/ton en dollars des Etats-Unis. En attendant, les prix du sorgho ont augmenté de 14% et soja de 16% au-dessus des prix de 2008.

Au niveau de pays individuel de l'OCI, les prix des produits alimentaires importants ont montré différentes tendances. Selon les « Perspectives de Récolte et Situation Alimentaire » de la FAO de 2012, en février 2011 les prix du millet au Niger et Burkina Faso étaient 12% et 9%, respectivement, inférieur ses niveaux du février 2010. Cependant, au cours de la même période, les prix du blé au Bangladesh ont augmenté de 40%. Au Kirghizstan, les prix de la farine de blé en février 2011 étaient 70% plus hauts que son niveau en février 2010.

Schéma 6.11
Inflation: Changement Annuel d'Indice des Prix à la Consommation (pour cent)



Source: FMI, base de données de Perspective Economique Mondiale (2014), analyse de personnel de SESRIC DR

De façon générale, en dépit d'une légère diminution des prix de denrées alimentaires internationaux dans certains pays, les prix de denrées alimentaires sont toujours très élevés dans plusieurs régions du monde, particulièrement dans les pays en développement. Selon des statistiques de la FAO, les prix élevés de denrées alimentaires persistent toujours dans plusieurs pays en développement, y compris des membres de l'OCI, où les prix de certains produits alimentaires importants comme le maïs, sorgho, soja et le blé sont sensiblement plus élevés que leur niveau de crise alimentaire en 2008.

Assurément, l'augmentation des prix alimentaires et la volatilité observées lors de et après la crise alimentaire de 2006-08 ont causé des impacts socio-économiques négatifs sérieux sur les économies de plusieurs pays en développement, y compris les membres de l'OCI et ont créé, en conséquence, d'autres difficultés pour des millions de personnes qui souffraient déjà de la faim et de la pauvreté dans ces pays. Les PFRDV de l'OCI ont été bien exposés à ces impacts négatifs que les autres, où l'inflation de prix de denrées alimentaires a empiré la situation déjà détériorée de la sécurité alimentaire dans ces pays, augmenté les factures d'importation alimentaire et les déficits commerciaux, déclenché la ligne principale d'inflation et, ainsi, des impacts négatifs sérieux posés sur la santé et l'éducation des pauvres personnes dans ces pays qui dépensent la partie de leur revenu sur la consommation alimentaire.

TABLEAU 6.3

Contribution de Prix Alimentaire à l'Indice des Prix à la Consommation (fév. 2011 à fév. 2012)

	% totaux de changement de l'IPC	Inflation de Prix Alimentaire,%	Action de Dépense Alimentaire, %	Contribution Alimentaire au Changement de l'IPC, %
Pays en Développement				
Ethiopie	32	41.4	57	7.3
Venezuela	26.3	30.1	29.5	8.9
Ouganda	25.7	27.3	27.2	7.4
Tanzanie	19.7	26.2	47.8	12.5
Kenya	18.3	24.6	36	8.9
Nigéria	10.9	13.1	51.8	6.8
Malawi	10.3	6.1	56.3	3.4
Pakistan	10.1	9.2	45.5	4.2
Argentine	9.7	8.1	20.3	1.6
Bangladesh	9.7	10.9	52	5.7
Algérie	9.4	12.3	43.8	5.4
Pays Avancés				
Les Etats-Unis	2.9	5.3	7.8	0.6
France	2.3	3.6	14.7	0.4
Allemagne	2.1	3	10.4	0.4
R-U	3.6	3.5	11.8	0.4
Japon	0.1	1.4	19	0.2
Espagne	2	2.3	18.2	0.3
Pologne	4.6	4.7	24.1	0.6

Source: OECD-FAO, *Perspective Agricole 2012-2021*

L'inflation de prix de denrées alimentaires a joué, donc, un rôle important en augmentant le taux d'inflation en termes de changement d'indice des prix à la consommation à travers le monde. Cependant, considérant que l'action alimentaire est élevée dans toutes les dépenses de ménage dans les pays en développement, l'augmentation des prix alimentaires et la volatilité ont causé une inflation plus élevée dans ces économies. Suivant les indications du schéma 6.11, le taux d'inflation du monde a montré une tendance volatile après 2004. À partir de 2013, il a atteint 3.7% qui est sensiblement inférieur à son niveau en 2008.

Dans les pays de l'OCI, le taux d'inflation moyen a été sensiblement plus élevé que la moyenne des économies avancées et en développement. Lors de 2001-2004, le taux d'inflation moyen de l'OCI a montré une évolution à la baisse et a diminué de son niveau maximal de 11.7% approximativement à 6.6% mais ensuite il a commencé à augmenter modérément jusqu'en 2007. Cependant, déclenché par l'augmentation des prix alimentaires et de carburant, l'inflation a rebondi au niveau à deux chiffres de 11.4% à la fin de 2008, presque le double du taux d'inflation moyen du monde. En dépit d'une diminution ensuite, l'inflation moyenne a accéléré à 8.5% en 2013.

FENÊTRE 6

Migration de Travail Provisoire comme Réduction : Stratégies pour Lutter contre la Famine Saisonnière

Chercheurs: Gharad Bryan, Shyamal Chowdhury, Mushfiq Mobarak; **Endroit:** Zones de Kurigram et de Lalmonirhat au Bangladesh du nord-ouest ; **Chronologie:** 2008

Il est commun pour les travailleurs agricoles dans d'autres régions du Bangladesh au commutateur aux marchés du travail non agricoles locaux ou pour émigrer aux marchés du travail informels urbains à la recherche des salaires plus élevés en réponse aux augmentations des prix et aux baisses de salaire pendant la saison avant la récolte. S'il trouve le travail, le travailleur peut envoyer l'argent de nouveau à son famille pour aider à alléger les effets de la saison maigre avant la récolte. Cependant, ceci n'est pas généralement vu dans la zone de Rangpur. Un aperçu national a constaté que 22 pour cent de tous les ménages bangladais reçoivent des remises domestiques, alors que seulement 5 pour cent de ménages dans Rangpur rapportaient recevoir des remises domestiques. Cette intervention cherche principalement à comprendre pourquoi ces ouvriers Monga-affectés semblent hésitants d'émigrer de façon saisonnière pour améliorer des offres d'emploi.

Les chercheurs ont trouvé que l'offre d'une incitation pour émigrer a eu un grand effet sur la probabilité de la migration saisonnière. Plus de 40 pour cent de ménages qui ont reçu de l'argent comptant ou incitation de crédit a émigré, comparés à seulement 14 pour cent de ménages ne recevant pas une incitation. La fourniture des informations au sujet des offres d'emploi sans incitations a seulement augmenté la probabilité qu'une personne d'un ménage a émigré par 3 points de pourcentage. Ces résultats suggèrent que les contraintes de crédit ou d'économie réduisent la migration.

L'exigence aux migrants de former des groupes de trois au lieu des paires a réduit la probabilité de migration de presque 6 points de pourcentage. La migration dans de plus grands groupes change la dynamique pour les individus impliqués en ce qui concerne le fait d'employer les réseaux sociaux pour trouver un travail et partager les risques de la migration avec leurs associés. Quand des associés sont affectés, le plus grand groupe réduit la propension d'émigrer par seulement 3 points de pourcentage tandis que dans les groupes autonomes choisis, devant constituer un plus grand groupe réduit la propension d'émigrer par presque 9 points de pourcentage. Ceci suggère que les gens puissent avoir l'ennui de constituer des groupes et trouver le bon ensemble d'associés avec qui ils peuvent émigrer.

Le placement des restrictions à la destination d'un migrant a diminué la réceptivité de l'incitation de migration de 7.4 points de pourcentage. La distance à la destination semble également être une considération importante. Par exemple, une fois confrontés à l'option de la migration à deux villes classées semblables avec des opportunités de marché comparables, les ménages ayant 12 points de pourcentage étaient susceptibles d'émigrer à la ville la plus proche. Cependant, la taille du marché du travail est bien plus importante : les migrants sont 6 points de pourcentage plus probablement pour accepter l'offre quand Dhaka est spécifié comme destination comparée à quel niveau une plus petite ville voisine, Munshiganj, est offerte.

Source: MIT, The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL)

L'action des prix de denrées alimentaires dans l'inflation mondiale est plus grande dans les économies en développement comparées aux pays avancés étant donné que l'alimentation constitue une plus grande partie du panier de consommation totale de ces pays. Du février 2011 au février 2012, l'inflation alimentaire a contribué 6.8 points de l'indice des prix à la consommation

10.9% total (IPC) au Nigéria, 4.2 points de l'IPC de 10.1% au Pakistan, 5.7 points de l'IPC de 9.7% au Bangladesh, et 5.4 points de l'IPC de 9.4% en Algérie (Tableau 6.3).

En plus de son effet direct sur l'inflation, l'augmentation des prix alimentaires a également augmenté le taux d'inflation par les canaux indirects tels que posant la pression à la hausse sur la croissance de salaire et augmentant les prix des produits non-alimentaires. La plupart des pays en développement de revenu faible, où l'alimentation représente la partie principale dans les dépenses de consommation, étaient témoin de ces effets indirects plus sévèrement que les autres. Selon des évaluations de FMI, l'inflation dans les pays à faible revenu pourrait doubler surtout dirigée par des prix plus élevés de denrées alimentaires (FMI, WEO 2012).

En raison d'une action plus élevée de l'alimentation dans des dépenses de ménage, les gens dans les pays en développement sont habituellement laissés avec un revenu très faible pour d'autres Services Sociaux de base tels que l'éducation, les soins de santé, et le logement. L'inflation alimentaire aggrave cette situation en affectant le revenu réel de pauvres ménages négativement. L'évidence des chocs précédents de revenu réel suggère qu'il y ait un risque significatif aux résultats éducatifs pour les pauvres car ils ne peuvent pas se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école, et à la place ils les mettent dans des activités productives pour soutenir les dépenses de ménage. Par exemple, en 1997/98, Burkina Faso a fait face à une augmentation de plus de 40% des prix des trois cultures vivrières principales - sorgho, millet, et maïs surtout déclenché par le déclin substantiel dans l'output agricole à cause de la sécheresse (Grimm, 2009). En conséquence, les producteurs ainsi que les consommateurs de l'alimentation étaient négativement affectés et leur revenu réel a détérioré qui, à leur tour, a mené à une partie essentielle soustraite de leur dépense sur l'éducation et une baisse plus de 10% dans les taux d'inscription. Un autre exemple est le Bangladesh, où une enquête de la Banque Mondiale (octobre 2008) a indiqué qu'environ la moitié des ménages examinés a réduit leur dépense sur l'éducation pour faire face aux prix de denrées alimentaires en hausse.

Les prix plus élevés de denrées alimentaires ont également des effets nuisibles sur la santé, en particulier dans les segments pauvres de la société, où en raison du revenu faible et de l'action élevée de l'alimentation dans leurs dépenses totales, les pauvres personnes sont laissées sans aucun choix que réduire la quantité et la qualité de l'alimentation. En conséquence, le manque de nutrition appropriée dans un état de santé déjà pauvre augmente l'exposition de pauvres personnes, en particulier les enfants, aux maladies.



7. Coopération de l'OCI dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire : Opportunités et Propositions de Projet

7.1. Historique

L'importance du secteur d'agriculture dans les économies des Pays Membres de l'OCI, particulièrement l'importance des questions relatives à la sécurité alimentaire, et, ainsi, les besoins urgents pour la croissance et le développement dans le secteur d'agriculture avaient été identifiés tout à fait tôt. On a également réalisé que la question alimentaire est étroitement liée avec la production agricole, la productivité, l'utilisation d'intrants, l'infrastructure, les politiques agricoles, et les questions commerciales. En conséquence, dans le cadre de son agenda économique rapide en expansion, l'OCI a commencé à se concentrer tout à fait intensivement sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, en particulier lors des années 80.

Le plan d'action de l'OCI de 1981 pour renforcer la coopération économique des pays membres de l'OCI, qui a été adopté par la Troisième Conférence au Sommet Islamique tenue à Makkah Al Mukarramah en janvier 1981, a contenu une section sur la coopération dans le secteur de la sécurité et de l'agriculture alimentaire, qui a accentué les points suivants:

- En vue de créer le développement équilibré de l'agriculture et des secteurs industriels, un plus grand accent sera placé sur les industries agro-basées et agro-connexes telles que la production des tracteurs, engrais, l'industrie de Graines, pesticides ainsi que le traitement des matières premières agricoles;
- Pour assurer la sécurité alimentaire dans le monde Islamique, des stocks régionaux de réserve alimentaire doivent être créés;
- Des mesures nécessaires seront prises pour améliorer l'infrastructure agricole et les équipements de transport;
- Des moyens alternatifs seront conçus et considérés pour aborder des phénomènes naturels tels que la désertification, le déboisement, la notation de l'eau et la salinité;

- La Banque Islamique de Développement et d'autres institutions financières devraient jouer des rôles plus actifs dans le financement des projets alimentaires et agricoles des pays membres aux niveaux nationaux et communaux.

Trois conférences des ministres de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole ont eu lieu au cours de la période 1981-1988. La Première Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Ankara en octobre 1981, a adopté un « Programme d'Action » dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture pour les pays membres de l'OCI. La Deuxième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Istanbul en mars 1986, passé en revue l'exécution des décisions a adopté plus tôt et a délibéré sur de nouveaux domaines possibles de coopération dans le secteur d'agriculture, y compris la pêche et la technologie de pêche, l'industrie de Graines, l'irrigation et la production animale et le bétail. La Troisième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Islamabad en octobre 1988, a passé en revue de divers aspects alimentaire et a adopté des indicateurs afin de surveiller le niveau de la sécurité alimentaire dans les pays membres. La Conférence a également recommandé la collaboration dans le bétail et a accepté l'établissement d'une réservation de la sécurité alimentaire de l'OCI basée sur le principe de l'indépendance collective. Cependant, le progrès certain sur tous ces domaines de coopération des pays membres était très limité.

La version 1994 du plan d'action de l'OCI pour renforcer la coopération économique des pays membres de l'OCI, qui a été approuvé par la Septième Conférence au Sommet Islamique tenue à Casablanca en décembre 1994, a identifié « l'Alimentation, l'Agriculture et le Développement Rural » en tant qu'un des dix domaines principaux prioritaires de la coopération des pays de l'OCI. Le plan a souligné les problèmes majeurs se posant à la communauté de l'OCI dans le domaine de l'alimentation et l'agriculture telle que la faim, la malnutrition, la famine, la pauvreté généralisée et de masse, la désertification et la sous-utilisation des potentiels existants, l'insuffisance de la production alimentaire, les impacts de besoin d'importer la plupart de leurs produits alimentaires, et les factures concomitantes d'Importation alimentaire lourde qui ont mis une contrainte sur extrêmement la nécessité extrême de devises étrangères pour le développement mondial. Le plan, en conséquence, a spécifié quelques programmes d'actions à entreprendre au niveau de l'OCI comme suit:

- La promotion et l'expansion de Coopération dans le secteur de la recherche et le développement agricole des activités communes, en donnant un rôle pivot au secteur privé.
- Surmontant des menaces importantes à la production alimentaire provoquée par des parasites de plante et d'animal et des maladies par des systèmes de secours premières et d'autres mécanismes communs.
- L'identification et l'exécution des entreprises en participation dans le secteur alimentaire et de la production agricole, avec la participation active du secteur privé.
- Promotion des investissements en infrastructure rurale en se servant des installations en place dans l'OCI comprenant ceux à la BID, et le développement des systèmes de crédit agricole.

La quatrième conférence des ministres de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, qui a été tenu à Téhéran en janvier 1995, a adopté une déclaration qui a souligné la nécessité d'explorer des moyens pour augmenter la production agricole et a décidé pour passer en revue périodiquement la situation de la sécurité alimentaire dans tous les pays membres de l'OCI.

Plus récemment, « le Programme d'Action Décennal de l'OCI pour relever les défis faisant face à l'Oumma Musulman au 21ème Siècle », qui a été adopté par la Troisième Conférence au Sommet Islamique Extraordinaire tenue en Al Mukarramah de Makkah en décembre 2005, a souligné le besoin de soutenir le développement et la lutte contre la pauvreté dans les pays membres, en particulier dans les membres africains et moins développés. À cet effet, le programme a réclamé l'adoption d'un programme spécial pour le développement de l'Afrique et la favorisation des activités visées réalisant le développement économique et social dans ces pays, y compris le

soutien de l'industrialisation, l'activation de commerce et d'investissement, le transfert de technologie, allégeant leur endettement et supprimant les maladies.

La Cinquième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole tenue à Khartoum en octobre 2010 a poussé les pays membres à:

- Accorder à la sécurité alimentaire une haute priorité à leurs agendas et budgets de développement national ainsi que mobiliser des ressources pour exécuter des projets de la sécurité alimentaire et de développement agricole,
- Assigner un minimum de 6% des budgets nationaux aux programmes de la sécurité alimentaire et créer les conditions favorables pour attirer et soutenir des investissements à l'étranger dans le secteur agricole, la sécurité alimentaire et le développement rural,
- Formuler un cadre exécutif pour l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire dans des Etats Membres de l'OCI. Le cadre doit être exigible, résultats orientés, inclusive et compréhensive, y compris des chronologies et des repères.

La Réunion a également invité les pays donateurs et les établissements de financement Islamiques, en particulier la Banque Islamique de Développement, à augmenter leur financement pour des projets agricoles dans des Etats Membres avec l'emphase particulière sur l'habilitation de la plupart des segments vulnérables de population. Elle a également invité le secteur privé à augmenter l'investissement dans le secteur agricole et à développer l'association avec des gouvernements nationaux, et les corps non gouvernementaux pour favoriser la sécurité alimentaire et le développement rural dans les Etats Membres.

La Sixième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole tenue à Istanbul en octobre 2011 a réitéré le besoin des Etats Membres de l'OCI pour allouer plus de ressources sur leurs budgets nationaux aux programmes de développement agricole et de la sécurité alimentaire en conformité avec la résolution de la cinquième conférence des ministres. Elle a également invité les Etats Membres de l'OCI de continuer à soutenir les projets régionaux et frontaliers en visant à augmenter la coopération de l'intra-OCI dans le secteur de l'agriculture, le développement rural et de la sécurité alimentaire.

Récemment, l'agriculture et la sécurité alimentaire a été également identifiée en tant qu'un des six secteurs prioritaires dans la nouvelle stratégie du COMCEC dans le but d'augmenter la productivité du secteur d'agriculture et de soutenir la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. Avec cette nouvelle stratégie, les objectifs du COMCEC soutiennent la productivité du secteur d'agriculture, améliorent l'efficacité du rôle de normalisation et de support de l'état dans le secteur agricole et la sécurité alimentaire, favorisent la collecte de données fiable et à jour en vue d'assurer l'analyse saine du secteur et améliorent l'exécution du marché et l'accès des pays membres.

Malgré tous ces efforts, les pays de l'OCI n'ont pas atteint, au cours de ces longues années, les arrangements réalisables de coopération avec des résultats concrets dans le secteur de développement agricole et de la sécurité alimentaire pour aider les efforts de développement de la majorité des pays membres. Toutes les conférences et réunions mentionnées ci-dessus ont seulement mis en évidence, bien que pas encore réalisées, des idées qui visent à augmenter la coopération des pays membres de l'OCI dans la sécurité et l'agriculture alimentaire. Notamment, ces idées incluent:

- Le Renforcement de la coopération dans le domaine de la préparation et de l'exécution des programmes de la sécurité alimentaire aux niveaux régionaux et nationaux et dans la réadaptation et la reconstruction du secteur agricole dans les pays membres pauvres,
- le financement des projets alimentaires et agricoles au niveau national et communal,
- Solution des contraintes financières sur la production alimentaire,
- La Mise en commun de la technologie agricole entre des pays membres de l'OCI.

Dans ce contexte, l'adoption et la mise en œuvre du cadre exécutif pour l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI portent l'importance significative pour des cartes de route résultat-orientées et implantables de coopération des pays membres. Ce cadre a été rédigé par l'Office de Coordination du COMCEC, en collaboration avec les institutions relatives et internationales de l'OCI et soumis à la 28ème Session du COMCEC tenu à Istanbul en octobre 2012. Le projet de document est prévu pour être adopté par la Septième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole à tenir à Dakar en novembre 2013.

7.2. Promotion de l'Investissement de l'Intra-OCI dans le Secteur Agricole

7.2.1. Agriculture et Investissement

Généralement, le développement agricole et la sécurité alimentaire dans un pays peuvent être améliorés en augmentant l'output d'agriculture, en particulier les produits alimentaires, par la productivité agricole croissante ou la prolongation du secteur de terres arables (c.-à-d. apportant plus de terre sous culture). Ceci, naturellement, rend nécessaire la disponibilité des investissements appropriés dans le secteur d'agriculture au niveau national et/ou en termes d'investissements directs étrangers (IDE). Cependant, alors que l'investissement dans l'agriculture est une activité économique bien établie dans les pays avancés, il traîne toujours derrière dans plusieurs pays en développement, en particulier dans les pays agricole-basés moins développés et à faible revenu.

L'investissement dans des projets agriculture-orientés dans ces pays est souvent considéré comme un investissement à haut risque. Généralement c'est dû aux facteurs liés au climat faible d'affaires et d'investissement dans la plupart de ces pays. Ces facteurs incluent, notamment, le conflit et l'instabilité politique, les infrastructures physiques insatisfaisantes telles que le transport, la télécommunication, les machines agricoles et les technologies, et les systèmes bancaires et financiers inadéquats. En conséquence, bien qu'ils puissent bien-doté du potentiel élevé dans les ressources agricoles telles que les ressources humaines (main-d'œuvre agricole), les terres arables et les ressources en eau, il est très difficile pour plusieurs de ces pays de gagner l'accès au financement approprié pour leurs projets de développement agricole.

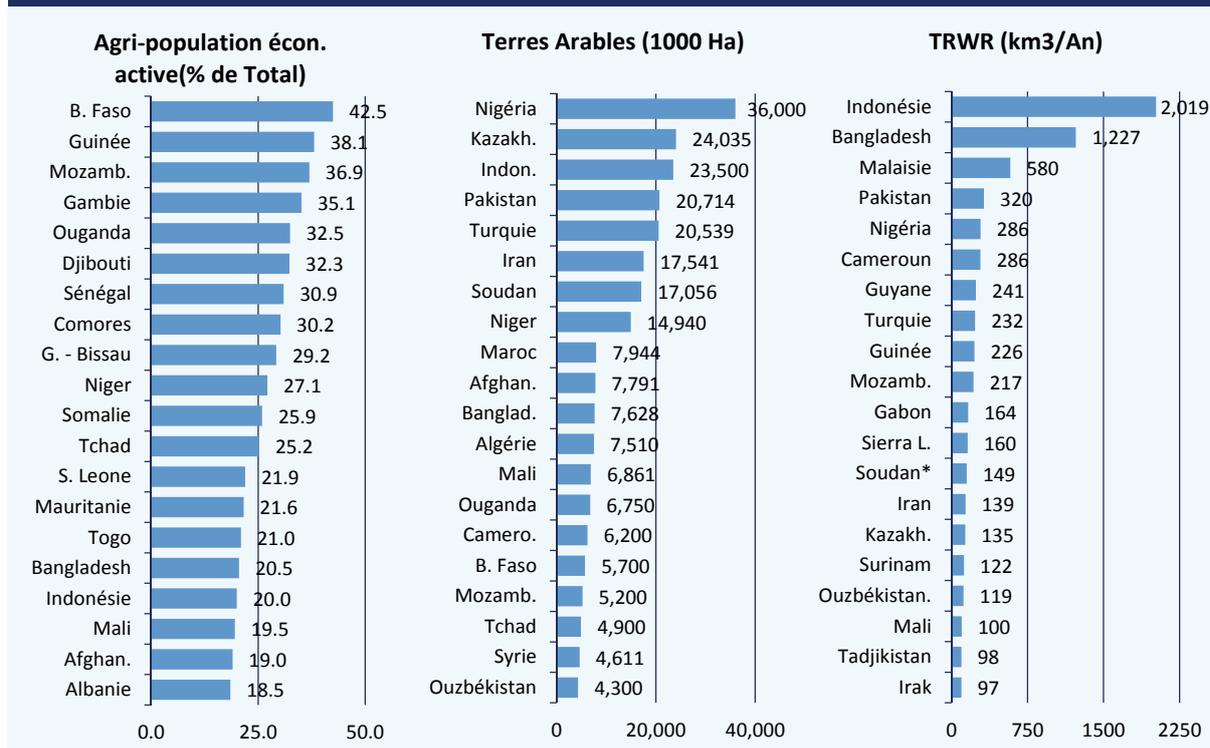
C'est particulièrement vrai dans le cas de plusieurs pays agricole-basés moins développés et à faible revenu de l'OCI où, en raison des ressources financières limitées, intérieurement et en termes de FDI, le potentiel agricole inhérent de ces pays ne se manifeste pas sous forme de niveaux raisonnables de développement agricole et de la sécurité alimentaire, où la plupart d'entre eux est encore classifiée comme les PFRDV avec des niveaux élevés des personnes sous-nourris. Par conséquent, l'investissement de l'intra-OCI dans des projets agricoles devrait être encouragé, en particulier dans les pays membres agricole-basés à augmenter la productivité agricole et/ou la prolongation des terres arables par l'approvisionnement en graines améliorées, engrais, machines agricoles et systèmes d'irrigation modernes ainsi que par le développement des infrastructures agriculture-connexes et le traitement des produits crus agricoles, en particulier produits alimentaires dans le but d'établir des industries agro-basées pour améliorer l'état de la sécurité alimentaire au niveau régional de l'OCI.

À cet égard, il est bien connu que les certains pays membres de l'OCI, en particulier les pays membres du CCG, aient cherché des investissements intéressants dans le secteur d'agriculture dans certains pays de l'OCI agricole-basés moins développés. Afin de favoriser et encourager un tel investissement de l'intra-OCI, des pays membres de l'OCI avec le potentiel élevé dans le secteur d'agriculture, en particulier en termes de main-d'œuvre agricole, les terres arables et les ressources en eau sont nécessaires pour être identifiés à s'assurer leur potentiel pour l'investissement de l'intra-OCI d'une manière encourageante dans le secteur d'agriculture. À cette fin, la section suivante essaye d'accentuer et évaluer les pays membres de l'OCI avec la plupart de potentiel afin d'attirer l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur agricole.

7.2.2. Pays Membres avec un Potentiel Agricole Plus Elevé

Les terres arables, la main-d'œuvre agricole et les ressources en eau sont les ingrédients principaux du secteur d'agriculture. Les 20 pays principaux de l'OCI en termes de disponibilité mondiale de ces trois ressources agricoles principales sont dépeints sur le schéma 8.1. Il est clair que 37 pays de l'OCI (19 d'entre eux sont les pays moins avancés) apprécient le potentiel élevé au

Schéma 7.1
Principaux Pays de l'OCI Basés sur l'Agriculture



Notes: Le Soudan comprend le Soudan du sud

Source: L'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture FAOSTAT et Bases de données en ligne d'AQUASTAT, Analyse moins en termes d'une des ressources agricoles trois-mentionnées. Ces pays ont pu en général être considérés comme pays membres de l'OCI agricole-basés et être classifiés dans 7 groupes comme suit:

- 1- Pays de l'OCI bien-dotés de la **main-d'œuvre agricole, des terres arables et des ressources en eau** : Le Bangladesh, le Cameroun, le Mali, la Mozambique et le Soudan.
- 2- Pays de l'OCI bien-dotés des **terres arables et des ressources en eau** : L'Indonésie, le Pakistan, le Nigéria, la Turquie, l'Iran, et le Kazakhstan.
- 3- Pays de l'OCI bien-dotés de la **main-d'œuvre agricole et des terres arables** : L'Afghanistan, Burkina Faso, Tchad, Niger, Ouganda.
- 4- Pays de l'OCI bien-dotés des **ressources en main-d'œuvre agricole et en eau** : Guinée et Sierra Leone.
- 5- Pays de l'OCI bien-dotés des **terres arables** : Le Maroc, l'Algérie Syrie, et l'Ouzbékistan.
- 6- Pays de l'OCI bien-dotés des **ressources en eau** : La Malaisie, la Guyane, le Gabon, le Surinam, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Irak.
- 7- Pays de l'OCI bien-dotés de la **main-d'œuvre agricole** : La Guinée-Bissau, la Gambie, le Djibouti, le Sénégal, les Comores, la Somalie, le Togo et la Mauritanie.

Généralement cette information accentue les pays de l'OCI qui pourraient être visés pour les investissements de l'intra-OCI dans le secteur d'agriculture. À la lumière d'une telle information, il pourrait être possible de suggérer à quels investissements de pays membres de l'intra-OCI devraient être dirigés et favorisés. Il pourrait être également possible de suggérer rudement le type de moyens agricoles que tels de ces investissements devraient être focalisés sur. D'une part, à la lumière de cette information il pourrait être possible de suggérer quelques larges recommandations pour servir de directives de politique auxquelles l'attention de ces pays doit être dessinée dans leurs efforts vers réaliser le développement agricole soutenable et attirer le FDI dans le secteur d'agriculture. On devrait, cependant, noter que la disponibilité seule des ressources n'est pas suffisante pour attirer l'investissement à l'étranger. De l'infrastructure à l'environnement commercial, l'éducation à la stabilité économique/politique, plusieurs facteurs affectent la décision d'investissement des propriétaires de base. Les pays avec les ressources abondantes devraient essayer d'améliorer d'autres conditions qui sont cruciales pour attirer les investisseurs.

En termes de disponibilité mondiale des trois ressources agricoles principales ensemble (travail, terre et eau), il semble que le Bangladesh, le Cameroun, le Mali, le Mozambique et le Soudan montrent la plupart de potentiel pour attirer l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur d'agriculture. Cependant, de la perspective des investisseurs, considérant la capacité limitée de ces pays pour attirer le FDI dû au climat relativement faible d'affaires et d'investissement et à l'infrastructure agricole pauvre, ces pays ne peuvent pas attirer l'intérêt suffisant des investisseurs. En raison de leurs environnements favorables d'affaires et d'investissement ainsi que l'abondance des terres arables et des ressources en eau, les pays dans le deuxième groupe (Indonésie, Pakistan, Nigéria, Turquie, Iran, et Kazakhstan) émergent comme des choix forts et ils comportent en évidence comme destinations fortement potentielles pour le FDI dans le secteur d'agriculture. Quoiqu'à un moindre degré, pour les raisons similaires, les pays dans le cinquième groupe (Maroc, Algérie, Syrie, et Ouzbékistan) et ceux dans le sixième groupe (Malaisie, Guyane, Gabon, Surinam, Ouzbékistan, Tadjikistan et Irak) peuvent également fournir de meilleures perspectives pour des investisseurs.

Les cinq pays dans le troisième groupe, à savoir l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Tchad, le Niger, l'Ouganda, montrent le potentiel élevé en termes de main-d'œuvre agricole et terres arables. Cependant, étant tous des pays moins avancés, ils doivent améliorer leur climat d'investissement afin de pouvoir attirer le FDI dans le secteur d'agriculture, surtout pour augmenter les niveaux de leur productivité agricole par l'investissement dans l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture et en présentant les systèmes d'irrigation modernes et les machines agricoles. En revanche, les deux pays dans le quatrième groupe, à savoir le Guinée et le Sierra Leone, montrent le potentiel élevé en termes de ressources en main-d'œuvre agricole et en eau. Ainsi, le défi dans ces pays est d'apporter à plus de terre par l'investissement dans le sous culture des graines améliorées, les engrais, les machines agricoles et les systèmes d'irrigation modernes ainsi que par le développement des infrastructures agriculture-connexes et le traitement des produits crus agricoles, en particulier les produits alimentaires.

D'une part, parmi les 37 pays agricole-basés, les huit pays dans le dernier groupe, à savoir le Guinée-Bissau, la Gambie, le Djibouti, le Sénégal, les Comores, la Somalie, le Togo et la Mauritanie, montrent le plus bas potentiel pour attirer le FDI dans le secteur d'agriculture donné la basse disponibilité des terres arables et des ressources en eau. En soi, ces pays doivent se concentrer sur le fait exploiter le potentiel non utilisé des terres arables et des ressources en eau existantes en améliorant les niveaux de la productivité agricole avec le fait de créer un environnement d'affaires et d'investissement raisonnable.

Pour résumer, il convient de noter que le potentiel fort mentionné ci-dessus des 37 pays de l'OCI comporte le potentiel fort de développement agricole quand leur abondance de ressource est considérée et cela constitue une solide plateforme pour attirer l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur d'agriculture. Cependant, il y a toujours un besoin d'identifier des projets et des investissements intéressants agriculture-orientés spécifiques dans ces pays. Ceci, naturellement, dépend des conditions géographiques et climatiques spécifiques ainsi que sur les dispositifs

spécifiques des ressources en terre et en eau dans chaque pays, et, ainsi, sur les récoltes appropriées à cultiver de manière faisable. Si d'autres questions liées à l'établissement un environnement des affaires et d'investissement favorables sont résolus, alors ces pays peuvent être parmi les destinataires supérieurs du FDI dans le secteur d'agriculture au niveau régional de l'OCI.

En fait, certains de ces pays, tels que la Turquie, la Malaisie, l'Indonésie, le Kazakhstan et le Nigéria, sont déjà parmi les 10 pays principaux de l'OCI en termes d'attraction du FDI (voir le Rapport Economique Annuel de SESRIC sur les Pays de l'OCI, 2012). En outre, comme montré plus tôt dans le tableau 2.2 dans la section 2 de ce rapport, plusieurs de ces pays, de différentes régions climatiques, figurent parmi les 20 producteurs principaux des produits agricoles importants dans le monde entier. Ces produits varient des céréales telles que le blé, le riz et le maïs aux produits zone tropicale/tempérée tels que l'huile de palmier, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. En tout, la promotion et l'encouragement de l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur d'agriculture dans ces pays contribueraient assurément de manière significative à l'état de développement agricole et de la sécurité alimentaire dans la région de l'OCI dans son ensemble.

7.3. Amélioration de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Activités Continues

La Trente-Cinquième Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères (CMAE) de l'OCI tenue à Kampala, République d'Ouganda, en juin 2008, a abordé la question de la sécurité alimentaire et du développement agricole dans les pays membres de l'OCI et a adopté une résolution appropriée là-dessus. Cette résolution a invité les pays membres d'unir leurs efforts afin d'aborder la crise alimentaire et a réaffirmé l'importance de la coopération entre eux en vue de lancer des projets agricoles communs visés pour augmenter leur production agricole par des investissements et transfert d'expertise.

Lors de les années suivantes, deux propositions de projet ont reçu le support des Etats Membres et ont été placées pour le financement. Ces propositions étaient sur l'établissement d'une institution de la sécurité alimentaire de l'OCI et d'une association industrielle agroalimentaire de l'OCI.

7.3.1. Établissement de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire

Historique

Le président de Kazakhstan Nursultan Nazarbayev dans son discours à la Trente-Huitième Session de l'OCI CFM, qui a été tenue à Astana les 28-30 juin 2011, a réclamé le développement d'un système de l'assistance alimentaire mutuelle dans l'OCI sous forme de Fonds Régional similaire à la FAO, qui inclurait la possibilité de créer une zone alimentaire dans les états intéressés.

La 6ème Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Istanbul du 3 au 6 octobre 2011, a soutenu la proposition de la République de Kazakhstan sur l'établissement d'une institution de la sécurité alimentaire de l'OCI. Dans une veine similaire, la 27ème Session de COMCEC, qui a été tenue à Istanbul du 17 au 20 octobre 2011, a bien accueilli la résolution de la 6ème Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole et recommandé que les détails appropriés sur cet initiative soient soumis à la Trente-Neuvième Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères par la Commission Islamique pour les Affaires Economiques Culturelles et Sociales, (CIAECS).

A la fin d'avril 2012, la Mission Permanente de la République de Kazakhstan a soumis le Projet de Charte de l'institution proposée de la Sécurité Alimentaire. Pour sa part, le Secrétariat Général de l'OCI a circulé le Projet dit parmi des Etats Membres de l'OCI, reflété tous les commentaires des Etats Membres et soumis le résumé des commentaires respectifs des Etats Membres à la Trente-Cinquième Session de la CIAECS. Conformément à la décision de la Trente-Cinquième CIAECS, la Réunion de Groupe d'Experts, pour considérer des projets de document sur l'établissement de l'Office de la Sécurité Alimentaire de l'OCI s'est tenue à Istanbul le 9 octobre 2012.

La Trente-Neuvième Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI (CMAE), qui a été tenue à Djibouti du 15 au 17 novembre 2012, a approuvé l'établissement de l'institution proposée à Astana, Kazakhstan et a, à cet effet, invité le Secrétaire Général de l'OCI à s'assembler en consultation avec les Etats Membres, une Réunion Intergouvernementale de Groupe d'Experts pour mener son instrument constitutif. Dans une veine similaire, le 12ème Sommet Islamique tenu au Caire du 2 au 7 février 2013 a approuvé la décision de la trente-neuvième session de l'OCI CFM pour établir une institution de la sécurité alimentaire de l'OCI à Kazakhstan.

La Réunion Intergouvernementale de Groupe d'Experts pour mener l'instrument constitutif de l'institution approuvée de la sécurité alimentaire de l'OCI à Kazakhstan s'est tenue à Astana du 11 au 13 juin 2013. La réunion a été assistée par plus de 30 Etats Membres ainsi que des représentants des établissements de l'OCI comprenant le Secrétariat Général, le SESRIC, et la BID. La Réunion a exhaustivement examiné le projet de statut et a apporté plusieurs amendements à ses dispositions. La Réunion a adopté le statut du nouvel établissement et a recommandé le document pour la considération et l'adoption par CMAE de l'OCI. La réunion a adopté un nom approprié pour l'institution comme : L'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire.

Buts et Objectifs Principaux de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire

Les buts et les objectifs principaux de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire ayant le but de:

- (a) Fournir l'expertise et le savoir-faire technique aux Etats Membres sur les divers aspects de l'agriculture soutenable, le développement rural, la sécurité alimentaire et la biotechnologie, y compris l'adressage des problèmes posés par la désertification, le déboisement, l'érosion et la salinité ainsi que la fourniture des réseaux de protection sociale;
- (b) Évaluer et surveiller, en coordination avec les Etats Membres, la situation de la sécurité alimentaire dans des Etats Membres afin de déterminer et exécuter l'urgence et l'assistance humanitaire nécessaires, y compris la création des réservations de la sécurité alimentaire;
- (c) Mobiliser et contrôler les ressources financières et agricoles développées pour l'agriculture et augmenter la sécurité alimentaire dans des Etats Membres ; et
- (d) Coordonner, formuler et exécuter les politiques agricoles communes, y compris l'échange et le transfert du système technologique et public de gestion alimentaire approprié.

Adhésion de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire

Selon le statut convenu, l'Organisation sera une institution spécialisée de l'OCI. En conséquence, chaque Etat Membre de l'OCI peut bien être un membre de l'organisation en signant officiellement le statut, et après qu'il ait accompli les formalités légales d'adhésion, selon sa législation nationale, et ait informé en écrivant le Secrétariat de l'Organisation. Un état, qui n'est pas un membre de l'OCI, ne peut pas être un membre de l'Institution.

Un Etat membre ou un observateur de l'OCI, qui n'est pas membre de l'organisation, peut s'appliquer pour le statut comme observateur à l'organisation. Les organisations régionales et internationales peuvent apprécier le statut de l'observateur, après la soumission d'une demande, et lors de l'approbation de l'Assemblée générale.

7.3.2. Établissement de l'Association Agro-Industrielle de l'OCI

Historique

Le Forum sur le Développement des Industries Agroalimentaires dans des Etats Membres de l'OCI, qui a été tenu à Kampala, Ouganda, du 11 au 12 octobre 2011, assisté par les délégués se comportant des fonctionnaires des secteurs publics et privés de 22 Etats Membres, a recommandé la création de l'association agro-industrielle de l'OCI qui servirait de plate-forme aux compagnies et aux individus engagés dans cette industrie pour échanger des idées et des expériences et développer une approche forte de valeur-chaîne au développement agro-industriel.

En conséquence, le secrétariat général de l'OCI a communiqué cette recommandation aux Etats Membres cherchant leurs vues et expériences sur les modalités pour établir l'association agroalimentaire proposée d'industries de l'OCI. Les diverses réponses reçues des autorités compétentes dans les Etats Membres de l'OCI ont montré un soutien primordial pour cette initiative.

Une réunion consultative s'est tenue le 14 mai 2013 sur l'association agroalimentaire proposée d'industries de l'OCI au Muscat, Sultanat d'Oman. La Réunion a émis les recommandations suivantes:

- Pour poursuivre les efforts que le Secrétariat Général de l'OCI fait pour s'assurer que les objectifs déclarés dans le projet de statut de l'association sont atteints.
- Pour établir immédiatement un groupe d'email parmi les dépositaires pour enrichir le projet et le plan de statut pour de futures activités.
- Pour aborder les thèmes critiques du transfert, de la recherche et de la gestion de réseau de technologie parmi des entités de secteur privé en vue d'augmenter la productivité et de la compétitivité des Etats membres de l'OCI dans le domaine des agro-industries.
- Pour travailler en étroite collaboration avec les associés internationaux dans le secteur de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire telle que l'IFAD et la FAO.

Projet de Statut de l'Association Proposée

Après les réponses encourageantes des Etats Membres, le Secrétariat Général de l'OCI a avancé pour préparer un nouveau projet de statut de l'association proposée dans laquelle il a défini la structure possible, les objectifs, les ressources, l'adhésion et d'autres sujets relatifs. Le nouveau projet de statut a été distribué aux Etats Membres et encore un nombre significatif parmi eux a formulé les commentaires valables qui ont été incorporés dans le document de travail avant cette réunion pour la considération et l'adoption.

On propose que l'adhésion soit tirée des Etats Membres de l'OCI et soit également ouverte pour différentes compagnies et d'associations travaillant dans le domaine d'industrie agroalimentaire et du traitement des produits alimentaires, selon les catégories suivantes d'adhésion:

- **Les Membres Ordinaires** incluent les organisations nationales d'apex des processeurs de tous produits alimentaires tels que les poissons, laiterie, la viande, dates, les associations de processeurs de grain, le public individuel et les entreprises privées anonymes travaillant dans le domaine de l'Industrie agroalimentaire et le traitement des produits alimentaires dont les capitaux d'investissement ne sont pas au-dessous de 500.000 de dollars des Etats-Unis.
- **Les Membres Associés** comprennent le gouvernement et les organismes de soutien des secteurs privés tels que le bureau des normes, les agences de promotion des exportations, agences de promotion d'investissement, les instituts de recherche, les associations des fermiers, les fabricants des moyens agricoles et des inputs etc..
- **Les Membres Honorifiques** incluent ces individus qui peuvent être nommés par le Conseil Exécutif en vertu de leur travail scientifique et technique ou service public et sont concernés dans l'amélioration et le développement du traitement des denrées alimentaires des produits alimentaires et l'AGM ratifie cette nomination.

L'association proposée est prévue de bien établir ses propres organes selon le projet de statut afin d'effectuer ses activités.

Résultats prévus

Une fois qu'établie, l'association agro-industrielle de l'OCI est prévue d'opérer comme ses contreparties dans d'autres régions, telles que l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (AOAD) et fournir un forum pour tous les entreprises publics et privées travaillant dans le domaine du développement agro-industriel pour adresser les goulots mentionnés ci-dessus et

contribuer à la croissance des industries agroalimentaires sur lesquelles, pour sa partie, effectuera de manière significative, notamment:

- L'Amélioration des approvisionnements alimentaires en empêchant des pertes quantitatives et qualitatives;
- L'Indépendance croissante en réduisant des importations;
- La Fourniture de l'emploi, particulièrement dans des secteurs ruraux ;
- La Réduction des disparités de revenu ;
- Le Développement rural stimulant ;
- Les Revenus de devises étrangères croissants par l'exportation des produits de finition et demi-complets ;
- La diminution de la migration aux zones urbaines ;
- La croissance des investissements intéressants dans les zones rurales et urbaines.

7.4. Amélioration de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Propositions de Projet

La 24ème Session du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'OCI (COMCEC), tenue en octobre 2008, a demandé le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC) pour préparer une étude complète intitulée « L'Amélioration de la Coopération Economique et Commerciale des Pays Membres de l'OCI » avec le but de développer des propositions de projet concrètes, faisables et pratiques pour augmenter la coopération dans le commerce et l'investissement parmi les pays membres de l'OCI dans des secteurs potentiels et des secteurs comprenant, mais pas limités à, l'agriculture et le tourisme.

L'étude a été préparée en se basant sur une méthodologie qui inclut l'analyse de données appropriée, les résultats de la recherche scolaire, les questionnaires spéciaux et les entretiens et un atelier de séance de réflexion sur le thème « L'Enrichissement de l'Agenda du COMCEC ». Les résultats de l'étude, qui incluent un ensemble de propositions et de recommandations de projet pour augmenter la coopération économique et commerciale des pays de l'OCI dans divers domaines et secteurs, y compris l'agriculture et la sécurité alimentaire, ont été présentés à la 25ème Session du COMCEC tenue à Istanbul en novembre 2009 pour la considération par les ministres de l'économie et du commerce des Pays Membres de l'OCI.

À la lumière de tout le ce qui précède, en particulier la résolution adoptés par la Trente-Cinquième Session du CMAE de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole et les résultats de l'étude de SESRIC pour augmenter la coopération économique et commerciale des pays membres de l'OCI, le reste de cette section présente des dossiers sur trois propositions de projet pour la coopération des pays de l'OCI dans le secteur du développement d'agriculture et de la sécurité alimentaire.

7.4.1. Établissement du Centre d'Amélioration de Graines et de Récolte de l'OCI (OCI-SCIC)

Historique : Pourquoi la Recherche Agronomique est Importe?

Les prix de denrées alimentaires augmentés, le souci sur le changement climatique global et le nouvel intérêt pour le potentiel des combustibles organiques ont présenté une nouvelle ère de défi et d'opportunité pour le développement d'agriculture et la gestion de ressource naturelle. En empirant les conditions d'élevage pour les récoltes, le changement climatique tendra bien la capacité de superficies agricoles et menacera la croissance de la productivité essentielle pour la réduction de sécurité et de pauvreté alimentaire. À cet égard, les températures d'élévation et des modèles changeants de précipitations sont estimés pour diminuer la production agricole approximativement de 50% dans les pays africains et de 30% en Asie Central et du Sud.

Tout en affectant tous les pays de l'OCI, ces tendances mondiales ont en particulier de gros risques et conséquences pour approximativement les 40% de leur population totale (573 millions de personnes) qui dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leurs vies. Tandis que la majeure partie de ces personnes compte sur l'agriculture pour le revenu et la sustentation, la plupart d'entre elles manque les ressources pour cultiver ou acheter assez de nourriture, et beaucoup ne peuvent pas cultiver des récoltes de manières sûres dans l'environnement. Par conséquent, l'investissement renforcé en science agronomique et recherche aux niveaux nationaux et de coopération de l'OCI est essentiel pour relever ces nouveaux défis à facettes multiples. Selon la Banque Mondiale « le Rapport du Développement Mondial 2008 », l'investissement dans la recherche d'agriculture « a apporté ses fruits libéralement, » en fournissant un taux d'output moyen de 43% dans 700 projets de développement évalués dans les pays en développement.

FENÊTRE 7

Programme de Formation de Coton de l'OCI (OCI-PFC)

Le coton est l'une des récoltes les plus importantes au monde et il est d'importance particulière dans beaucoup de pays membres de l'OCI, certains desquels sont les plus grands producteurs du monde. À cet égard, l'OCI a proposé un plan d'action de cinq ans sur le coton en 2006 pour développer des moyens plus pratiques pour augmenter la coopération des pays membres de l'OCI dans le domaine de la production et du commerce de coton, et pour leur permettre d'augmenter l'efficacité et l'effectivité du secteur de coton.

Le programme de formation du coton de l'OCI (OCI-PFC) a été développé par le SESRIC dans le cadre de l'exécution du Plan d'Action Quinquennal de l'OCI sur le coton pour organiser des cours de formation à court et à long terme en collaboration Proche avec les Centres d'Excellence spécialisés dans la recherche et la formation de coton dans les Pays Membres de l'OCI.

Le SESRIC a commencé à mettre en application des programmes de formation du coton après le rassemblement et l'évaluation des questionnaires relatifs à partir des pays membres.

Certains des programmes de formation mis en application:

Venue	Date	Program
Maputo/ Mozambique	17-18 janvier 2013	Agronomie : Rotation de récolte
Kampala Ouganda	15-17 janvier 2013	Agronomie : Labourage de Sol
Atakpamé /Togo	20-22 décembre 2012	Technologie de fibre : Contamination
Koutiala/ Mali	15-17 octobre 2012	Technologie de Fibre : Qualité de Fibre

Source: SESRIC Programme de l'OCI-PFP Site Web: <http://www.oicvet.org>

Au niveau régional de l'OCI, il y a un besoin d'utiliser au maximum l'avantage de la science agronomique et de la recherche pour que la productivité croissante d'agriculture améliore les niveaux du développement agricole et de la sécurité alimentaire tout en conservant les ressources naturelles telles que l'eau, les forêts et la pêche. Les programmes forts de la science agronomique et de la recherche relative et efficace doivent être dans la tête de l'agenda de développement agricole de l'OCI et de la sécurité alimentaire.

À cet égard, le développement de la qualité a amélioré des graines et les systèmes d'emblavage sont récemment devenus une activité qui rapporte la productivité accrue traversant à valeur ajoutée substantielle et les niveaux d'outputs d'agriculture. En conséquence, la dépendance de l'agriculture sur les graines améliorées a augmenté considérablement, particulièrement face à l'importance croissante de la sécurité alimentaire. Par conséquent, la multiplication des graines améliorées et des variétés plus nutritives de récoltes agricoles principales, comme le blé, et le plante sur de million d'hectares dans des secteurs non-tempérés de plusieurs pays de l'OCI augmentera les outputs de récolte et diminuera des prix des cultures vivrières de base dans ces

pays. Ceci, à leur tour, diminuera la dépendance à l'égard des importations alimentaire et augmentera la prise de calorie par habitant et, ainsi, diminuer le nombre d'enfants sous-alimentés et de personnes sous-nourris dans plusieurs de ces pays.

Vision et Mission

Les objectifs proposés du Centre d'Amélioration de Graines et de Récolte de l'OCI (OCI-SCIC) vise à être le premier Centre de recherches appliqué association-basé de l'OCI pour le développement agricole par l'amélioration des graines de qualité et des systèmes d'emblavage associés dans les

FENÊTRE 8

Programme de Renforcement de Capacité Agricole de l'OCI (OCI-AgriCaB)

Le rôle de l'agriculture dans l'économie mondiale ne peut pas être sous-estimé. Selon le dictionnaire de Webster, l'agriculture est définie comme « art ou science de cultiver la terre, y compris la moisson des cultures, et l'élevage et la direction de bétail ; labourage ; agronomie ; agriculture. » Elle est également l'une des activités et des ressources principales de produits pour l'homme depuis longtemps. L'agriculture fournit non seulement l'alimentation et la matière première mais également les offres d'emploi à une très grande proportion de population. Cependant, alors que quelques pays apprécient les nouvelles améliorations technologiques et les capacités mécaniques dans l'agriculture, et donc diminuent sa proportion de la main-d'œuvre; certains d'entre eux, qui éprouvent la faim et la pauvreté extrêmes, font face toujours à des problèmes d'efficacité dans le secteur agricole dû au manque de techniques agricoles utiles et efficaces pour augmenter la fertilité. Le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), avec son expérience de la contribution aux « Conférences des Ministres de l'Organisation de Coopération Islamique pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole » lance le programme de renforcement de capacité agricole pour les pays membres de l'OCI (OCI-AgriCaB) dans son cadre des Programmes de Renforcement de Capacité (CPB) (OCI).

L'OCI-AgriCaB est prévu d'augmenter les capacités des institutions relatifs dans des pays membres de l'OCI dans l'éventail des secteurs tels que les techniques efficaces de terre, Gestion de l'eau et de bétail, pêche et aquiculture et sécurité alimentaire. En outre, une plate-forme où les pratiques peuvent être partagées sera créée.

Dans le cadre de ce programme, le SESRIC a également des CBP spéciales pour le Coton (OCI-CTP) et l'environnement (Environnement-CaB).

Certains des programmes de formation mis en application:

Venue	Date	Program
Bierut/Liban	04-06 février 2013	Gestion de Terre : Analyse du Sol et Cartographie
Mogadishu/Somalie	02-04 février 2013	Bétail et Pêche
Khartoum/ Soudan	29-31 Janvier 2013	Culture de produits agricoles : Culture des récoltes arables
Maputo Mozambique	17-18 Janvier 2013	Agronomie : Rotation des cultures

Source: SESRIC Programme de l'OCI-PFP Site Web: <http://www.oicvet.org>

pays membres de l'OCI. L'OCI-SCIC assumera la tâche de créer, de partager et d'utiliser la connaissance et la technologie pour améliorer la productivité agricole et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricole en vue de réaliser la sécurité soutenable alimentaire et de réduire la pauvreté dans les pays membres de l'OCI. Le Centre créera et participera à un réseau vaste des personnes et des institutions qui partagent les objectifs similaires de développement, y compris les organisations de secteurs publics et privés, les sociétés non gouvernementales et civiles, les agences de soins et de santé, les fermiers, et la communauté d'aide au développement.

Zones et Fonctions de Discussion

La fonction principale de l'OCI-SCIC proposé est de développer les graines améliorées de qualité et les systèmes d'emblavage associés dans les pays membres de l'OCI, en particulier pour les cultures vivrières de base, dans le but de produire les plantes qui résistent naturellement aux maladies et à des parasites, tolèrent à la moindre quantité d'eau et de sols pauvres, survivent au froid excessif ou chauffent des conditions atmosphériques, offrent plus de nutrition, et rapportent plus de production. En conséquence, les secteurs de foyer et les fonctions de l'OCI-SCIC proposé incluront:

- Rassemblement des graines, des spécimens d'herbier et l'information relative et des données à jour des pays membres de l'OCI dans différentes régions climatiques et géographiques.
- La Direction de variétés améliorées scientifiques appliquées de recherche agronomique pour établir et conserver les meilleures graines de qualité et les systèmes associés d'emblavage, en particulier pour les cultures vivrières de base, et les variétés améliorées développées qui résistent au changement climatique, donnent plus de production et répondent mieux à l'engrais.
- Concentration sur l'élevage stratégique d'argent comptant et/ou les récoltes de sécurité alimentaire (blé, riz, maïs, coton, thé, etc.) pour la tolérance accrue de sécheresse et la sécurité améliorée alimentaire pour les pauvres personnes.
- Développer un arrangement d'association et de réseau dans le domaine de l'amélioration et de la conservation de Graines dans le but d'améliorer la banque de gènes de Graines et garder les collections importantes de Graines pour les futures générations.
- Développement et mise en œuvre des programmes de formation de renforcement de capacité pour des horticulteurs dans les pays membres de l'OCI pour les aider à produire de meilleurs cultivars de récoltes, nouveaux et améliorés à l'aide des outils conventionnels et moléculaires d'élevage.
- La Création, le partage et l'utilisation de la connaissance et la technologie agricole pour améliorer la productivité et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricole dans les pays membres de l'OCI.
- Le développement des programmes de sensibilisation pour les ménages de ferme dans les pays membres de l'OCI sur les graines appropriées et les pratiques de culture afin de les aider à récupérer de la famine, de la sécheresse, des inondations, et d'autres désastres, et, ainsi, de réduire la menace des pénuries alimentaires continues et de la dépendance à long terme à l'égard l'aide alimentaire.
- Fournissant l'information technique et le support qui aide des chercheurs, des décisionnaires, et des coopérants dans la communauté de l'OCI à préconiser des politiques appropriées pour stimuler la sécurité alimentaire.

Résultats Prévus de la Recherche à l'OCI-SCIC

L'OCI-SCIC est prévu de produire de la science de pointe pour stimuler la croissance agricole soutenable des pays membres de l'OCI qui aide à réaliser une sécurité alimentaire plus forte, une meilleure nutrition humaine et de santé, des revenus plus élevés et une gestion améliorée des ressources agricoles. Les nouvelles variétés de récolte, la connaissance et d'autres produits résultant de la recherche de collaboration de l'OCI-SCIC seront rendus largement - disponibles aux individus et aux organismes fonctionnant pour le développement agricole soutenable dans les pays de l'OCI. Ainsi, l'OCI-SCIC assurera des gains significatifs en termes de réduction de faim et des revenus améliorés pour de petits fermiers dans plusieurs pays de l'OCI. En outre, la recherche de l'OCI-SCIC est prévue d'être beaucoup plus large que la productivité agricole seule, entourant une gamme d'initiatives liées à l'eau, à la biodiversité, aux forêts, à la pêche et à la conservation de

terre, et, ainsi, protégeant des millions de hectares de forêt et de prairies, sauvegardant la biodiversité, et empêchant la dégradation de terre. Parmi les résultats prévus de la recherche à l'OCI-SCIC sont les suivants:

- La Commande biologique réussie des graines et récoltes qui sont essentielles pour la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI avec la résistance aux conditions climatiques défavorables et les parasites locaux et les maladies.
- La Réduction des factures d'importations alimentaires nationales et la création des revenus plus élevés dans les communautés rurales.
- Le Développement des variétés tolérantes de sécheresse et d'inondation, qui permettent aux fermiers d'obtenir les outputs deux ou trois fois plus que ceux de la version non-tolérante, une situation qui deviendra plus commune due au changement climatique.
- Propagation et adoption de la conservation de ressources « zéro-labour » à la technologie, qui produit des avantages par des outputs de récolte plus élevés, des coûts de production inférieurs et des épargnes dans l'eau et l'énergie.
- La propagation et l'adoption du système d'agrosylviculture appelée « des jachères en arbre d'engrais, » qui remplace la fertilité du sol en utilisant les ressources à la ferme, et, de ce fait, renforçant la sécurité alimentaire et réduisant le dommage causé à l'environnement.

Membres et Associés de l'OCI-SCIC

Tous les pays membres de l'OCI peuvent devenir des membres dans l'OCI-SCIC. Les institutions et des organisations nationales, régionales et internationales traitant le développement agricole et la recherche et disposant pour investir les ressources financières, humaines et techniques vers cette extrémité ont pu être des associés à l'OCI-SCIC. Les exemples sur ces institutions et organisations incluent:

- Centre Africain pour l'Amélioration de Récolte (CAAR),
- Centre International d'Amélioration de Maïs et de Blé (CIMMYT),
- Groupe Consultatif sur la Recherche Agronomique Internationale (CGIAR),
- Institut International de Recherches sur les Cultures pour les Tropiques Semi-arides (ICRISAT),
- Le Centre Arabe pour les Etudes des Zones Arides et de la Terre Sèche (ACSAD),
- L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO),
- Les Fonds Internationaux pour le Développement Agricole (FIDA),
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD),
- La Banque Mondiale.

Arrangements de Financement

Les pays membres de l'OCI qui sont les associés dans le projet sont attendus pour partager les prix de l'investissement initial, comme les frais d'exploitation du projet, pourtant l'aide financière des agences de financement de développement internationales et régionales, les fondations privées, et le secteur privé pourraient également être sécurisés.

7.4.2. Création de l'Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA)

Le projet proposé vise à créer une nouvelle agence pour encourager et favoriser des investissements directs dans le secteur d'agriculture dans les pays de l'OCI en facilitant des investissements intéressants dans les pays membres pour les investisseurs de la communauté de l'OCI et l'extérieur. Egalement l'agence proposée est prévue pour servir comme point de référence

aux investisseurs internationaux et comme point de contact pour les parties intéressées dans les pays membres de l'OCI.

Raisonnement et Avantages Prévus

- Augmenter le volume d'investissements directs étrangers et de l'intra-OCI dans la région de l'OCI.
- Améliorer l'image des pays membres de l'OCI comme destinations du FDI.
- Aider les investisseurs par des dégagelements de démarrage.
- Proposer des réformes de politique national et au niveau de l'OCI pour améliorer l'environnement mondial d'affaires et d'investissement dans les pays membres.

Associés potentiels: Le projet est prévu pour être ouvert à tous les pays membres

Arrangements financiers: Des fonds exigés pour le déclenchement et les opérations de l'agence peuvent être fournis par les pays membres participants et certaines institutions financières régionales telles que la BID.

7.4.3. Établissement du Marché de Bourse du Commerce d'Agriculture de l'OCI (OCI-ACEM)

Le projet proposé vise à augmenter échanges des produits agricoles de l'intra-OCI en établissant « un Marché Agricole de Bourses Commerciales de l'OCI » en ligne, de préférence dans une ville principale centralement localisée comme Istanbul, le Caire ou Dubaï. Le marché est proposé de faciliter les échanges des produits agricoles parmi les pays membres de l'OCI internationalement et physiquement et en termes de valeurs commercialisables. Le marché est également visé pour être intégré avec les équipements autorisés de stockage pour ces produits.

Raisonnement et Avantages prévus

- Permettre le commerce en ligne des produits agricoles de l'intra-OIC fabriqués dans les pays membres de l'OCI et mondialement une plate-forme fiable et transparente.
- Augmenter la profondeur du commerce les produits agricoles en attirant plus d'investisseurs au marché par la transformation des produits physiques dans des valeurs commercialisables.
- Créer l'occasion collatérale additionnelle pour les producteurs ou les institutions financières par les produits physiques maintenus dans les équipements autorisés de stockage.

Associés Potentiels: Le projet serait ouvert de toutes les bourses du commerce agricoles dans les pays membres de l'OCI à titre volontaire. À l'avenir, le marché peut également être ouvert aux pays membres qui ne font pas partie de l'OCI et à d'autres bourses du commerce régionales et internationales.

Arrangements de Financement: La BID, échanges des produits de base participants dans les pays membres et d'autres institutions intéressés.

8. Remarques Finales et Recommandations de Politique

Beaucoup de pays de l'OCI relèvent toujours un certain nombre de contraintes et de défis sérieux dans les domaines du développement agricole et de la sécurité alimentaire qui devraient être soigneusement adressés par les administrations nationales et les décideurs politiques appropriés ainsi que les représentants du secteur privé dans ces pays. À cet égard, on a observé que, avec le temps, l'activité d'agriculture dans la plupart des pays de l'OCI a été légèrement remplacée par des services et, à un moindre degré, par l'activité industrielle, où l'action moyenne de l'agriculture en leur PIB total s'est élevée seulement à 10.7% en 2011, graduellement diminuant environ 18% dans le début des années 90. En fait, les divers facteurs de politique, structureaux, climatiques et géographiques étaient derrière cet état de question. Dans la majorité des pays de l'OCI, ces facteurs incluent les impacts négatifs de la transformation économique et des efforts structureaux de diversification sur le secteur d'agriculture, augmentant la migration de la main-d'œuvre agricole des zones rurales aux zones urbaines cherchant des salaires plus élevés dans d'autres secteurs, surtout dans le secteur des services, la pénurie des ressources en eau et l'investissement et l'infrastructure agricoles insatisfaisants, le bas niveau de l'utilisation de machines agricoles et de la technologie, les fluctuations dans des cours de matières premières agricoles du monde et les difficultés commerciales que plusieurs de ces pays toujours font face sur les marchés internationaux des matières premières.

Ensemble, ces facteurs ont l'impact défavorable au niveau de la productivité agricole dans plusieurs pays de l'OCI et au niveau moyen du groupe dans son ensemble. Par conséquent, la production agricole et l'approvisionnement en produits agricoles, surtout les produits alimentaires, dans la plupart des pays de l'OCI n'ont pas suivi la demande rapidement croissante de l'alimentation due à l'augmentation rapide de leurs populations, menant à un écart alimentaire

élargi qui doit être rempli par des importations. Ceci rend ces pays, en particulier les 35 PFRDV de l'OCI, vulnérables à toute forte augmentation dans les prix de denrées alimentaires internationaux en termes d'augmenter les factures d'importation alimentaire et les déficits commerciaux, posant des impacts négatifs sérieux sur la santé et l'éducation, et par conséquent, empirant l'état déjà détérioré de la sécurité alimentaire en augmentant le nombre de personnes sous-nourries. D'ailleurs, les conflits internes dans certains de ces pays ont poussé un grand nombre de fermiers d'abandonner leurs terres et directement ou indirectement ont affecté la production agricole et le commerce. En attendant, les pénuries alimentaires dues aux précipitations insatisfaisantes et d'autres conditions climatiques défavorables ont continué à affecter certains de ces pays, qui ont fait face à des urgences alimentaires et ont été classifiés comme pays dans la crise ayant besoin de l'aide externe.

Somme toute, les contraintes et les défis faisant face au développement agricole, et, ainsi, la sécurité principale alimentaire dans la majorité des pays de l'OCI peuvent être récapitulés comme suit:

- L'Utilisation insatisfaisante des ressources en terre et en eau, due à la pénurie et l'utilisation insuffisante des ressources en eau et des machines agricoles et des technologies.
- La tenure de terre insatisfaisante et les droits d'eau dus au manque de règles légales et de cadres appropriés de règlements, ainsi que des problèmes relatifs à l'eau frontalière partageant des accords.
- Les Niveaux bas de la productivité agricole et l'accès pauvre aux inputs de production et l'infrastructure et les services relatifs.
- Les investissements agricoles insatisfaisants et les ressources financières et les fluctuations dans les cours de matières premières agricoles du monde et d'autres difficultés de commerce sur les marchés internationaux des matières premières.
- Transformation économique insatisfaisante et migration structurale de politiques et l'augmentation de diversification de main-d'œuvre agricole de zones rurales aux zones urbaines cherchant des salaires plus élevés dans d'autres secteurs, en particulier dans le secteur des services.
- Les inquiétudes sur la gouvernance, la stabilité politique et économique, les capacités institutionnelles faibles et la bureaucratie administrative, et la planification agricole et les stratégies insatisfaisantes.

Cependant, en dépit de ces contraintes et défis, employant 34.7% de leur population totale en 2012, l'agriculture est encore considérée un secteur économique très important et crucial dans plusieurs pays de l'OCI avec le potentiel élevé pour améliorer de manière significative l'état de la sécurité alimentaire dans ces pays comme groupe. C'est vrai considérant le fait que les 57 pays de l'OCI sont dispersés au-dessus d'un grand secteur géographique dans différentes régions climatiques dans les quatre continents et, en tant que groupe, ils bien-sont dotés des ressources économiques potentielles dans différents champs et secteurs tels que l'eau et les terres arables, l'énergie et l'exploitation minière, les ressources humaines, et une grande région commerciale stratégique. D'ailleurs, 31 pays de l'OCI de différentes régions climatiques sont classés dans le monde entier parmi les 20 producteurs principaux des produits agricoles importants. Ces produits varient des céréales telles que le blé, le riz et le maïs aux produits zone tropicale/tempérée tels que l'huile de palme, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre.

Par conséquent, on pense généralement qu'il y a toujours une place large pour le développement d'un secteur d'agriculture soutenable et alimentaire dans les pays de l'OCI. De façon générale, ceci exige l'adoption des stratégies de long terme ainsi que le milieu aux plans et aux programmes à court terme aux niveaux nationaux et régionaux avec un processus de créer un environnement de

support de coopération et de coordination de l'OCI. Dans ce contexte, les recommandations suivantes peuvent servir de larges directives de politique aux niveaux de coopération nationaux et de l'intra-OCI.

- Au niveau national, la productivité agricole devrait être augmentée, en particulier dans les produits alimentaires, par la prolongation du secteur de terres arables (c.-à-d. apportant plus de terre sous culture) par des investissements nationaux appropriés et/ou en attirant des investissements directs étrangers (FDI) dans le secteur d'agriculture.
- La direction d'un investissement de l'intra-OCI dans le secteur d'agriculture devrait être encouragée et augmentée, en particulier dans les pays de l'OCI de base agricole qui sont bien dotés des ressources agricoles de base telles que les terres arables et les ressources en eau.
- Une Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA) est recommandée pour être établie en vue d'encourager et de favoriser des investissements directs dans le secteur d'agriculture dans les pays de l'OCI en facilitant les opportunités d'investissement pour les investisseurs dans et en dehors de la communauté de l'OCI.
- Un Centre d'Amélioration de Graines et de Récolte de l'OCI (OCI-SCIC) est recommandé pour être établi dans le but de créer, de partager et d'utiliser la connaissance et la technologie pour améliorer la productivité agricole et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricole et de réaliser, de ce fait, la sécurité soutenable alimentaire et réduire la pauvreté dans les pays membres de l'OCI.
- Un marché en ligne de bourse du commerce d'agriculture de l'OCI (OCI-ACEM) est recommandé pour être développé en vue de faciliter des échanges des produits agricoles parmi les pays membres de l'OCI et internationalement physiquement et en termes de valeurs commercialisables. Ceci fonctionnera également comme système d'échange de l'information du marché sur les marchés à l'échelle communautaire alimentaire. Un bulletin périodique de l'OCI lié à cet effort devrait également être édité.
- L'investissement dans les installations de traitement d'agriculture devrait être favorisé en particulier dans les pays producteurs supérieurs de l'OCI en vue d'augmenter des produits agricoles à valeur ajoutée et d'augmenter de ce fait la compétitivité de ces produits sur les marchés internationaux. À cet égard, des marques mondiales bien connues alimentaire de l'OCI ont pu être développées en fournissant le financement suffisant au secteur privé alimentaire afin de concurrencer sur les marchés globaux. À cet effet, l'établissement des fonds d'Agro-Affaires de l'OCI pour encourager les investissements dans les programmes de sécurité alimentaire et du secteur alimentaire devrait être considéré.
- Un programme de la sécurité alimentaire de l'OCI est recommandé pour être développé pour la réadaptation et la reconstruction de l'agriculture et du secteur alimentaire particulièrement dans les PMA de l'OCI et les PFRDV de l'OCI afin d'empêcher, se préparer à aussi bien atténuer l'impact des catastrophes naturelles dans le secteur d'agriculture. Dans ce contexte, les décisions politiques dans le but de protéger les pauvres contre des chocs et des pénuries alimentaires de prix de denrées alimentaires devraient être développées comme action immédiate par les gouvernements de ces pays. Il y a également une nécessité pressante d'établir des équipements de stockage comme des maisons de grain pour servir ce besoin. En outre, des politiques efficaces devraient être développées pour aider les fermiers de petit propriétaire à exploiter leur potentiel réel par l'établissement des équipements de micro-crédit aux niveaux nationaux et de l'OCI.
- Il y a des besoins urgents, aux niveaux nationaux et de coopération de l'OCI, pour aborder la question du manque d'eau dans le cadre de la sécurité alimentaire, la santé et l'hygiène publique, et l'accès à l'eau potable. En particulier, l'infrastructure et les systèmes d'irrigation

physiques dans les secteurs ruraux devraient être augmentés en encourageant plus d'investissement dans les systèmes d'irrigation modernes et efficaces.

- L'environnement d'affaires et d'investissement devrait être augmenté au niveau national par le développement des incitations pour des investisseurs à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur des pays membres de l'OCI en présentant des mesures spécifiques dans les cadres de normalisation nationaux et en favorisant des approches d'investissement communs telles que le commerce multilatéral/programmes d'investissement et des stratégies et des inputs multilatéraux dans des marchés de l'OCI menés par des banques d'affaires privées. Afin d'atteindre ce but, les pays membres devraient revisiter et mettre à jour des règlements compliqués, l'autorisation et d'autres goulots institutionnels.
- Un mécanisme de réponse de secours est recommandé pour être développé et adopté pour réduire au minimum les impacts défavorables du changement climatique et des conséquences des catastrophes naturelles comme les inondations, les sécheresses et les cyclones, qui endommagent considérablement le secteur d'agriculture et constituent des menaces graves à la survie même des millions de personnes à travers les pays membres de l'OCI.
- Il y a un besoin d'établir des programmes efficaces et décisifs de subvention d'engrais car la productivité agricole dépend de la quantité et de la qualité des inputs, et la situation de la sécurité alimentaire est largement affectée défavorablement par des augmentations simultanées des prix de denrées alimentaires dans les marchés internationaux et les prix de matières premières.
- Des stratégies devraient être conçues à l'augmentation le nombre de machineries agricoles, y compris l'établissement des systèmes de leasing locales, et assurent une utilisation plus efficace de celles existantes, y compris, entre autres, la fourniture de formations aux fermiers.
- À fourniture proportionnée de programmes de formation aux paysans et aux fermiers devrait être assurée pour l'usage des techniques plus efficaces d'irrigation, telles que l'irrigation localisée, ainsi que les incitations d'augmenter l'utilisation des techniques en soi. il y a également un besoin d'augmenter l'accès des fermiers pour survivre et évaluer à des prévisions pour une meilleure planification de récolte.
- L'établissement de grands réservoirs d'eau et l'adoption des systèmes et des techniques d'irrigation modernes devraient être favorisés par l'encouragement des investissements de secteur public et privé dans la nouvelle infrastructure de systèmes d'irrigation d'eau-économie et de gestion de l'eau et les équipements appropriés de stockage et de contrôle de l'eau comme barrages et les lacs devraient être considérés.
- Des pratiques de l'agriculture soutenable devraient être encouragées et favorisées en aidant et en instruisant les fermiers pour identifier les meilleures techniques incluant pour améliorer des outputs sur la terre marginale, cultivant en forêts, aquiculture en expansion, redécouvrant les nourritures oubliées, et l'agriculture urbaine d'une manière encourageante.
- La participation du secteur privé dans des activités et des projets agricoles devrait être soutenue par les bons arrangements légaux et de normalisation en vue de transformer le secteur privé en participant plus actif à produire et à financer des projets agricoles. Ceci exigerait aborder la question de la tenure de terre, qui est l'un des plus grands obstacles en fixant des crédits bancaires pour des millions de fermiers.
- Des investissements dans les activités de recherche et développement, y compris de nouvelles pratiques et innovations agricoles dans les nouvelles variétés de récolte, devraient être favorisés et encouragés, qui, alternativement, à contribuer de manière significative à la lutte contre la pauvreté en améliorant la productivité et la valeur nutritive de l'alimentation.

- Le développement des variétés de récolte au changement climatique, qui sont résilientes à la chaleur et résistantes à la sécheresse, devrait être encouragé et soutenu. Il y a également un besoin de favoriser et encourager les systèmes de production agricole et les politiques respectueux au climat en ce qui concerne l'utilisation du territoire.
- Des mesures devraient être prises au niveau national pour déployer des équipements de stockage de grain et pour établir des facilités d'émission garantie pour protéger des fermiers contre les pertes après la moisson, réduisant au minimum de ce fait la fréquence des bulles de prix de denrées alimentaires et les pénuries alimentaires.
- Des stratégies et des politiques devraient être développées pour favoriser le développement agro-industriel, qui est primordialement important pour les pays en développement, à travers, entre autres, allouant à ressources proportionnées pour le développement et l'utilisation de la matière première ainsi que le choix et l'utilisation des technologies socialement appropriées.
- Une plus grande priorité devrait être accordée à développer et à renforcer l'infrastructure institutionnelle, formant le personnel dans les secteurs technologiques, la gestion, l'esprit d'entreprise, et la recherche et le développement en tant que part essentielle des efforts pour améliorer la quantité, la qualité et la sûreté des produits agro-industriels et pour stimuler le développement agro-industriel.
- Des mesures et des programmes spéciaux devraient être développés pour soutenir la compétitivité des PME et des industries agroalimentaires à travers, entre autres, favorisant l'esprit d'entreprise (en augmentant le support aux PME et aux nouveaux démarrages et en améliorant l'accès des PME aux sources financières disponibles, soutenant le développement de nouvelles technologies alimentaires et simplifiant leur accès aux programmes de financement d'innovation et de recherches), facilitant l'accès des PME agroalimentaires aux marchés régionaux et globaux, et pour bien favoriser les normes de commerce international.
- En conclusion, au niveau de coopération de l'OCI, il y a un besoin d'augmenter la coopération au niveau de l'OCI- et régionale entre les pays membres, et renforcer les centres nationaux de recherche et développement en vue d'adopter des technologies agricoles appropriées, qui visent, alternativement, à combler une lacune importante dans le développement des industries de transformation alimentaire et de produits agricoles.

RÉFÉRENCES

- Arab Forum for Environment and Development (AFED), 2009. Impact of Climate Change on the Arab Pays.
- Antón, J., Kimura, S., Lankoski, J. and Cattaneo, A., 2012. A Comparative Study of Risk Management in Agriculture under Climate Change. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, No. 58, OECD Publishing.
- Binswanger-Mkhize, H.P. and McCalla, A.F., 2009. The Changing Context and Prospects for Agricultural and Rural Development in Africa. International Fund for Agricultural Development and African Development Bank, Rome and Tunis.
- Celine, W.R., 2007. Global Warming and Agriculture. Peterson Institute for International Economics, Washington D.C.
- Chowdhury, A., 2002. Politics, Society, and Financial Sector Reform in Bangladesh. International Journal of Social Economics, 29 (12).
- Christy, R., Mabaya, E., Wilson, N., Mutambatsere, E. and Mhlanga, N., 2009. Enabling Environments for Competitive Agro-industries (in Agro-Industries for Development by FAO and UNIDO).
- Croppenstedt, A., Demeke, M. and Meschi, M., 2003. Technology Adoption in the Presence of Constraints: the Case of Fertilizer Demand in Ethiopia. Rev. Dev. Econ., 7(1): 58-70.
- Climate and Development Knowledge Network, 2012. Managing Climate Extremes and Disasters in the Agriculture Sector: Lessons from the IPCC SREX Report.
- Food and Agriculture Organization (FAO), 2007. Coping with Water Scarcity - Challenge of the Twenty-first Century.
- FAO, 2008a. Enabling Environments for Competitive Agro-Industries. Paper for Global Agro-Industries Forum, April.
- FAO, 2008b. Climate Change and Food Security: A Framework Document.
- FAO, 2009. The State of Food and Agriculture: Livestock in the Balance.
- FAO, 2012a. Crop Prospects and Food Situation.
- FAO, 2012b. The State of Food and Agriculture: Investing in Agriculture for a Better Future.
- FAO, 2012c. The State of Monde Fisheries and Aquaculture.
- FAO, 2013a. The State of Food and Agriculture: Food Systems for Better Nutrition.
- FAO, 2013b. Statistical Yearbook: Monde Food and Agriculture.
- FAO, 2014. The State of Food Insecurity (SOFI).
- Foster, A. and Rosenzweig, M.R., 2010. Macroeconomics of Technology Adoption. Annual Review of Economics, 2(1), pp. 395-424.
- Grimm M., 2009. Food Price Inflation and Children's Schooling. Institute of Social Studies (ISS) Working Paper No. 472.
- High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition (HLPE), 2012. Climate Change and Food Security.
- Ice2Sea, 2013. From Ice to High Seas: Sea-level rise and European coastlines, The ice2sea Consortium, Cambridge, UK.
- International Monetary Fund (IMF), 2012. Monde Economic Outlook, April.
- IMF, 2013. Monde Economic Outlook, April.
- IMF, 2014. Monde Economic Outlook, April.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 2007. Fourth Assessment Report.
- IPCC, 2008. Technical Paper VI: Climate Change and Water.
- IPCC, 2007. Fourth Assessment Report. Intergovernmental Panel on Climate Change Secretariat. Geneva, Switzerland.
<http://www.ipcc.ch/>

- IPCC, 2012. *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation*, Cambridge, UK.
- IWMI, 2010. *Managing Water for Rainfed Agriculture*, International Water Management Institute, Issue 10.
- Jack, B.K., 2011. *Market Inefficiencies and the Adoption of Agriculture Technologies in Developing Pays.* Center for International Development (CID) Working Paper No.50.
- Mahul, O. and Skees, J.R., 2007. *Managing Agricultural Risk at the Country Level: The Case of Index-Based Livestock Insurance in Mongolia*. Monde Bank Policy Research Working Paper #4325, Washington D.C.
- Mahul, O. and Stutley, 2010. *Government Support to Agricultural Insurance: Challenges and Options for Developing Pays*. Monde Bank, Washington D.C.
- Mittal, A., 2009. *The 2008 Food Price Crisis: Rethinking Food Security Policies*. UNCTAD G-24 Discussion Paper Series No. 56, June.
- Morris, M., Binswanger-Mkhize, H.P and Byerlee, D., 2011. *Awakening Africa's Sleeping Giant: Prospects for Trade Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond*. Working Paper at the ASTI-FARA-IFPRI Conference.
- OECD & FAO, 2014. *OECD-FAO Agricultural Outlook 2014-2023*.
- Ozor, N., 2008. *Challenges and impacts of agricultural biotechnology on developing societies*. *African Journal of Biotechnology*, 7 (4), pp. 322-330.
- Phocaides, A., 2000. *Technical Handbook on Pressurized Irrigation Techniques*, UN-FAO. Accessible via: <http://www.fao.org/>
- SESRIC, 2010. *Agriculture and Food Security: Its Importance for Development and Poverty Alleviation*.
- The Monde Bank, 2005. *Managing Agricultural Production Risks: Innovations in Developing Pays*. Monde Bank Agriculture and Rural Development Department, Report No. 32727.
- The Monde Bank, 2009. *Awakening Africa's Sleeping Giant: Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond.* *Directions in Development*. Washington, DC: Monde Bank and FAO.
- The Monde Bank, 2013. *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*.
- The Monde Bank, 2014. *Monde Development Report 2014*.
- United Nations Environment Programme (UNEP), 2009. *The Environmental Food Crisis: The Environmental Role in Averting Future Food Crisis*.
- UNEP, 2012. *The Emissions Gap Report 2012*.
- Gitz, V., and Meybeck, A., 2012. *Risks, vulnerabilities and resilience in a context of climate change*. *Proceedings of the FAO/OECD Workshop: Building Resilience for Adaptation to Climate Change in the Agriculture Sector*.
- Wilkinson, J. and Rocha, R., 2008. *Agro-industries trends, patterns and developmental impacts*, Global Agro-Industries Forum, 2008.
- Wilkison, J., 2004. *The Food Processing Industry, Globalization and Developing Pays*. *Online Journal of Agricultural and Development Economics*, 1(2), pp. 184-201.
- Harvard Monde Model United Nations (MONDEMUN), 2013. *Organisation for Islamic Cooperation Study Guide: Agricultural Development and Access to Food in Crisis Situations*.

DATA SOURCES

AQUASTAT:

<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/indice.stm>

ASTI (Agriculture Science and Technology Indicators): <http://www.asti.cgiar.org/>

FAOSTAT: <http://faostat.fao.org/>

IMF Monde Economic Outlook Database (v. April 2013).

UN Statistical Division, National Accounts Main Aggregates Database.

The Monde Bank, Monde Development Indicators Online Database.

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau A.1: Population (2013)

Pays	Total, million	Urbain		Rural		Agricultural	
		million	% du total	(million)	% du total	(million)	% du total
Afghanistan	30552	7372	24.13	23179	75.87	5809	19.01
Albanie	3173	1764	55.59	1409	44.41	587	18.50
Algérie	39208	29282	74.68	9926	25.32	3387	8.64
Azerbaïdjan	9413	5093	54.11	4321	45.90	1076	11.43
Bahreïn	1332	1183	88.81	149	11.19	4	0.30
Bangladesh	156595	45969	29.36	110626	70.64	32154	20.53
Benin	10323	4772	46.23	5552	53.78	1769	17.14
Brunei	418	321	76.79	97	23.21	..	..
Burkina Faso	16935	4775	28.20	12160	71.80	7194	42.48
Cameroun	22254	11849	53.24	10405	46.76	3803	17.09
Tchad	12825	2816	21.96	10009	78.04	3234	25.22
Comores	735	207	28.16	528	71.84	222	30.20
Côte d'Ivoire	20316	10719	52.76	9597	47.24	2715	13.36
Djibouti	873	674	77.21	199	22.79	282	32.30
Égypte	82056	35946	43.81	46110	56.19	6277	7.65
Gabon	1672	1452	86.84	220	13.16	196	11.72
Gambie	1849	1080	58.41	769	41.59	649	35.10
Guinée	11745	4274	36.39	7471	63.61	4470	38.06
Guinée-Bissau	1704	772	45.31	932	54.69	498	29.23
Guyana	800	228	28.50	572	71.50	52	6.50
Indonésie	249866	130549	52.25	119316	47.75	50004	20.01
Iran	77447	53708	69.35	23739	30.65	6630	8.56
Iraq	33765	22415	66.39	11350	33.61	408	1.21
Jordan	7274	6052	83.20	1221	16.79	119	1.64
Kazakhstan	16441	8774	53.37	7667	46.63	1147	6.98
Koweït	3369	3311	98.28	58	1.72	17	0.50
Kirghizstan	5548	1969	35.49	3578	64.49	504	9.08
Liban	4822	4218	87.47	604	12.53	27	0.56
Libye	6202	4841	78.06	1361	21.94	57	0.92
Malaisie	29717	22037	74.16	7680	25.84	1486	5.00
Maldives	345	150	43.48	195	56.52	23	6.67
Mali	15302	5542	36.22	9759	63.78	2989	19.53
Mauritanie	3890	1634	42.01	2256	57.99	841	21.62
Maroc	33008	19065	57.76	13944	42.24	2905	8.80
Mozambique	25834	8185	31.68	17648	68.31	9544	36.94
Niger	17831	3268	18.33	14564	81.68	4839	27.14
Nigeria	173615	88312	50.87	85303	49.13	12520	7.21
Oman	3632	2686	73.95	946	26.05	420	11.56
Pakistan	182143	67113	36.85	115030	63.15	25895	14.22
Palestine	4326	3235	74.78	1091	25.22	105	2.43
Qatar	2169	2148	99.03	20	0.92	9	0.41
Arabie Saoudite	28829	23845	82.71	4984	17.29	459	1.59
Sénégal	14133	6095	43.13	8038	56.87	4373	30.94
Sierra Leone	6092	2436	39.99	3656	60.01	1337	21.95
Somalie	10496	4059	38.67	6436	61.32	2720	25.91
Soudan	37964	11363	29.93	26601	70.07	6025	15.87
Suriname	539	380	70.50	159	29.50	33	6.12
Syrie	21898	12449	56.85	9449	43.15	1369	6.25
Tadjikistan	8208	2183	26.60	6024	73.39	897	10.93
Togo	6817	2657	38.98	4160	61.02	1430	20.98
Tunisie	10997	7338	66.73	3659	33.27	821	7.47
Turquie	74933	54997	73.39	19935	26.60	7710	10.29
Turkménistan	5240	2587	49.37	2653	50.63	728	13.89
Ouganda	37579	6162	16.40	31416	83.60	12197	32.46
EAU	9346	7939	84.95	1407	15.05	161	1.72
Ouzbékistan	28934	10490	36.25	18445	63.75	2708	9.36
Yémen	24407	8171	33.48	16236	66.52	2214	9.07
Total de l'OCI/Moyenne	1647736	792911	48.12	854819	51.88	240049	14.57
Autres en Dév./Moyenne	5832447	2890344	49.56	2942097	50.44	1576504	27.03
Total du Monde/Moyenne	8578785	4566255	53.23	4012514	46.77	1832062	21.36
OCI (% en Dév.)	28.25	27.43		29.05		15.23	
OCI (% du Monde)	19.21	17.36		21.30		13.10	

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

Tableau A.2: Superficies Agricoles (2011)

	Superficie des Terres		Zone Agricole		Terres Arables		Récoltes permanentes		Pâturages permanents	
	1,000 Ha	1,000 Ha	% of Superficie des Terres	1,000 Ha	% of Agri. Area	1,000 Ha	% of Agri. Area	1,000 Ha	% of Agri. Area	
Afghanistan	65223	37910	58.12	7791	20.55	119	0.31	30000	79.13	
Albanie	2740	1201	43.83	622	51.79	74	6.16	505	42.05	
Algérie	238174	41383	17.38	7510	18.15	910	2.20	32963	79.65	
Azerbaïdjan	8265.8	4768.7	57.69	1885.7	39.54	227.2	4.76	2655.8	55.69	
Bahreïn	76	8.36	11.00	1.36	16.27	3	35.89	4	47.85	
Bangladesh	13017	9128	70.12	7628	83.57	900	9.86	600	6.57	
Benin	11276	3430	30.42	2580	75.22	300	8.75	550	16.03	
Brunei	527	11.4	2.16	3	26.32	5	43.86	3.4	29.82	
Burkina Faso	27360	11765	43.00	5700	48.45	65	0.55	6000	51.00	
Cameroun	47271	9600	20.31	6200	64.58	1400	14.58	2000	20.83	
Tchad	125920	49932	39.65	4900	9.81	32	0.06	45000	90.12	
Comores	186.1	155	83.29	82	52.90	58	37.42	15	9.68	
Côte d'Ivoire	31800	20500	64.47	2900	14.15	4400	21.46	13200	64.39	
Djibouti	2318	1702	73.43	2	0.12	..	..	1700	99.88
Egypte	99545	3665	3.68	2870	78.31	795	21.69	..	..
Gabon	25767	5160	20.03	325	6.30	170	3.29	4665	90.41	
Gambie	1012	615	60.77	450	73.17	5	0.81	160	26.02	
Guinée	24572	14240	57.95	2850	20.01	690	4.85	10700	75.14	
Guinée-Bissau	2812	1630	57.97	300	18.40	250	15.34	1080	66.26	
Guyana	19685	1677	8.52	420	25.04	27	1.61	1230	73.35	
Indonésie	181157	54500	30.08	23500	43.12	20000	36.70	11000	20.18	
Iran	162855	48957	30.06	17541	35.83	1892	3.86	29524	60.31	
Iraq	43432	8210	18.90	4000	48.72	210	2.56	4000	48.72	
Jordan	8878	1002.6	11.29	175.6	17.51	85	8.48	742	74.01	
Kazakhstan	269970	209115	77.46	24035	11.49	80	0.04	185000	88.47	
Koweït	1782	152	8.53	11	7.24	5	3.29	136	89.47	
Kirghizstan	19180	10608.5	55.31	1275.9	12.03	74.7	0.70	9257.9	87.27	
Liban	1023	638	62.37	112	17.55	126	19.75	400	62.70	
Libye	175954	15585	8.86	1750	11.23	335	2.15	13500	86.62	
Malaisie	32855	7870	23.95	1800	22.87	5785	73.51	285	3.62	
Maldives	30	7	23.33	3	42.86	3	42.86	1	14.29	
Mali	122019	41621	34.11	6861	16.48	120	0.29	34640	83.23	
Mauritanie	103070	39711	38.53	450	1.13	11	0.03	39250	98.84	
Maroc	44630	30103.8	67.45	7943.8	26.39	1160	3.85	21000	69.76	
Mozambique	78638	49400	62.82	5200	10.53	200	0.40	44000	89.07	
Niger	91077	76200	83.67	36000	47.24	3200	4.20	37000	48.56	
Nigeria	30950	1770.5	5.72	32	1.81	38.5	2.17	1700	96.02	
Oman	602	260.5	43.27	44.5	17.08	66	25.34	150	57.58	
Pakistan	1161	66	5.68	14	21.21	2	3.03	50	75.76	
Palestine	77088	26550	34.44	20714	78.02	836	3.15	5000	18.83	
Qatar	214969	173355	80.64	3110	1.79	245	0.14	170000	98.06	
Arabie Saoudite	19253	9505	49.37	3850	40.50	55	0.58	5600	58.92	
Sénégal	7162	3435	47.96	1100	32.02	135	3.93	2200	64.05	
Sierra Leone	62734	44129	70.34	1100	2.49	29	0.07	43000	97.44	
Somalie	..	108678.8	..	17056	15.69	169	0.16	91453.8	84.15	
Suriname	15600	82	0.53	59	71.95	6	7.32	17	20.73	
Syrie	18363	13864	75.50	4611	33.26	1054	7.60	8199	59.14	
Tadjikistan	13996	4855	34.69	850	17.51	130	2.68	3875	79.81	
Togo	5439	3720	68.39	2510	67.47	210	5.65	1000	26.88	
Tunisie	15536	10072	64.83	2839	28.19	2394	23.77	4839	48.04	
Turquie	76963	38247	49.70	20539	53.70	3091	8.08	14617	38.22	
Turkménistan	46993	32660	69.50	1900	5.82	60	0.18	30700	94.00	
Ouganda	19981	14062	70.38	6750	48.00	2200	15.65	5112	36.35	
EAU	8360	397.3	4.75	50.6	12.74	41.7	10.50	305	76.77	
Ouzbékistan	42540	26660	62.67	4300	16.13	360	1.35	22000	82.52	
Yémen	52797	23452	44.42	1161	4.95	291	1.24	22000	93.81	
Total de l'OCI/Moyenne	2941253	1404257	47.74	293208	20.88	56652	4.03	1043367	74.30	
Autres en Dév./Moyenne	6738343	3787960	56.22	770947	20.35	82802	2.19	1539994	40.65	
Total du Monde/Moyenne	12765739	4883081	38.25	1396271	28.59	153937	3.15	3332873	68.25	
OCI (% en Dév.)	43.65	37.07		38.03		68.42		67.75		
OCI (% du Monde)	23.04	28.76		21.00		36.80		31.31		

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

Tableau A.3: Utilisation de l'Eau (2012)

	Précipitation moyenne détaillée (mm/yr)	IRWR (km3/yr)	ERWR (km3/yr)	TRWR (km3/yr)	TRWR par habitant (m3/yr)	Taux de dépendance %
Afghanistan	327	47.2	18.2	65.3	2069	27.8
Albanie	1485	26.9	14.8	41.7	13015	35.5
Algérie	89	11.3	0.4	11.7	329	3.6
Azerbaïdjan	447	8.1	26.6	34.7	3774	76.6
Bahreïn	83	0.0	0.1	0.1	91.92	96.6
Bangladesh	2666	105.0	1122.0	1227.0	8252	91.4
Benin	1039	10.3	16.1	26.4	2982	61.0
Brunei	2722	8.5	0.0	8.5	21303	0.0
Burkina Faso	748	12.5	0.0	12.5	759	0.0
Cameroun	1604	273.0	12.5	285.5	14567	4.4
Tchad	322	15.0	28.0	43.0	3830	65.1
Comores	900	1.2	0.0	1.2	1633	0.0
Cote d'Ivoire	1348	76.8	4.3	81.1	4111	5.3
Djibouti	220	0.3	0.0	0.3	337.5	0.0
Egypte	51	1.8	55.5	57.3	706.4	96.9
Gabon	1831	164.0	0.0	164.0	108970	0.0
Gambie	836	3.0	5.0	8.0	4630	62.5
Guinée	1651	226.0	0.0	226.0	22641	0.0
Guinée-Bissau	1577	16.0	15.0	31.0	20462	48.4
Guyana	2387	241.0	0.0	241.0	319629	0.0
Indonésie	2702	2019.0	0.0	2019.0	8417	0.0
Iran	228	128.5	2.7	131.2	1859	2.0
Iraq	216	35.2	40.4	75.6	2387	53.4
Jordan	111	0.7	0.3	0.9	151.4	27.2
Kazakhstan	250	64.4	44.1	108.4	6839	40.6
Koweït	121	0.0	0.0	0.0	7.307	100.0
Kirghizstan	533	48.9	-25.3	23.6	9177	-107.2
Liban	661	4.8	-0.3	4.5	1065	-6.6
Libye	56	0.7	0.0	0.7	110.1	0.0
Malaisie	2875	580.0	0.0	580.0	20422	0.0
Maldives	1972	0.0	0.0	0.0	94.94	0.0
Mali	282	60.0	40.0	100.0	6506	40.0
Mauritanie	92	0.4	11.0	11.4	3295	96.5
Maroc	346	29.0	0.0	29.0	907.6	0.0
Mozambique	1032	100.3	116.8	217.1	9281	53.8
Niger	151	3.5	30.2	33.7	2169	89.6
Nigeria	1150	221.0	65.2	286.2	1807	22.8
Oman	125	1.4	0.0	1.4	503.2	0.0
Pakistan	494	55.0	191.8	246.8	1422	77.7
Palestine	402	0.8	0.0	0.8	207.2	3.0
Qatar	74	0.1	0.0	0.1	32.97	3.4
Arabie Saoudite	59	2.4	0.0	2.4	87.44	0.0
Sénégal	686	25.8	13.0	38.8	3120	33.5
Sierra Leone	2526	160.0	0.0	160.0	27267	0.0
Somalie	282	6.0	8.7	14.7	1575	59.2
Soudan	416	30.0	34.5	64.5	1481	53.5
Suriname	2331	88.0	34.0	122.0	232381	27.9
Syrie	252	7.1	9.7	16.8	823.1	57.5
Tadjikistan	691	63.5	-42.2	21.2	2323	-198.9
Togo	1168	11.5	3.2	14.7	2439	21.8
Tunisie	207	4.2	0.4	4.6	438.4	8.7
Turquie	593	227.0	-16.6	210.4	2936	-7.9
Turkménistan	161	1.4	23.4	24.8	4903	94.3
Ouganda	1180	39.0	27.0	66.0	1975	40.9
EAU	78	0.2	0.0	0.2	19.97	0.0
Ouzbékistan	206	16.3	34.1	50.4	1837	67.6
Yémen	167	2.1	0.0	2.1	87.31	0.0
Total de l'OCI/Moyenne	47209	5286.0	1964.3	7250.3	4557.69	27.1
Autres en Dév./Moyenne	131562	28330.3	8826.8	37157.2	8466.48	23.8
Total du Monde/Moyenne	209812	42503.6	11400.0	53903.8	7729.2	21.1
OCI (% en Dév.)	26.40753	15.7	18.2	16.3	...	...
OCI (% du Monde)	22.50062	12.4	17.2	13.5	...	...

Source: Base de données en ligne d'AQUASTAT

Tableau A.4: Retraits de l'Eau (2008-2012)

	Retrait total de l'eau			Retrait agricole de l'eau		
	km3/an	% d'IRWR	% de TRWR	km3/an	% de Retrait total	% de TRWR
Afghanistan	20.3	43.0	31.0	20.0	98.6	30.6
Albanie	1.8	6.8	4.4	1.1	57.7	2.5
Algérie	6.2	54.8	52.8	3.9	64.0	33.8
Azerbaïdjan	12.2	150.5	35.2	9.3	76.4	26.9
Bahreïn	0.4	8935.0	308.1	0.2	44.5	137.2
Bangladesh	35.9	34.2	2.9	31.5	87.8	2.6
Benin	0.1	1.3	0.5	0.1	45.4	0.2
Brunei	0.1	1.1	1.1			
Burkina Faso	1.0	7.9	7.9	0.7	70.1	5.5
Cameroun	1.0	0.4	0.3	0.7	76.1	0.3
Tchad	0.4	2.4	0.9	0.2	51.8	0.4
Comores	0.0	0.8	0.8	0.0	47.0	0.4
Cote d'Ivoire	1.4	1.8	1.7	0.6	42.6	0.7
Djibouti	0.0	6.3	6.3	0.0	15.8	1.0
Egypte	68.3	3794.4	119.2	59.0	86.4	103.0
Gabon	0.1	0.1	0.1	0.1	38.5	0.0
Gambie	0.1	2.4	0.9	0.0	28.1	0.3
Guinée	1.6	0.7	0.7	1.4	84.0	0.6
Guinée-Bissau	0.2	1.1	0.6	0.1	82.3	0.5
Guyana	1.6	0.7	0.7	1.6	97.6	0.7
Indonésie	113.3	5.6	5.6	92.8	81.9	4.6
Iran	93.3	72.6	71.1	86.0	92.2	65.5
Iraq	66.0	187.5	87.3	52.0	78.8	68.8
Jordan	0.9	138.0	100.4	0.6	65.0	65.2
Kazakhstan	21.1	32.9	19.5	14.0	66.2	12.9
Koweït	0.9		4566.0	0.5	53.9	2459.5
Kirghizstan	10.1	20.6	42.7	9.5	93.8	40.0
Liban	1.3	27.3	29.1	0.8	59.5	17.3
Libye	4.3	618.0	618.0	3.6	82.8	512.0
Malaisie	13.2	2.3	2.3	4.5	34.2	0.8
Maldives	0.0	19.7	19.7	0.0	0.0	0.0
Mali	6.5	10.9	6.5	5.9	90.1	5.9
Mauritanie	1.6	400.3	14.0	1.5	93.7	13.2
Maroc	12.6	43.5	43.5	11.0	87.3	38.0
Mozambique	0.7	0.7	0.3	0.6	73.9	0.3
Niger	2.4	67.5	7.0	2.1	88.0	6.2
Nigeria	10.3	4.7	3.6	5.5	53.4	1.9
Oman	1.3	94.4	94.4	1.2	88.4	83.4
Pakistan	183.5	333.6	74.4	172.4	94.0	69.9
Palestine	0.4	51.5	49.9	0.2	45.2	22.6
Qatar	0.4	792.9	765.5	0.3	59.0	451.7
Arabie Saoudite	23.7	986.3	986.3	20.8	88.0	867.9
Sénégal	2.2	8.6	5.7	2.1	93.0	5.3
Sierra Leone	0.5	0.3	0.3	0.4	71.0	0.2
Somalie	3.3	55.0	22.4	3.3	99.5	22.3
Soudan	37.1	123.8	57.6	36.1	97.1	55.9
Suriname	0.7	0.8	0.5	0.6	92.5	0.5
Syrie	16.8	235.0	99.8	14.7	87.5	87.4
Tadjikistan	11.5	18.1	54.1	10.4	90.9	49.2
Togo	0.2	1.5	1.1	0.1	45.0	0.5
Tunisie	2.9	67.9	62.0	2.2	76.0	47.1
Turquie	40.1	17.7	19.1	29.6	73.8	14.1
Turkménistan	24.9	1773.0	100.6	24.0	96.5	97.1
Ouganda	0.3	0.8	0.5	0.1	37.8	0.2
EAU	4.0	2665.3	2665.3	3.3	82.8	2208.0
Ouzbékistan	59.6	364.8	118.3	54.4	91.2	107.9
Yémen	3.6	169.8	169.8	3.2	90.7	154.0
Total de l'OCI/Moyenne	928.3	17.6	12.8	800.5	86.2	11.0
Autres en Dév./Moyenne	2086.8	7.4	5.6	1573.4	75.4	4.2
Total du Monde/Moyenne	3894.4	9.2	7.2	2727.0	70.0	5.1
OCI (% en Dév.)	30.8	...	...	33.7	...	...
OCI (% du Monde)	23.8	...	...	29.4	...	...

Source: Base de données en ligne d'AQUASTAT

Tableau A.5: Irrigation (2008-2012)

	Surface Totale Equipée pour l'Irrigation			Techniques d'irrigation (% du totale de superficie irriguée)		
	1,000 Ha	% de Zone Agri.	% du Secteur Arable	Surface	Arroseuse	Localisé
Afghanistan	3208.0	8.5	41.2		3.6	
Albanie	397.0	33.0	64.9	100.0	0.0	
Algérie	513.4	1.2	6.8		7.8	
Azerbaïdjan	1426.0	30.0	76.1	91.3	10.4	0.2
Bahreïn	4.0	51.5	308.8	84.4	4.0	11.6
Bangladesh	5050.0	55.2	66.7	100.0	0.0	0.0
Benin	11.0	0.3	0.4	46.0	41.7	12.4
Brunei	1.0	8.8	33.3	100.0	0.0	0.0
Burkina Faso	18.6	0.2	0.3	79.0	21.0	0.0
Cameroun	22.5	0.2	0.4	75.8	24.2	
Tchad	30.3	0.1	0.7	87.6	12.4	0.0
Comores	0.1	0.1	0.2			
Cote d'Ivoire	47.8	0.2	1.7	24.6	75.4	
Djibouti	1.0	0.1	50.6			
Egypte	3422.0	92.8	118.7	88.5	5.0	6.5
Gabon	3.2	0.1	1.0			
Gambie	2.1	0.3	0.5	100.0	0.0	0.0
Guinée	20.4	0.1	0.7	97.7	1.5	0.8
Guinée-Bissau	8.6	0.5	2.9	100.0		
Guyana	150.1	9.0	35.7	100.0	0.0	0.0
Indonésie	6722.0	12.5	28.5	100.0	0.0	0.0
Iran	8132.0	16.8	47.3	91.4	3.4	5.2
Iraq	3525.0	40.3	78.3			0.2
Jordan	78.9	7.7	39.3	17.6	1.3	81.2
Kazakhstan	1200.0	0.6	5.1	96.6	2.5	0.9
Koweït	8.6	5.7	76.1	35.1	7.0	13.4
Kirghizstan	1077.0	10.1	84.4	96.6	3.4	0.0
Liban	90.0	13.1	62.1	63.6	27.9	8.6
Libye	470.0	3.0	26.9			
Malaisie	340.7	4.3	18.9	100.0	0.0	0.0
Maldives	0.0	0.0	0.0			
Mali	97.5	0.2	1.5	100.0	0.1	0.0
Mauritanie	45.0	0.1	11.5			
Maroc	1459.0	4.9	18.1	82.9	10.4	6.7
Mozambique	118.1	0.2	2.3			
Niger	13.7	0.0	0.1			
Nigeria	238.2	0.3	0.7	100.0	0.0	
Oman	58.9	3.2	59.4	79.3	11.3	9.4
Pakistan	19270.0	73.3	94.3	100.0		
Palestine	20.1	5.5	20.1			
Qatar	12.9	19.9	107.8	75.0	14.0	10.9
Arabie Saoudite	1731.0	1.0	54.1	31.6	59.4	1.8
Sénégal	102.2	1.1	2.7	100.0	0.0	0.4
Sierra Leone	1.0	0.0	0.1	100.0	0.0	0.0
Somalie	50.0	0.1	5.0	100.0		
Soudan	1731.0	1.3	8.6			
Suriname	51.2	62.9	88.2	98.3	1.7	0.0
Syrie	1439.0	10.3	30.8	86.9	9.0	4.0
Tadjikistan	742.1	15.6	100.0	100.0	0.0	0.0
Togo	2.3	0.1	0.1	100.0		
Tunisie	367.0	3.7	13.6	58.6	24.5	16.9
Turquie	4970.0	12.8	23.3	92.0	6.0	2.0
Turkménistan	1744.0	5.3	94.3	100.0	0.0	0.0
Ouganda	5.6	0.0	0.1	95.9	4.1	
EAU	226.6	39.8	354.1	12.0	1.8	86.3
Ouzbékistan	4281.0	16.1	99.5	99.9	0.0	0.1
Yémen	454.3	1.9	38.8	99.9	0.1	0.1
Total de l'OCI/Moyenne	75212.7	5.3	25.7	82.1	3.5	1.7
Autres en Dév./Moyenne	177344.8	7.3	23.7	89.3	6.9	1.2
Total du Monde/Moyenne	296381.1	6.1	21.5	80.1	10.3	2.0
OCI (% en Dév.)	34.2					
OCI (% du Monde)	25.4					

Source: Base de données en ligne d'AQUASTAT

Tableau A.6: À valeur ajoutée par les secteurs importants de l'activité économique (%)

	Agriculture			Industrie (non-Man.)			Fabrication			Services		
	2000	2005	2012	2000	2005	2012	2000	2005	2012	2000	2005	2012
Afghanistan	57.0	36.6	30.3	6.4	10.3	9.0	16.8	16.7	13.4	19.8	36.5	47.3
Albanie	25.5	20.6	20.4	11.3	17.8	12.7	4.8	6.6	7.0	58.5	55.0	59.9
Algérie	8.8	8.0	8.8	50.7	55.1	46.0	6.0	4.6	4.2	34.5	32.3	40.9
Azerbaïdjan	17.0	9.8	5.5	39.5	56.2	58.4	5.6	7.0	4.4	37.9	27.0	31.7
Bahreïn	0.6	0.3	0.3	30.3	29.9	32.9	10.9	12.9	15.2	58.2	56.9	51.6
Bangladesh	24.7	19.5	17.3	8.7	9.3	9.9	14.8	16.1	17.1	51.8	55.1	55.8
Benin	37.8	35.2	35.3	5.1	6.0	5.8	8.9	8.6	8.2	48.2	50.2	50.7
Brunei Darussalam	1.0	0.9	0.7	48.3	59.3	59.3	15.4	12.3	11.8	35.3	27.5	28.2
Burkina Faso	32.8	38.5	35.0	8.4	6.2	13.4	13.2	11.5	8.0	45.6	43.8	43.6
Cameroun	22.0	20.4	23.3	15.1	13.2	14.0	20.7	18.5	15.6	42.3	47.8	47.0
Tchad	42.3	21.3	18.7	2.2	48.1	45.8	9.1	5.8	6.5	46.4	24.9	29.0
Comores	47.7	48.5	50.9	6.9	6.3	6.5	4.5	4.1	3.7	41.0	41.0	38.9
Côte d'Ivoire	24.8	25.2	30.0	4.9	7.8	11.2	22.5	17.7	15.2	47.8	49.3	43.6
Djibouti	3.5	3.6	3.7	12.6	13.6	17.9	2.6	2.6	2.4	81.3	80.2	75.9
Egypte	13.8	14.4	14.8	15.3	19.6	21.7	18.0	17.3	16.2	52.9	48.8	47.4
Gabon	4.3	3.8	2.7	56.0	58.2	66.4	3.7	4.9	4.0	36.0	33.2	26.9
Gambie	23.8	28.6	23.0	7.8	7.9	9.2	6.6	7.0	6.0	61.7	56.5	61.8
Guinée	22.7	24.3	25.9	29.7	28.4	26.7	3.0	6.4	6.4	44.6	40.9	41.0
Guinée-Bissau	58.1	45.6	46.4	2.7	1.5	1.5	9.7	13.0	11.7	29.4	39.9	40.4
Guyana	27.7	25.7	18.0	26.0	21.3	29.2	6.6	7.4	6.1	39.7	45.6	46.7
Indonésie	15.6	13.1	14.4	18.2	19.1	23.0	27.7	27.4	23.9	38.5	40.3	38.6
Iran	13.4	9.0	9.3	22.9	33.3	28.4	13.2	11.3	10.4	50.5	46.5	51.9
Iraq	4.6	6.9	4.1	83.6	62.0	59.5	0.9	1.3	1.7	10.8	29.9	34.7
Jordan	2.3	3.0	3.0	9.7	10.3	10.6	14.8	16.6	17.8	73.3	70.1	68.6
Kazakhstan	8.6	6.6	4.5	22.6	26.6	27.3	17.5	12.5	11.9	51.3	54.2	56.3
Koweït	0.3	0.3	0.3	50.5	53.2	63.4	6.7	7.0	5.2	42.5	39.5	31.1
Kirghizstan	36.6	31.3	19.5	11.9	7.8	11.2	19.4	14.1	13.9	32.1	46.7	55.5
Liban	6.4	5.3	5.0	8.8	7.3	12.0	12.0	10.7	7.4	72.7	76.8	75.6
Libye	6.5	2.2	2.3	42.2	71.0	60.5	5.4	4.7	4.6	45.9	22.2	32.6
Malaisie	8.5	8.4	10.2	16.4	19.0	16.8	28.7	27.9	24.5	46.4	44.7	48.5
Maldives	5.2	7.5	4.1	7.1	8.5	10.9	4.8	6.3	6.0	82.9	77.7	79.0
Mali	36.3	37.5	42.3	13.7	14.2	14.9	7.2	9.8	7.0	42.9	38.5	35.8
Mauritanie	35.9	29.8	23.6	16.3	23.5	30.9	11.1	9.0	6.6	36.7	37.8	38.9
Maroc	14.2	14.0	13.7	10.3	11.1	13.7	17.5	15.8	15.2	58.1	59.1	57.4
Mozambique	23.6	26.4	30.0	12.1	9.6	9.0	12.0	15.1	13.4	52.3	48.9	47.6
Niger	41.2	45.5	40.4	6.3	5.8	15.2	6.4	5.9	6.4	46.1	42.7	38.0
Nigeria	26.0	32.8	33.1	48.5	40.7	38.7	3.7	2.8	1.9	21.8	23.7	26.3
Oman	2.0	1.5	1.1	52.9	54.0	55.7	5.7	8.3	9.6	39.4	36.2	33.6
Pakistan	29.0	24.3	24.4	7.3	7.7	7.6	10.5	13.4	14.4	53.2	54.6	53.6
Palestine	11.3	6.5	5.6	12.7	12.1	10.9	13.1	15.3	12.3	63.0	66.1	71.2
Qatar	0.4	0.1	0.1	64.2	64.1	61.7	5.3	9.8	9.7	30.1	26.0	28.5
Arabie Saoudite	4.9	3.2	1.9	44.0	52.3	52.5	9.6	9.5	10.1	41.5	35.0	35.5
Sénégal	19.1	16.8	17.0	8.6	8.6	9.1	14.7	15.1	15.2	57.6	59.6	58.7
Sierra Leone	48.3	51.0	45.8	6.1	9.0	24.2	3.3	2.6	1.9	42.2	37.4	28.1
Somalie	60.2	60.1	60.2	4.9	4.9	4.9	2.5	2.5	2.5	32.5	32.6	32.5
Soudan	37.1	34.5	41.8	11.7	14.0	6.7	5.7	7.8	9.9	45.6	43.7	41.6
Suriname	20.6	11.3	9.1	8.3	13.9	15.5	18.7	23.5	23.2	52.4	51.3	52.2
Syrie	24.7	20.3	21.0	31.8	28.7	24.9	1.5	2.5	4.7	41.9	48.5	49.4
Tadjikistan	27.3	23.8	23.1	2.3	5.1	10.6	36.1	25.6	16.2	34.3	45.6	50.1
Togo	37.8	43.3	47.1	10.5	9.6	13.5	9.2	9.5	7.7	42.4	37.6	31.6
Tunisie	11.1	10.0	8.9	11.7	11.7	13.1	18.1	17.0	16.8	59.1	61.3	61.2
Turquie	10.8	10.6	8.9	8.5	8.4	9.2	21.4	19.6	17.5	59.2	61.3	64.4
Turkménistan	22.9	18.8	13.8	8.8	8.3	10.8	33.0	29.4	39.3	35.2	43.6	36.1
Ouganda	28.5	25.5	24.2	14.9	17.1	17.6	7.5	7.3	8.5	49.1	50.1	49.7
EAU	2.2	1.4	0.7	38.6	43.6	49.4	12.8	10.3	8.6	46.4	44.8	41.3
Ouzbékistan	34.4	29.5	19.8	9.5	9.3	11.3	13.6	19.8	21.9	42.5	41.4	47.0
Yémen	12.2	9.6	14.6	36.8	38.0	27.1	5.3	5.8	8.9	45.7	46.6	49.4
Moyenne de l'OCI	12.4	11.0	10.3	25.3	29.7	31.6	15.4	14.3	13.4	46.9	45.1	44.7
Moyenne d'Autres en Dév.	9.1	9.5	9.1	12.9	15.3	15.6	19.0	22.3	22.0	59.0	52.9	53.3
Moyenne du Monde	3.1	3.4	4.4	10.3	11.8	13.2	17.6	16.9	16.5	69.1	67.9	65.8

Source: Base de données principale d'agrégats de comptes nationaux de l'ONU

Tableau A.7: Indice de Production Agricole *

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Afghanistan	84.9	77.9	94.9	97.8	96.2	106.0	97.8	107.9	100.5	117.1	116.2	111.0	121.7
Albanie	87.9	90.3	90.6	95.0	99.6	98.1	102.3	102.7	107.4	112.1	119.0	124.7	131.9
Algérie	69.4	74.7	76.3	88.9	98.0	99.1	102.9	93.3	95.2	119.2	125.1	135.8	143.5
Azerbaïdjan	74.2	81.1	85.2	90.2	91.9	104.0	104.1	105.5	111.1	120.5	118.1	125.8	132.5
Bahreïn	122.8	105.1	106.8	102.4	89.7	91.8	118.5	114.2	111.4	126.4	114.8	164.8	168.7
Bangladesh	89.6	87.9	90.4	92.8	91.2	102.7	106.1	112.1	120.4	121.4	129.3	133.0	106.6
Benin	88.9	89.6	97.4	100.6	105.4	102.0	92.6	96.5	111.5	111.8	114.7	125.6	134.2
Brunei Darussalam	86.3	99.2	90.8	90.5	106.2	87.3	106.6	102.2	105.4	105.5	113.5	132.9	135.5
Burkina Faso	65.8	83.4	86.0	96.7	90.8	103.3	105.9	85.8	114.0	101.5	115.3	101.3	121.4
Cameroun	79.0	80.4	81.7	84.2	87.7	102.8	109.5	114.5	119.0	127.9	139.2	145.8	148.4
Tchad	78.4	91.8	91.2	94.9	94.9	104.0	101.1	95.9	101.3	101.7	104.5	96.8	126.1
Comores	95.5	97.1	96.9	98.8	102.1	95.8	102.1	102.2	99.6	107.8	113.5	109.4	112.1
Côte d'Ivoire	99.9	93.7	95.0	94.2	96.1	99.9	104.1	99.8	106.0	99.9	104.2	109.6	115.0
Djibouti	84.9	85.8	97.9	97.1	93.4	95.3	111.3	137.3	141.5	126.5	118.6	132.3	134.5
Egypte	85.5	83.6	88.0	92.1	95.6	98.5	105.8	110.7	115.1	116.4	109.3	113.6	118.6
Gabon	99.0	96.9	97.8	98.1	98.5	100.2	101.3	103.2	106.8	110.9	117.0	118.4	121.4
Gambie	98.2	105.5	69.4	87.7	107.5	94.1	98.4	73.1	102.9	120.9	133.5	88.3	107.3
Guinée	84.0	83.8	88.5	92.9	97.7	100.7	101.6	105.3	110.1	110.4	113.3	116.4	122.3
Guinée-Bissau	87.2	89.8	90.4	90.2	97.1	99.4	103.6	104.3	115.1	113.8	125.6	130.7	137.1
Guyana	96.5	101.3	101.9	109.2	108.1	94.2	97.7	98.4	97.8	104.4	105.9	108.1	112.8
Indonésie	78.2	80.9	85.9	91.4	95.5	98.1	106.4	109.2	113.3	119.2	120.5	125.6	132.2
Iran	78.0	82.4	90.0	93.4	94.6	102.9	102.6	106.9	98.9	106.9	107.4	107.9	111.5
Iraq	96.7	112.4	125.5	95.4	92.3	104.1	103.6	100.9	90.5	91.3	104.6	113.2	112.1
Jordan	80.9	71.6	93.2	88.5	99.5	97.5	103.0	103.8	107.9	115.4	129.3	134.1	127.6
Kazakhstan	78.4	91.4	93.5	94.7	93.5	100.1	106.4	115.5	107.7	122.9	106.8	142.6	112.5
Koweït	80.1	92.1	86.4	94.5	99.8	96.9	103.3	107.0	100.2	133.5	134.4	161.6	167.5
Kirghizstan	96.2	101.1	96.2	98.8	102.2	97.8	100.0	101.2	102.4	104.8	104.7	107.0	105.8
Liban	99.1	90.5	98.7	96.2	104.1	97.3	98.6	100.0	103.8	94.8	92.5	98.2	102.3
Libye	94.8	91.4	98.0	101.5	98.4	101.4	100.2	106.1	104.8	111.2	110.1	110.3	112.7
Malaisie	78.2	82.0	83.6	90.7	95.3	99.7	105.0	103.9	110.4	109.3	110.4	119.0	120.3
Maldives	89.4	81.4	78.2	91.8	113.4	88.5	98.1	84.0	82.4	77.7	81.4	84.8	88.3
Mali	70.9	85.0	82.4	99.4	95.2	102.5	102.3	111.4	123.8	137.1	142.2	141.8	151.8
Mauritanie	89.4	90.1	94.5	97.0	96.9	100.4	102.7	103.5	101.5	102.0	112.5	111.5	120.3
Maroc	72.1	77.6	84.3	96.3	97.4	93.0	109.6	93.2	103.1	122.0	126.4	130.7	124.1
Mozambique	80.9	86.8	91.5	95.9	100.4	95.7	104.0	109.6	110.0	118.6	147.9	157.4	159.3
Niger	71.7	84.2	91.5	96.4	88.2	101.8	110.0	116.4	138.7	113.9	145.1	127.8	138.1
Nigeria	80.0	80.2	84.4	88.9	95.5	99.9	104.6	97.2	103.6	90.7	101.7	102.8	108.0
Oman	90.2	90.4	81.2	75.7	92.9	111.8	95.3	97.6	97.3	98.6	121.5	114.1	111.5
Pakistan	87.8	85.7	87.1	90.4	97.5	100.4	102.1	106.0	110.1	112.8	110.5	118.6	119.3
Palestine	88.1	101.3	100.9	104.8	97.4	107.2	95.3	97.3	98.7	98.9	80.0	90.2	92.9
Qatar	110.7	88.4	106.1	94.8	102.2	94.8	103.1	113.6	106.7	114.8	120.0	132.0	132.7
Arabie Saoudite	81.2	88.0	88.5	91.9	97.8	100.4	101.8	103.4	105.0	101.9	105.3	106.1	108.2
Sénégal	107.3	102.6	70.8	95.9	95.3	109.6	95.1	86.3	127.2	138.8	150.3	108.1	131.9
Sierra Leone	44.8	49.8	58.6	83.7	92.8	93.5	113.7	99.6	106.4	130.5	148.7	154.8	161.1
Somalie	89.6	89.5	93.4	95.7	97.0	100.4	102.6	98.8	95.4	99.3	107.0	116.1	115.2
Soudan	78.6	87.0	88.8	97.6	96.6	101.4	102.1	101.3	101.0	103.7	98.9		
Suriname	95.1	104.5	83.7	90.6	95.4	98.6	106.1	113.2	115.5	130.7	136.9	133.3	130.8
Syrie	79.6	81.3	95.9	90.8	95.3	99.6	105.1	92.3	88.1	94.3	88.8	98.5	87.7
Tadjikistan	64.0	73.4	83.3	88.6	99.2	99.1	101.8	105.2	109.7	117.7	123.6	129.9	144.0
Togo	89.7	97.2	98.6	100.3	103.4	96.4	100.2	103.5	111.6	120.6	123.0	136.3	130.7
Tunisie	84.1	72.9	74.0	109.1	93.5	101.0	105.6	104.5	109.5	105.4	104.2	104.0	115.3
Turquie	94.9	88.0	93.6	94.6	95.7	101.2	103.2	99.0	102.8	105.5	109.9	115.6	121.9
Turkménistan	70.6	83.4	85.4	91.7	98.4	106.9	94.6	118.0	113.5	111.4	108.2	102.0	103.6
Ouganda	87.7	93.1	97.8	100.4	100.7	100.0	99.2	102.8	106.5	108.4	111.6	113.6	110.3
EAU	186.8	105.1	101.9	93.2	101.9	105.4	92.7	92.9	102.4	101.4	111.4	69.1	71.2
Ouzbékistan	77.0	79.0	82.3	85.4	93.1	99.9	107.0	109.1	116.4	119.7	127.2	134.1	139.1
Yémen	82.8	89.5	89.3	92.9	96.0	97.6	106.4	116.7	121.7	126.6	136.3	134.3	141.4
Moyenne de l'OCI	84.1	84.6	88.8	92.7	95.7	100.3	104.2	104.8	108.6	111.5	114.2	119.4	121.3
Moyenne Autres en Dév.	86.2	88.9	89.9	93.0	97.1	99.8	103.3	108.4	113.4	114.1	118.5	123.9	125.0
Moyenne Développés	99.2	97.6	96.6	97.1	101.6	100.2	98.3	100.2	102.1	103.0	102.5	102.3	101.0
Moyenne du Monde	89.7	90.8	91.6	94.1	98.1	100.0	102.2	105.8	109.8	110.9	113.9	118.1	118.8

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

* Niveau relatif du volume mondial de production agricole pour tous les ans en comparaison de la période de base 2004-2006

Tableau A.8: Indice de Production Agricole Par Habitant *

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Afghanistan	102.4	90.6	106.1	105.0	99.4	105.9	94.7	101.7	92.3	104.9	101.6	94.7	101.3
Albanie	85.0	87.8	88.8	93.8	99.0	98.1	102.9	103.7	108.7	113.7	120.8	126.4	133.3
Algérie	74.3	78.9	79.6	91.5	99.5	99.2	101.3	90.3	90.5	111.3	114.7	122.2	126.7
Azerbaïdjan	78.3	84.8	88.1	92.3	93.0	104.1	102.9	103.1	107.2	114.9	111.3	117.1	121.9
Bahreïn	163.1	133.4	129.3	117.7	96.9	92.6	110.5	98.2	88.6	94.0	81.4	113.0	113.5
Bangladesh	96.9	93.4	94.5	95.5	92.4	102.8	104.9	109.6	116.5	116.2	122.5	124.6	98.6
Benin	104.4	102.0	107.3	107.2	108.6	101.8	89.6	90.5	101.5	98.8	98.5	104.9	109.1
Brunei	95.6	107.7	96.5	94.1	108.2	87.2	104.6	98.6	100.0	98.5	104.1	120.1	121.0
Burkina Faso	76.2	93.8	94.0	102.7	93.6	103.4	103.0	81.0	104.5	90.4	99.7	85.1	99.1
Cameroun	90.2	89.4	88.5	88.8	90.1	103.0	106.9	108.9	110.3	115.6	122.6	125.2	124.2
Tchad	94.6	106.6	102.0	102.0	98.3	104.0	97.7	89.8	91.9	89.5	89.2	80.2	101.4
Comores	108.7	107.6	104.7	104.2	104.9	95.7	99.4	96.9	92.2	97.3	99.8	93.8	93.8
Côte d'Ivoire	107.8	99.3	99.2	97.0	97.5	100.0	102.5	96.8	101.0	93.5	95.6	98.4	100.9
Djibouti	91.3	90.9	102.3	99.9	94.9	95.4	109.8	133.6	135.9	119.7	110.5	121.5	121.6
Egypte	92.8	89.4	92.5	95.3	97.3	98.6	104.1	107.1	109.5	108.9	100.5	102.7	105.6
Gabon	111.4	106.5	105.0	102.8	100.9	100.2	98.9	98.4	99.3	100.7	103.7	102.5	102.5
Gambie	114.6	119.4	76.1	93.3	110.8	93.9	95.3	68.6	93.5	106.6	114.0	73.0	85.9
Guinée	92.1	90.3	93.8	96.7	99.9	100.8	99.3	100.5	102.3	99.9	99.9	100.0	102.3
Guinée-Bissau	97.4	98.1	96.6	94.2	99.3	99.4	101.4	100.0	107.9	104.4	112.5	114.5	117.1
Guyana	98.7	103.1	103.2	110.2	108.7	94.2	97.2	97.2	95.9	101.7	102.5	103.9	107.9
Indonésie	84.1	85.7	89.7	94.1	96.9	98.2	105.0	106.2	108.6	112.8	112.5	115.7	120.3
Iran	83.1	86.4	93.3	95.6	95.7	102.9	101.4	104.5	95.5	102.0	101.2	100.4	102.4
Iraq	111.3	125.5	136.2	100.6	94.8	104.1	101.1	96.2	84.2	82.9	92.5	97.4	93.6
Jordan	89.1	77.7	99.8	93.3	102.6	97.8	99.6	96.4	95.9	98.1	105.2	104.7	95.6
Kazakhstan	81.1	94.6	96.3	96.7	94.6	100.2	105.3	113.1	104.3	117.6	101.1	133.5	104.2
Koweït	96.7	106.9	97.0	102.8	104.6	97.1	98.3	96.4	85.3	107.8	103.4	119.0	118.6
Kirghizstan	98.0	102.3	97.1	99.6	102.8	97.9	99.3	99.5	99.5	100.5	99.0	100.0	97.5
Liban	121.6	107.0	111.4	103.5	107.2	96.8	95.9	95.9	98.4	88.6	84.5	87.1	87.4
Libye	102.5	97.2	102.7	104.8	100.0	101.4	98.6	102.6	99.8	104.3	102.0	101.2	102.5
Malaisie	86.3	88.6	88.5	94.2	97.2	99.7	103.1	100.2	104.6	101.7	101.0	106.9	106.4
Maldives	97.5	87.2	82.2	94.9	115.2	88.4	96.4	81.2	78.1	72.3	74.4	76.0	77.7
Mali	82.5	96.1	90.5	105.8	98.3	102.6	99.2	104.6	112.6	120.8	121.5	117.5	122.1
Mauritanie	103.9	101.5	103.4	102.9	99.8	100.4	99.8	97.8	93.3	91.2	98.1	94.7	99.7
Maroc	75.7	80.5	86.7	98.1	98.3	93.1	108.7	91.6	100.3	117.6	120.4	122.9	115.0
Mozambique	93.0	97.0	99.5	101.4	103.2	95.7	101.2	103.8	101.5	106.6	129.7	134.6	132.8
Niger	86.3	97.6	102.3	104.0	91.8	102.0	106.2	108.4	124.3	98.3	120.6	102.3	106.4
Nigeria	91.0	88.9	91.2	93.7	98.0	100.0	102.0	92.2	95.7	81.5	89.0	87.5	89.3
Oman	103.4	101.5	88.4	79.6	94.8	111.5	93.8	95.5	94.3	93.1	109.0	94.8	84.6
Pakistan	96.4	92.2	91.9	93.7	99.3	100.4	100.3	102.2	104.2	104.8	100.8	106.4	105.2
Palestine	97.9	109.6	106.8	108.9	99.4	107.3	93.3	93.0	92.1	90.0	71.0	78.1	78.5
Qatar	153.7	119.1	138.9	118.5	117.0	95.2	87.8	81.3	64.7	60.5	56.6	57.0	53.4
Arabie Saoudite	99.3	103.7	99.9	99.1	101.1	100.2	98.8	98.3	98.1	93.6	95.2	94.1	94.2
Sénégal	122.6	114.3	76.8	101.2	97.9	109.5	92.5	81.7	117.1	124.2	130.8	91.4	108.3
Sierra Leone	55.4	59.3	66.7	90.9	96.4	93.4	110.2	94.1	98.4	118.4	132.3	135.1	137.9
Somalie	102.7	99.6	101.0	100.9	99.6	100.4	100.0	93.9	88.3	89.6	94.0	99.2	95.7
Soudan	90.7	97.6	96.7	103.4	99.4	101.4	99.2	95.7	92.7	92.6	86.0		
Suriname	101.7	110.3	87.1	93.0	96.7	98.5	104.9	110.9	112.0	125.5	130.2	125.6	122.1
Syrie	88.6	88.7	102.8	95.7	98.3	99.9	101.9	86.0	78.9	81.7	75.1	82.3	73.0
Tadjikistan	70.4	79.4	88.5	92.4	101.3	99.1	99.6	100.7	102.6	107.6	110.4	113.1	122.4
Togo	102.1	107.8	106.5	105.6	106.1	96.4	97.5	98.2	103.2	108.7	108.0	116.6	109.0
Tunisie	88.5	75.9	76.3	111.4	94.5	101.0	104.5	102.3	106.0	100.9	98.5	97.3	106.6
Turquie	101.8	93.0	97.5	97.2	97.0	101.2	101.8	96.5	99.0	100.3	103.2	107.2	111.6
Turkménistan	74.5	87.0	88.1	93.6	99.5	106.9	93.6	115.3	109.6	106.2	101.9	94.9	95.1
Ouganda	103.7	106.6	108.2	107.4	104.2	100.0	95.9	96.1	96.2	94.7	94.2	92.8	87.1
EAU	256.3	139.3	131.2	114.8	115.6	105.5	78.9	66.5	62.5	54.5	54.8	32.1	32.1
Ouzbékistan	80.9	82.0	84.6	87.1	94.1	100.0	105.8	106.7	112.2	113.9	119.4	124.2	127.1
Yémen	95.2	100.0	97.0	98.1	98.6	97.7	103.8	111.0	113.0	114.7	120.6	116.1	119.4
Moyenne de l'OCI	92.5	91.2	93.9	96.2	97.5	100.3	102.4	101.2	102.9	103.9	104.4	107.7	107.4
Moyenne d'Autres en Dév.	90.2	92.1	92.3	94.7	98.0	99.8	102.4	106.5	110.5	110.2	113.3	117.6	117.5
Moyenne dév.	103.1	100.8	98.9	98.7	102.4	100.2	97.5	98.6	99.6	99.8	98.5	97.7	95.8
Monde	94.4	94.5	94.4	96.1	99.1	100.0	101.1	103.7	106.6	106.6	108.3	111.3	110.8

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

* Niveau relatif par Habitant du volume de production agricole pour tous les ans en comparaison avec la période de base 2004-2006

Tableau A.9: Production Agricole par les Groupes de Produits Importants (million tonnes)

	Céréales		Fruits		légumes		Viande	
	2000	2012	2000	2012	2000	2012	2000	2012
Afghanistan	1.94	6.38	0.70	0.94	0.71	0.99	0.32	0.32
Albanie	0.57	0.70	0.14	0.43	0.62	0.96	0.07	0.09
Algérie	0.93	5.14	1.43	3.84	2.58	6.04	0.56	0.71
Azerbaïdjan	1.50	2.71	0.53	0.92	1.04	1.65	0.11	0.29
Bahreïn			0.02	0.02	0.01	0.02	0.01	0.02
Bangladesh	39.50	36.20	1.36	3.66	1.80	4.16	0.45	0.63
Benin	0.99	1.53	0.16	0.55	0.35	0.46	0.05	0.08
Brunei Darussalam	0.00	0.00	0.01	0.01	0.01	0.01	0.02	0.02
Burkina Faso	2.29	4.90	0.09	0.10	0.36	0.29	0.16	0.26
Cameroun	1.27	2.96	1.99	5.26	1.27	2.38	0.21	0.34
Tchad	0.93	3.47	0.10	0.12	0.11	0.11	0.11	0.15
Comores	0.02	0.03	0.06	0.07	0.01	0.01	0.00	0.00
Côte d'Ivoire	1.29	1.50	2.35	2.17	0.84	0.69	0.20	0.26
Djibouti	0.00	0.00	0.00	0.00	0.02	0.04	0.01	0.01
Egypte	20.11	23.76	6.97	10.68	15.15	19.83	1.32	2.03
Gabon	0.03	0.05	0.29	0.32	0.04	0.05	0.03	0.04
Gambie	0.18	0.22	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01
Guinée	1.80	3.26	1.00	1.26	0.52	0.54	0.05	0.08
Guinée-Bissau	0.18	0.25	0.08	0.10	0.03	0.04	0.02	0.03
Guyana	0.45	0.61	0.08	0.04	0.07	0.04	0.01	0.03
Indonésie	61.58	88.42	8.41	17.74	6.99	10.51	1.70	3.17
Iran	12.87	20.83	12.29	11.97	11.66	23.49	1.55	2.50
Iraq	0.90	3.51	1.74	1.17	3.47	3.98	0.15	0.20
Jordan	0.06	0.08	0.24	0.32	0.89	1.52	0.14	0.24
Kazakhstan	11.54	12.79	0.26	0.28	1.97	4.71	0.62	0.93
Koweït	0.00	0.02	0.01	0.04	0.17	0.32	0.07	0.08
Kirghizstan	1.55	1.36	0.19	0.23	0.81	1.02	0.20	0.19
Liban	0.12	0.19	0.85	0.81	0.89	0.99	0.17	0.22
Libye	0.22	0.31	0.31	0.41	0.89	1.00	0.14	0.18
Malaisie	2.21	2.80	1.18	1.02	0.52	1.22	0.89	1.59
Maldives	0.00	0.00	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00
Mali	2.31	6.67	0.25	0.44	0.63	0.91	0.19	0.38
Mauritanie	0.18	0.30	0.02	0.03	0.01	0.00	0.08	0.11
Maroc	2.00	5.31	2.68	3.77	3.17	5.63	0.61	1.06
Mozambique	1.59	1.76	0.29	0.81	0.12	0.55	0.19	0.18
Niger	2.13	5.32	0.07	0.50	0.79	1.13	0.23	0.30
Nigeria	21.37	26.33	9.28	11.06	8.66	11.94	1.05	1.56
Oman	0.01	0.05	0.34	0.35	0.21	0.30	0.03	0.05
Pakistan	30.46	38.03	5.19	6.40	4.86	5.08	1.70	2.90
Palestine	0.07	0.02	0.24	0.10	0.57	0.72	0.09	0.10
Qatar	0.01	0.00	0.02	0.02	0.06	0.03	0.01	0.02
Arabie Saoudite	2.17	1.47	1.19	1.72	1.55	2.36	0.64	0.79
Sénégal	1.03	1.66	0.13	0.24	0.41	0.72	0.12	0.21
Sierra Leone	0.22	1.30	0.17	0.25	0.18	0.34	0.02	0.04
Somalie	0.39	0.30	0.19	0.22	0.08	0.11	0.17	0.19
Soudan	3.26	2.66	1.29	2.97	2.12	3.04	0.84	1.08
Suriname	0.16	0.22	0.07	0.12	0.03	0.02	0.01	0.01
Syrie	3.51	4.60	1.88	2.01	1.78	2.28	0.35	0.40
Tadjikistan	0.54	1.17	0.28	0.48	0.44	1.81	0.03	0.09
Togo	0.74	1.10	0.06	0.06	0.13	0.15	0.04	0.07
Tunisie	1.11	2.31	1.01	1.33	2.07	2.85	0.25	0.31
Turquie	32.25	33.37	10.86	14.97	24.61	27.82	1.40	2.86
Turkménistan	1.75	1.46	0.24	0.43	0.59	0.99	0.15	0.31
Ouganda	2.11	3.55	10.09	9.83	0.55	1.13	0.27	0.44
EAU	0.00	0.14	0.80	0.28	2.86	0.18	0.09	0.13
Ouzbékistan	3.91	7.03	1.42	3.07	3.10	8.58	0.50	0.96
Yémen	0.67	0.91	0.66	1.00	0.59	0.87	0.17	0.36
Total de l'OCI	279.0	371.0	91.6	127.0	114.0	166.6	18.6	29.6
Autres en Dév. Total	1099.5	1479.9	275.0	420.7	535.7	820.2	119.6	172.9
Total du Monde	2058.2	2545.0	476.3	636.5	781.5	1106.1	229.9	302.4
OCI (% en Dév.)	20.2	20.0	25.0	23.2	17.5	16.9	13.5	14.6
OCI (% du Monde)	13.6	14.6	19.2	19.9	14.6	15.1	8.1	9.8

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

Tableau A.10: Exportations des Groupes de Produits Agricoles Importants (2000, 2011, million dollars des États-Unis)

	Céréales		Laiterie		Fruits & légumes		Viande	
	2000	2011	2000	2011	2000	2011	2000	2011
Afghanistan	0.00	0.05	0.00	0.22	34.93	141.03		
Albanie	0.01	0.85	0.19	2.91	2.07	21.89	0.23	1.17
Algérie	0.00	0.01	0.00	1.03	16.80	37.00	0.07	0.10
Azerbaïdjan	0.64	0.04	0.00	0.01	25.76	254.50	0.00	7.11
Bahreïn	0.83	1.08	0.82	177.14	3.24	13.25	0.93	2.46
Bangladesh	0.50	0.83	0.04	0.08	11.43	80.74	0.06	0.00
Benin	0.33	2.83	0.01	0.25	18.00	160.80	0.54	93.94
Brunei	0.00	1.99	0.00	0.01	0.06	0.02	0.23	0.09
Burkina Faso	2.55	6.50	0.01	0.09	3.33	75.37	0.01	0.01
Cameroun	0.20	0.84	2.21	4.01	51.74	99.41	0.01	0.01
Tchad	0.00	0.00	0.00	0.00	0.84	0.01	0.62	0.00
Comores	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Côte d'Ivoire	0.38	39.26	10.19	7.73	185.91	463.81	0.06	0.31
Djibouti	0.00	0.01	0.00	0.16	0.06	1.71	0.00	0.00
Egypte	113.64	78.63	5.88	512.88	138.21	2317.57	1.68	8.15
Gabon	0.08	0.00	0.46	0.02	0.08	0.02	0.01	0.00
Gambie	0.00	1.25	0.01	4.11	0.71	3.95	0.00	1.27
Guinée	0.11	3.75	0.00	0.05	1.14	28.74	0.00	0.03
Guinée-Bissau	0.00	0.00	0.00	0.00	49.05	203.86	0.00	0.00
Guyana	40.87	149.22	0.33	0.14	3.51	9.71	0.04	0.00
Indonésie	5.94	28.65	74.91	83.61	300.56	808.47	13.31	21.79
Iran	1.32	29.25	24.68	365.54	564.46	2891.06	2.06	31.84
Iraq	0.00	1.23	0.00	0.06	6.04	47.81	0.00	0.00
Jordan	1.19	7.27	11.05	42.80	105.54	654.46	3.46	122.18
Kazakhstan	542.63	1310.69	0.39	4.07	15.23	20.11	1.27	5.66
Koweït	4.70	21.77	5.16	31.34	13.76	34.23	2.81	1.68
Kirghizstan	3.39	0.79	1.39	27.07	9.13	135.95	0.04	0.70
Liban	0.86	7.64	0.94	8.78	59.75	243.01	0.63	17.68
Libye	0.12	0.03	0.21	0.05	6.47	0.70	0.00	0.00
Malaisie	30.52	37.91	102.62	370.86	204.95	442.78	16.64	89.12
Maldives	0.00	0.00	0.00	0.00			0.00	0.00
Mali	1.20	0.10	0.00	0.09	0.50	5.70	0.00	0.10
Mauritanie			0.03	0.00	0.06	0.00	0.00	0.00
Maroc	13.42	5.97	19.50	36.19	530.55	1716.06	0.66	2.63
Mozambique	0.00	21.23	0.00	0.07	15.93	117.92	0.00	0.00
Niger	0.06	2.98	0.20	0.36	24.30	51.59	0.04	0.00
Nigeria	1.89	0.39	0.00	2.95	2.85	30.23	0.00	0.00
Oman	36.01	35.14	32.01	240.01	21.49	98.50	1.08	32.84
Pakistan	544.10	3159.28	1.57	70.67	126.31	626.73	6.94	147.48
Palestine	1.27	1.12	2.92	1.53	51.84	11.75	1.36	3.49
Qatar	0.72	2.64	0.28	1.62	1.96	3.43	0.18	3.50
Arabie Saoudite	2.66	17.76	137.66	1022.39	105.64	692.85	41.01	165.49
Sénégal	0.17	59.52	1.26	20.94	11.71	49.52	0.31	0.55
Sierra Leone	0.00	0.00			0.18	0.00	0.00	0.00
Somalie	0.00	0.00	0.00	0.00	7.20	0.38	0.00	0.09
Soudan	4.87	13.66	0.59	0.00	34.59	19.41	20.99	22.75
Suriname	26.71	33.80	0.00	1.57	25.45	3.50	0.00	1.49
Syrie	0.40	0.43	7.54	70.30	252.46	344.78	0.00	3.86
Tadjikistan	0.00	2.74	0.00	0.00	24.97	50.38	0.00	0.00
Togo	5.40	1.21	1.58	12.41	0.52	3.96	0.19	1.22
Tunisie	33.25	77.07	8.57	64.16	72.78	393.11	0.65	8.00
Turquie	293.93	1043.65	18.32	478.83	1817.53	6699.68	12.50	423.85
Turkménistan			0.00	0.00	1.72	1.04		
Ouganda	2.15	42.29	0.30	18.19	7.00	30.39	0.02	1.44
EAU	84.28	72.66	10.70	272.20	134.47	320.21	4.16	74.39
Ouzbékistan	0.68	35.85	0.47	0.04	108.82	581.42	0.15	0.00
Yémen	0.60	25.22	1.13	26.27	17.62	92.90	0.91	0.05
Total de l'OCI	1805	6387	486	3986	5231	21137	136	1299
Autres en Dév. Total	8736	47425	1868	9761	21157	75769	7622	37511
Total du Monde	35427	120051	26622	76654	67441	203403	41829	124549
OCI (% en Dév.)	17.1	11.9	20.6	29.0	19.8	21.8	1.8	3.3
OCI (% du Monde)	5.1	5.3	1.8	5.2	7.8	10.4	0.3	1.0

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

Tableau A.11: Importations des Groupes de Produits Agricoles Importants (2000, 2011, million dollars des États-Unis)

	Céréales		Laiterie		Fruits & Légumes		Viande	
	2000	2011	2000	2011	2000	2011	2000	2011
Afghanistan	113.77	488.48	0.56	51.79	4.43	92.09	0.10	72.33
Albanie	48.12	156.88	5.00	24.32	43.05	96.31	19.30	69.01
Algérie	1074.99	4022.16	429.56	1543.74	194.32	840.80	35.55	165.94
Azerbaïdjan	108.76	368.64	11.80	76.28	11.61	99.12	18.42	29.45
Bahreïn	32.76	101.30	50.64	218.87	107.01	212.78	43.96	213.40
Bangladesh	354.54	1875.88	86.96	265.27	152.65	712.89	0.16	1.25
Benin	18.85	127.23	12.72	30.97	12.55	57.88	35.55	295.73
Brunei	19.72	48.14	15.09	22.64	23.55	46.17	8.45	31.40
Burkina Faso	56.99	140.20	13.47	20.04	15.77	14.53	0.12	0.39
Cameroun	75.93	479.73	16.31	54.66	6.21	23.78	12.65	6.29
Tchad	7.10	51.92	4.21	7.53	0.37	2.33	0.38	0.64
Comores	6.33	25.89	0.93	3.30	0.52	2.05	3.19	18.48
Côte d'Ivoire	142.86	787.74	35.55	69.40	18.04	70.12	8.00	24.83
Djibouti	19.39	204.55	15.97	17.16	3.95	33.14	1.17	5.47
Egypte	1264.73	5455.06	179.90	630.63	217.83	961.27	251.61	781.43
Gabon	28.04	88.52	17.78	46.42	11.63	34.67	43.52	139.33
Gambie	22.40	46.62	3.76	7.94	6.13	8.99	1.15	2.73
Guinée	47.16	113.07	14.75	35.31	8.14	27.54	1.57	19.72
Guinée-Bissau	22.85	36.29	0.96	4.69	0.74	3.66	1.78	2.64
Guyana	9.90	41.61	17.24	38.89	9.08	24.45	7.53	5.21
Indonésie	1063.97	5037.73	258.39	1155.15	246.93	1535.20	54.77	251.35
Iran	1502.13	2545.21	50.80	410.36	112.46	816.29	35.48	987.57
Iraq	1177.27	2152.24	143.55	531.14	33.50	615.48	0.00	792.39
Jordan	239.80	558.00	66.09	222.64	90.61	360.91	51.31	344.78
Kazakhstan	3.57	51.61	42.00	377.28	24.14	845.61	26.08	329.82
Koweït	169.52	612.30	167.45	253.49	293.79	390.37	121.23	374.31
Kirghizstan	34.77	124.90	1.68	17.48	1.78	37.73	1.66	72.21
Liban	116.09	357.74	148.95	297.95	156.27	326.90	58.53	224.00
Libye	544.99	799.01	74.27	305.09	107.95	328.56	8.50	31.95
Malaisie	636.88	2102.78	302.15	802.26	416.34	1384.64	188.29	630.88
Maldives	10.68	26.26	12.06	39.47	21.82	74.60	6.50	35.70
Mali	19.67	99.16	16.15	47.20	3.69	19.76	0.16	3.71
Mauritanie	37.40	139.44	11.62	62.12	8.52	22.04	3.01	10.83
Maroc	731.39	1943.83	64.91	265.78	67.49	269.33	3.96	62.34
Mozambique	64.76	315.93	14.60	27.39	5.09	39.99	7.67	37.60
Niger	37.16	77.73	9.00	33.69	5.92	16.45	0.17	0.37
Nigeria	468.29	2724.25	133.85	622.61	20.15	234.57	0.61	10.33
Oman	112.28	363.33	103.78	451.59	96.10	351.90	47.50	300.11
Pakistan	152.30	112.85	16.93	123.75	211.85	717.59	0.68	9.10
Palestine	117.56	119.19	22.29	23.13	99.55	89.08	13.31	21.86
Qatar	38.13	166.79	67.12	147.99	78.34	199.67	45.84	241.01
Arabie Saoudite	1342.81	4437.94	601.65	1822.83	690.35	2295.45	594.22	2586.73
Sénégal	146.52	593.70	32.50	120.26	28.17	96.09	2.34	12.58
Sierra Leone	54.95	96.18	3.26	12.38	6.60	12.92	1.32	16.75
Somalie	74.25	206.33	1.41	3.30	2.91	20.93	0.00	0.14
Soudan	252.28	779.27	16.25	120.49	24.58	187.74	0.22	13.93
Suriname	14.24	18.54	7.66	15.37	11.10	21.23	9.77	30.01
Syrie	229.80	873.80	51.02	165.72	55.36	454.78	0.06	20.07
Tadjikistan	45.14	208.09	0.75	7.46	0.25	18.67	28.39	32.82
Togo	13.47	46.97	2.42	10.16	2.00	10.25	3.57	10.86
Tunisie	284.28	924.54	22.49	49.63	34.03	82.61	7.88	17.37
Turquie	390.64	1931.82	35.72	104.74	192.30	833.88	1.16	514.67
Turkménistan	1.40	62.17	6.63	12.92	6.72	43.94	8.00	8.91
Ouganda	46.82	207.67	0.86	5.01	2.45	16.81	0.25	3.24
EAU	438.51	1495.69	197.77	859.44	491.26	2553.85	143.67	1123.06
Ouzbékistan	131.54	483.69	20.14	29.44	13.01	24.92	20.82	21.95
Yémen	285.96	1370.31	83.11	218.67	31.00	159.46	62.25	172.94
Pays de l'OCI	14506	48827	3744	12945	4542	18875	2053	11244
Autres en Dév. Total	11243	33346	4235	15844	8129	40835	5392	24511
Total du Monde	40872	127535	26571	76179	74962	208700	42361	120951
OCI (% en Dév.)	56.3	59.4	46.9	45.0	35.8	31.6	27.6	31.4
OCI (% du Monde)	35.5	38.3	14.1	17.0	6.1	9.0	4.8	9.3

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

Tableau A.12: Indice de Production Alimentaire *

	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	201	201	201
Afghanistan	83.9	76.9	94.5	97.8	96.1	106.	97.9	108.	100.	117.	116.	110.	121.
Albanie	87.1	89.9	90.5	95.1	99.6	98.1	102.	102.	107.	112.	119.	124.	132.
Algérie	69.2	74.5	76.2	88.9	98.1	99.0	103.	93.2	95.0	119.	125.	136.	143.
Azerbaïdjan	73.5	81.8	86.8	91.3	92.0	103.	105.	107.	114.	124.	122.	129.	136.
Bahreïn	122.	105.	106.	102.	89.7	91.8	118.	114.	111.	126.	114.	164.	168.
Bangladesh	89.5	87.7	90.3	92.7	91.1	102.	106.	112.	120.	121.	129.	132.	105.
Benin	84.7	86.4	92.2	97.9	103.	101.	95.3	99.6	116.	118.	122.	130.	137.
Brunei	86.3	99.3	90.8	90.5	106.	87.1	106.	102.	105.	105.	113.	133.	135.
Burkina Faso	69.6	89.9	89.4	101.	93.6	102.	103.	90.2	114.	106.	121.	108.	127.
Cameroun	76.6	78.3	80.9	84.1	88.0	102.	109.	116.	121.	132.	142.	149.	152.
Tchad	77.7	90.8	90.1	96.3	92.9	103.	103.	98.3	104.	106.	110.	101.	131.
Comores	95.5	97.1	96.9	98.8	102.	95.7	102.	102.	99.6	107.	113.	109.	112.
Côte d'Ivoire	94.9	91.1	93.9	93.8	97.9	98.1	104.	101.	107.	101.	105.	113.	117.
Djibouti	84.9	85.8	97.9	97.1	93.4	95.3	111.	137.	141.	126.	118.	132.	134.
Egypte	85.3	82.6	87.4	92.3	95.1	98.8	106.	111.	116.	117.	110.	114.	119.
Gabon	99.7	98.0	99.4	100.	99.4	100.	100.	101.	103.	109.	114.	115.	118.
Gambie	98.3	105.	69.3	87.7	107.	94.0	98.4	73.0	102.	120.	133.	88.2	107.
Guinée	82.2	83.5	88.4	92.7	97.7	100.	101.	105.	109.	110.	113.	116.	122.
Guinée-Bissau	87.2	89.7	90.2	89.9	97.1	99.3	103.	104.	115.	114.	125.	131.	137.
Guyana	96.6	101.	101.	109.	108.	94.2	97.7	98.4	97.7	104.	105.	108.	112.
Indonésie	78.5	81.1	86.3	91.8	95.7	98.2	106.	108.	113.	120.	121.	125.	132.
Iran	77.4	82.1	89.8	93.2	94.3	102.	102.	107.	98.5	106.	107.	108.	111.
Iraq	96.7	111.	124.	95.0	92.1	104.	103.	100.	90.7	91.2	104.	113.	112.
Jordan	80.6	71.6	92.8	88.4	99.6	97.5	103.	103.	107.	115.	129.	134.	127.
Kazakhstan	78.8	92.0	94.5	94.8	93.5	99.9	106.	116.	108.	124.	107.	144.	112.
Koweït	80.1	92.0	86.4	94.6	99.8	96.9	103.	107.	100.	133.	134.	161.	167.
Kirghizstan	94.8	100.	96.9	99.5	102.	97.7	100.	102.	103.	107.	106.	108.	107.
Liban	99.0	90.0	98.6	96.1	104.	97.3	98.7	100.	103.	94.7	92.2	98.1	102.
Libye	94.7	91.1	97.9	101.	98.4	101.	100.	106.	105.	111.	110.	110.	112.
Malaisie	78.1	82.9	84.5	91.6	94.9	100.	104.	104.	113.	114.	114.	124.	125.
Maldives	89.4	81.4	78.2	91.8	113.	88.5	98.1	84.0	82.4	77.7	81.4	84.8	88.3
Mali	72.7	79.7	80.6	94.7	91.3	102.	106.	119.	134.	148.	153.	150.	160.
Mauritanie	89.4	90.1	94.5	97.0	96.9	100.	102.	103.	101.	102.	112.	111.	120.
Maroc	71.9	77.4	84.2	96.4	97.4	92.8	109.	93.1	103.	122.	126.	131.	124.
Mozambique	86.5	91.0	94.2	99.1	101.	95.1	103.	108.	109.	117.	153.	162.	162.
Niger	71.4	84.1	91.6	96.5	88.2	101.	110.	116.	138.	113.	145.	127.	138.
Nigeria	80.1	80.3	84.4	88.9	95.5	99.9	104.	97.3	103.	90.8	101.	103.	108.
Oman	88.3	86.3	88.0	91.8	96.4	100.	103.	108.	112.	114.	113.	120.	121.
Pakistan	88.2	101.	100.	104.	97.4	107.	95.4	97.3	98.8	99.0	80.1	90.3	93.0
Palestine	90.2	90.4	81.1	75.6	92.8	111.	95.3	97.6	97.4	98.6	121.	114.	111.
Qatar	110.	88.4	106.	94.8	102.	94.8	103.	113.	106.	114.	120.	132.	132.
Arabie Saoudite	81.2	88.0	88.5	92.0	97.8	100.	101.	103.	105.	102.	105.	106.	108.
Sénégal	108.	102.	70.4	95.0	95.5	110.	94.4	85.7	127.	140.	152.	108.	132.
Sierra Leone	43.6	49.2	58.9	83.5	92.8	93.1	114.	99.4	106.	131.	148.	154.	160.
Somalie	89.6	89.5	93.4	95.7	97.0	100.	102.	98.8	95.3	99.3	107.	116.	115.
Soudan	79.0	87.2	89.4	98.3	96.8	101.	102.	101.	102.	104.	100.		
Suriname	95.1	104.	83.7	90.6	95.4	98.6	106.	113.	115.	130.	136.	133.	130.
Syrie	77.2	79.4	97.1	90.8	94.4	98.7	106.	93.5	89.1	96.3	91.7	102.	92.0
Tadjikistan	64.0	68.5	77.8	83.8	96.4	99.3	104.	108.	117.	130.	137.	143.	158.
Togo	84.7	90.2	91.0	93.1	96.0	99.1	104.	107.	118.	127.	129.	140.	135.
Tunisie	84.0	72.7	73.8	109.	93.5	100.	105.	104.	109.	105.	104.	104.	115.
Turquie	94.6	87.5	93.1	94.6	95.4	101.	103.	99.5	104.	107.	111.	116.	123.
Turkménistan	69.1	76.4	86.9	94.1	96.1	106.	97.6	120.	114.	118.	114.	108.	110.
Ouganda	87.5	92.3	96.3	100.	100.	99.9	99.9	102.	105.	108.	111.	112.	109.
EAU	186.	105.	101.	93.1	101.	105.	92.7	92.9	102.	101.	111.	69.1	71.2
Ouzbékistan	75.6	77.2	81.4	86.7	92.2	98.8	109.	112.	119.	125.	134.	146.	151.
Yémen	82.9	89.6	89.4	93.1	96.2	97.7	106.	116.	121.	126.	136.	134.	142.
Moyenne de	83.2	83.9	88.5	92.7	95.2	100.	104.	105.	109.	112.	115.	120.	121.
Autres en Dév.	86.4	88.9	90.3	93.4	97.1	100.	103.	107.	112.	113.	117.	123.	124.
Moyen Dév..	99.0	97.3	96.5	97.3	101.	100.	98.4	100.	102.	103.	102.	102.	101.
Moyenne du	89.5	90.5	91.8	94.3	98.1	100.	102.	105.	109.	110.	113.	117.	117.

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

* Niveau relatif du volume global de production alimentaire pour tous les ans en comparaison avec la période de base 2004-2006

Table 13: Indice de Production Alimentaire Par Habitant *

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Afghanistan	101.	89.5	105.	105.	99.4	105.	94.8	101.	92.3	104.	101.	94.5	101.
Albanie	84.2	87.5	88.6	93.9	99.0	98.1	102.	103.	109.	113.	121.	126.	133.
Algérie	74.2	78.8	79.5	91.5	99.6	99.0	101.	90.2	90.4	111.	114.	122.	126.
Azerbaïdjan	77.6	85.5	89.9	93.5	93.1	103.	103.	104.	110.	118.	114.	120.	125.
Bahreïn	163.	133.	129.	117.	96.9	92.6	110.	98.2	88.6	94.0	81.4	113.	113.
Bangladesh	96.8	93.1	94.3	95.4	92.4	102.	104.	109.	116.	116.	122.	123.	97.3
Benin	99.6	98.4	101.	104.	106.	101.	92.3	93.4	105.	104.	104.	108.	112.
Brunei	95.6	107.	96.6	94.0	108.	87.1	104.	98.7	100.	98.7	104.	120.	121.
Burkina Faso	80.5	101.	97.7	108.	96.5	103.	100.	85.1	104.	94.3	105.	90.9	104.
Cameroun	87.4	87.0	87.5	88.7	90.5	102.	107.	110.	112.	119.	125.	128.	127.
Tchad	93.8	105.	100.	103.	96.3	103.	100.	92.1	94.5	93.9	94.1	83.9	105.
Comores	108.	107.	104.	104.	104.	95.7	99.4	96.9	92.2	97.3	99.8	93.8	93.7
Côte d'Ivoire	102.	96.6	98.0	96.5	99.3	98.1	102.	98.0	102.	94.9	97.1	101.	103.
Djibouti	91.3	90.9	102.	99.9	94.9	95.4	109.	133.	135.	119.	110.	121.	121.
Egypte	92.6	88.3	91.9	95.5	96.8	98.8	104.	107.	110.	110.	101.	103.	106.
Gabon	112.	107.	106.	104.	101.	100.	97.9	97.0	96.0	99.4	101.	100.	100.
Gambie	114.	119.	76.1	93.2	110.	93.9	95.3	68.5	93.6	106.	114.	72.9	85.9
Guinée	90.1	90.0	93.6	96.5	99.9	100.	99.3	100.	102.	99.7	99.7	99.8	102.
Guinée-Bissau	97.4	97.9	96.4	93.9	99.3	99.3	101.	99.8	107.	104.	112.	114.	117.
Guyana	98.7	103.	103.	110.	108.	94.2	97.2	97.2	95.8	101.	102.	104.	107.
Indonésie	84.4	85.9	90.1	94.5	97.1	98.2	104.	105.	108.	113.	113.	116.	120.
Iran	82.4	86.1	93.1	95.4	95.5	102.	101.	104.	95.1	101.	101.	100.	102.
Iraq	111.	124.	135.	100.	94.5	104.	101.	96.2	84.4	82.8	92.3	97.5	93.7
Jordan	88.8	77.7	99.4	93.2	102.	97.7	99.6	96.4	95.9	98.1	105.	104.	95.7
Kazakhstan	81.4	95.2	97.4	96.9	94.5	100.	105.	114.	105.	119.	102.	134.	104.
Koweït	96.6	106.	97.1	102.	104.	97.1	98.3	96.4	85.3	107.	103.	119.	118.
Kirghizstan	96.5	101.	97.8	100.	102.	97.8	99.3	100.	100.	102.	100.	101.	99.2
Liban	121.	106.	111.	103.	107.	96.9	96.0	95.9	98.3	88.5	84.3	86.9	87.2
Libye	102.	97.0	102.	104.	99.9	101.	98.7	102.	99.9	104.	102.	101.	102.
Malaisie	86.2	89.5	89.5	95.1	96.8	100.	102.	100.	107.	106.	105.	111.	110.
Maldives	97.5	87.2	82.2	94.9	115.	88.4	96.4	81.2	78.1	72.3	74.4	76.0	77.7
Mali	84.8	90.3	88.5	100.	94.3	102.	102.	112.	122.	131.	131.	125.	129.
Mauritanie	103.	101.	103.	102.	99.8	100.	99.8	97.8	93.3	91.2	98.1	94.7	99.7
Maroc	75.5	80.4	86.6	98.2	98.3	92.9	108.	91.5	100.	117.	120.	123.	115.
Mozambique	99.5	101.	102.	104.	104.	95.1	100.	102.	100.	105.	134.	138.	135.
Niger	85.8	97.5	102.	104.	91.8	102.	106.	108.	124.	98.2	120.	102.	106.
Nigeria	91.0	89.0	91.3	93.7	98.1	100.	102.	92.3	95.9	81.7	88.9	87.8	89.7
Oman	103.	101.	88.4	79.5	94.7	111.	93.7	95.5	94.4	93.1	109.	95.0	84.7
Pakistan	97.1	92.8	93.0	95.2	98.2	100.	101.	104.	106.	106.	103.	107.	107.
Palestine	98.0	109.	106.	109.	99.4	107.	93.3	93.1	92.1	90.1	71.1	78.1	78.5
Qatar	153.	119.	138.	118.	117.	95.2	87.8	81.3	64.7	60.5	56.6	57.0	53.4
Arabie Saoudite	99.3	103.	99.9	99.1	101.	100.	98.8	98.3	98.2	93.8	95.3	94.2	94.3
Sénégal	123.	114.	76.3	100.	98.1	110.	91.9	81.1	117.	125.	132.	91.7	109.
Sierra Leone	54.0	58.6	67.1	90.7	96.4	93.1	110.	93.9	98.4	119.	132.	135.	137.
Somalie	102.	99.6	101.	100.	99.6	100.	100.	93.9	88.3	89.6	94.0	99.2	95.7
Soudan	91.0	97.7	97.5	104.	99.7	101.	99.3	95.9	93.6	93.2	87.1		
Suriname	101.	110.	87.1	93.0	96.7	98.5	104.	110.	112.	125.	130.	125.	122.
Syrie	86.0	86.6	104.	95.7	97.3	99.1	103.	87.1	79.8	83.5	77.6	85.7	76.6
Tadjikistan	70.4	74.2	82.7	87.4	98.5	99.4	102.	104.	109.	119.	122.	125.	135.
Togo	96.5	100.	98.5	98.2	98.6	99.1	102.	102.	109.	115.	113.	120.	113.
Tunisie	88.4	75.7	76.1	111.	94.5	101.	104.	102.	106.	100.	98.6	97.3	106.
Turquie	101.	92.5	97.0	97.2	96.7	101.	101.	97.0	100.	102.	104.	108.	113.
Turkménistan	72.9	79.7	89.7	96.1	97.2	106.	96.5	117.	110.	113.	107.	101.	101.
Ouganda	103.	105.	106.	107.	103.	99.8	96.5	95.9	95.3	94.6	94.3	92.2	86.8
EAU	256.	139.	130.	114.	115.	105.	79.0	66.5	62.5	54.6	54.8	32.1	32.1
Ouzbékistan	79.4	80.2	83.7	88.4	93.3	98.9	107.	110.	115.	119.	126.	135.	138.
Yémen	95.3	100.	97.1	98.3	98.8	97.8	103.	110.	112.	114.	121.	116.	120.
Moyenne de l'OCI	91.2	90.3	93.5	96.1	97.0	100.	103.	102.	104.	105.	106.	109.	109.
Autres en Dév. Av.	90.4	92.1	92.6	95.0	97.9	100.	102.	105.	110.	109.	112.	117.	118.
Moyen Dév..	103.	100.	98.9	98.9	102.	100.	97.6	99.1	100.	100.	99.0	97.7	97.7
Moyenne du	94.2	94.2	94.5	96.3	99.0	100.	101.	103.	106.	106.	108.	108.	107.

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT

* Niveau relatif par habitant du volume de production alimentaire pour tous les ans en comparaison avec la période de base 2004-2006

Table 14: Exportation de Produits Alimentaires (million courant de dollars des États-Unis)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Afghanist									284	221	156	147	75
Albanie	17	18	12	25	35	38	45	57	54	62	70	81	91
Algérie	36	28	44	52	62	70	88	98	127	116	320	359	320
Azerbaïdj	55	54	66	125	154	325	320	505	531	525	592	714	829
Bahreïn	56	33	52	63	55	59	57	65	284	289	306	438	441
Banglade	418	327	370	371	511	581	693	857	1057	576	776	944	970
Benin	38	39	75	52	54	70	88	104	127	210	264	291	289
Brunei		1	1	2			7			7	9	12	6
Burkina	35	39	33	58	64			107	116	111	135	201	186
Camerou	272	293	373	449	465	418	430	488	687	829	948	861	1099
Tchad													
Comores	6	7	9	6	8	3	2	1					
Cote	1806	1941	2906	3057	2978	2770	2856	3185	3936	4851	5001	5307	4727
Djibouti													
Egypte	375	413	408	524	750	932	896	1273	2786	4058	4356	4487	4038
Gabon	22	21	15	20	35	57	50	40	39	40	36	40	40
Gambie	12	6	3	3	6	4	9	10	8	35	27	31	77
Guinée	13	11	8		17	73	84	34	24	19	27	29	22
Guinée-				59	53	23							
Guyana	226	212	214	239	254	287	289	338	376	340	356	434	577
Indonésie	5526	5002	6254	6729	8572	9872	1145	1668	24090	1999	25630	32865	33692
Iran	818	906	1050	1432	1394	2108	2690	3695	4243	3592	4738	4318	5600
Iraq	114	185	138		54	52	52	42	30	13	131	69	80
Jordan	182	314	409	436	557	642	690	745	1050	1032	1111	1257	1245
Kazakhst	600	454	465	771	805	669	1055	2033	2972	1625	1969	1826	3087
Koweït	54	58	78	96	103	138	119	142	194	183	209	229	262
Kirghizsta			52	51	79	76	96	156	178	155	192	221	222
Liban	131	160	170	229	250	285	288	369	441	432	511	570	607
Libye				11	13	18	18	26	142	100	117	128	140
Malaisie	5440	5329	7037	8998	1006	9830	1117	1622	23121	1762	23609	31716	28486
Maldives	41	44	56	76	91	103	134	106	124	75	71	81	73
Mali	8	71	45	52	67	64	89	101	135	114	110	134	156
Mauritani	71	82	74	96	143	138		175	188	237	278	434	582
Maroc	1596	1502	1680	1885	1888	2370	2414	2790	3542	3232	3347	3751	3692
Mozambi	156	160	219	178	241	245	365	268	390	498	485	739	572
Niger	101	98	74	80	173	146	160	166	369	188	89	123	148
Nigeria	38	3	119	6	11	34	33	876	1054	2264	2891	2256	2083
Oman	399	681	706	565	508	508	464	541	966	808	980	1102	1125
Pakistan	964	1003	1064	1282	1322	1933	2002	2116	3621	2888	3531	4901	4187
Palestine													
Qatar	9	6	12	15	21	33	21	23	27	49	70	56	60
Arabie	474	440	530	878	1038	1256	1497	2119	687	1018	3086	3528	4959
Sénégal	363	363	402	429	460	424	495	569	443	542	559	776	680
Sierra													
Somalie													
Soudan	508	189	284	259	357	296	299		300	452	820	482	178
Suriname	21	23	33	39	43	67	42	46	69	63	49	98	102
Syrie	408	314	853	803	791	864	1899	2401	3157	2651	2386	2102	841
Tadjikista	29												
Togo	38	40	58	78	93	77	74	44	101	81	73	83	122
Tunisie	510	521	468	608	1072	1088	1384	1444	1716	1334	1269	1801	1851
Turquie	3521	3997	3620	4735	5892	7714	7932	9007	10704	1058	11878	14209	15033
Turkméni	7												
Ouganda	1128	1187	1317	1451	1672	2299	2479	2731	3615	3766	4701	5358	6209
EAU	241	276	297	103	372	473	523	739	923	802	887	1163	1092
Ouzbékist													878
Yémen		122	165	182	195	247	277	332	390	370	459	521	415
Total de	2688	2697	3231	3765	4384	4977	5613	7386	99416	8906	10961	13127	13224
Autres en	1088	1162	1227	1448	1683	1934	2192	2689	33560	3081	35740	45356	47608
Total de	2955	3009	3176	3695	4166	4386	4781	5704	67965	6012	64977	76369	76534
Total du	4312	4441	4727	5520	6288	6819	7534	9133	11146	9985	11167	13485	13736

Source: Base de données en ligne de l'OMC

Table 15: Importation de Produits Alimentaires (Million de Dollars des Etats-Unis)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Afghanist									525	610	706	897	265
Albanie	238	258	303	366	443	455	540	690	863	777	826	897	845
Algérie	2578	2600	2977	3034	4012	3935	4121	5480	8457	6414	6683	10762	9998
Azerbaïdj	218	231	236	309	411	441	551	903	1118	963	1223	1373	1408
Bahreïn	449	504	548	541	534	635	513	595	944	806	934	969	1060
Banglade	1254	1398	1387	1918	1747	1755	2620	3946	5059	4431	4859	6684	7243
Benin	120	122	173	216	220	269	308	508	619	482	477	511	511
Brunei		197	201	219			285			417	419	508	501
Burkina	77	120	124	136	151			249	313	294	310	399	523
Camerou	269	286	337	381	441	493	556	692	984	1016	906	1273	1288
Tchad													
Comores	16	14	15	17	29	29	29	23					
Cote	427	537	587	769	811	858	1006	1163	1546	1613	1511	1689	1930
Djibouti													
Egypte	3519	3315	3479	2725	2895	3979	3926	5521	8916	7726	10145	14794	15666
Gabon	174	183	180	189	327	278	287	382	450	429	523	643	637
Gambie	65	55	60	61	93	98	81	100	96	104	100	111	122
Guinée	148	141	154		185	261	273	217	243	140	186	279	304
Guinée-				40	22	51							
Guyana	80	93	89	87	90	118	113	143	192	168	215	245	287
Indonésie	3336	3053	3365	3818	4537	4841	5455	7857	9383	8639	11470	16730	15828
Iran	2585	2599	2016	2601	2946	3051	3177	3884	6304	9188	8156	9654	12442
Iraq	203	149	153				4287	4415	6772	7592	9191	12997	13163
Jordan	851	857	846	998	1386	1424	1523	2029	2809	2395	2476	2948	3333
Kazakhst	459	520	533	671	912	1263	1644	2241	2938	2415	2827	3938	4165
Koweït	1249	1206	1383	1667	1770	2195	2487	2757	3630	2909	2949	3780	3676
Kirghizsta			76	92	127	166	247	371	533	502	544	708	780
Liban	1107	1236	1206	1296	1456	1385	1410	1900	2246	2422	2799	3113	3229
Libye				736	1060								
Malaisie	3526	3865	4088	4201	5755	5866	6841	8536	10966	9920	12786	16524	16523
Maldives	92	89	89	99	117	116	148	182	220	215	245	296	329
Mali	122	141	164	228	187	255	314	323	416	368	331	460	424
Mauritani	66	69	78	94	144	137	269	364	462	389	335	355	459
Maroc	1585	1586	1664	1568	1945	2195	2168	3883	4993	3695	4057	5593	5581
Mozambi	162	147	186	238	300	360	395	542	570	581	700	778	800
Niger	126	174	164	189	207	252	240	226	301	253	346	301	323
Nigeria	1159	1727	1715	2308	2196	2864	4112	6490	5908	4010	4535	5741	5228
Oman	1122	1290	1261	1149	1173	1060	1167	1562	2494	1953	2394	2617	2913
Pakistan	1524	1245	1319	1472	1856	2606	3061	2889	5014	3583	4893	5203	4846
Palestine													
Qatar	382	425	484	486	456	662	857	1123	1688	945	1974	2539	2905
Arabie	5375	4740	5204	5925	6637	8716	9388	1182	12541	10785	16690	19770	18600
Sénégal	362	463	509	710	802	984	858	1221	1693	1140	1072	1356	1554
Sierra	360		466	475	511	907	1053	519	1229	1283	2353	2136	2430
Somalie	74	65	74	94	82	100	98	117	152	198	212	235	256
Soudan													
Suriname													
Syrie	726	562	731	968	1178	1404	1519	1848	2538	3530	3695	3534	1536
Tadjikista	66												
Togo	59	81	90	97	101	92	83	115	135	142	155	204	251
Tunisie	706	793	973	989	1097	1114	1231	1873	2515	1634	2077	2712	2986
Turquie	2128	1487	1903	2791	3090	3284	3486	5167	8502	6104	7411	10653	10420
Turkméni	210												
Ouganda	132	123	151	197	280	308	348	436	587	528	579	758	652
EAU	3026	3009	3308	3847	4625	5371	6263	7641	10629	10062	11198	13744	15572
Ouzbékist								485	786				1188
Yémen		818	840	1019	1136	1522	1509	2125	2605	2556	2845	3163	4114
Total de	4250	4257	4588	5203	6047	6815	8084	1055	14188	12632	15131	19457	19909
Autres en	6490	7236	7617	9223	1103	1231	1408	1824	24790	21629	25802	31590	34090
Total de	3412	3456	3674	4281	4852	5147	5559	6503	75565	67570	71766	84694	83361
Total du	4486	4605	4895	5723	6561	7060	7776	9384	11454	10183	11270	13574	13736

Source: Base de données en ligne de l'OMC

Table 16: Expédition d'Aide Alimentaire des Céréales (million de tonnes métriques /an)

	1990-92	1995-1997	2000-02	2005-07	2010-2012
Afghanistan	0.05	0.15	0.30	0.12	0.07
Albanie	0.24	0.01	0.02	0.00	
Algérie	0.02	0.02	0.02	0.02	0.01
Azerbaïdjan		0.13	0.01	0.04	
Bahreïn					
Bangladesh	1.07	0.61	0.43	0.20	0.14
Benin	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01
Brunei					
Burkina Faso	0.04	0.02	0.02	0.03	0.03
Cameroun	0.00	0.00	0.00	0.01	0.01
Tchad	0.02	0.02	0.02	0.06	0.07
Comores	0.00	0.00		0.00	0.00
Côte d'Ivoire	0.05	0.03	0.01	0.01	0.02
Djibouti	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01
Egypte	1.26	0.12	0.02	0.01	0.00
Gabon			0.00		
Gambie	0.01	0.00	0.00	0.01	0.01
Guinée	0.02	0.01	0.02	0.02	0.00
Guinée-Bissau	0.01	0.00	0.01	0.01	0.00
Guyana	0.05	0.04	0.03	0.00	
Indonésie	0.05	0.01	0.28	0.03	0.00
Iran					
Iraq	0.04	0.07	0.00	0.02	0.00
Jordan	0.30	0.10	0.28	0.04	0.03
Kazakhstan	0.00	0.00			
Koweït					
Kirghizstan	0.02	0.09	0.05	0.06	0.01
Liban	0.02	0.00	0.08	0.01	0.00
Libye					0.01
Malaisie	0.00				
Maldives	0.00	0.00	0.00	0.01	0.01
Mali	0.03	0.02	0.00	0.03	0.03
Mauritanie	0.05	0.02	0.03	0.05	0.02
Maroc	0.19	0.00	0.10		
Mozambique	0.61	0.18	0.20	0.09	0.10
Niger	0.04	0.01	0.02	0.08	0.10
Nigeria	0.00	0.00	0.00		
Oman					
Pakistan	0.35	0.08	0.09	0.02	0.08
Palestine	0.02	0.01	0.05	0.01	0.01
Qatar					
Arabie Saoudite					
Sénégal	0.06	0.01	0.02	0.02	0.02
Sierra Leone	0.04	0.05	0.04	0.03	0.02
Somalie	0.15	0.02	0.02	0.09	0.09
Soudan					0.09
Suriname	0.01	0.01			
Syrie					
Tadjikistan	0.02	0.12	0.11	0.07	0.00
Togo	0.01	0.00	0.00	0.00	0.01
Tunisie	0.20	0.02	0.00		
Turquie	0.01	0.00			
Turkménistan	0.00	0.03	0.00		
Ouganda	0.02	0.03	0.05	0.10	0.03
EAU					
Ouzbékistan			0.07		
Yémen	0.07	0.03	0.15	0.04	0.03
Total de l'OCI	5.68	2.20	2.79	1.89	1.31
Total des PFRDV de l'OCI	4.19	1.71	2.05	1.69	1.09
Total de tous les PFRDV	7.65	4.04	5.74	4.15	2.53

Source: Base de données en ligne de l'OMC

Table 17: Nombre Total des Personnes Sous-nourris (million de personnes)

	1990-92	1995-97	2000-02	2005-07	2011-13
Afghanistan					
Albanie					
Algérie	1	2	2	ns	ns
Azerbaïdjan		2	1	ns	ns
Bahreïn					
Bangladesh	37	40	23	22	25
Benin	1	1	1	1	1
Brunei	ns	ns	ns	ns	ns
Burkina Faso	2	2	4	4	4
Cameroun	5	5	5	4	3
Tchad	4	4	4	4	4
Comores	0	0	0	0	1
Côte d'Ivoire	2	2	4	3	4
Djibouti	0	0	0	0	0
Egypte	ns	ns	ns	ns	ns
Gabon	0	0	0	0	0
Gambie	0	0	0	0	0
Guinée	1	2	2	2	2
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Guyana	0	0	0	0	0
Indonésie	42	33	43	38	22
Iran	ns	ns	ns	4	ns
Iraq	2	5	5	7	9
Jordan	0	0	0	ns	ns
Kazakhstan		ns	1	ns	ns
Koweït	1	ns	ns	ns	ns
Kirghizstan		1	1	1	0
Liban	ns	ns	ns	ns	ns
Libye	ns	ns	ns	ns	ns
Malaisie	ns	ns	ns	ns	ns
Maldives	0	0	0	0	0
Mali	2	3	3	2	1
Mauritanie	0	0	0	0	0
Maroc	2	2	2	2	ns
Mozambique	8	8	8	9	9
Niger	3	3	3	3	2
Nigeria	21	13	14	11	12
Oman					
Pakistan	31	31	38	34	31
Palestine			1	1	1
Qatar					
Arabie Saoudite	ns	ns	ns	ns	ns
Sénégal	2	2	2	2	3
Sierra Leone	2	1	2	2	2
Soudan	11	10	10	13	
Suriname	0	0	0	0	0
Syrie	ns	ns	ns	ns	1
Tadjikistan		2	3	2	2
Togo	1	1	1	1	1
Tunisie	ns	ns	ns	ns	ns
Turquie	ns	ns	ns	ns	ns
Turkménistan		0	0	0	ns
Ouganda	ns	ns	ns	ns	ns
EAU	5	7	7	9	11
Ouzbékistan		1	4	3	2
Yémen	4	5	6	7	7
Total de l'OCI	191	190	198	189	161
Autres en Dév. Total	712	661	658	625	566
Total du Monde	1015	949	957	907	842

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT, Indicateurs de sécurité alimentaire

Table 18: Prédominance de Malnutrition dans le Totale de la Population

	1990-92	1995-97	2000-02	2005-07	2011-13
Afghanistan					
Albanie					
Algérie	6	7	6	<5	<5
Azerbaïdjan		29	10	<5	<5
Bahreïn					
Bangladesh	34	33	17	15	16
Benin	22	19	17	13	6
Brunei	<5	<5	<5	<5	<5
Burkina Faso	23	19	28	25	25
Cameroun	38	38	30	20	13
Tchad	60	53	42	38	29
Comores	41	48	66	58	65
Côte d'Ivoire	13	13	22	19	21
Djibouti	70	58	47	33	21
Egypte	<5	<5	<5	<5	<5
Gabon	10	7	7	6	6
Gambie	18	23	20	20	16
Guinée	18	22	21	17	15
Guinée-Bissau	22	23	21	19	10
Guyana	22	12	8	9	5
Indonésie	22	16	20	17	9
Iran	<5	<5	<5	6	<5
Iraq	10	22	20	25	26
Jordan	6	9	6	<5	<5
Kazakhstan		<5	8	<5	<5
Koweït	39	<5	<5	<5	<5
Kirghizstan		14	18	10	6
Liban	<5	<5	<5	<5	<5
Libye	<5	<5	<5	<5	<5
Malaisie	<5	<5	<5	<5	<5
Maldives	11	11	10	10	5
Mali	25	26	22	15	7
Mauritanie	13	10	10	9	8
Maroc	7	7	6	5	5
Mozambique	58	47	45	40	37
Niger	36	36	26	21	14
Nigeria	21	12	11	8	7
Oman					
Pakistan	27	23	25	21	17
Palestine	15		22	18	32
Qatar					
Arabie Saoudite	<5	<5	<5	<5	<5
Sénégal	22	26	25	17	22
Sierra Leone	43	36	41	35	29
Somalie					
Soudan	42	32	28	32	39
Suriname	18	16	18	15	10
Syrie	<5	<5	<5	<5	6
Tadjikistan	30	36	42	35	30
Togo	35	27	26	21	16
Tunisie	<5	<5	<5	<5	<5
Turquie	<5	<5	<5	<5	<5
Turkménistan		10	8	6	<5
Ouganda	27	32	26	29	30
EAU	<5	<5	<5	<5	<5
Ouzbékistan		5	16	10	6
Yémen	29	32	32	32	29
Moyenne de l'OCI	22	20	18	17	14
Moyenne d'Autres en Dév.	25	21	20	18	15
Moyenne du Monde	19	16	16	14	12

Source: Base de données en ligne de FAOSTAT, Indicateurs de sécurité alimentaire

Tableau 19: Institut de Technologie du Massachusetts, Laboratoire d'action de pauvreté d'Abdul Latif Jameel (MIT J-PAL) et projets initiatiques d'Adoption Agricole de Technologie(ATAI) dans les Pays Membres de l'OCI

Titre	Pays	Contraintes	Question de Recherches	Résultats
Migration de travail provisoire comme réduction : Stratégies pour contrôler la famine saisonnière	Bangladesh	Contraintes de Marché du travail	Les incitations monétaires peuvent-elles inciter les fermiers ruraux à émigrer aux villes et à poursuivre des occasions de travail saisonnières pendant des périodes de la famine ?	L'offre d'une incitation pour émigrer a eu un grand effet sur la probabilité de la migration saisonnière.
Prise de décision de fermier et expérimentation de technologie en Indonésie	Indonésie	Inefficacités de l'information	Fournissant les fermiers avec des données sur des facteurs précédemment inaperçus affectant leurs rendements de récolte peut-il les aider à adopter des pratiques agricoles optimales ?	En expérimentant avec de nouvelles techniques agricoles, les fermiers ne comprennent pas au commencement les avantages. Quand les résultats des nouvelles techniques de leur parcelle de terrain sont rapportés, les fermiers sont en position de continuer d'employer la nouvelle technique.
Occasions d'améliorer l'expansion et l'impact du prêt agricole au Mali	Mali	Inefficacités du marché de crédit	Est-ce que microfinance sous forme de prêts, de concessions, ou de produits de l'épargne allégera des contraintes à l'investissement parmi de petits fermiers au Mali ?	(Travail continu)
L'impact du projet d'irrigation d'Alatona au Mali	Mali	Contraintes du Marché de terre	Comment est-ce qu'un projet à grande échelle d'irrigation améliore des rendements et aide les fermiers à fixer les droits de propriété ?	(Travail continu)
Les épargnes, subventions et sécurité soutenable alimentaire en Mozambique	Mozambique	Inefficacités du marché de crédit	L'accès aux équipements d'économie en combinaison avec des subventions pour l'engrais peut-il augmenter l'adoption de longue durée d'engrais parmi des fermiers en Mozambique ?	(Travail continu)
Versements aux migrants de mobilisation pour la modernisation agricole en Mozambique	Mozambique	Inefficacités du marché de crédit	Les remises strictement identifiées pour des buts agricoles peuvent-elles augmenter la prise des technologies agricoles ?	Le produit financier développé n'était pas populaire parmi les travailleurs et pour avoir suffisamment de réceptrice à examiner s'il y aurait n'importe quel effet sur les achats d'input d'agriculture.
Promotion de l'utilisation correcte d'engrais par l'épargne de l'information et d'engagement employant des opérations bancaires mobiles en Mozambique	Mozambique	Inefficacités du marché d'Input et d'Output, Inefficacités du marché de crédit, Inefficacités de l'information	Est-ce que les épargnes de l'information et d'engagement pour les inputs agricoles par un téléphone portable augmentent la prise des inputs ?	(Travail continu)
Fermiers coordonnés avec des portables : Innovation de technologie dans la vulgarisation de bétail au Pakistan	Pakistan	Inefficacités de l'information	Donnant à des fermiers une plateforme pour acquérir des expériences de l'information et de part de soin vétérinaire augmente-t-il l'utilisation de ces services ?	(Travail continu)
Contrats d'intéressement en vente des récoltes de valeurs élevées par Petites Propriétaires au Sénégal	Sénégal	Inefficacités du marché d'Input et d'Output	Est-ce que différents types de contrats pour des commerçants d'oignon améliorent la qualité et augmentent des prix des fermiers ?	(Travail continu)
Promotion de l'adoption de nouvelles variétés de riz : Adressage des coûts d'adoption rapide au Sierra Leone	Sierra Leone	Extériorités, Inefficacités du Marché de Risque, Inefficacités de l'information	Les chercheurs étudient si les subventions des prix initiaux et de formation favorisent effectivement l'expérimentation et l'adoption de nouvelles variétés de riz parmi des fermiers au Sierra Leone.	(Travail continu)
Structure de contrat et qualité d'exportation sur le marché du cacao de la Sierra Leone	Sierra Leone	Inefficacités du marché d'Input et d'Output	Les variations des contrats offerts aux commerçants de cacao augmentent-elles la qualité du cacao qu'elles achètent ?	Les commerçants qui sont offerts des bonifications achètent un cacao plus de haute qualité, mais les prix plus élevés qu'ils reçoivent ne sont pas passés aux fermiers.
Fermiers et barrières de femmes à l'adoption de technologie : Une évaluation randomisée du programme de la prolongation de BRAC à Ouganda rural	Ouganda	Inefficacités du marché d'Input et d'Output, Inefficacités du marché de crédit, Inefficacités de l'information	Combinant la vulgarisation avec la microfinance augmente-il l'utilisation du conseil agricole ?	(Travail continu)
Épreuves sélectives pour l'évaluation et l'adoption agricoles de technologie : Un pilote	Ouganda	Extériorités, Inefficacités du marché de crédit	Comment les réseaux sociaux peuvent-ils être employés stratégiquement pour augmenter la prise d'une technologie d'arrosage simple ?	(Travail continu)
Est-ce que la mauvaise qualité gêne l'adoption agricole de technologie ? Évidence du marché pour des engrais à Ouganda	Ouganda	Inefficacités de l'information	Dans quelle mesure à l'adoption de l'engrais limitée par qualité inférieure et produits contrefaits sur le marché ?	(Travail continu)

Source: MIT J-PAL